

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°265

AVRIL 2007

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- MASSOUD BARZANI DIRECTEMENT MENACÉ PAR LE PREMIER MINISTRE TURC.
- TURQUIE : APRÈS QUATRE COUPS D'ÉTAT MILITAIRES CLASSIQUES, LES GÉNÉRAUX TURCS FOMENTENT UN E-COUP.
- DIYARBAKIR : UN PROCUREUR RÉCLAME JUSQU'À 15 ANS DE PRISON CONTRE 53 MAIRES KURDES AYANT DEMANDÉ AU PREMIER MINISTRE DANOIS DE NE PAS FERMER UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION KURDE
- BILAN MARS-AVRIL DE LA GUERRE EN IRAK : LE NOMBRE DES TUÉS A AUGMENTÉ DE 15% EN MARS ET LE MOIS D'AVRIL EST MARQUÉ PAR PLUS DE 100 MORTS AMÉRICAINS.
- STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR DES SÉVICES ET TRAITEMENTS INHUMAINS INFLIGÉS À DES PRISONNIERS À IZMIR ET AU KURDISTAN.
- SYRIE : DEUX TIERS DES SIÈGES RÉSERVÉS PAR LA CONSTITUTION AU PARTI BAAS PERMET UNE VICTOIRE SANS SURPRISE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.
- LA HAYE : DES PROCUREURS NÉERLANDAIS REQUIÈRENT LA CONDAMNATION POUR GÉNOCIDE D'UN HOMME D'AFFAIRES AYANT VENDU DES ARMES CHIMIQUES UTILISÉES CONTRE LES KURDES.
- AINSI QUE...

MASSOUD BARZANI DIRECTEMENT MENACÉ PAR LE PREMIER MINISTRE TURC

Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, a assuré que les Kurdes irakiens répliqueraient à toute ingérence turque au Kurdistan irakien. Massoud Barzani a indiqué que les Kurdes irakiens pourraient évoquer le sort des Kurdes en Turquie après que celle-ci a réclamé l'ajournement d'un projet de référendum sur le futur statut de la ville de Kirkouk. La presse turque a cité M. Barzani affirmant que si la Turquie « *interfère dans* (le dossier de) Kirkouk pour seulement quelques milliers de Turkmènes, alors nous

agissons au sujet des 30 millions de Kurdes en Turquie ». Le Premier ministre turc a, le 9 avril, proféré des menaces contre le président du Kurdistan irakien assurant que le prix à payer pour le Kurdistan serait élevé. « *Il ne devrait pas dire des choses trop lourdes de conséquences pour lui. M. Barzani a dépassé les bornes* », a souligné le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan devant les journalistes. « *Le nord de l'Irak (Kurdistan), qui est notre voisin, est en train de commettre une erreur, et le prix à payer sera très élevé* », a déclaré M. Erdogan. M. Barzani a

« *dépassé la ligne* » a-t-il poursuivi, ajoutant: « *Je leur conseille de ne pas prononcer des mots dont ils ne pourront pas se relever et de connaître leur place parce qu'ils pourraient plus tard être écrasés par ces mots* ». La présidence de la région du Kurdistan irakien, réagissant à des propos musclés du Premier ministre turc a répliqué à son tour le 9 avril que les Kurdes d'Irak demandent à la Turquie de ne pas s'ingérer dans leurs affaires et rejettent toute menace : « *Nous ne nous ingérons pas dans les affaires des pays de la région mais nous demandons aussi que ceux-ci ne s'ingèrent pas dans celles de Kirkouk, qui est une affaire interne* », a souligné le directeur de cabinet de la présidence, Fouad

Hussein, dans un communiqué. « *Les menaces ne figurent pas dans notre vocabulaire politique. Nous avons toujours eu un langage d'autodéfense. En même temps, nous n'acceptons pas que les autres aient recours à la menace contre nous* », a affirmé M. Hussein, ajoutant que la question de Kirkouk « *concerne les Kurdes, Turcomans, Arabes et Assyriens* ».

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a, le 11 avril, tenté d'apaiser Ankara. « *La politique étrangère de l'Irak est planifiée et exécutée par le gouvernement irakien* », a déclaré dans un communiqué M. Maliki, qui effectuait une visite à Tokyo et Séoul. « *Cette politique reflète notre intention de maintenir les meilleures relations avec nos voisins et ne vise pas à intervenir dans leurs affaires* », a ajouté le chef du gouvernement irakien, précisant toutefois : « *En même temps, nous ne permettrons pas à des voisins d'intervenir dans nos affaires* ».

A la suite de ces déclarations, Ankara s'est plaint auprès de Washington de Massoud Barzani. Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a fait part à la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice de son désagrément au cours d'une conversation téléphonique. Interrogé le 9 avril par des journalistes sur la

réponse que la Turquie allait apporter à M. Barzani, M. Gül a seulement répondu : « *Vous verrez* ». « *Les mots de M. Barzani sont extrêmement dérangeants, inacceptables et sont considérés comme une provocation* », aurait déclaré M. Gül à Mme Rice, selon des citations publiées par le quotidien anglophone *Turkish Daily News*. Les Etats-Unis ont jugé « *fâcheux* » les propos de M. Barzani envers la Turquie. « *Nous pensons que des commentaires de ce genre sont vraiment fâcheux et qu'ils ne font pas avancer l'objectif d'une coopération plus large entre la Turquie et l'Irak* », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

Ankara craint que le rattachement de Kirkouk au Kurdistan irakien ne donne à celle-ci des moyens financiers suffisants pour proclamer son indépendance, une situation qui pourrait, selon les autorités turques, encourager le sécessionnisme des Kurdes de Turquie. Les tensions sont déjà fortes entre la Turquie et les Kurdes d'Irak, Ankara accusant ceux-ci de tolérer, voire de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dont des milliers de membres se sont installés dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Par ailleurs, le PDK, le parti du

président du Kurdistan irakien a été particulièrement visé par des attentats. Le 23 avril, un attentat a fait 10 morts et 20 blessés près de Mossoul lorsqu'une voiture piégée a explosé à proximité du siège du parti démocratique, dans le village à majorité chrétienne de Tal Isqouf. De plus, 23 ouvriers membres de la minorité yézidie ont été exécutés le même jour par des hommes armés dans cette province, selon la police. Trois jours après, trois peshmergas ont été tués et 13 autres blessés, dans l'explosion de deux voitures piégées et dans un attentat suicide visant le PDK à Zanmar, à 80 km de Mossoul. Le PDK a également été visé à Kirkouk. Un soldat a été tué et le corps d'un membre du parti enlevé le 9 avril a été retrouvé. Le 1^{er} avril, dans un attentat suicide au camion piégé qui visait un poste de police proche d'une école primaire à Rahimawa, 12 personnes ont été tuées et 178 blessées, tandis que de nombreux écoliers et des habitants du quartier ont été blessés par cette déflagration qui a provoqué d'importants dégâts matériels. En outre, l'explosion d'un engin artisanal dans le sud de la cité a blessé cinq policiers. De plus, quatre membres d'une famille chiite kurde, parmi lesquels une fille de huit ans, y ont, le 21 avril, été tués à leur domicile par des inconnus.

TURQUIE : APRÈS QUATRE COUPS D'ÉTAT MILITAIRES CLASSIQUES, LES GÉNÉRAUX TURCS FOMENTENT UN E-COUP

La Turquie est plongée dans l'expectative alors que le Parlement doit élire un nouveau président. Le seul candidat, le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül, issu du parti de la Justice et du Développement (AKP-au pouvoir), suscite la méfiance de l'armée et de l'élite laïque du pays. La perspective que M. Gül accède à la magistrature suprême a déclenché une crise sans précédent en Turquie, l'armée menaçant le gouvernement pro-islamiste d'intervenir pour protéger

le principe de laïcité en vigueur dans ce pays à majorité musulmane. Un premier tour de scrutin le 27 avril au Parlement n'a pas permis de désigner le nouveau chef de l'État à cause du boycottage des députés de l'opposition. Quelques heures plus tard, l'état-major de la puissante armée turque a publié sur son site ce que la presse appelle depuis « *le mémorandum de minuit* » ou encore « *e-coup* », accusant en termes très durs le gouvernement de ne pas défendre les principes laïques de la République et rappelant qu'il était

prêt à agir pour le faire, le cas échéant. L'état-major soulignait que les forces armées étaient les « *protectrices déterminées de la laïcité* » et qu'elles « *afficheront ouvertement leur position et leurs attitudes lorsque cela deviendra nécessaire* ».

L'armée turque, qui se veut garante de la laïcité, a déjà fait trois coups d'État (en 1960, 1971 et 1980) et provoqué la démission d'un gouvernement pro-islamiste, le premier de l'Histoire du pays, en 1997. Mais cette fois-ci, fait sans précédent, après une réunion du Premier ministre avec plusieurs de ses ministres le gouvernement, loin d'obtempérer, a riposté fermement,

rappelant les militaires à l'ordre et soulignant, par la voix du porte-parole Cemil Çiçek, que l'état-major « demeure sous les ordres du Premier ministre ». « Il est inconcevable que dans un État démocratique de droit, l'état-major (...) tienne (de tels) propos », a-t-il indiqué, réaffirmant l'attachement du gouvernement aux principes laïques. Il a réaffirmé l'attachement du gouvernement de l'AKP aux principes laïques de la République et souligné qu'il était « impensable » que la Turquie cherche des solutions à ses problèmes en dehors du système démocratique. M. Çiçek a également accusé l'état-major de « tentative d'influencer le cours de la justice » en publiant sa déclaration à un moment où la Cour constitutionnelle examine un recours de l'opposition pour faire annuler le premier tour de l'élection présidentielle. Il a rapporté par ailleurs une conversation téléphonique « utile et fructueuse » entre M. Erdogan et le chef d'état-major général, le général Yasar Büyükanit le 28 avril. Dans une première réaction, M. Erdogan avait pour sa part affirmé que le peuple turc s'opposerait à toute tentative de déstabilisation du pays : « Cette nation a payé un prix élevé, douloureux quand les fondements de la stabilité et de la confiance ont été perdus. Mais elle n'autorise plus, et n'autorisera plus, les opportunistes qui attendent et ouvrent la voie au désastre ».

Le Premier ministre Tayyip Erdogan, qui avait finalement renoncé à se présenter à la présidence et Abdullah Gül démentent vouloir faire de la Turquie un État islamiste. Ils rappellent qu'ils sont au pouvoir

depuis près de cinq ans, période marquée par une forte croissance économique, et qu'ils ont engagé les discussions en vue de l'adhésion du pays à l'Union européenne, signe de leur volonté d'ouverture. D'ailleurs, à Bruxelles, le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn a appelé l'armée à rester en dehors du processus électoral. « Il est important que l'armée laisse les prérogatives de la démocratie au gouvernement élu », a-t-il déclaré le 28 avril.

Ces derniers jours, l'opposition, la plupart des médias, des associations et des groupes de pression -comme l'association patronale Tüsiad- ont plaidé en faveur d'élections anticipées, seul moyen, selon eux, d'empêcher la Turquie de sombrer dans le chaos. Le 29 avril, un million de personnes ont manifesté à Istanbul, à l'appel de l'association de défense des idées d'Ataturk, dirigée par des généraux à la retraite, après un premier rassemblement de près de 500 000 personnes, le 14 avril à Ankara.

Les yeux sont tournés vers la Cour constitutionnelle turque qui doit rendre son verdict sur la validité du premier tour de l'élection présidentielle. Pour le principal parti d'opposition parlementaire, le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste-nationaliste), qui a déposé le recours en invalidation, l'ouverture du scrutin présidentiel au Parlement nécessitait un quorum de 367 députés (sur 550), correspondant à la majorité qualifiée des deux tiers nécessaire à une élection dès le premier tour. Or, seuls 361 députés étaient présents, dont 357 ont voté pour le candidat unique, Abdullah Gül, désigné par l'AKP. Si les 11 juges tranchent en

faveur du CHP, l'élection sera annulée et des élections législatives anticipées pourraient être convoqués dans un délai de 45 à 90 jours, avant leur date normale de novembre. Si la Cour déboute le CHP, le deuxième tour de scrutin prévu pour le 2 mai, à la majorité des deux tiers, a peu de chance de déboucher sur l'élection de M. Gül. Il est cependant assuré de l'emporter au troisième tour, prévu le 9 mai, quand seule la majorité absolue, soit 276 voix, sera requise, alors que l'AKP détient 352 sièges au Parlement.

La presse turque était, le 30 avril, unanime pour exhorter les deux parties à faire marche arrière afin de désamorcer la crise. Des commentateurs craignaient qu'une fois élu, M. Gül n'approuve des lois rejetées par son prédécesseur et n'islamise le pays. « Il est difficile pour Gül de rester impartial », commentait Tufan Türeñç dans le journal à gros tirage *Hürriyet*, en ajoutant que pour lui, une Première dame voilée est tout à fait inconcevable avec la laïcité. Le foulard porté par l'épouse d'Abdullah Gul, Hayrünisa Gül, est vu par les laïcs comme une manifestation de militantisme politique islamique. « Ne réduisez pas en ruines ce pays », plaidait le quotidien populaire *Aksam*, appelant armée et gouvernement à trouver une solution démocratique à leur querelle, sinon « un grand danger attend la Turquie ». « Le laïcisme est, bien sûr, un des piliers de la société turque, mais la démocratie en est un aussi », écrivait pour sa part le quotidien à grand tirage *Sabah*, tandis que le journal libéral *Milliyet* préconisait des élections législatives anticipées.

DIYARBAKIR : UN PROCUREUR RÉCLAME JUSQU'À 15 ANS DE PRISON CONTRE 53 MAIRES KURDES AYANT DEMANDÉ AU PREMIER MINISTRE DANOIS DE NE PAS FERMER UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION KURDE.

Un procureur de Diyarbakir a, le 3 avril, réclamé jusqu'à 15 ans de prison contre 53 maires kurdes pour avoir écrit au Premier ministre danois en 2005,

l'exhortant à résister aux demandes d'Ankara de fermer *Roj-tv*, une chaîne de télévision kurde. Les maires, jugés depuis septembre 2006, ont été accusés par le procureur de « soutien délibéré » au

parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à cause de cette lettre écrite en anglais à Anders Fogh Rasmussen.

Le procureur a requis des peines d'emprisonnement allant de sept ans et demi à 15 ans pour 53 accusés, tous membres du Parti pour une société démocratique (DTP), la

principale formation pro-kurde légale de Turquie, souvent accusée par les autorités de soutenir le PKK. Parmi eux figure Osman Baydemir, le très populaire maire de Diyarbakir. Le procureur a demandé que trois autres maires, qui ont affirmé que leurs noms avaient été rajoutés à la lettre à leur insu, soient acquittés. Aucun des accusés n'était présent à l'audience. Ils avaient à l'ouverture du procès rejeté les accusations du parquet, affirmant

avoir agi pour défendre la liberté de la presse. Le procès a été ajourné au 8 mai.

Ankara a demandé aux autorités danoises d'abroger la licence de diffusion accordée à *Roj-tv*, basée au Danemark où elle émet depuis 2004, au motif que la chaîne a des liens avec le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union Européenne et les Etats-Unis.

escadrons de la mort chiites de commettre des attentats pour faire fuir les sunnites du quartier, mais aussi les insurgés sunnites d'utiliser cette poche comme base pour commettre des attaques dans les quartiers chiites. L'initiative a été vivement critiquée par des députés irakiens dont le député kurde Mahmoud Osmane qui estime qu'« ériger un mur autour d'Adhamiyah est le summum de l'échec et un pas erroné qui viole des droits de l'Homme ». Pour couper court à la polémique, le Premier ministre Nouri al-Maliki a affirmé le 22 avril au Caire avoir demandé l'arrêt de la construction du mur d'Adhamiyah.

BILAN MARS-AVRIL DE LA GUERRE EN IRAK : LE NOMBRE DES TUÉS A AUGMENTÉ DE 15% EN MARS ET LE MOIS D'AVRIL EST MARQUÉ PAR PLUS DE 100 MORTS AMÉRICAINS

Malgré la montée en puissance des forces irakiennes et américaines sur le terrain, le nombre de tués en Irak a augmenté de 15% en mars. Le nombre de morts en mars s'est élevé à 2.078 précisément, soit une hausse de 15% par rapport à février, a, le 1^{er} avril, annoncé le ministère de la Défense. En tout, 1.869 civils, 165 policiers et 44 soldats ont péri, selon le bilan du ministère qui prend en compte ses chiffres ainsi que ceux des ministères de la Santé et de l'Intérieur. En moyenne, 67 personnes ont été tuées chaque jour en mars contre 64 en février. Ces violences ont fait également en mars 2719 blessés parmi les civils contre 1992 en février. Toujours selon le ministère de la Défense, le nombre de terroristes présumés tués est en revanche en baisse, passant de 586 en février à 481 en mars. Le nombre d'arrestations de « *terroristes et suspects* » a été multiplié par trois pour atteindre 5.664 en mars contre 1921 en février.

Selon un décompte de l'AFP à partir des chiffres du Pentagone, 85 soldats ou personnels assimilés américains sont décédés en mars. Les violences n'épargnent même pas les responsables politiques. Huit personnes, dont au moins deux députés, ont été tuées le 12 avril

dans un attentat suicide au Parlement irakien, le premier du genre dans ces locaux situés au cœur de la zone verte ultra-protégée de Bagdad. Selon toute vraisemblance, l'auteur de l'attaque était un garde du corps d'un des parlementaires. Ces hausses ont été enregistrées en dépit d'un plan de sécurité, lancé le 14 février, pour sécuriser Bagdad ravagé par les violences qui ont fait 16.000 morts en 2006 selon les Nations unies. Quelque 90.000 membres des forces de sécurité irakiennes et soldats américains doivent être déployés d'ici à juin dans la capitale pour enrayer ces violences, en grande partie confessionnelles. Le directeur pour le Moyen-Orient de International Crisis Group, Joost Hiltermann estime toutefois qu'il n'y aura pas de « *baisse significative de la violence (...) sans un compromis politique entre tous les partis politiques et groupes irakiens* ». Le président Jalal Talabani a lui aussi souligné un succès enregistré par ce plan: la quasi-disparition, dans les rues, de l'armée du Mahdi, la milice du chef chiite Moqtada Sadr. Pour tenter de juguler la violence endémique, l'armée américaine multiplie désormais l'érection de murs de protection dans plusieurs zones de la capitale. D'après l'armée américaine, cette structure en béton est destinée à empêcher d'éventuels

Par ailleurs, l'armée américaine a, le 30 avril, annoncé à plus de 100 morts parmi les forces américaines pour le mois d'avril. Ces décès portent à au moins 3.350 depuis le début de la guerre en mars 2003, selon un décompte de l'Associated Press. La Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (Unami) a, le 25 avril, reproché pour sa part au gouvernement irakien de bloquer l'accès aux chiffres sur les victimes de la guerre au premier trimestre. Le Premier ministre irakien a cessé de communiquer des chiffres et accuse les Nations unies d'exagérer ses évaluations dans un précédent rapport, a affirmé l'Unami, lors de la présentation de son rapport trimestriel à Bagdad. Dans le précédent rapport daté du 16 janvier, l'Unami avait fait état de plus de 34400 morts en 2006 dans les violences quotidiennes qui ravagent l'Irak.

Selon le Centre de recherches du Golfe, un institut d'études proche-oriental basé à Dubaï, les attentats-suicide visant les civils se sont multipliés considérablement depuis début 2007, et sont plus meurtriers que jamais. En février et mars 2007, l'Irak a connu 92 attentats-suicide contre des cibles civiles, contre 62 pour les deux derniers mois de 2006. « *Depuis janvier, on enregistre le plus haut niveau d'attentats-suicide depuis*

2005, et des taux de victimes plus élevés qu'à n'importe quelle période depuis le début de la guerre », précise, le 3 avril, Nicole Stracke, principale rédactrice du rapport du Centre de recherches du Golfe. Les cibles choisies, cafés ou restaurants, mariages ou funérailles, marchés et sites religieux chiites, sont bien moins protégées que des cibles moins accessibles, bases militaires américaines ou locaux gouvernementaux irakiens. On note aussi une tendance plus récente, les attentats au chlore, huit entre le 28 janvier et la fin mars, avec le même modus operandi: des camions remplis de chlore, produit hautement toxique, qui, outre les morts et blessés, provoqué des symptômes liés à l'inhalation du gaz, troubles respiratoires, nausées, vomissements, irritation de la peau... Les attaques au chlore, évoquant la guerre chimique, ont également un rôle psychologique important, déclenchant la panique et rappelant aux Irakiens un épisode terrible de leur histoire, le gazage par Saddam Hussein de la ville kurde d'Halabja, qui avait fait plus de 5.000 morts.

Les chiites continuent à être la cible privilégiée des terroristes. Le 18 avril, au moins 190 personnes ont

péri dans une vague d'attentats à la voiture piégée à Bagdad, dont 140 sur un marché populaire, mettant à mal la crédibilité du plan de sécurisation massif destiné à juguler la violence dans la capitale irakienne. L'attentat à la voiture piégée du marché d'Al-Sadriyah, un secteur à majorité chiite sur la rive orientale du Tigre, est le plus sanglant dans la capitale depuis le début de l'année. Au moins 140 personnes y ont péri et 155 ont été blessées, selon le bilan des services de sécurité. L'explosion, entendue à plusieurs kilomètres, a creusé un cratère de deux mètres dans le secteur du marché, déjà visé le 3 février par un attentat suicide au camion piégé, qui avait fait 130 morts. Un autre attentat sanglant a été perpétré à Sadr City, le grand quartier chiite de Bagdad, où l'explosion d'une voiture piégée contre un point de contrôle de l'armée a fait 28 morts et 44 blessés. Une autre voiture piégée a explosé dans le quartier de Karrada, au centre, faisant 11 morts. Dans le même secteur, trois personnes ont péri dans un attentat similaire. Le 28 avril, c'est un attentat suicide sanglant à la voiture piégée dans la ville sainte chiite de Kerbala qui a fait 71 tués et 178 blessés. Le 14

avril, un précédent attentat suicide à la voiture piégée avait fait 42 morts dans la ville.

Malgré tout, l'Irak a, le 9 avril, fêté sous haute tension le 4e anniversaire de la chute du régime de Saddam Hussein. Par crainte d'attentat, la circulation des véhicules à moteur a été interdite à Bagdad. A Najaf et Koufa, pavoisées de milliers de drapeaux irakiens, des dizaines de milliers de chiites ont participé à une grande manifestation anti-américaine organisée par le mouvement radical chiite de Moqtada al-Sadr. Cependant, le Sénat américain a, 26 avril, adopté malgré la menace d'un veto du président George W. Bush, le projet de loi sur le financement de la guerre en Irak, qui prévoit un début de retrait des troupes américaines d'ici le 1er octobre prochain. Le projet de loi prévoit un budget de 124,2 milliards de dollars (91 milliards d'euros) pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan et un début de retrait militaire d'Irak au 1er octobre, ou plus tôt, si le gouvernement de Bagdad ne remplit pas certaines conditions. Il ajoute que le retrait devra être achevé avant le 1er avril 2008.

STRASBOURG :

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR DES SÉVICES ET TRAITEMENTS INHUMAINS INFLIGÉS À DES PRISONNIERS À IZMIR ET AU KURDISTAN

La Turquie a, le 12 avril, été condamnée à Strasbourg par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) dans deux affaires concernant 13 détenus victimes de sévices à Izmir et dans le Kurdistan. Les plaignants recevront un total de 111 000 euros pour tort moral.

Douze détenus de la prison Buca, à Izmir, s'étaient plaints d'avoir été frappés à coups de matraque et de planches de bois par des administrateurs du centre

pénitentiaire, des gardiens et des gendarmes, parce qu'ils refusaient de se laisser fouiller, en juillet 1995. D'après le gouvernement turc, ils se seraient blessés en tombant dans l'escalier. Les juges européens, ne trouvant pas cette explication plausible, en ont conclu que les prisonniers avaient été « *bel et bien frappés et blessés* ». Ils ont aussi relevé que l'enquête avait été entachée de « *graves lacunes* », avec notamment la disparition d'un dossier et le refus du procureur de poursuivre les gendarmes.

Dans l'autre affaire, des gendarmes avaient battu, privé d'eau, de nourriture et privé de toilettes un habitant de la ville kurde de Sirnak soupçonné d'être sympathisant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'homme avait été maintenu au secret pendant trois jours avant d'être placé officiellement en garde à vue. La Cour européenne a jugé que cet homme avait été victime d'une série de six violations de la Convention européenne des droits de l'Homme, notamment l'interdiction des traitements inhumains et les droits à un recours effectif et à un procès équitable et lui a alloué 15 000 euros pour dommage moral.

SYRIE : DEUX TIERS DES SIÈGES RÉSERVÉS PAR LA CONSTITUTION AU PARTI BAAS PERMET UNE VICTOIRE SANS SURPRISE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La coalition au pouvoir en Syrie, le Front national progressiste (FNP) a remporté comme prévu les élections législatives. Selon les résultats officiels publiés le 26 avril à Damas, le FNP, coalition dirigée par le Baas, qui « dirige l'État et la société » selon la Constitution syrienne, a remporté les élections législatives des 22 et 23 avril. Le FNP aurait remporté 172 sur les 250 sièges de l'Assemblée populaire (Parlement), alors que 78 autres sont allés aux candidats indépendants, a précisé le ministre de l'Intérieur Bassam Abdel-Majid, lors d'une conférence de presse. Le taux de participation serait officiellement de 56%. Les élections législatives se sont achevées après un scrutin marqué par une très faible mobilisation et boycotté par l'opposition, tolérée mais sans existence légale, qui proteste contre le fait que la loi réserve la majorité des sièges aux partis au pouvoir. « Il est vain de participer à un scrutin dont les résultats sont connus d'avance », a estimé Me Hassan Abdel-Azim, porte-parole de six partis interdits réunis au sein du Rassemblement national démocratique (RND). Sur le mur des bureaux sont accrochées les photos du président syrien Bachar al-Assad et de son père, Hafez al-Assad, auquel il a succédé. « Frère citoyen, les élections sont des noces démocratiques nationales. Vote pour celui que tu estimes être le plus compétent », peut-on lire sur une pancarte du ministère de l'Intérieur. Quelque 7,8 millions de Syriens sont détenteurs d'une carte électorale, sur une population de 19 millions d'habitants, selon les chiffres officiels. La faible participation confirme le désintérêt de la population pour cette élection destinée à renouveler le parlement

mais dont les résultats sont sans surprise. Créé en 1971, le Parlement désigne le candidat à l'élection présidentielle, discute de la politique gouvernementale, approuve les lois et le budget.

A Damas, le FNP présentait 16 candidats, dont le président du Parlement sortant Mahmoud al-Abrache, les secrétaires généraux des deux partis communistes syriens, Ammar Bakdache et Hunein Nimr, le président de l'Union des étudiants Ammar Saati. Le Premier ministre Mohammad Naji Otri était candidat du FNP à Alep. De même, dans la deuxième ville du pays, Alep (nord), « les candidats ont été déçus par le faible niveau de participation », a écrit le 23 avril le quotidien *Al-Watan*. De par la loi, le nouveau parlement sera dominé par le Front national progressiste à l'instar des précédents parlements syriens depuis 1973, date de la création du FNP. Sur les 250 sièges, 167 sont réservés au FNP et les 83 restants aux candidats dits indépendants, parmi lesquels des hommes d'affaires proches du pouvoir. Quelque 2.395 candidats étaient en lice pour ces deuxièmes législatives depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad. Un référendum pour un nouveau mandat est prévu après les législatives. Candidat unique à la succession de son père Hafez al-Assad, décédé le 10 juin 2000, il était arrivé au pouvoir après un plébiscite qui lui avait donné 97,29% des voix.

L'opposition réclame une loi pour la création de partis autres que ceux affiliés au Baas, qui gouverne la Syrie depuis plus de 44 ans, ainsi que l'abolition de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963. Fin 2005, fait sans précédent depuis des décennies, les

mouvements de l'opposition ont lancé un appel à un « changement démocratique », mais leur action est restée sans suite. Beaucoup dénoncent « la paralysie » actuelle pour justifier leur désintérêt du scrutin. « De vastes catégories sont indifférentes aux élections (...) en raison du statu quo ambiant qui bloque toute évolution politique et économique », écrivait en mars un opposant syrien, Omar Koche, dans le quotidien libanais *as-Safir*.

Ces élections interviennent alors que la Syrie tente de sortir de son isolement vis-à-vis de la communauté internationale. Bachar el-Assad voulait capitaliser sur ce scrutin pour projeter une image d'ouverture vers l'extérieur. Il espère que ces élections vont consolider son pouvoir avant le référendum du mois de juillet qui devrait lui permettre d'obtenir un second mandat de sept ans à la tête du pays. Il fait aussi face aux pressions croissantes de la communauté internationale pour mettre en place un tribunal international afin de juger les meurtriers de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri, tué en février 2005. Une enquête menée par l'ONU sur cet assassinat a mis en cause des responsables syriens, des accusations démenties par la Syrie. Récemment, d'importantes personnalités étrangères se sont rendues à Damas, dont le représentant de la diplomatie européenne Javier Solana et la présidente démocrate de la Chambre des représentants américains, Nancy Pelosi.

Sur le plan économique, d'après les chiffres officiels, la Syrie a réalisé un taux de croissance de 5,1% en 2006, épongé la quasi-totalité de sa dette extérieure estimée à moins de cinq milliards de dollars, contre 24 milliards en 2005, et le taux de chômage a baissé à 9,5% à la fin 2006.

**LA HAYE : DES PROCUREURS NÉERLANDAIS REQUIÈRENT
LA CONDAMNATION POUR GÉNOCIDE D'UN HOMME
D'AFFAIRES AYANT VENDU DES ARMES CHIMIQUES
UTILISÉES CONTRE LES KURDES**

Des procureurs néerlandais ont, le 11 avril, requis la condamnation pour génocide d'un homme d'affaires néerlandais qui a vendu à l'Irak des produits chimiques utilisés dans des attaques au gaz meurtrières. Frans van Anraat a fait appel de sa condamnation en 2005 à 15 ans de prison pour complicité de crimes de guerre pour avoir fourni des substances ayant servi à fabriquer du gaz toxique par l'Irak de Saddam Hussein pendant la guerre de 1980-88 contre l'Iran. M. van Anraat, 65 ans, était accusé de complicité de crimes de guerre et de génocide pour avoir livré, entre 1985 et 1989, des ingrédients ayant permis la production d'armes chimiques, dont le gaz moutarde, utilisé contre les populations Kurdes d'Irak notamment dans l'attaque contre le village d'Halabja, en 1988, qui a fait environ 5.000 morts. Visé par une enquête américaine, il avait été arrêté en 1989 en Italie, puis avait fui vers l'Irak où il était resté jusqu'à l'attaque de la coalition conduite par les Etats-Unis en 2003, date à laquelle il s'est réfugié aux Pays-Bas. Les Etats-Unis

ont renoncé en 2000 à leur demande d'extradition, sans explication. De leur côté, les autorités néerlandaises n'avaient pas de raisons de l'arrêter jusqu'à ce qu'il soit accusé de génocide. La justice néerlandaise peut poursuivre M. Van Anraat pour génocide en Irak, après un jugement de la Cour suprême des Pays-Bas donnant aux tribunaux néerlandais compétence universelle en matière de crimes de guerre et de génocide, dès lors que les accusés résident aux Pays-Bas.

Frans Van Anraat, qui a refusé d'être libéré en attendant le résultat de son recours, a été acquitté de génocide en première instance, la cour ayant estimé qu'on ne pouvait prouver qu'il savait exactement comment les produits qu'il a vendus seraient utilisés. « *Nous demandons à nouveau qu'il soit reconnu coupable de génocide et requérons 15 ans d'emprisonnement pour complicité de crimes de guerre et génocide* », a déclaré une porte-parole du parquet de La Haye. La cour d'appel devrait se prononcer sur ce dossier dans la première quinzaine de mai, a-t-elle précisé.

Par ailleurs, le parquet du Haut

tribunal pénal irakien a, le 2 avril, requis la peine de mort contre cinq des six accusés, dont « *Ali le Chimique* », du procès Anfal sur le massacre de 180.000 Kurdes, selon le procureur. « *Nous avons requis la peine de mort pour Ali Hassan al-Majid et les (quatre) autres* », à l'issue du réquisitoire, a affirmé le procureur Mounqith al-Faroun. Il a ajouté avoir demandé l'acquittement pour le sixième accusé, l'ancien gouverneur de Mossoul, Taher Taoufic al-Ani, en raison du « *manque de preuves* ». Saddam Hussein et six anciens dirigeants, dont son cousin Hassan al-Majid dit « *Ali le chimique* », étaient jugés pour avoir ordonné et mis en œuvre les campagnes militaires d'Anfal en 1987-1988 dans le Kurdistan, qui ont fait 180.000 morts selon l'accusation. Seuls Saddam Hussein, exécuté le 30 décembre 2006 dans le cadre d'un autre procès, et « *Ali le chimique* » étaient accusés de génocide pour l'affaire Anfal. Les quatre autres accusés contre qui la peine de mort a été requise sont Saber Abdel Aziz al-Douri, ex-chef des renseignements militaires, l'ex-ministre de la Défense Sultan Hachem Ahmed, l'ancien responsable des renseignements Farhane Moutlaq et un ancien commandant militaire Hussein Rachid Tikriti.

AINSI QUE...

**• BALLETS DIPLOMATIQUES
AVANT LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR L'IRAK.**

L'Irak a, le 29 avril, confirmé sa participation à la conférence internationale sur l'Irak les 3 et 4 mai, à laquelle la République islamique sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki. Cette annonce intervient alors que le haut responsable de la sécurité iranien, Ali Larjani, est arrivé à Bagdad pour une visite de trois jours. Il a rencontré M. Maliki et le président irakien Jalal Talabani. Le vice-Premier ministre irakien Berham Salih avait prévu de se rendre à

Téhéran, mais son déplacement a été annulé en raison de la visite de M. Larjani, selon l'agence officielle iranienne IRNA. Le 25 avril, le chef de la diplomatie irakienne Hoshyar Zebari s'était rendu à Téhéran pour demander à l'Irak de participer à la conférence « *en soulignant le rôle très important de la République islamique dans la région* », au cours d'un entretien avec le président Ahmadinejad. Le lendemain, il avait effectué une visite à Ankara pour souligner l'importance de cette réunion et avait rencontré son homologue turc Abdullah Gül. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait pour sa part exprimé le 4 avril le souhait que la Turquie puisse accueillir à Istanbul cette

réunion. Cinq pays voisins de l'Irak - Jordanie, Koweït, Arabie saoudite, Syrie et Turquie - doivent participer à cette conférence prévue les 3 et 4 mai à Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, de même que Bahreïn, l'Égypte, la Ligue arabe, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et les Nations unies.

La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Irak, alors que les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques en 1980, semble avoir récemment évolué. Après avoir initialement refusé tout contact avec Téhéran, le président américain George W. Bush a accepté de participer à des discussions multilatérales destinées à mettre un terme à son programme

nucléaire. Le président américain George W. Bush a affirmé le 24 avril que la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice pourrait avoir des entretiens bilatéraux avec son homologue iranien lors de la conférence. Sur la chaîne de télévision américaine ABC, Condoleezza Rice a pour sa part indiqué que ce que Téhéran devrait faire pour aider à mettre un frein à la violence en Irak lui semblait « assez évident ». « Arrêter le flot d'armes aux combattants étrangers, arrêter le flot de mercenaires à travers les frontières, arrêter d'utiliser des engins explosifs pour tuer les soldats américains, arrêter de fomenter des querelles entre milices qui ensuite tuent des Irakiens innocents » a-t-elle énuméré. La Secrétaire d'Etat a cependant démenti des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis auraient promis de libérer cinq responsables iraniens détenus actuellement par les forces américaines en Irak, pour inciter l'Irak à participer à la conférence.

D'autre part, le département d'Etat a, le 23 avril, annoncé avoir pris des sanctions à l'encontre de 14 sociétés ou organisations, dont trois chinoises, dans le but de stopper du matériel militaire fabriqué en Syrie ou en Iran. Selon ces sanctions, il est interdit à ces sociétés d'être en relation avec des agences gouvernementales américaines pendant deux ans. Ces mesures concernent trois sociétés chinoises, l'armée de l'air et la marine syriennes, le Hezbollah (qui fait déjà l'objet de sanctions), un ressortissant pakistanais et des firmes de Malaisie, du Mexique et de Singapour. Ces sanctions sont largement symboliques, un certain nombre des entités visées faisant déjà l'objet de sanctions de la part de Washington, a commenté un responsable américain sous couvert d'anonymat.

Sur le plan de la politique nationale, le mouvement du dirigeant chiite radical Moqtada Sadr a, le 16 avril, annoncé officiellement qu'il se

retirait du gouvernement irakien de Nouri al-Maliki, lors d'une conférence de presse à Bagdad. Le mouvement de Moqtada Sadr dirige six ministères au sein du gouvernement d'union nationale. Avec 32 députés, son courant représente aussi le plus important mouvement au sein de la coalition parlementaire chiite, l'Alliance unifiée irakienne (130 sièges au total). Fin 2006, les élus sadristes avaient déjà suspendu leur participation au gouvernement pour protester contre une rencontre entre M. Maliki et le président américain George W. Bush en Jordanie. Les autorités américaines croient savoir qu'al-Sadr se trouve actuellement en Iran, mais ses partisans déclarent qu'il est caché dans un lieu secret en Irak.

Par ailleurs, Ali Allawi, un conseiller du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, a, le 9 avril, appelé à Washington à une solution fédérale en Irak pour mettre fin à l'instabilité qui règne dans le pays. « Le cadre actuel de l'Etat irakien est fondamentalement instable. Le processus de décision est paralysé par les jeux de partage du pouvoir » entre les communautés chiite, sunnite et kurde, a estimé M. Allawi, ancien ministre des Finances, de la Défense et du Commerce, à l'occasion de la publication aux Etats-Unis de son livre, « L'Occupation de l'Irak: gagner la guerre, perdre la paix ». Selon lui, « la machine gouvernementale est trop décrépite et corrompue pour gérer le pays ». « La fiction que l'Irak peut être maintenue dans sa forme actuelle sans violence prolongée et sans instabilité doit être abandonnée », a-t-il ajouté dans une déclaration écrite. D'après lui, « une solution régionale semble être la seule réponse possible ». Il juge nécessaire « de nouvelles autorités régionales avec des pouvoirs et des ressources étendus », les institutions fédérales agissant « comme arbitres entre les régions ». « La sécurité doit être décentralisée jusqu'à ce que la confiance entre les communautés soit rétablie », estime-t-

il. Le responsable irakien considère que le fédéralisme en Irak « doit être garanti par un traité international qui inclurait les puissances régionales ». « Les troupes américaines seraient alors remplacées par une force internationale chargée de stabiliser le nouveau système fédéral », suggère M. Allawi. « Le temps est venu pour les Etats-Unis de procéder à un virage à 180 degrés. Il est nécessaire de reconnaître que la solution militaire n'est pas suffisante », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse. Selon lui, il est nécessaire d'organiser un « congrès international » pour négocier « une architecture de sécurité pour le Moyen-Orient, en excluant la question palestinienne ».

• **LES ASSYRO-CHALDÉENS CÉLÈBRENT LEUR NOUVEL AN AU KURDISTAN IRAKIEN.** Les descendants des Assyriens célèbrent depuis le 1er avril dans le Kurdistan irakien et pendant 12 jours leur Nouvel an, un rite païen qui remonte à des millénaires et glorifie la résurrection et la vie. Dans l'impossibilité de se regrouper, en raison de l'insécurité, dans leurs anciennes capitales de Babylone ou Ninive, les Assyriens, un peuple dont l'histoire remonte à 3.000 ans avant Jésus-Christ, fêtent l'année 6757 au Kurdistan, épargnée par les violences. « Des gens viennent de Bagdad, Mossoul et Kirkouk pour participer aux festivités à Dohouk. Pour des raisons de sécurité, il était trop difficile d'organiser cela dans la plaine de Ninive », confie le porte-parole du Mouvement démocratique assyrien, Akad Mourad.

Officiellement bannis par les régimes successifs à Bagdad, les chrétiens assyriens du Kurdistan célèbrent ouvertement leur Nouvel an depuis la première guerre du Golfe en 1991. Le Nouvel An est l'événement le plus important pour cette communauté qui parle l'araméen, une langue sémitique proche de l'hébreu. « Nous faisons la fête pendant 12 jours comme on le

faisait à Babylone et Ashur », affirme Nissan Beghazi, président du Centre culturel de la ville de Dohouk, qui est pour la première fois au centre des animations. Avant de se convertir au christianisme au 1er siècle et d'adopter le calendrier grégorien, les Assyriens célébraient le Nouvel an le 21 mars, comme les Kurdes marquant l'arrivée du printemps, de même que les Iraniens.

Les célébrations ont débuté avec une parade à l'extérieur de l'église de la Vierge Marie à Dohouk alors que sous Saddam Hussein, les Assyriens fêtaient le passage à la nouvelle année entre quatre murs à l'abri des regards. Conformément à la tradition, ils écoutent des poètes qui retracent l'histoire de la création du monde. Une autre coutume pratiquée dans les villages chaldo-assyriens consiste à planter quelques semaines auparavant des graines de blé ou d'orge dans un vase, les poser sur un rebord de fenêtre et regarder pousser les jeunes plants en tant que symbole d'une nouvelle vie. « *Après le soulèvement de mars 1991, notre communauté a recommencé à célébrer ce jour historique. En 1992, le Parlement kurde a décrété que le 1er avril serait un jour férié mais cela n'est toutefois pas entré en vigueur* », précise M. Beghazi. Derrière ces festivités se cache aussi une certaine inquiétude quant à l'avenir, dans un pays où l'émigration de masse a durablement affecté les minorités chrétiennes. L'émigration de masse a vu la communauté chrétienne d'Irak diminuer à quelque 600.000 personnes sur une population totale de 27 millions d'habitants.

• **L'ONU REPORTE UNE EXPOSITION SUR LE GÉNOCIDE RWANDAIS SUITE AUX OBJECTIONS TURQUES SUR UNE RÉFÉRENCE AU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS.** Des dizaines de milliers de personnes ont, le 24 avril marqué le 92ème anniversaire des massacres

d'Arméniens dans l'Empire ottoman en 1915, appelant une nouvelle fois la Turquie et le reste du monde à reconnaître qu'il s'agissait d'un génocide. Brandissant des drapeaux, l'air sombre, les manifestants ont traversé Erevan jusqu'au Mémorial aux victimes du génocide, érigé sur une colline surplombant la ville, où ils ont déposé des fleurs. Le 24 avril marque ce jour où en 1915, en pleine guerre mondiale, un important groupe d'intellectuels et dirigeants politiques arméniens fut exécuté par les autorités ottomanes, qui les accusaient d'avoir aidé l'invasion de l'armée russe. On estime que jusqu'à 1,5 millions d'Arméniens ont été tués entre 1915 et 1917, entre massacres et déportations, dans ce qui est considéré par les historiens comme le premier génocide du XXème siècle.

Erevan et Ankara n'ont aucune relation diplomatique en raison de ce différend. Cette question complique également les négociations de la Turquie pour son entrée au sein de l'Union européenne. Plus de 20 pays ont officiellement reconnu les tueries commises entre 1915 et 1917 comme un génocide, dont la Belgique, le Canada, le Pologne, la Russie, la Suisse et la France. Mais des puissances comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis refusent d'utiliser ce terme, soucieuses de garder de bonnes relations avec la Turquie. Israël, qui a des liens très proches avec la Turquie, un des rares pays musulmans avec lequel il a des relations diplomatiques, a rejeté en mars une motion reconnaissant implicitement la réalité d'un génocide arménien. La Turquie a suspendu sa coopération militaire avec la France en novembre, en raison de l'adoption par l'Assemblée nationale française d'une proposition de loi réprimant la négation du génocide arménien.

Par ailleurs, une exposition qui

devait être inaugurée le 16 avril à New York par le secrétaire général Ban Ki-moon, pour marquer le 13ème anniversaire du génocide rwandais, au cours duquel les extrémistes hutus ont massacré quelque 800 000 personnes, principalement des Tutsis, a été reporté suite aux objections de la Turquie sur une référence aux massacres d'Arméniens durant la Première guerre mondiale. L'Onu a présenté ses excuses à l'ambassadeur du Rwanda pour le report de l'exposition. La controverse à l'origine du démontage et du report de l'exposition est née des critiques émises par un diplomate turc qui a vu d'un mauvais œil une référence, sur un panneau, au meurtre de plusieurs centaines de milliers d'Arméniens en Turquie lors du premier conflit mondial, a expliqué un porte-parole de l'ONU. La référence figurait accompagnée d'une citation de Raphael Lemkin, inventeur du mot « *génocide* » en 1943. Cet avocat juif d'origine polonaise avait montré un intérêt particulier au « *génocide* » arménien et fait pression auprès de la Société des Nations pour interdire ce qu'il qualifiait de « *barbarie* » et de « *vandalisme* ». L'exposition est organisée en partie par l'Aegis Trust, organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni qui lutte pour la prévention des génocides dans le monde.

D'autre part, cinquante-trois Prix Nobel ont appelé Turcs et Arméniens à ouvrir leur frontière, rétablir des relations officielles et résoudre leurs différends à propos des massacres infligés aux Arméniens par les Turcs au début du XXe siècle. Dans une lettre rendue publique le 16 avril par la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité, les lauréats du célèbre Prix Nobel pressent la Turquie de mettre un terme à la discrimination envers ses minorités ethniques et religieuses et d'abolir l'article 301 de

son code pénal qui stipule que dénigrer l'identité turque constitue un crime. Ils exhortent également l'Arménie à « réformer son régime autoritaire, autoriser des élections libres et équitables et respecter les droits humains ».

Le texte fait référence à l'assassinat le 19 janvier, de Hrant Dink, journaliste arménien qui s'était fait des ennemis dans les rangs nationalistes turcs en qualifiant de génocide les massacres d'Arméniens à la fin de l'Empire ottoman. Selon les Prix Nobel, le mieux que l'on puisse faire pour honorer la mémoire de Hrant Dink, serait de « poursuivre l'œuvre de sa vie qui a consisté à défendre la liberté d'expression et à encourager la réconciliation entre Turcs et Arméniens ». Parmi les signataires figurent Elie Wiesel, survivant de l'Holocauste et prix Nobel de la Paix en 1986, J.M. Coetzee, prix Nobel de Littérature en 2003, Mairead Corrigan Maguire et Betty Williams, prix Nobel de la Paix en 1976 et Wole Soyinka, pris Nobel de Littérature en 1986.

• **AMNESTY INTERNATIONAL RÉCLAME L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EN IRAK : 270 CONDAMNATIONS À MORT DEPUIS AOÛT 2004.** Amnesty International a, le 20 avril, réclamé l'abolition de la peine de mort en Irak, dont l'application a conduit à l'exécution d'une centaine de personnes dans le pays depuis 2004. « Depuis la réintroduction de la peine de mort en août 2004, plus de 270 personnes ont été condamnées à mort en Irak et au moins 100 personnes auraient été exécutées », affirme Amnesty dans un rapport. « Au moins 65 personnes, dont au moins deux femmes, auraient été exécutées en 2006 », précise l'organisation. Amnesty précise que l'Irak « figure à présent parmi les pays avec le plus grand nombre de personnes exécutées en 2006 ». « La restauration de la peine de mort en Irak représente un recul profondément rétrograde », estime

Amnesty, qui dénonce son caractère « cruel et inhumain ». Elle « appelle le gouvernement irakien à établir immédiatement un moratoire sur les exécutions dans la perspective d'une abolition totale de la peine de mort ».

L'organisation de défense des droits de l'homme se dit aussi préoccupée par le fait que de nombreuses exécutions ordonnées par la Cour centrale criminelle d'Irak (CCCI) ont suivi des « procès pas équitables ». Elle dénonce également des « confessions télévisées avant procès », des aveux qui auraient été obtenus sous la torture, ainsi que le manque d'accès des personnes condamnées à des avocats. Amnesty rappelle que la peine de mort avait été abolie en juin 2003 après l'intervention en Irak par les troupes de la coalition américano-britannique, puis rétablie en 2004 par le gouvernement intérimaire irakien. La peine de mort était appliquée de façon intensive sous Saddam Hussein, souligne également Amnesty, notamment contre des membres de partis politiques interdits, des opposants et des déserteurs de l'armée. Mais l'ONG n'était pas à l'époque en mesure d'établir le nombre exact de personnes condamnées et exécutées. Saddam Hussein lui-même a été condamné à mort et exécuté le 30 décembre 2006 pour sa responsabilité dans l'exécution de 148 chiites à Doujaïl (nord de Bagdad), dans les années 1980.

• **L'ONU SE PRÉOCCUPE DES « CRIMES D'HONNEUR » AU KURDISTAN.** Dans un rapport présenté à Bagdad, le 25 avril, la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (Unami) a affirmé que de nombreuses femmes sont victimes de « crimes d'honneur » dans la région du Kurdistan irakien. Des dizaines de femmes ont été tuées pour « conduite immorale » dans les trois provinces du Kurdistan, à Dohuk, Erbil et Souleimaniyeh, affirme l'Unami dans son dixième rapport sur la

situation des droits de l'Homme en Irak, couvrant le premier trimestre 2007. « De janvier à mars, l'Unami a recueilli des informations sur quelque 40 cas de crimes d'honneur présumés à Erbil, Dohuk, Souleimaniyeh et Salaheddin, où des jeunes femmes seraient mortes de brûlures accidentelles à leur domicile ou auraient été tuées par des membres de leur famille les soupçonnant de conduite immorale », selon le rapport.

• **GENÈVE : PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE À LA CRISE HUMANITAIRE IRAKIENNE.** L'Irak s'est, le 18 avril, engagé à Genève à « ne pas abandonner » ses millions de ressortissants réfugiés à l'étranger ou déplacés à l'intérieur du pays, à qui il a promis une aide financière de 25 millions de dollars (18,4 millions d'euros). « Nous n'abandonnerons pas nos citoyens où qu'ils se trouvent », a déclaré le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, au terme de la première conférence internationale consacrée par les Nations unies à la crise humanitaire irakienne. Les autorités de Bagdad vont notamment ouvrir des bureaux à Damas et Amman, pour contribuer financièrement aux secteurs de la santé et de l'éducation en Syrie et Jordanie, où sont réfugiés près de 2 millions d'Irakiens. Antonio Guterres, le Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, s'est félicité de « l'engagement de l'Irak envers sa population », qu'il a qualifié de « grand succès de la conférence ». « C'est un pas en avant essentiel qui permet aux gens de garder vivant l'espoir d'un retour quand les conditions le rendront possible », a déclaré M. Guterres devant la presse. « Les conditions de sécurité ne sont pas réunies actuellement pour envisager un retour volontaire des réfugiés », a averti M. Guterres, pour qui « la solution du problème en Irak n'est pas d'ordre humanitaire mais politique ».

La conférence a également permis de mobiliser la communauté internationale et de couvrir les besoins du Haut commissariat pour les réfugiés irakiens, estimés à 60 millions de dollars (44 millions d'euros), a indiqué M. Guterres. L'Allemagne a annoncé qu'elle allait allouer 2,2 millions d'euros supplémentaires pour venir en aide aux réfugiés irakiens, tandis que des diplomates français ont avancé la somme d'un million d'euros. La Commission européenne a débloqué dix millions d'euros pour aider le Liban, la Jordanie et la Syrie à

accueillir les réfugiés irakiens. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui a présidé cette rencontre de deux jours à Genève, chiffre à 4 millions le nombre d'Irakiens déplacés par les violences, dont la moitié hors des frontières.

A l'ouverture de la réunion, le Haut commissaire en avait appelé aux pays industrialisés, où « *les Irakiens sont devenus le groupe le plus important de demandeurs d'asile* ». Environ 95% des Irakiens exilés sont réfugiés au Moyen-Orient, mais le

nombre de ceux qui ont fui dans les pays industrialisés a augmenté de 77% en un an, à 22.200 personnes. La question de l'accueil des réfugiés les plus vulnérables dans les pays industrialisés n'a pas reçu de réponse ferme. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils pourraient accueillir jusqu'à 25.000 réfugiés irakiens cette année, mais sans s'engager véritablement. La Commission européenne a indiqué être favorable à un accueil de réfugiés en Europe mais a souligné ne pas avoir « *d'instrument juridique pour obliger les Etats à le faire* ».



**AFRIQUE
ASIE**

Le Monde

LE MATIN
DE PARIS
21, rue Hérold 75001 Paris
Tél. 296-10

LE FIGARO

Liberation

Le Parisien

Herald Tribune
INTERNATIONAL
Published With The New York Times and The Washington Post

Télérama

Liberation
3 ans Création

le point

LE MATIN
D E P A R I S

Revue de Presse

L'AURORE

LA VOIX DU NORD

LE

francophonie

l'Humanité

**le
quotidien**
de paris

L'ESPRESSO

La Presse

La guérilla irakienne frappe hors de Bagdad

Le Monde

Mercredi 4 avril 2007

Face aux renforts américains dans la capitale irakienne, les rebelles sunnites attaquent à Tal Afar, Kirkouk, Khalis. Des ceintures d'explosifs ont été découvertes dans la « zone verte »

BAGDAD

ENVOYÉ SPÉCIAL

La nouvelle tactique américaine qui consiste, depuis le 14 février, à essayer de sécuriser la capitale irakienne quartier par quartier en y déployant des GI et des soldats irakiens a incité différents groupes de guérilla, islamistes et nationalistes, à frapper ailleurs. Cinq jours après le massacre, au camion piégé, de 152 personnes sur un marché chiite de Tal Afar, une petite ville du Nord irakien naguère citée par le président américain George Bush comme « l'exemple » de ce que son armée pouvait réussir en Irak, un nouvel attentat perpétré par un kamikaze, au volant d'un camion bourré d'explosifs, a tué, lundi 2 avril à Kirkouk, la cité pétrolière du Nord, 13 personnes dont 9 collégiennes, et blessé 187 autres.

Un peu plus tôt dans la matinée, des militaires avaient retrouvé près de Khalis, au nord de la capitale, les corps de 21 travailleurs chiites de Bagdad qui rentraient chez eux. Leur minibus avait été stoppé, la veille, sur la route par un faux

barrage policier. Ils ont été abattus, mains liées dans le dos, d'une balle dans la nuque. Une heure plus tard, à Khalis, un engin piégé explosait sur un marché, tuant 5 personnes.

Après une semaine particulièrement meurtrière – plus de 600 morts – et l'annonce qu'en dépit du « plan de sécurité » à Bagdad, 2 078 personnes ont été tuées en mars contre 1 806 en février, la journée de lundi a été « relativement » calme dans la capitale. Une voiture piégée a explosé dans un parking (3 morts). Un kamikaze a foncé sur un barrage policier (4 morts). Quatorze corps torturés et exécutés ont été retrouvés.

Opération « Imposer la loi »

John McCain voulait voir, dimanche, dans le fait qu'il avait pu, « pour la première fois », parcourir les 16 km qui séparent l'aéroport de la ville « par la route et non par hélicoptère », puis visiter un marché, la preuve que « les choses vont mieux en Irak ». Le sénateur républicain a oublié de préciser que son convoi d'une douzaine de véhicules blindés était survolé par trois hélicoptères Apache et deux Blackhawk. Sur le marché, une centaine de soldats l'entouraient et des tireurs d'élite avaient pris place sur les toits avoisinants...

Si les choses ne vont certainement pas « mieux » en Irak, il est toutefois indéniable que la création, dans des quartiers mixtes chiites-sunnites, d'une vingtaine de « stations conjointes de sécurité », réu-

nissant soldats américains et irakiens, a un effet sur la guerre civile et le nettoyage ethnique à Bagdad. Il y a quelques mois, on ramassait entre 40 et 60 corps mutilés chaque matin dans la capitale. « On n'en récupère plus que 10 à 20 depuis le lancement de l'opération "Imposer la loi" », confie un médecin de l'hôpital Yarmouk.

L'impact de la nouvelle tactique militaire – « la moitié des [30 000] renforts est déjà arrivée en Irak », a affirmé, lundi, le

Pentagone – reste cependant à démontrer et à confirmer. « Il n'y a pas eu d'attentat à la bombe lundi, rien ne dit qu'un véhicule piégé ne réussira pas à passer mardi », avance sombrement un diplomate européen.

Pendant le week-end, deux ceintures d'explosifs ont été découvertes à l'intérieur de la « zone verte » fortifiée de Bagdad, où vivent et travaillent des milliers de diplomates et de militaires américains, britanniques et leurs gardes, de même que des milliers d'Irakiens, dont des ministres, des hauts fonctionnaires et des députés. Depuis cette découverte, l'ambassade américaine interdit à son personnel de circuler sans casque et gilet pare-balles à l'intérieur des 7 ou 8 km² de la « zone » ultrasécurisée. Celle-ci est désormais constellée de barrages militaires, qui ont à leur disposition quantité de chiens renifleurs d'explosifs. ■

PATRICE CLAUDE



Fillettes irakiennes à l'hôpital de Kirkouk, après un attentat-suicide qui a fait treize victimes, lundi 2 avril. EMAD MATTI/AP

April 6, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Curfew in Baghdad shortened by 2 hours

The Associated Press

BAGHDAD: Citing improved security in the capital, the Iraqi government on Tuesday said that it was shortening the curfew in Baghdad by two hours and would allow citizens to be on the streets until 10 p.m.

Brigadier General Qassim al-Mousawi, spokesman for the Baghdad security operation, said the curfew had been shortened "because the security situation has improved and people needed more time to go shopping."

Since the latest U.S.-Iraqi joint security operation began on Feb. 14, the military had enforced an 8 p.m. to 5 a.m. ban on citizens being on the streets; earlier the curfew was from 11 p.m. to 5 a.m.

The move to ease ban on movement around the city coincided with a sharp drop Tuesday in the number of people known to have been killed in sectarian violence nationwide. According to police and morgue reports only 18 people were killed or found dead.

The police in Samarra, however, said U.S. and Iraqi forces had taken up positions around the city, 95 kilometers, or 60 miles, north of Baghdad, and imposed an indefinite curfew from 7 p.m. Tuesday.

Samarra was the scene of an Al Qaeda bombing of a Shiite holy shrine in February 2006 that many blame for the eruption of sectarian violence that subsequently swept Baghdad and surrounding regions.

Shiite lawmakers, meanwhile, said the government decision that likely will hand the oil-rich city of Kirkuk to Kurdish control was forced on Prime Minister Nouri al-Maliki when Kurds threatened to walk out of his ruling coalition and bring down the government.

The threat and Maliki's capitulation dramatically outlined the prime minister's tenuous hold on power and further emphasized the possibility, some say the likelihood, that Iraq could break into Kurdish, Shiite and Sunni regions with little or no central control.

"The Kurdish coalition exerted enormous pressure on us. One of them was a threat by Kurdish lawmakers to boycott parliament and by ministers to quit the government," said Haidar al-Abbadi, a member of Maliki's Dawa party, calling the Kurdish pressures "blackmail."

At issue was article 140 of Iraq's Constitution that calls for a referendum in Kirkuk on the city's status by year's end. The government agreed Thursday, pre-

sumably on Maliki's orders and after the Kurdish threat, to a plan to resettle to their home regions Arabs who had been moved into Kirkuk after Saddam Hussein's Baath Party came to power in 1968.

Shiite and Sunni lawmakers, usually unable to agree on very much, have de-

clared their opposition to the plan, although they have no say in the matter short of calling for a vote of no confidence to bring down the government.

The ancient city of Kirkuk has a large minority of ethnic Turks as well as Christians, Shiite and Sunni Arabs, Armenians and Assyrians.

Iraqi insurgents kill U.K. and U.S. soldiers

18 Americans have died this month

By Kirk Semple

BAGHDAD: Seven American and four British soldiers were killed in attacks around Iraq over the last three days, coalition officials said Thursday, and an American helicopter crashed south of Baghdad, wounding four soldiers.

Four of the Americans were killed Wednesday by bombs planted on roadways in southern Baghdad and north of the capital, the U.S. military command said. Three soldiers were killed by small-arms fire, the military said, one on Wednesday in eastern Baghdad and two on Tuesday in attacks in eastern and southern Baghdad.

At least 18 American service members have been killed so far this month, a very high rate, according to Iraq Coalition Casualty Count, an independent Web site that monitors military and civilian casualties.

The British soldiers were killed with a civilian interpreter in a multipronged attack during a patrol mission outside the southern city of Basra, the British military said.

Lieutenant Colonel Kevin Stratford-Wright said the British unit fired back during an initial attack by gunmen, hitting at least one of them, before driving away, Reuters reported. Soon afterward, the unit was hit west of the city by a roadside bomb, followed by small-arms fire and rocket-propelled grenades, Stratford-Wright said.

The five died when the roadside bomb exploded next to their vehicle, he said.

The attack was the deadliest for British forces in Iraq since November, when four servicemen were killed when their patrol boat was hit by a bomb in the Shatt al-Arab waterway near Basra.

In the four years since the American invasion in March 2003, at least 140 British soldiers have been killed in Iraq, according to Iraq Coalition Casualty Count.

The U.S. military did not divulge the cause of the helicopter crash, which took place Thursday south of Baghdad. The helicopter was carrying nine people, all of whom were safely evacuated, military officials said.

Reuters quoted witnesses saying that the sound of heavy gunfire preceded the crash, suggesting that the helicopter could have been shot down.

At least nine other helicopters, including two operated by private security firms, have crashed in Iraq since the be-

ginning of the year, several due to insurgent attacks, news services reported.

In Baghdad, a suicide car bomber blew himself up outside a government security coordination center in the Jamaa neighborhood in western Baghdad, killing one civilian and wounding three, an Interior Ministry official said.

The nearby headquarters of Baghdad Television, a station owned by the Iraqi Islamic Party, a Sunni Arab organization, was damaged in the blast, the police said.

Mortar shells fell in the Shorta neighborhood in western Baghdad, killing two and wounding five, the Interior Ministry official said, and a bomb planted on a major road in the Adil neighborhood of western Baghdad killed two people and wounded six.

In addition, a bomb exploded on a road in the Binouk neighborhood, killing a civilian and wounding two, the ministry official said.

In Mosul, the Iraqi Red Crescent has opened a camp for families who fled the recent sectarian bloodshed in the town of Tal Afar, an official at the organization said.

In those attacks, a suicide truck bombing killed 152 people and wounded 347 in a Shiite neighborhood. That attack triggered a rampage of sectarian vengeance by Shiite gunmen, including police officers, who killed at least 47 people, most of them Sunni Arabs, the authorities said.

About 1,300 people, most of them women and children, have sought shelter in the camp east of Mosul since it opened two days ago, said the official, Wadhah Ahmed.

Most are Sunni Arabs and Turkmen who fear a resurgence in attacks by Shiite militias, he said.

The U.S. military command said Thursday that Iraqi security forces had detained two men they suspected might have been involved in the Tal Afar truck bombing. The suspects were detained Tuesday at a house northwest of the city, the military said in a statement.

On a roadway east of Kut in southern Iraq the police found the bodies of two women, both teachers from Diyala, who were kidnapped during a bank robbery in Baquba, the police said. The robbers made off with about \$11,500 in the heist, the police said.

Ahmad Fadam in Baghdad and Iraqi employees of The New York Times in Basra and Kut contributed reporting.

IRAQ TO MOVE ARABS FROM KURD CITY Some fear Kirkuk will lead to ethnic split of nation

CHICAGO SUN-TIMES BY STEVEN R. HURST April 1, 2007

BAGHDAD -- Iraq's government has endorsed plans to relocate thousands of Arabs moved to Kirkuk as part of Saddam Hussein's campaign to force ethnic Kurds out of the oil-rich city, in an effort to undo one of the former dictator's most enduring and hated policies.

The Interior Ministry, meanwhile, raised the death toll in Tuesday's suicide truck bombing of a Shiite market in Tal Afar to 152, which would make it the deadliest single strike since the war started four

years ago.

A spokesman for the Shiite-dominated ministry, Brig. Gen. Abdul-Karim Khalaf, said the toll nearly doubled after more bodies were pulled from the rubble in the northwestern city. The U.S. military and Tal Afar's mayor kept the death toll at 83, but they acknowledged the figure could rise.

The contentious decision to offer Arabs who have moved to Kirkuk about \$15,000 and some land to

voluntarily relocate was confirmed Saturday by Iraq's Sunni justice minister as he said he was resigning. His party opposes the Kirkuk decision.

Opposition politicians said they feared a relocation would harden violent divisions among Iraq's ethnic and religious groups and might lead to an Iraq divided among Kurds, Sunni Arabs and Shiites.

The plan was almost certain to

anger neighboring Turkey, which fears that a northward migration of Iraqi Kurds -- and an exodus of Sunni Arabs -- will inflame its own restive Kurdish minority.

Around Iraq on Saturday, at least 38 people were killed or found dead in bombings and attacks, including nine construction workers who died when gunmen opened fire on their bus south of Kirkuk. The violence capped a week in which more than 500 Iraqis were killed in sectarian violence. AP

Bagdad dédommagera les Arabes qui veulent repartir de Kirkouk

BAGDAD (Reuters) 1ER Avril.2007- Le gouvernement irakien a décidé de dédommager les familles arabes forcées à s'installer à Kirkouk sous le régime de Saddam Hussein si elles partent de leur propre gré de cette ville du nord riche en pétrole, a-t-on appris samedi de sources gouvernementales.

Selon ces sources, le gouvernement a accepté jeudi de verser aux familles arabes 20 millions de dinars (15.000 dollars) chacune et de leur fournir une parcelle de terrain si elles rentrent dans leurs localités d'origine. "Cette décision ne nécessite

pas une ratification par le parlement. Elle prend effet immédiatement", a déclaré un responsable gouvernemental.

La nouvelle a été bien accueillie par des responsables kurdes mais a irrité des députés chiites et sunnites qui, lors d'une conférence de presse à Bagdad, ont estimé que cette mesure violait la constitution.

Situé sur l'un des plus grands gisements de pétrole du monde et non loin de la région quasi autonome du Kurdistan irakien, Kirkouk est

convoitée de toutes parts. Les Kurdes veulent l'incorporer dans leur région.

Sous Saddam Hussein, Kirkouk a fait l'objet d'une politique d'"arabisation" qui a chassé de nombreux Kurdes de chez eux en les remplaçant par des Arabes, souvent des chiites venus du Sud. Un responsable gouvernemental a dit que les familles seraient "encouragées" à quitter Kirkouk. "Personne ne sera obligé de partir, ce sera volontaire", a-t-il dit.

Incidents entre Kurdes et Turcs à Bruxelles: 6 interpellations

Le Vif / L'Express-Bruxelles - 02/Avril/2007

La police a procédé à l'arrestation administrative de cinq personnes et à l'arrestation judiciaire d'un suspect interpellé pour avoir lancé des projectiles contre la police lors des incidents qui ont éclaté dimanche après-midi entre les communautés turques et kurdes à Saint-Josse, a-t-on appris lundi auprès de la police de la zone de Bruxelles-Nord.

L'homme arrêté judiciairement a été mis à disposition du parquet de Bruxelles. Selon la police, la nuit de dimanche à lundi semble avoir été calme. Des incidents avaient éclaté suite à l'incendie criminel dans la nuit de samedi à dimanche d'un local situé au 13 de la rue de Liedekerke à Saint-Josse et qui abrite un centre culturel kurde. Un local kurde, situé rue Booneels également à Saint-Josse, avait déjà été incendié volontairement en 1998.

La communauté kurde s'est rassemblée dimanche, vers 10 heures au

matin, devant le centre et a manifesté spontanément en proclamant des slogans qui ont été considérés par la communauté turque de Saint-Josse comme provocateurs, a expliqué la police. Les policiers se sont interposés entre le groupe d'une cinquantaine de Kurdes situé rue de Liedekerke et celui des Turcs, formé par 300 à 400 personnes et qui se trouvait rue Verbiest.

Vers 14 heures, des incidents tels que des jets de projectiles envers la police ont éclaté et la police a fait usage des arroseuses pour calmer les tensions et procéder à la dispersion des groupes. Ceux-ci se sont disloqués vers 16 heures. Vers 20 heures, la police est encore intervenue pour disperser de petits groupes isolés qui fuyaient à l'arrivée des forces de l'ordre.

Il n'y aurait plus d'incidents depuis dimanche soir, selon la police.

Irak: hausse de 15% du nombre de tués en Irak en mars avec 2078 morts

BAGDAD (AFP) 1 avril 2007, 8h51 - Le nombre de civils, militaires et policiers tués au mois de mars en Irak s'est élevé à 2078, soit une hausse de 15,06% par rapport au mois de février, a annoncé dimanche le ministère de la Défense.

1869 civils, 165 policiers et 44 soldats ont péri en mars pour un total de 2078 morts, selon le bilan du ministère de la Défense qui affirme prendre en compte les chiffres de son ministère ainsi que de ceux du ministère de la Santé et de l'Intérieur.

Au mois de février, 1646 civils, 131 policiers et 29 soldats avaient perdu la vie pour un total de 1806 personnes tuées. En moyenne, 67 personnes ont été tuées chaque jour en mars contre 64 en février (28 jours). Ces violences ont fait également en mars 2719 blessés parmi les civils contre 1992 en février.

Toujours selon le ministère de la Défense, le nombre de "terroristes" présumés tués est en revanche en baisse passant de 586 en février à 481 en mars. Toutefois, le nombre d'arrestations de "terroristes et suspects"

connaît une hausse vertigineuse passant de 1921 en février à 5664 en mars.

Selon un décompte de l'AFP à partir des chiffres du Pentagone, 85 soldats ou personnels assimilés américains sont par ailleurs décédés en février. Cette hausse dans les violences en Irak a été enregistrée en dépit d'un plan

de sécurité, lancé le 14 février pour sécuriser Bagdad ravagée par les violences, qui ont fait 16.000 morts en 2006 selon les Nations Unies.

Quelque 90.000 membres des forces de sécurité irakiens et soldats américains devaient être déployés dans la capitale pour enrayer ces violences, en grande partie confessionnelles.

UNE DIZAINE D'ECOLIERES TUEES DANS UN ATTENTAT-SUICIDE A KIRKOUK Sistani opposé à une loi favorable aux ex-baassistes

L'orient Le Jour - 03 Avril 2007 - Beyrouth

Au moins 12 Irakiens, dont une majorité d'écolières, ont été tués et plus de 150 blessés hier dans un attentat-suicide près d'une école primaire à Kirkouk (Nord). Plus au Sud, à Khalis (80 km au nord de Bagdad), les corps de 21 chiites exécutés ont été découverts dans la journée, alors que les Américains poursuivent le déploiement de militaires supplémentaires pour sécuriser le pays, et notamment la capitale irakienne.

À Kirkouk (250 km au nord-est de Bagdad), l'attentat a été commis par un kamikaze qui a fait exploser un camion piégé contre un poste de police proche d'une école primaire dans le quartier majoritairement kurde de Rahimawa. Douze personnes, dont un bébé, huit écolières et un policier ont trouvé la mort dans l'attaque. « C'était le dernier cours de la journée et on a entendu l'explosion. J'ai vu un de mes camarades de classe assis à côté de la fenêtre s'écrouler, en sang », se souvient Naz Omar. La déflagration, qui a provoqué d'importants dégâts matériels, a également fait 178 blessés, dont de nombreux écoliers et des habitants du quartier. Des ambulances circulaient dans la ville demandant par haut-parleur aux habitants de se rendre à l'hôpital pour donner leur sang, selon le général de police Bourhan Habib Taïeb.

L'explosion d'un engin artisanal dans le sud de Kirkouk a blessé par ailleurs cinq policiers. Sunnites, chiites, Kurdes et Turcomans cohabitent difficilement dans cette capitale d'une région comprenant d'importantes ressources et installations pétrolières.

À Morariyah, près de Khalis, les corps de 21 chiites, enlevés dimanche soir sur la route entre Bagdad et la province de Diyala, ont été découverts hier, exécutés par balles et les mains attachées dans le dos. Les chiites, des travailleurs du marché de Shorja à Bagdad, cible fréquente d'attentats, regagnaient en minibus leur village de Jaizan al-Iman quand ils ont été arrêtés à un point de contrôle. Six autres personnes, qui n'appartenaient pas au même groupe, ont également été enlevées au même point de contrôle sans qu'on connaisse leur sort, a affirmé à l'AFP un responsable de la sous-préfecture de Khalis. La région de Diyala, au nord de Bagdad, une région où cohabitent sunnites et chiites, est l'une des régions les plus touchées par les violences confessionnelles.

À Khalis même, cinq personnes ont péri et 23 autres ont été blessées par l'explosion d'un engin artisanal sur un marché. Quatre autres personnes ont été tuées à travers le pays dans diverses attaques, alors qu'à Bassora (550 km au sud de Bagdad), un soldat britannique a été blessé par balles près du palais de cette ville, l'une des bases militaires britanniques

Ces attentats surviennent en dépit du plan de sécurité lancé le 14 février par l'armée américaine, qui prévoit le déploiement d'ici à juin de 30 000 militaires supplémentaires pour sécuriser en particulier Bagdad, où les violences ont fait 16 000 morts en 2006, selon les Nations unies. À Washington, un porte-parole du département américain de la Défense a indiqué que le Pentagone avait décidé de maintenir les troupes envoyées en renfort en Irak au moins jusqu'à la fin du mois d'août.

Sur le front politique, des membres de l'entourage du plus haut dignitaire chiite d'Irak, le grand ayatollah Ali Sistani, ont rapporté que ce dernier était opposé au projet de loi qui devait permettre à des milliers d'anciens membres du parti Baas de réintégrer des emplois publics. « Il ne s'agit pas d'une exigence des Irakiens mais d'une exigence politique destinée à satisfaire certaines parties », a justifié un collaborateur de Sistani dans la ville sainte de Najaf. Le Premier ministre chiite, Nouri al-Maliki, et le président Jalal Talabani, d'origine kurde, s'étaient entendus la semaine dernière sur les termes d'un projet de loi qui devait être soumis au Parlement pour ratification. Washington pousse le gouvernement Maliki à faire un geste en direction de la minorité sunnite, en amendant la loi sur la « débaassification » en vertu de laquelle les anciens membres du parti Baas, pour la plupart des sunnites, ont été chassés de l'appareil d'État et de l'armée. La Commission de débaassification, mise en place en 2003, s'est plainte de ne pas avoir été consultée sur le projet de loi. Le chef de cette commission, Ahmad Chalabi, a rencontré Sistani dimanche à Najaf pour discuter de ce projet de loi et de l'opération de sécurité menée par les forces irakiennes et américaines à Bagdad.

Les attentats-suicide de plus en plus meurtriers en Irak

DUBAI 3 avril 2007 (AP) - Les attentats-suicide visant les civils se sont multipliés considérablement depuis début 2007, et sont plus meurtriers que jamais, selon le Centre de recherches du Golfe, un institut d'études proche-oriental basé à Dubaï.

En février et mars 2007, l'Irak a connu 92 attentats-suicide contre des cibles civiles, contre 62 pour les deux derniers mois de 2006. "Depuis janvier, on enregistre le plus haut niveau d'attentats-suicide depuis 2005, et des taux de victimes plus élevés qu'à n'importe quelle période depuis le début de la guerre", précise Nicole Stracke, principale rédactrice du rapport du Centre de recherches du Golfe.

Les cibles choisies, cafés ou restaurants, mariages ou funérailles, marchés et sites religieux chiites, sont bien moins protégées que des cibles moins accessibles, bases militaires américaines ou locaux gouvernementaux

irakiens.

Mme Stracke a laissé entendre qu'en mettant les bouchées doubles, les terroristes cherchaient à discréditer les Etats-Unis, qui ont annoncé en janvier le déploiement de milliers d'hommes supplémentaires en Irak et lancé une vaste opération de rétablissement de la sécurité à Bagdad.

Près de 60% des attentats-suicide sont pratiqués au moyen de véhicules remplis d'explosifs. Les bombes transportées à même le corps par un kamikaze peuvent tuer à 30 mètres à la ronde, alors que le rayon d'action d'une voiture piégée est de 400 mètres. Autre innovation récente, les explosions multiples: une première explosion a lieu, attirant des masses de badauds, au milieu desquels un second kamikaze se fait alors sauter, pour un maximum de victimes.

Mais on note aussi une tendance plus récente, les attentats au chlore, huit

entre le 28 janvier et la fin mars, avec le même modus operandi: des camions remplis de chlore, produit hautement toxique, qui, outre les morts et blessés, provoqué des symptômes liés à l'inhalation du gaz, troubles respiratoires, nausées, vomissements, irritation de la peau...

Les attaques au chlore, évoquant la guerre chimique, ont également un rôle psychologique important, déclenchant la panique et rappelant aux Irakiens un épisode terrible de leur histoire, le gazage par Saddam Hussein

de la ville kurde d'Halabja, qui avait fait plus de 5.000 morts. Selon le rapport, en 2006, Ayman al-Zawahri, numéro deux d'Al-Qaïda, avait revendiqué 800 attentats-suicide perpétrés par les siens en Irak.

En outre, il y a l'effet d'entraînement et d'imitation: en Afghanistan, où le procédé n'était pas courant jusqu'en 2005, les attentats-suicide se multiplient à grande vitesse, passant à 180 en 2006. AP

INQUIETANTES VIOLENCES DANS LA VILLE MULTIETHNIQUE DE KIRKOUK

La Libre Belgique , Gérald Papy , April /04/2007

Douze Kurdes tués dont des enfants alors que montent les tensions entre groupes.

La ville de Kirkouk, symbole de la mosaïque ethnique irakienne, a été le théâtre, lundi, d'un nouvel attentat, qui pourrait bien mettre le feu aux poudres. Douze personnes ont été tuées dans l'explosion d'un camion piégé contre un poste de police dans un quartier à majorité kurde. Parmi les victimes, figurent huit écoliers et un bébé; une école primaire jouxtait le commissariat... Entre 130 et 180 blessés ont été recensés, dont bon nombre d'écoliers, également.

L'attentat de lundi s'ajoute à une série de violences qui ont frappé la ville depuis plusieurs semaines. Le lundi 19 mars, quatre attentats perpétrés en vingt-cinq minutes contre un poste et une patrouille de police, avaient fait 15 morts. A la mi-février, une autre opération terroriste avait coûté la vie à dix personnes, dont sept civils. Depuis lors, les attaques n'ont pas cessé, tuant des policiers, le 28 mars, ou des ouvriers terminant leur travail dans la base militaire de Kirkouk, le 31 mars. Les violences ont touché

plusieurs communautés : un homme d'affaires turcoman a été tué lors de son enlèvement, le 14 mars; deux religieuses catholiques de rite chaldéen ont été poignardées à mort à leur domicile, le 26 mars.

L'attentat de lundi est donc un des plus meurtriers de ces derniers mois. Il a été provoqué par un camion rempli de farine et d'explosifs qui a été lancé contre les rambardees en béton censées protéger le poste de police. Preuve que les parades contre les actions terroristes sont souvent bien vulnérables.

Sans atteindre les bilans des opérations menées à Bagdad, l'attentat de lundi est important parce que la ville de Kirkouk où il a eu lieu constitue un enjeu crucial de la stabilisation de l'Irak. Cette localité située dans une région pétrolière abrite une population composée de plusieurs communautés, sunnite, chiite, kurde, turcomane. Proche de la région quasi autonome du

Kurdistan irakien, elle est revendiquée par les Kurdes; ce que contestent les sunnites et les Turcomans. Pour en déterminer l'avenir, le gouvernement irakien a prévu d'y organiser un référendum d'ici à la fin de l'année. Une promesse inscrite dans la Constitution et à laquelle tiennent particulièrement les Kurdes, puisque, selon toute vraisemblance, cette communauté est la plus importante de la ville et de la province de Tamin qui l'englobe. Or, la composition ethnique de la ville prête à controverse. Sous Saddam Hussein, Kirkouk a été "arabisée". Des chiites du Sud du pays ont été encouragés à s'y installer pour contrer l'influence kurde. A la chute du régime et à la fin de la guerre, les Kurdes y sont revenus en grand nombre - on parle de 180 000 personnes. Aussi, les élections régionales de décembre 2005 ont-elles confirmé cette nouvelle donne démographique : les Kurdes ont remporté 26 des 41 sièges du Conseil provincial, les Turkmènes 9, les Arabes 5 et les

chrétiens assyriens 1. Et cette répartition risque encore d'évoluer puisque le gouvernement de Bagdad a décidé de dédommager les familles arabes contraintes d'émigrer à Kirkouk sous Saddam Hussein si elles optaient, sur base volontaire, pour un retour sur leurs terres d'origine. Chacune d'entre elles recevrait quelque 15 000 dollars et une parcelle de terrain.

Cette politique, a priori favorable aux Kurdes, inquiète surtout les sunnites et les Turcomans et, par extension, les Turcs qui, au regard de la communauté kurde qui vit sur leur territoire, voient avec suspicion toute velléité d'expansion et d'autonomie des Kurdes d'Irak. Le Groupe d'études sur l'Irak du Congrès américain, dite commission Baker-Hamilton, avait d'ailleurs mis en garde, en 2006 : "Un référendum sur l'avenir de Kirkouk serait explosif et devrait être repoussé". Les attentats de ces dernières semaines s'inscrivent peut-être dans cette stratégie de pourrissement. (AP)

Poker menteur avec l'Iran

LE TEMPS Luis Lema, New York 4 avril 2007

• Aussi bien les Britanniques que les Iraniens semblent vouloir calmer le jeu dans l'affaire des 15 marins arrêtés dans le golfe Persique. Mais les Etats-Unis, eux, sont décidés à maintenir la pression sur le régime de Téhéran. Y compris la «pression militaire»?

«Nous ne vivons pas à l'âge de la pierre. Le GPS a clairement localisé leur présence.» La capture des 15 Britanniques, le 23 mars, se résume-t-elle à une question de repérage, comme l'affirme Ali Larijani, le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale iranien? Les marines et membres d'équipage ont-ils été faits prisonniers alors qu'ils se trouvaient dans les eaux irakiennes, en conformité avec les dispositions de l'ONU, comme l'affirment les Britanniques? Ou au contraire se trouvaient-ils en territoire iranien? Une chose est sûre: les eaux du golfe

Persique sont aujourd'hui suffisamment troubles pour que cette capture ait acquis une dimension planétaire.

Depuis le début de la crise, Londres s'est décidé à adopter un profil bas, privilégiant avec Téhéran le chemin de la négociation. Pour un Tony Blair pratiquement sur le départ, il n'est pas question de renouer avec les pratiques qui furent celles de Margaret Thatcher, il y a tout juste 25 ans, lorsqu'elle répondit par le canon à une provocation de la dictature argentine, aux Malouines. Visiblement, l'Iran cherche lui aussi à calmer le jeu: pas question, pour lui non plus, de répéter les 444 jours de crise des otages qui accompagnèrent les débuts de la République islamique à l'ambassade américaine de Téhéran. Ainsi, mardi étaient dévoilées de nouvelles

images des prisonniers britanniques: elles les montraient jouant paisiblement aux échecs sur un tapis sans signe apparent de tension.

Dans cette crise, pourtant, Londres et Téhéran ne sont pas seuls à se faire face. Alors que la tension n'a cessé de monter ces derniers temps, aussi bien à propos du programme nucléaire iranien que de l'aide apportée par l'Iran aux insurgés chiites irakiens, les Britanniques craignent de faire les frais de leur proximité avec Washington. Car, vu des Etats-Unis, l'affaire est claire: c'est son statut de «junior partner» de l'Amérique qui vaut à la Grande-Bretagne d'avoir été prise pour cible. Faute de pouvoir se confronter directement au «Grand Satan», les Iraniens se sont attaqués au petit frère.

Après avoir gardé le silence pendant plusieurs jours, George Bush sortait de sa réserve samedi dernier pour alimenter cette version. Il y qualifiait les 15 Britanniques d'«otages», un terme soigneusement évité jusque-là par Downing Street. Le comportement des Iraniens est «inexcusable», affirmait encore le président. Commentant cette «mauvaise action» iranienne, «la dernière d'une longue histoire», le conseiller de la Maison-Blanche Dan Barlett allait encore plus loin sur une chaîne de télévision américaine: «Nous soutiendrons les Britanniques par tous les moyens qu'ils jugeront utiles», s'exclamait-il.

Téhéran s'est défendu à plusieurs reprises d'avoir capturé les soldats en signe de représailles. Mais la presse britannique, elle aussi, a tôt fait de mettre cette capture en relation avec la guerre d'Irak, et plus particulièrement avec les actions américaines menées contre les «agents iraniens» présents dans le nord du pays.

Ainsi, le 11 janvier dernier, les troupes américaines lançaient une vaste opération à Erbil, dans le Kurdistan irakien, au terme de

laquelle ils capturaient 5 Iraniens. Présentés par Washington comme des espions, ils sont toujours détenus. Mais, selon le journal britannique *The Independent*, les Américains cherchaient en réalité à s'emparer de personnalités iraniennes bien plus haut placées, le chef du Conseil national de sécurité Mohammed Jafari et l'un des chefs des gardiens de la Révolution, le général Minojhar Frouzanda. Un peu comme si Téhéran avait décidé d'emprisonner le chef de la CIA américaine ou du M16 britannique, notait le quotidien.

A cette opération s'ajoute encore la mystérieuse disparition récente de l'ancien vice-ministre iranien de la Défense Ali Reza Asghari, qui, à en croire Téhéran, aurait été enlevé par les Américains. Ce n'est pas tout: plus récemment encore, les Etats-Unis auraient demandé à la Suisse d'intervenir pour obtenir des nouvelles d'un ancien membre du FBI porté disparu depuis plusieurs semaines. Il se trouvait en Iran «pour des raisons privées», assure le Département d'Etat américain...

Les marins britanniques ne sont-ils donc qu'un maillon supplémentaire de cette longue chaîne? Dans tous les cas, l'épisode donne un argument supplémentaire à ceux qui, aux Etats-Unis, veulent donner davantage de voix contre le régime des mollahs. Le lieutenant général à la retraite de l'US Air Force Thomas McInerney ne cesse par exemple de prodiguer publiquement ses recommandations aux conservateurs de Washington: répondre au coup par coup à Téhéran, renforcer les sanctions, et se tenir prêt à utiliser «une pression militaire minimale». «Il est temps d'être dur avec l'Iran», enchaînait une tribune libre parue dans l'influent *Los Angeles Times*.

Quant à John Bolton, l'ambassadeur américain à l'ONU dont George Bush a dû se séparer à regret au début de l'année, il ne cachait pas ses sentiments. Invité à s'exprimer à la télévision britannique, il n'avait qu'un mot pour qualifier l'approche diplomatique choisie par Tony Blair: «Pathétique.»

19 soldats irakiens, britanniques et américains tués en Irak

BAGDAD (Reuters) 6 avril 2007- Des bombes posées sur des routes d'Irak ont tué neuf soldats britanniques et américains et des individus armés ont abattu dix soldats irakiens, lors d'une des phases les plus meurtrières de ces derniers mois pour les forces de la coalition et pour l'armée irakienne.

Quatre soldats britanniques et leur interprète ont été tués par une bombe qui a détruit leur véhicule blindé dans une embuscade dans les environs de Bassorah, a déclaré le lieutenant-colonel Kevin Stratford-Wright, porte-parole de l'armée britannique.

L'embuscade s'est produite dans la nuit de mercredi à jeudi dans les faubourgs nord-ouest de Bassorah, bastion des miliciens chiïtes de l'Armée du Mahdi de l'imam radical Moktada al Sadr, proche de l'Iran. On ignore la nationalité de l'interprète.

L'armée britannique a démenti les accusations de la police irakienne selon lesquelles des soldats britanniques ont pris le contrôle d'un poste de contrôle de la police près du lieu de l'embuscade, peu après, et ont brutalisé des policiers.

Le Premier ministre Tony Blair a déclaré que l'"acte terroriste" qui a coûté la vie à ces quatre soldats tempérait la joie de voir les 15 hommes de la Royal Navy capturés il y a deux semaines par l'Iran dans le Chatt el Arab rapatriés indemnes.

Six soldats britanniques au total ont été tués cette semaine dans le sud de l'Irak, soit l'un des plus lourds bilans depuis l'invasion de 2003. Au total, plus de 140 militaires britanniques ont trouvé la mort dans le Sud chiïte de l'Irak où l'influence iranienne est sensible. Deux bombes, l'une dans Bagdad et l'autre dans les environs, ont tué mercredi quatre soldats américains. Une autre bombe, dans la province de Diyala à l'est, en a tué un autre jeudi.

Ces attaques ont succédé à une période relativement calme dans Bagdad, où les forces américaines et irakiennes ont déployé des milliers de soldats supplémentaires dans le cadre de l'opération "Imposer la loi", destinée à stabiliser la situation.

En outre, des individus armés ont tué dix soldats irakiens et en ont blessé un autre dans une attaque menée jeudi contre leur poste de contrôle près de Mossoul, grande ville du nord de l'Irak, a-t-on appris de source militaire.

Au moins 40 hommes en armes ont attaqué le poste de contrôle à l'aube, au nord-ouest de Mossoul, incendiant des véhicules et saisissant les armes des soldats. "Il semble que les soldats étaient endormis au moment de l'attaque. Ils ont été pris par surprise et n'ont pas pu riposter", a-t-on ajouté de même source.

Combats entre l'armée turque et des rebelles kurdes, 7 morts

DIYARBAKIR, Turquie (Reuters) 8 avril 2007 - Cinq soldats turcs et deux rebelles kurdes ont trouvé la mort ce week-end au cours d'affrontements dans le sud-est de la Turquie, où l'armée a engagé son offensive de printemps contre la guérilla, ont rapporté des responsables de la sécurité.

Quelque 3.000 soldats, appuyés par des hélicoptères et des milices villageoises, participent aux opérations dans les montagnes de la province de Sirmak, près de la frontière irakienne.

Dans un accrochage sur le mont Kupeli, un officier de la gendarmerie et un garde villageois ont été tués par des activistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit). Deux hommes du PKK ont trouvé la mort et quatre soldats ont été blessés durant l'affrontement.

Plus au nord, dans la province de Bitlis, un sergent a été tué en sautant sur une mine. Samedi matin, deux soldats en mission de reconnaissance dans cette province avaient déjà été tués par une mine.

April 4, 2007

Iran's pragmatists try to temper radicals

Hostage crisis underscores divisions

By Michael Slackman

CAIRO: As Britain and Iran appear to be moving toward a diplomatic solution to the detention of 15 British sailors and marines by the Iranians, the broader struggle in Iran appears to be as heated as ever, pitting radicals aligned with the president against more pragmatic officials concerned about Iran's growing international isolation.

The case of the seized Britons has highlighted the see-saw nature of Iranian politics. The sailors' initial capture underscored the rising dominance of those aligned with the president, specifically the Revolutionary Guard. More recently, as the crisis appeared to be undermining Iran's position globally, relative moderation began to emerge though Iran has not publicly backed down on its position.

"The British government has begun its diplomatic negotiations with Iran's Foreign Ministry in a bid to resolve the issue of British sailors and marines," Ali Larijani, head of Iran's Supreme National Security Council, told state television Tuesday. "If these talks go ahead on a logical path, they can change the ongoing conditions and put an end to the dispute."

In the end, it may be a matter of style, more than substance, as all sides in Iran support its drive for nuclear technology and all sides harbor deep distrust of Britain. But in a system that is often as politically pragmatic as it is ideological, results count most, and so the see-saw generally tips toward the side that appears to be bringing the system its greatest benefits.

When the system, headed by the supreme leader, felt that its confidence-building approach to its nuclear program was not winning concessions from Europe, Iran became confrontational and started its enrichment program. When it appeared that President Mahmoud Ahmadinejad's direct challenges to the West were not prompting retaliation, his support was high. And when the president's constant caustic remarks appeared to be undermining support for Iran's nuclear program, the supreme leader pressed the president to stay out of the nuclear file.

That emphasis on results may well explain the lowering of voices coming from Tehran.

"Confronting an aggressor is of course a necessity and national glory," wrote Mohammad Ali Abtahi, a former vice president under the reform-minded president, Muhammad Khatami in his blog Webneveshteha.com. "But it will be more in Iran's interest than Britain's if this crisis is over by diplomatic means as soon as possible."

It is only in the last few days that critics of the president have felt confident enough to speak out, no matter how tempered the criticism.

"What they are doing with the sailors will not benefit Iran and it will even worsen the international conditions for the Islamic Republic," said Mohammad-Reza Jalaipour, a sociologist and former government official.

While the divide over the handling the sailor crisis is often defined as hard-liners versus moderates, it is, as most political struggles in Iran are concerned, not so clear cut. Political analysts in Iran have noted, for example, that President Ahmadinejad has not had the support of so-called hard-liners in

Parliament since shortly after his election in 2005. The Parliament initially challenged the president on his selection of ministers, and has repeatedly criticized his budget.

It appears more a conflict driven by so-called hard-liners within the Revolutionary Guard who are aligned with the president and who have seen their political and economic influence grow since his election. But analysts caution that not even the guard is considered monolithic and that within that force there may well be splinters over the course this crisis has taken.

The president moved to create a new political class when he took office, relying mostly on former members of the Islamic Revolutionary Guard Corps, analysts in Iran said. The profile of those he turned to was similar to the presidents own.

They were men whose views were shaped during their service in the guard during the eight year Iran-Iraq war, who hewed very closely to the ideological ideas of Ayatollah Ruhollah Khomeini and who were determined to roll back the modest social and political reforms of Khatami, which they saw as a dilution of the revolution.

"They have a political and security role, huge financial resources and assets that are not listed in the country's

budget, and manage the country's nuclear program," said Mehdi Chehadea, a professor of political sciences at the Lebanese University who often writes on Iranian affairs. "These elements combined helped these ultra-conservatives emerge as today's main power in Iran."

During his time in office, the president has traveled around the country, ordering up local construction jobs and then giving the work to the engineering branch of the guard. Experts in Iran said that the guard could not handle all the work and would then subcontract the projects out, taking a percentage for simply passing the job off.

Shortly after the 15 sailors were seized in what Iran says was its territorial waters, and what Britain says was Iraqi waters, it quickly became clear it was the Revolutionary Guard that was in command.

Foreign Ministry officials said privately in Tehran that they were not consulted and at one point had no idea even where the sailors were being detained.

When Ahmadinejad was first elected, Iranian political analysts said that his victory did not represent the rise of hard-liners as much as it did the militarization of the system of governance. There is no evidence, to date, if the president, or the supreme leader, knew about the seizure of the sailors in advance.

But since it occurred, it has been used to rally Ahmadinejad's base of support at a time when that support seemed to be fraying. The president, who was elected on a platform of economic populism promising a redistribution of the state's vast oil wealth, has been sharply criticized for failing to deliver on his economic promises.

"This militarist wing is mainly run by IRGC commanders," said Saeed Madani, a researcher in Tehran, referring to the guard. "These militarists are taking advantage of this incident to make a crisis out of it in an attempt to guarantee their own survival because their influence on domestic and foreign affairs of the country is linked to critical conditions."

Briefing Iran and the West

The Economist April 7th 2007



Sailing into troubled waters

LONDON AND TEHRAN

Despite its decision to free the British sailors, Iran remains a problem

THE Iranian revolution has been replaying one of its favourite old propaganda movies. In 1979, Iran and the world were gripped by scenes of 52 blindfolded American embassy staff taken hostage by Iranian students for more than a year. This time round the show was the 12-day public humiliation of British sailors and marines who were captured by the Revolutionary Guards in the Persian Gulf and were due to be released on April 4th.

Day after day Iranian television broadcast the spectacle, part farce and part menace, of the hapless Britons taking turns to confess their "trespassing" into Iranian territorial waters, apologise for their misdeed and praise the kindness of the Iranian authorities. Handwritten letters from the one woman in the group, Faye Turney, professed friendship with the Iranian people and demanded the withdrawal of British forces from Iraq.

At a football match in Tehran on March 30th, television cameras panned to the electronic scoreboard flashing "We Con-

demn the Invasion of the British Forces in the Blue Waters of the Persian Gulf" alongside the better-known slogans such as "Nuclear Energy Is Our Indisputable Right" and "Imam Khomeini: Israel Must Be Eradicated". Two days later a stirred-up crowd threw stones and firecrackers at the British embassy, demanding that the servicemen be tried as "spies".

The indignation of the British government, and its decision to seek support from the United Nations and European Union, incensed the Iranians and emphasised the weakness of Britain and the West. There was a time, said Admiral Sir Alan West, a former First Sea Lord (the head of the British navy), when British gunboats would have responded by flattening one of Iran's coastal towns. Those days are long past (see next story).

Then all of a sudden this week, Tehran decided that it had done enough Brit-baiting, either because it did not want more international opprobrium, or because it thought it had squeezed the full propa-

ganda value from the affair.

On April 2nd, Ali Larijani, the secretary of Iran's Supreme National Security Council contacted a British tv channel to say that there should be a bilateral diplomatic solution. The British government said it wanted the same. An Iranian diplomat who was mysteriously kidnapped in Iraq two months ago was released just as mysteriously, and Iraq said it was trying to secure the freedom of five Iranian officials arrested by American forces in January.

It was left to President Mahmoud Ahmadinejad to deliver the finale on April 4th. He berated Britain for scheming in Persia for the past century. Then he pinned a medal on the chest of the seaman who led the "brave" capture of the Britons and announced that, as a gift to Britain for Easter, he would pardon the British servicemen and release them immediately.

The incident says much about the volatile mixture of confidence and paranoia that swirls in Tehran these days. Iran knows it is one of the main beneficiaries of America's invasions of Iraq and Afghanistan, and of Israel's ham-fisted war last year against its Hizbullah client in Lebanon. At the same time it faces increasing international pressure and isolation. Twice in the space of three months the UN Security Council has unanimously imposed financial and other sanctions on Iran for its refusal to halt its uranium-enrichment programme, which many believe is designed▶▶

► not to make fuel for civilian reactors, as Iran claims, but to build atomic bombs.

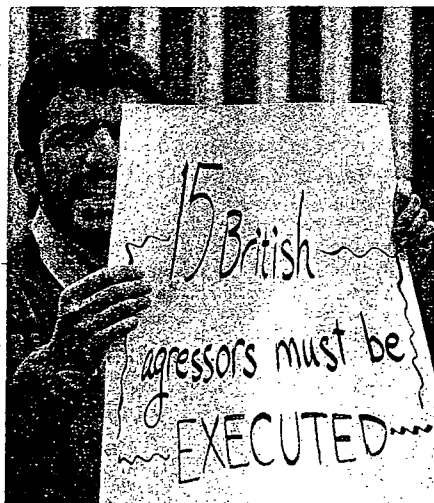
Saudi Arabia has begun a diplomatic offensive to contain Iran, shoring up Lebanon's pro-Western government and trying to revive peacemaking between Israel and the Arabs. At the same time, America has sent two aircraft-carrier groups to the Gulf and is conducting manoeuvres. A French carrier has also arrived. The defection (or "kidnapping", as Iran says) of Ali Reza Asghari, a former deputy defence minister, may also be part of a not-so-covert war.

That Iran might lash out at the "Great Satan", America, or less riskily against the "Little Satan", Britain, might have been predicted. In 2004 the Revolutionary Guards, known as the Pasdaran, captured eight British naval servicemen in the Shatt al-Arab waterway and released them three days later, after parading them blindfolded on television. One of their dinghies was displayed in an Iranian museum as a war trophy. In January this year an article in *Sobh-e-Sadeq*, a magazine close to the Pasdaran, said that capturing members of the coalition forces could be "easier and cheaper than obtaining trashy Chinese goods". Iran or its proxies would need only to "open up a purse to see a queue of blond, blue-eyed officers taken like bowls of seed by hungry fighting cocks".

Signs of immaturity

Twenty-eight years after Ayatollah Ruhollah Khomeini's followers swept away the pro-Western dynasty of Shah Reza Pahlavi and crushed left-wing rivals, Iran has yet to make the transition from youthful rebellion to mature statehood. It may be less zealous in exporting its revolution these days, but it still draws strength from the troubles around it—some of which it has helped to aggravate. The revolution in Shia Iran helped stir the belief among Sunni extremists elsewhere that Islamist rule could be recreated in modern times. It also established the idea of deliberately seeking "martyrdom": Iran sent countless young men to clear minefields with their bodies in the war against Iraq in the 1980s, inspiring Hizbullah suicide-bombers who in turn set the example for Hamas in Palestine, al-Qaeda and Iraq's sectarian killers.

Iran is still torn between a sense of ancient Persian nationhood and the universality of radical Islam, between resentment over colonial subjugation and ambition for regional hegemony. The Bible memorialises Cyrus, the ruler of ancient Persia, as the man who freed the Jews from exile in Babylon; yet today's Iran of President Mahmoud Ahmadinejad denies the Nazi Holocaust of the Jews and seems ready to entertain another one by talking of the need to wipe Israel "from the pages of time". It adopts the tactics of the weak by backing militants in the region (and by taking hostages), yet appears to be seeking



Iran's least reasonable face

the ultimate power of nuclear weapons.

How to deal with such a large, important country that refuses to live by the diplomatic rules of the rest of the world? Since the trauma of the American embassy siege of 1979, America has tried to squeeze Iran politically, militarily and economically in the hope that the regime would fall, but in vain. The Europeans have preferred an awkward policy of "engagement" in the hope of encouraging Iran to moderate; for years they tried to support "reformists" against "conservatives", but this too was a failure. The reformists were discredited and set aside as lackeys of the West and, with the election of Mr Ahmadinejad in 2005, the choice is now between different kinds of hardliners—pragmatists who want to avoid confrontation, and neo-revolutionaries who seem to court it.

The capture of the British servicemen appears to have been a deliberate provocation by zealots in the Pasdaran, which constitutes an ever more powerful state-within-a-state. Despite uncertainty over the territorial waters in the Gulf, there have been few, if any, disputes in recent years over the demarcation line in the sea. The Pasdaran's speedboats surprised the British crewmen at their most vulnerable moment, as they clambered down into their dinghies after a routine inspection of an Indian-registered cargo ship in Iraqi waters (according to the British). Most suspiciously, the Pasdaran were equipped with video cameras to record the humbling of the British and the Iranian colours fluttering over the Royal Navy's White Ensign.

It is less clear what the Pasdaran hoped to achieve. Were they demonstrating the damage they could cause to American and British forces if attacked, or trying to secure bargaining chips to secure the release of Iranians captured in Iraq? Or was this an attempt to regain advantage in the internal political debate in Iran? Perhaps all three. One further aim may have been to send a message of strength to neighbouring Arab

countries: many of the British "confessions" were first aired on Iran's Arabic-language TV network, *al-Alam*.

In a country that was twice occupied by Britain in the 20th century, most Iranians accept that their waters were invaded. John Limbert, one of the American embassy hostages and now a professor of politics, sees striking parallels with the way that radicals in 1979 set out to create a *fait accompli* to radicalise the climate. But there are also differences. "In 1979 it worked, there were hundreds of thousands of people outside the US embassy; 200 people at the British embassy is pretty small. It looks like people in the regime don't want to go back to the old days."

With the end of the long Persian new year holiday, the pragmatic wing appears to be reasserting control. Still, the fate of the servicemen will be determined as much by negotiations within Iran as between the foreign ministries of Iran and Britain. It is always difficult for outsiders to divine the shifting alliances in Iranian politics. Nicholas Burns, an influential American under-secretary of state, recently said that the Iranian leadership was "not a monolithic regime; it's a cacophonous government that is fighting, we think, within itself."

The Great Satan's weakness

Under the Bush administration, America has gone from a policy of "dual containment" of Iran and Iraq to one approaching dual failure. It removed the iron rule of Saddam Hussein, but created an anarchic void in Iraq into which Iran has extended its influence. Exhausted by the insurgency in Iraq, America now struggles to deal with the more acute threat of weapons of mass destruction posed by Iran's nuclear programme. America's Arab allies may be terrified by the strengthening of Iran, but they are even more terrified by the prospect of American military action to destroy Iran's nuclear facilities.

In Europe there is a degree of acceptance that, sooner or later, the world may have to deal with a nuclear-armed Iran. Some in the Bush administration, though, regard that prospect as even more horrendous than the consequences of attacking Iran, which may include more instability in Iraq and elsewhere, more terrorism and the disruption of oil from the Persian Gulf. There is no certainty, moreover, about how far military strikes can set back the nuclear programme, if at all.

George Bush has repeatedly said that "all options" remain on his table, by which he means the use of military force. But the one option he has seemed less keen on is the idea, advocated by many, of seeking a "grand bargain" with Iran on a whole range of disputes, from the nuclear question to peace with Israel. When America was strong, it felt it did not need to deal ►►

▶ with Iran. Now it is worried by the prospect of looking weak.

Nevertheless, there has been a real change of policy since the days when Mr Bush said Iran was part of the "axis of evil". His administration has offered to join nuclear talks if Iran suspends uranium enrichment. Ray Takeyh, an expert on Iran, argues in the latest issue of *Foreign Affairs* that America should go further and talk to

Iran without preconditions. Iran's rise is unstoppable, he says; better to deal with the pragmatists, and strengthen them, rather than give free rein to the radicals. He may or may not be right. Another possibility is that the prospect of normalisation with America may cause real ideological upheaval in the regime. If so, talking to the Great Satan may scare the mullahs more than sanctions. ■

The Economist April 7th 2007

Iraq and the Kurds

The other Jerusalem

KIRKUK AND BAGHDAD

Will the Kurds get their way?

AS YOU drive through the city of Kirkuk, with its drab buildings, dusty and rubbish-strewn streets and general decrepitude, you wonder why it stirs such anguish at the heart of Iraq's national-unity government in Baghdad. One big answer is the huge, sprawling oilfields on the city's western fringe.

But for Kirkuk's Kurds and their brethren in the autonomous Kurdish region to the north, it is about far more than just oil. Kirkuk is a symbol, they say, of everything Kurdish: their people, their land, their history. They say they can be reconciled with

their Arab compatriots, both Sunni and Shia, only if Saddam Hussein's "Arabisation" campaign—the settlement of tens of thousands of Arabs in Kirkuk during his three decades in power—is reversed.

Iraq's president, Jalal Talabani, a Kurd from Kirkuk, called the city "our Jerusalem". But while the status of the real Jerusalem looks set to remain disputed for many years, most Kurds now think that Kirkuk's fate will be satisfactorily sealed this year. Most Arabs still disagree. But the tide may be flowing the Kurds' way.

Last week, Kurdish leaders threatened to quit the government in Baghdad, where they are allied to the main Shia block, unless the cabinet of Nuri al-Maliki stopped dragging its feet over Kirkuk. A deal was then struck: thousands of Arabs who had settled in Kirkuk would be compensated with land and money if they went back to their original homes, mainly in the south.

The justice minister, Hashem al-Shibli, said that those who left would be paid about \$15,000 and given land in their former home towns. Mr Shibli, who has been chairing a committee looking into the issue, said that Kirkuk's authorities would soon begin giving out forms to Arab families to assess who was eligible for resettlement, which would be voluntary.

The minister then surprised everyone by resigning, citing differences with the government and his own political block, led by a former prime minister, Iyad Al-

lawi, partly over Kirkuk. The controversial Article 140 of Iraq's new constitution provides for several things: the return of Arab "settlers" and a redrawing of the boundaries of Kirkuk province, surrounding the city; a census; and then, by November 15th this year, a referendum on whether Kirkuk should join the present Kurdistan federal region. Kurds calculate that, once enough Arabs have left, the vote will go their way. One Arab member of parliament says that 12,600 families, which means around 90,000 people, have already agreed to go.

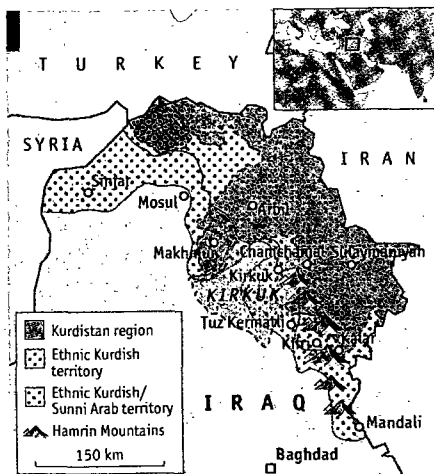
The referendum's exact terms have yet to be drafted. Among other things, the Kurds want to adjust the borders of Kirkuk province to bring back four Kurdish-populated towns (Chamchamal, Kalar, Tuz Kermatu and Kifri) which Saddam had put into other provinces to shift Kirkuk's demographic balance against the Kurds. They also want the Kurdish region to include a string of mostly Kurdish towns, in a loop running from Sinjar, west of (mainly Arab) Mosul, through Makhmur, south-west of Arbil, to Mandali in the south-east near the Iranian border. The Kurds' geographic borders, they say, should roughly follow the line of the Hamrin mountains.

Many of Kirkuk's Arabs and Turkomen fiercely object to all such ideas. The Turkomen say they are Kirkuk's original rulers, while most Arabs say Kirkuk is Iraqi and should stay so. Sunni Arab nationalists

elsewhere in Iraq, plus followers of the populist Shia cleric, Muqtada al-Sadr, have denounced the plan to push Kirkuk's Arab families to move south. Few Arabs or Turkomen trust the city's Kurdish-dominated authorities to treat them fairly. Turkey's government, facing elections this year, rejects the Kurds' claims to Kirkuk and says it may have to intervene militarily if the city's Turkomen are threatened. The Americans say Kirkuk is an internal Iraqi issue

and are urging the Turks to stay out.

So there are fears that tensions may yet boil over in a city where Kurds, Arabs, Turkomen and Christians edgily co-exist. This week a massive bomb hit a police station in a mainly Kurdish district, killing 15 people, including children at a nearby school. Such attacks, presumably by Sunni insurgents, may increase, in the hope that the Kurds delay the referendum. But as things stand, they are determined to hold it. ■



Les gardiens de la Révolution, à Téhéran, suivent leurs intérêts

la Croix

2 AVRIL 2007

Les gardiens de la Révolution qui ont capturé il y a dix jours 15 marins britanniques forment un corps autonome au cœur du régime iranien

L'Iran et la Grande-Bretagne gardent ouverte la voie diplomatique pour tenter de sortir de la crise provoquée par la capture de 15 marins britanniques, malgré des propos véhéments du président Mahmoud Ahmadinejad qui a dénoncé «l'arrogance» de Londres. Le gouvernement britannique serait prêt à s'engager à ce que la marine royale n'entre pas dans les eaux territoriales iraniennes sans autorisation.

En arrière-plan de l'épreuve de force diplomatique entre Londres et Téhéran, le poids des gardiens de la Révolution iraniens au sein du régime de Téhéran se trouve en jeu. Ce sont, en effet, les forces navales des gardiens de la Révolution, appelés les pasdarans, qui ont orchestré la capture des marins à l'embouchure du Chatt Al-Arab le



Manifestation d'étudiants radicaux, à Téhéran, pour le procès et l'exécution des 15 marins britanniques.

23 mars. Les forces spéciales des Gardiens opèrent, elles, de façon régulière à l'intérieur de l'Irak, notamment en fournissant des explosifs à différentes milices. L'été dernier, ces mêmes pasdarans ont alimenté en missiles le Hezbollah pendant le conflit qui

a opposé le mouvement chiite libanais aux forces israéliennes. À l'intérieur du pays, le corps joue un rôle clé dans l'industrie militaire iranienne, au service de son pro-

gramme nucléaire et surtout de ses programmes de missiles.

Depuis leur création en 1979, les gardiens de la Révolution se sont imposés comme des acteurs majeurs sur la scène politique et économique iranienne, une influence symbolisée par l'élection en 2005 de Mahmoud Ahmadinejad, un de leurs vétérans, à la présidence de la République. Au-delà de leur rôle dans l'industrie d'armement, les pasdarans et leur réseau d'anciens commandants représentent une force économique considérable, très présente dans le secteur de l'énergie et de la construction. Ils ont remporté de nombreux appels d'offres pour des contrats publics comme la gestion de l'aéroport de Téhéran et la construction du métro de Téhéran et même obtenu des franchises très lucratives comme le réseau de vente de Mercedes-Benz.

Les sanctions contre l'Iran adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU les 23 décembre et 24 mars prévoient notamment le gel des avoirs de sept dirigeants des gardiens de la Révolution: leur

commandant en chef, le général Yahya Rahim Safavi, son adjoint, le général Morteza Rezai, en même temps que les commandants des forces terrestres, navales, spéciales et des volontaires.

En décembre et en janvier, les forces américaines en Irak ont, par ailleurs, lancé deux raids contre des bases de forces spéciales des gardiens de la Révolution à Bagdad

LA MOT

Pasdarans

Le mot («gardiens») désigne le corps des gardiens de la Révolution, placé sous le commandement du général Yahya Rahim Safavi. Créés en 1979, les Gardiens sont distincts de l'armée régulière (400 000 hommes) et comptent environ 125 000 hommes. Les Gardiens ont des unités terrestres, navales et aériennes ainsi que des unités de renseignement, des forces spéciales (Quds Force) et une milice de volontaires (basidj). Le corps contrôle l'arsenal le plus meurtrier en possession de l'Iran: les missiles à longue portée, le programme d'armes chimiques et biologiques et la production de missiles. Les forces spécia-

les conduisent les opérations à l'extérieur de l'Iran à travers des alliés comme le Hezbollah, le Hamas ou le Djihad islamique palestinien. Depuis janvier, ces forces exercent le contrôle des opérations iraniennes en Irak (environ 15 000 hommes). L'influence des Gardiens s'exerce également dans la sphère politique à travers des liens de famille étroits avec le haut clergé chiite et dans la sphère économique avec de nombreux commandants ou ex-commandants à la tête d'entreprises publiques ou privées et bénéficiaires de contrats gouvernementaux.

F. A.

et à Erbil. Cinq des sept Iraniens arrêtés sont toujours détenus par les forces américaines, alors même que les autorités iraniennes s'attendaient à leur remise en liberté le 21 mars, à l'occasion du Nouvel An iranien.

L'affaire du Chatt Al-Arab serait-elle une réponse du berger à la bergère? Ni Téhéran ni Londres n'ont fait le lien entre les deux affaires mais la capture des marins britanniques est intervenue deux jours après cette date et à la veille du vote du Conseil de sécurité de l'ONU. À travers ce « fait accompli », la branche militaire du régime a pu également chercher à torpiller des négociations sur la question nucléaire évoquées par le négociateur iranien Ali Larjani dans ses contacts avec les Européens. Après une première participation commune de représentants américains et iraniens à la conférence internationale sur l'Irak à Bagdad,

en mars dernier, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice devait rencontrer son homologue iranien en avril à Istanbul.

Une autre incitation a pu pousser les Gardiens à l'action: la disparition début février à Istanbul du général Ali Reza Asghari, ancien commandant des gardiens de la Révolution et ancien vice-ministre de la défense, qui a peut-être été exfiltré d'Irak par les services occidentaux alors qu'il était sur le point d'être démasqué. Selon le *Sunday Times* de Londres, ce personnage clé du régime, cheville ouvrière iranienne du Hezbollah au Liban à la fin des années 1980 et au début des années 1990, travaillait depuis 2003 pour le Mossad, les services de renseignement extérieur israélien, tout en croyant être au service d'un service de renseignement européen. D'autres hauts gradés des gardiens de la Révolution auraient également disparu ou fait défection.

Avant de se rendre hier sur le front de l'ancienne guerre Iran-Irak, pour l'anniversaire de la fondation de la République islamique en 1979, le président Ahmadinejad avait renouvelé samedi ses exigences d'« excuses » de la part du gouvernement Blair. « *L'arrogant publie des déclarations et des exigences contre le peuple iranien au lieu de s'excuser et d'exprimer ses regrets après l'entrée des marins britanniques dans les eaux iraniennes* », a-t-il affirmé.

À Téhéran, environ 200 étudiants, membres d'une milice islamiste « bassidj » contrôlée par les Gardiens, ont manifesté hier devant l'ambassade britannique pour réclamer un procès et une sentence pour les 15 marins britanniques. En pleines vacances de Nowruz, le Nouvel An iranien, la branche armée du régime continue à maintenir la pression.

FRANÇOIS D'ALANÇON

IRAK DES TRIBUS SUNNITES SE RÉVOLTE CONTRE LA MAINMISE D'AL-QAIDA SUR LEURS TERRITOIRES

Bagdad ordonne la réintégration dans l'armée des anciens soldats de Saddam Hussein

BAGDAD
ENVOYÉ SPÉCIAL

Les guerres qui ensanglantent l'Irak depuis quatre ans ont encore fait une quarantaine de morts, vendredi 6 avril, en différents points du pays. Au moins 27 personnes ont trouvé la mort à Ramadi, chef-lieu de la province d'Al-Anbar, lorsqu'un kamikaze a jeté un camion

rempli d'au moins 2 tonnes de TNT et de chlore contre un barrage de police à l'entrée de cette ville sunnite située à 140 km à l'ouest de Bagdad. Plusieurs dizaines d'autres personnes ont été blessées et intoxiquées.

L'attaque de Ramadi, l'un des bastions de l'insurrection sunnite, est révélatrice d'un phénomène apparu il y a quelques mois, et qui voit un nombre grandissant de tribus sunnites profondément conservatrices se révolter contre la mainmise de militants liés à la filiale irakienne d'Al-Qaida sur leurs territoires.

Réunis à Bagdad en novembre 2006, plusieurs chefs de ces tribus, encouragés – et financés – par le gouvernement irakien et par les Américains, avaient fait savoir qu'ils en avaient assez des menaces, assassinats et autres

pressions sociales exercées sur leurs gens par les militants djihadistes. Plusieurs centaines de jeunes de ces tribus avaient ensuite accepté d'entrer dans la police et l'armée. D'où l'attaque de vendredi, qui n'est pas la première.

Coïncidence, qui tendrait à révéler une tendance: l'Armée islamique, l'un des plus importants groupes de la guérilla sunnite, largement constituée d'anciens militaires baasistes devenus salafistes, s'est adressée, vendredi, sur un site Internet, directement au « *cheikh Oussama Ben Laden – qu'Allah le garde en vie...* » – pour qu'il rappelle à l'ordre ses fidèles d'Irak « *qui ont assassiné plus de trente de nos frères d'armes* » des groupes sunnites alliés tels que Jaich Al-Moujahiddine, Kata'ib Thawrat Al-Ichriane et Ansar Al-Sunna.

Opération « Aigle noir »

En octobre 2006, l'Armée islamique avait proposé de négocier avec les Américains s'ils s'engageaient à quitter le pays et à reconnaître la « *résistance* » comme « *l'unique représentant du peuple irakien* ».

Cette initiative n'a rien donné de concret, mais, vendredi toujours, le gouvernement du premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki, a fait savoir qu'il ordonnait la réintégration dans l'armée nationale des soldats, sous-officiers et officiers subalternes de l'ancien régime.

Les officiers supérieurs qui, comme l'ensemble des 400 000 membres de l'armée, avaient été congédiés d'un trait de plume par les Américains dès mai 2003, ce qui avait immédiatement fourni à la « *résistance* » des bataillons entiers d'hommes armés et privés de ressources, pourront faire valoir leurs droits à la retraite et toucher une pension militaire.

Au sud de Bagdad, dans la ville chiite de Diwaniya, à 130 km de la capitale irakienne, au moins six miliciens appartenant à l'« *Armée du Mahdi* », fondée par le prêcheur radical chiite Moqtada Al-Sadr, ont été tués au cours de violents accrochages avec des soldats américains et irakiens lancés dans une vaste opération de ratisage contre les milices, baptisée « *Aigle noir* ». Dernier fils d'un

prestigieux ayatollah chiite assassiné en 1999, Moqtada Al-Sadr, retranché en Iran depuis plus de trois mois, avait accepté, à la demande du gouvernement de M. Maliki, au sein duquel son mouvement compte six ministres, d'ordonner à ses milliers de miliciens de déposer les armes pour donner une chance au nouveau plan de sécurité irako-américain baptisé « *Imposer la loi* ».

Dans la capitale, la plupart de ses fidèles ont obtempéré. Mais le prêcheur chiite a également ordonné à ses centaines de milliers de partisans de participer, lundi 9 avril, jour du quatrième anniversaire de l'arrivée des GI à Bagdad, à des « *manifestations massives* » pour demander le « *départ immédiat de toutes les forces d'occupation étrangères* ».

Pour ses représentants, il ne fait aucun doute que l'opération « *Aigle noir* », qui se poursuivait ce week-end à Diwaniya, visait à dissuader ses partisans d'y participer. ■

PATRICE CLAUDE

Kurd: U.S. sought other Iranians in raid

BAGHDAD April 6, 2007 (AP) - American forces who captured five Iranians in the northern city of Irbil three months ago were really after commanders of Iran's Revolutionary Guards who were visiting Kurdish officials, the Kurdish leader said in remarks broadcast Saturday.

Massoud Barzani, president of the 15-year-old Kurdish autonomous region in northern Iraq, told Al-Arabiya television that the Iranian commanders first visited Iraqi President Jalal Talabani in the northern city of Sulaimaniyah and then went to visit him. Barzani did not say where he met the commanders, although he was thought to have been in Irbil at the time.

He also did not say how he knew U.S. forces were trying to capture the commanders or where they were when the Americans raided a house in Irbil on Jan. 11 and detained the five Iranians, who still are in U.S. custody. Irbil is the capital of the Kurdish region.

"It (the house) was not a secret Iranian office. It is impossible for us to accept that an Iranian office in Irbil was doing things against coalition forces or against us. That office was doing its work in a normal way and had they been doing anything hostile, we would have known that," Barzani said.

"They did not come to detain the people in that office. There was an Iranian delegation, including Revolutionary Guards commanders, and they came as guests of the president. He was in Sulaimaniyah. They came to Sulaimaniyah and then I received a call from the president's office telling me that they wanted to meet me as well."

U.S. Defense Department officials in Baghdad did not immediately respond to telephone and e-mail requests for comment. Washington has said the five captured Iranians were rounded up on suspicion they were providing aid to Shiite militia fighters who are targeting U.S. and Iraqi troops and civilians.

"They (the commanders) came here and they came openly. Their meetings with the president and myself were reported on television. The Americans came to detain this delegation, not the people in the office," he said. "They came to the wrong place at the wrong time."

"The only place where there is no Iranian influence is Irbil. I will never allow such influence in Kurdistan, whether Iranian or otherwise," Barzani added. On Wednesday, U.S. military spokesman Maj. Gen. William Caldwell said an International Committee of the Red Cross delegation including one Iranian had visited the captive Iranians.

But on Friday, the U.S. military issued a statement clarifying that there were no Iranians in the ICRC team that had visited the five Iranians. Lt. Col. Christopher Garver, a military spokesman, issued the clarifying statement in an e-mail statement to The Associated Press.

"The ICRC committees that visited the five Iranians detained in Irbil on two occasions did not contain an Iranian national. One of the two committees contained an individual who speaks Farsi and lived in Iran, but he is a British citizen by birth," Garver said. U.S. Embassy spokesman Lou Finton said the United States was still considering an Iranian government request to visit the five.

Angry with Iraqi Kurd leader, Turkey complains to US

ANKARA April 9, 2007 (AFP) - Turkey has complained to the United States over Iraqi Kurdish leader Massud Barzani after he reportedly threatened to interfere in Ankara's affairs if it continued to oppose Kurdish claims on the oil-rich city of Kirkuk, officials said Monday.

Foreign Minister Abdullah Gul "conveyed our sensitivities" to US Secretary of State Condoleezza Rice in a telephone conversation at the weekend, a senior diplomat told AFP.

"A leader like Barzani, or any reasonable person should avoid statements that can open rifts between the two sides," the diplomat said. Asked by reporters Monday what Turkey's response to Barzani would be, Gul only said: "You will see."

The Turkish media quoted Barzani, head of the autonomous Kurdish region in northern Iraq, as saying that they would meddle in Turkey's already restive, predominantly-Kurdish southeast if Ankara continued to oppose Iraqi Kurdish ambitions to attach Kirkuk to their region.

Turkey says a referendum on Kirkuk's future status, scheduled to be held by the year-end, should be postponed, arguing that thousands of Kurds have been moved into the city to change its demography. Kirkuk is also home to Arabs and Turkmens, a Turkish-speaking community backed by Ankara.

Barzani reportedly said that if Turkey "interferes in Kirkuk over just a few thousand Turkmens, then we will take action regarding the 30 million Kurds in Turkey."

"Barzani's words are extremely disturbing, unacceptable and are considered as a provocation," the English-language Turkish Daily News paper quoted Gul as telling Rice. Ankara worries that Kurdish control of Kirkuk and its vast oil reserves would embolden what it believes are Kurdish ambitions to break away from Baghdad.

Kurdish independence, it fears, could fuel the two-decade Kurdish separatist insurgency in adjoining southeast Turkey, which has already resulted in more than 37,000 deaths. Tensions are already high between the two sides over Turkish accusations that Iraqi Kurds tolerate, and even support, thousands of armed Turkish Kurd rebels who have found refuge in the mountains of northern Iraq. Ankara has threatened a cross-border operation into the region to crack down on the rebel camps if Baghdad and Washington fail to act against them.

Separately, the New Anatolian daily reported Monday that Iraqi Kurdish objections to Istanbul were instrumental in Baghdad's decision to favour the Egyptian city of Sharm el-Sheikh as the venue of a high-level international meeting in early May to discuss the turmoil in Iraq.

Iran Raids américains et détentions en Irak, disparition à Istanbul, capture des marins britanniques dans le Golfe

Tensions et arrestations entre Iran et Occident

ERBIL (Kurdistan irakien)
ENVOYÉE SPÉCIALE

Depuis les premières sanctions votées en décembre 2006 par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'encontre de Téhéran à propos du nucléaire, la tension entre les Etats-Unis et l'Iran s'est considérablement accrue. Outre le déploiement de missiles Patriot, annoncé par le président américain George Bush pour protéger les pays arabes sunnites du Golfe face à la « menace iranienne », des arrestations de diplomates iraniens en Irak, et d'autres affaires mystérieuses, dont des disparitions, ont contribué à envenimer la situation.

En décembre 2006, quatre officiers iraniens ont été appréhendés à Bagdad et mis en garde à vue, avant d'être relâchés. Le 4 février, Jalal Sharafi, deuxième secrétaire de l'ambassade d'Iran à Bagdad, a été enlevé par des hommes armés portant des uniformes de l'armée irakienne, avant d'être libéré, mardi 3 avril. En février, à Istanbul, un ex-vice-ministre de la défense iranien, Ali Reza Asghari, a disparu, l'Iran accusant les Etats-Unis ou Israël de l'avoir enlevé, la presse américaine croyant savoir qu'il aurait fait défection et se serait mis à la disposition de services de renseignement occidentaux. Par ailleurs, le 23 mars, quinze marins britanniques ont été capturés par l'Iran dans le Golfe. Et, lundi 2 avril, Washington a indi-

qué qu'un ex-agent du FBI avait disparu en mars en Iran.

L'un des événements les plus marquants de cette série d'incidents – entre lesquels des liens formels ne peuvent être établis – est le raid américain sur un « bureau de liaison » iranien, le 11 janvier, à Erbil, la capitale régionale du Kurdistan irakien.

Dans ce quartier résidentiel, situé entre le Parlement kurde et la vieille citadelle, personne ne s'attendait à un réveil si brutal. « *Ily avait des hélicoptères au-dessus de nos têtes et des véhicules blindés. Des soldats américains couraient en criant* », confie un témoin. « *Je n'ai pas osé sortir, ils arrêtaient tout le monde.* » Son voisin a entendu des échanges de tirs et des explosions. Ce n'est que le lendemain qu'ils ont appris que le raid américain visait un « bureau de

liaison » iranien et que cinq fonctionnaires y avaient été arrêtés. Ce « bureau », dépourvu de plaque officielle, ne se distinguait que par une guérite à l'entrée. Quelques heures plus tard, la télévision retransmettait les propos de la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, mettant en garde Téhéran contre la tentation de déstabiliser l'Irak.

La méthode employée par l'armée américaine – dans une région d'Irak où celle-

ci ne peut intervenir, selon un accord passé avec le président du Kurdistan, Massoud Barzani, sans le consentement de ce dernier – a été perçue en Iran comme particulièrement humiliante. Téhéran a aussitôt condamné « une provocation américaine, contraire à toutes les lois internationales », visant à « créer des tensions chez les voisins de l'Irak ».

Le raid américain a coïncidé avec la visite d'un diplomate iranien d'envergure, Mohanmed Jafari Sahroudi, adjoint du président du Conseil national de sécurité, Ali Larijani, général dans le corps des Pasdarans, ancien chef adjoint des services de renseignement des Gardiens de la révolution. Il est par ailleurs accusé d'avoir perpétré l'assassinat, en 1989, à Vienne, du dirigeant de l'opposition des Kurdes iraniens, Abdoul Rahman Ghassemlou, et fait depuis l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par l'Autriche. Selon le quotidien britannique *The Independent* du mercredi 3 avril, il était accompagné du général Minojhar Frouzanda, présenté comme le chef des services de renseignement des Gardiens de la révolution.

Selon plusieurs officiels kurdes, M. Jafari avait été reçu, la veille du raid américain, par le président irakien, Jalal Talabani, dans son fief kurde de Souleimaniyé, puis par Massoud Barzani à Salaheddine, avant de passer la nuit à quelques kilomètres du « bureau de liaison » iranien, dans un bâtiment réservé aux hôtes d'honneur. Il avait ensuite quitté le pays sans être inquiété. Etait-il la véritable cible ? « *Je ne sais pas*, répond le premier ministre kurde, Nechirvan Barzani : *toujours est-il qu'il n'a pas été attrapé.* »

La situation est très embarrassante pour le gouvernement kurde, qui assure

ne pas avoir été prévenu. « *Nous ne voulons pas prendre part au conflit entre les Etats-Unis et l'Iran, c'est une affaire qui les regarde*, a déclaré au *Monde* le président Massoud Barzani. *Mais, dans ce cas particulier, nous sommes directement concernés. Jafari était venu en tant qu'invité du président d'Irak. Sa visite était publique. Personne ne nous a dit qu'il était recherché ou qu'il n'avait pas le droit de se rendre en Irak. Nous souhaitons de bonnes relations avec nos voisins. Personne ne souhaite d'interférences étrangères dans les affaires irakiennes. La souveraineté de cette région est pour nous quelque chose de sacré. Nous sommes alliés aux Américains mais nous n'acceptons pas d'être insultés dans notre position. Ce raid n'était pas correct.* »

Des officiels kurdes ont exprimés leur crainte que leur région « devienne le champ de bataille entre les Etats-Unis et l'Iran ». Ils ont également rapporté que les Etats-Unis ont mené d'autres opéra-

tions, à Qaradagh, non loin de la frontière iranienne, à 20 km au sud de Souleimaniyé.

Ces arrestations en série sont intervenues dans un contexte intérieur tendu en Iran, frappé depuis deux ans par des attentats dans ses régions frontalières. Le 14 février, à Zahedan, dans la province du Sistan-Balouchistan, en bordure du Pakistan et de l'Afghanistan, une attaque spectaculaire contre un bus des Gardiens de la révolution a fait 11 morts et 31 blessés. L'attaque a été revendiquée par Joundallah, un groupe sunnite proche d'Al-Qaïda, mais les autorités iraniennes accusent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de soutenir les rebelles des minorités ethniques dans ses provinces frontalières, au Sistan-Balouchistan, au Khouzzistan, et au Kurdistan où les militaires iraniens ont essuyé plusieurs embuscades meurtrières, lancées, depuis les montagnes irakiennes, par l'organisation armée kurde Pejak.

Côté américain, le sous-secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires proche-orientales, Jim Jeffrey, a réaffirmé, mardi 3 avril, que ces prisonniers, selon lui « *des membres assez élevés dans la hiérarchie des Gardiens de la révolution* », étaient impliqués dans la fourniture d'explosifs utilisés pour attaquer l'armée américaine en Irak. ■

CÉCILE HENNON

Le raid américain à Erbil a coïncidé avec la visite d'un haut responsable des gardiens de la révolution

Génocide arménien : Ankara menace d'écarter GDF du projet Nabucco

Le Monde
Samedi 7 avril 2007

En raison de la question arménienne et du débat sur l'adhésion turque à l'UE, les mises en garde contre la France se multiplient en Turquie avant la présidentielle

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

L'agence anatolienne de presse a annoncé jeudi 5 avril que la compagnie d'Etat turque de pétrole et de gaz Botas avait suspendu les négociations avec le groupe français Gaz de France sur sa participation au projet de gazoduc Nabucco, prévu pour acheminer en Europe, à l'horizon 2011, le gaz naturel d'Asie centrale via la Turquie. Selon l'agence, cette décision serait dû à la position de la France sur le génocide arménien.

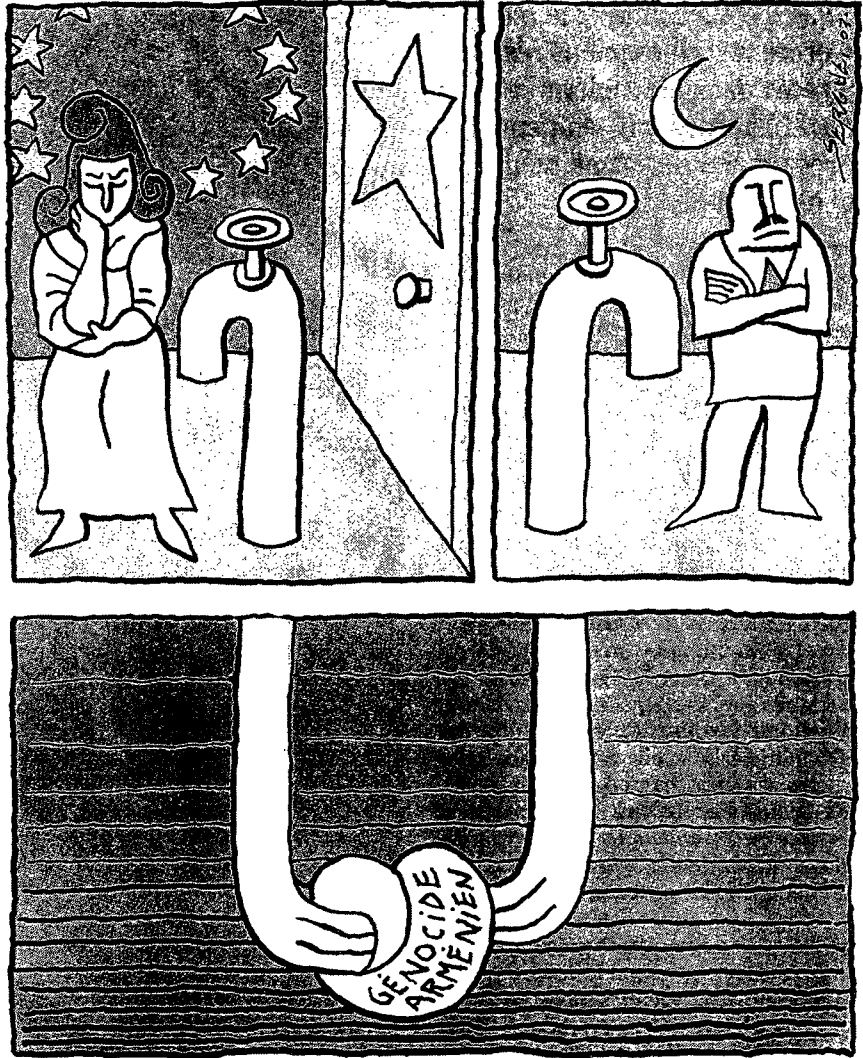
Le projet de loi condamnant la négation du génocide, adopté en octobre dernier par l'Assemblée nationale mais par encore par le Sénat, et plus généralement l'hostilité qui s'est manifesté en France à une adhésion turque à l'Union européenne alimente à Ankara, avant les élections françaises, un sentiment de défiance. « Nous allons suspendre le partenariat jusqu'à l'élection présidentielle française, a déclaré un responsable du ministère turc de l'énergie à Reuters. Nous prendrons une décision en fonction de la politique suivie après les élections en France ».

Ni GDF ni Paris n'ont confirmé la suspension des négociations sur le projet de gazoduc, dont le coût est estimé à 4,6 milliards d'euros. Celles-ci impliquent, outre Gaz de France, des partenaires de plusieurs autres pays : l'Autriche, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie.

Liens militaires suspendus

La menace sonne comme un avertissement aux hommes politiques français. Les Turcs ont noté que la candidate socialiste à l'élection présidentielle, Ségolène Royal, a déclaré récemment soutenir la nouvelle loi pénalisant la négation du génocide arménien, tout comme François Hollande, mardi 3 avril, au cours d'une réunion à Alfortville avec le parti nationaliste arménien Dachnak. Les prises de position récurrentes de Nicolas Sarkozy ou de François Bayrou contre l'adhésion de la Turquie à l'UE ne laissent pas présager d'un avenir plus détendu.

Les pressions n'ont cessé ces derniers mois de monter contre la France. Depuis le 1^{er} janvier, les liens militaires ont été suspendus. Des visites réciproques et des autorisations de survol du territoire pour les appa-



reils français en route vers l'Afghanistan ont été annulées. Les tracasseries administratives ou douanières se sont multipliées. « De nombreux hommes d'affaires ou des enseignants connaissent des difficultés pour obtenir leurs permis de séjour. Les procédures traînent en longueur », observe Raphaël Esposito, directeur de la chambre de commerce franco-turque d'Istanbul.

Plusieurs grandes entreprises françaises ont subi pendant quelques mois les effets d'une campagne de boycottage lancée en octobre : Carrefour, Total ou Danone accusant des baisses de leur chiffre d'affaire allant jusqu'à 10 % ou 15 %. « Ces entreprises semblent avoir retrouvé un rythme de croisière mais le ressentiment n'est pas totalement dissipé, constate Raphaël Esposito.

Plus récemment, la menace d'un boycottage a aussi plané sur Eurocopter ou Areva, candidats à des investissements de taille en Turquie. Le Crédit agricole, qui

était pressenti pour acquérir la banque Oyak, propriété de la mutuelle de l'Armée turque, s'est également retrouvé confronté à la question du génocide arménien.

Paradoxalement, les échanges franco-turques ont pourtant augmenté de 15 % en 2006. Signe que, dès que l'on quitte la sphère publique, les intérêts commerciaux reprennent le dessus. Cette hausse est principalement due à d'importants contrats dans l'aéronautique. Autre exemple, Alstom vient de décrocher, fin mars, un contrat de 323 millions d'euros sur le chantier du Marmaray, un tunnel ferroviaire sous le Bosphore qui entrera en fonction en 2011. Avec une population de 74 millions d'habitants et une croissance soutenue, la Turquie est devenue un marché émergent de premier plan dans de nombreux secteurs de l'industrie et des services, incontournable pour les grandes multinationales. ■

GUILLAUME PERRIER

Guerre secrète en Iran

En plus des pressions officielles contre Téhéran, les Etats-Unis seraient en train de chercher à déstabiliser le régime. Une lutte secrète dont les marins britanniques sont les victimes indirectes.

THE GUARDIAN
Londres

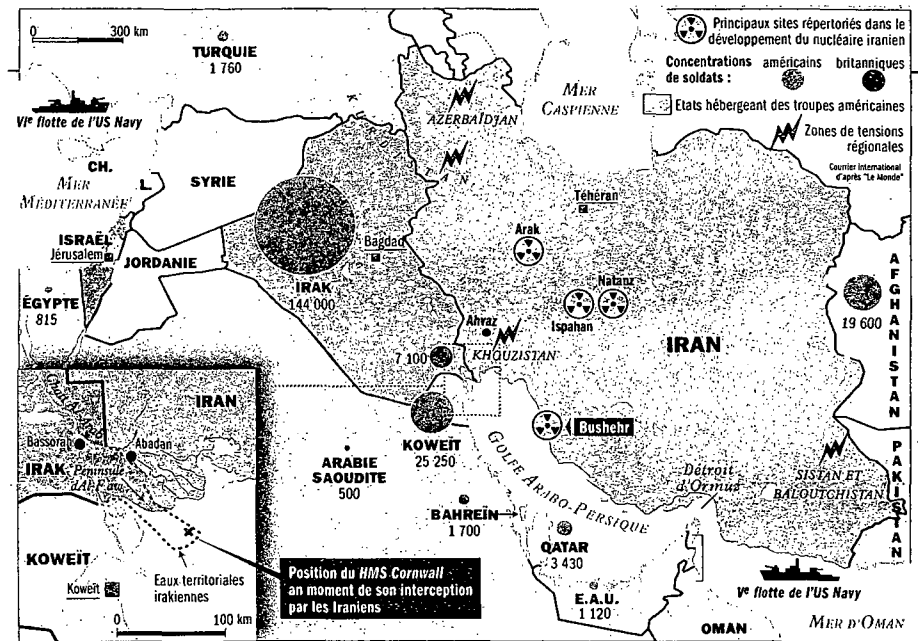
Du point de vue de l'Iran, la provocante intrusion des marins britanniques dans l'embouchure du Chatt Al-Arab fait partie de la politique de déstabilisation menée par les Etats-Unis. Du point de vue des Etats-Unis et d'Israël, les actions injustifiées de l'Iran sont la preuve que le régime de Téhéran est terriblement dangereux et que les pays occidentaux et les pays arabes "modérés" doivent s'unir pour lui imposer leur volonté. Au milieu se trouvent les quinze membres des forces armées britanniques.

Il est impossible d'évaluer l'ampleur des opérations secrètes américaines contre l'Iran. On ne dispose d'aucune preuve de l'implication de la Grande-Bretagne, même s'il est probable, compte tenu du rôle clé joué par les forces britanniques le long de la frontière avec l'Irak, que Londres détient quelques informations. Mais l'influence de Washington et ses activités par alliés interposés sont de plus en plus perceptibles.

La complexité de la structure ethnique de l'Iran le rend particulièrement vulnérable aux actions venant de l'extérieur. La population comprend 50 % de Persans, 24 % d'Azéris et 8 % de Kurdes. Les autorités iraniennes soutiennent que la riche province pétrolière du Khouzistan, à majorité arabe sunnite et donnant sur le Chatt Al-Arab, est une cible essentielle pour les opérations de déstabilisation menées par la CIA et la Grande-Bretagne par l'intermédiaire d'agents liés aux groupes de résistance en exil à l'étranger.

Attentats à la bombe et autres actes de violence séparatistes sont monnaie-courante. En janvier 2006, une tentative d'assassinat aurait eu lieu à Ahvaz contre le président Mahmoud Ahmadinejad. Les désordres ont été suivis par de sévères représailles, y compris des exécutions.

L'Iran accuse aussi le gouvernement pro-occidental du Pakistan d'être complice des récentes attaques contre des forces de sécurité dans la province majoritairement sunnite du Sistan-Baloutchistan, dans le sud-est du pays.



En dehors d'un renforcement de l'opposition interne, l'objectif apparent des Etats-Unis est de bloquer le projet de gazoduc vers l'Inde via le Baloutchistan. Les Américains font pression pour que New Delhi renonce à ce projet, tout en pressant la Turquie, les pays européens

et les compagnies pétrolières de rompre leurs liens énergétiques avec l'Iran.

En février dernier, le ministre de l'Intérieur Mustafa. Pour-Mohammadi, un radical, a dénoncé un complot à l'échelle du pays. "Les services de renseignements iraniens ont des informations qui montrent que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël sont à l'origine des troubles qui ont éclaté ces dernières années dans diverses régions, dont le Khouzistan, le Kurdistan et l'ouest de l'Azerbaïdjan", a-t-il déclaré à l'agence Aftab.

Des sources turques corroborent les affirmations de Téhéran selon lesquelles les Etats-Unis financeraient et armeraient indirectement le Parti pour une vie libre au Kurdistan, une formation apparentée à l'organisation terroriste PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Il s'est ensuivi une intensification des violences sporadiques entre Kurdes iraniens et forces de sécurité – et la création d'une alliance antikurde de facto entre Ankara et Téhéran, alliance qui aurait, dit-on, conduit à des bombardements transfrontaliers des positions kurdes par l'artillerie iranienne.

Les autorités iraniennes placent la polémique au sujet de la capture des marins britanniques dans le contexte des pressions de plus en plus intenses et multidimensionnelles exercées sur Téhéran sous la conduite des Etats-Unis.

Un haut responsable du ministère des Affaires étrangères américain, Nicholas Burns, a déclaré le 27 mars que les Etats-Unis cherchaient à "réduire les ambitions régionales de l'Iran", mais aussi à transformer de l'intérieur la société iranienne. La Maison-Blanche demande au Congrès que plus de 100 millions de dollars soient affectés à cette fin, notamment pour le financement d'émissions de radio en farsi.

Pour les autorités iraniennes, tout cela, ajouté aux pressions sur les intérêts iraniens en Irak et aux tentatives de Washington pour construire une alliance arabe contre Téhéran, ressemble à une guerre non déclarée. Qu'il ait été ou non planifié, l'incident du Chatt Al-Arab est peut-être la manière iranienne de dire "assez".

Simon Tisdall

LE FIGARO mardi 10 avril 2007

Ankara fustige les Kurdes irakiens

TURQUIE

Des déclarations du dirigeant kurde Massoud Barzani ont mis le feu aux poudres.

Istanbul

ENTRE LA TURQUIE et l'Irak, l'escalade verbale a franchi le cap de l'intimidation. « M. Barzani a dépassé les limites, (...) le nord de l'Irak, qui est un voisin, est en train de commettre une erreur, le prix à payer sera très élevé », a menacé, hier le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Ce ton comminatoire répondait aux mises en garde du dirigeant de la région du Kurdis-

tan irakien concernant la ville de Kirkouk, perçues comme une déclaration d'hostilité par Ankara. « La Turquie n'a pas le droit d'intervenir à Kirkouk, et si elle le fait, nous nous mêlerons des problèmes à Diyarbakir et dans les autres villes de Turquie », qui compte une minorité kurde d'environ 15 millions de personnes, a prévenu Massoud Barzani, samedi, sur la chaîne de télévision al-Arabiya. Ces avertissements échangés de part et d'autre de la frontière turco-irakienne illustrent la sensibilité de la question kurde dans la région.

Vu de Turquie, « Barzani allume la mèche de la dynamite », résumait hier le quotidien kéma-

liste turc *Cumhuriyet*. En déclarant que la ville de Kirkouk avait « une identité kurde, géographiquement et historiquement » et qu'elle faisait « partie du Kurdistan », le président du Kurdistan autonome a touché un sujet sensible à Ankara.

Plainte à Washington

La riche ville pétrolière du Nord irakien abrite une petite minorité turkmène qui légitime, aux yeux des autorités turques, leur droit d'ingérence dans la région. Le rattachement de cette cité pluriethnique au Kurdistan, qui doit être décidé par référendum cet automne, est la hantise d'Ankara.

Le gouvernement redoute que la constitution d'un État kurde indépendant en Irak n'attise les tentations indépendantistes des Kurdes, côté turc. Quelques heures à peine après les propos du dirigeant irakien, Abdullah Gül, le ministre des Affaires étrangères turc, téléphonait à Condoleezza Rice, le secrétaire d'État américain, pour se plaindre. Le sujet sera au menu, aujourd'hui, du Conseil national turc de sécurité. Les militaires turcs menacent parfois d'intervenir à Kirkouk.

Signe avant-coureur que la Turquie a des difficultés à s'imposer dans le jeu diplomatique régional, la conférence ministérielle sur l'Irak, qui doit réunir les

pays voisins et les grandes puissances mondiales, se tiendra le mois prochain en Égypte, a annoncé Bagdad samedi. Pourtant, Washington avait proposé Istanbul. Il ne manquait que l'aval du président irakien Talabani, un Kurde. Pour ne rien arranger, les combats entre les forces armées turques et le PKK, le parti séparatiste kurde, ont repris : dix soldats et sept combattants kurdes ont trouvé la mort dans le Sud-Est ce week-end. Ankara accuse l'Irak d'abriter dans les montagnes du nord du pays les troupes du PKK, qui profite de la fonte des neiges au printemps pour mener des incursions en territoire turc.

LAURE MARCHAND

LE EXPRESS DU 5 AU 11 AVRIL 2007

Turquie Péril irakien

La perspective d'une région kurde séparée de Bagdad fait craindre une contagion au-delà de la frontière. A Ankara, l'armée s'alarme.

De notre correspondante

La tension monte, en Turquie, à mesure que se rapproche l'échéance de l'élection du président de la République, le 16 mai prochain. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, issu du courant islamiste (AKP), pourrait, en effet, accéder à la magistrature suprême. Et cela rend nerveux l'armée et certains cercles laïques. L'affirmation croissante de la large autonomie de la région kurde au sein de l'Irak et la perspective de sa séparation d'avec le reste du pays alimentent les craintes d'une contagion sécessionniste en

Turquie. Le président turc, Necdet Sezer, renâcle ainsi à prendre contact avec son homologue irakien, Jalal Talabani, sous prétexte que le parti de ce dernier aiderait les militants du PKK, la guérilla kurde en Turquie. Erdogan a, pourtant, passé outre aux pressions des militaires en rencontrant Talabani, lors du sommet de la Ligue arabe, à Riyad, le 28 mars.

Les Turcs craignent que la ville irakienne de Kirkouk, riche en pétrole, ne passe sous le contrôle des Kurdes lors du référendum local, prévu pour la fin de 2007. Préoccupée par la politique de « kurdification » menée à l'encontre de la minorité turkmène, avec laquelle les Turcs auraient des origines communes, Ankara a demandé aux États-Unis un report du scrutin. L'armée turque laisse planer la me-

nace d'une intervention pour protéger ces « frères ». Les chefs du parti prokurde (DPT) se sentent, eux, plus que jamais proches de leurs cousins d'Irak : un dirigeant du DPT s'est retrouvé derrière les barreaux pour avoir déclaré que les Kurdes de Turquie « considéreraient une attaque contre Kirkouk comme une attaque contre Diyarbakir [chef-lieu kurde en Turquie] ». Ankara et Washington ont nommé, il y a quelques mois, deux anciens militaires chargés de favoriser la coopération afin de neutraliser le PKK. Mais ce dispositif n'a produit aucun résultat concret à ce jour. ● Nükte V. Ortaç



Istanbul, le 11 mars. Des nationalistes turcs manifestent contre la candidature du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à la présidence.



Kurdish Linguistic Rights Report, 2006

Submitted to the Translation and Linguistic Rights Committee of the International PEN at the Ohrid Conference, Republic of Macedonia, September 14-17, 2006

By Dr. Zorab Aloian
The Globe

The historical and geographic area where the Kurds and their language came into existence and where they nowadays constitute an overwhelming majority has been referred to as Kurdistan.

This name is officially recognised by the Iraqi Constitution as a federal part of the state and in Iran as a province (ostan). Turkey and Syria, the two other states controlling parts of the Kurdish homeland, deny its existence. These four countries share the responsibility for the status of the Kurdish language and identity.

Iraq

Iraq appears to be the most positive case for the well-being of the Kurdish language and literature. It must be pointed out, however, that it was due to the struggle of the Kurdistan liberation movement and immense suffering inflicted on the Kurds throughout the 20th century that enabled the federative structure for Kurdistan. The credit must not be given to the central authorities in Baghdad, although there have been Iraqi Arab intellectuals sympathising with the Kurdish identity.

According to the new Iraqi Constitution adopted by the referendum in 2005, there are two official languages in Iraq: Arabic and Kurdish. Both languages shall be taught throughout Iraq and used in various spheres of the state system. It is assumed that Arabic is the first language in Arab parts of Iraq whereas Kurdish is the primary language in the federal region of Kurdistan. Official documentations, laws and parliament sessions are to be

functioning in both languages. The court system and education is mostly in Kurdish in Kurdistan and in Arabic in the Arab provinces of Iraq. There are six major articles in the Iraqi Constitution that regulate the status of these languages.

The Iraqi Constitution and the draft Constitution of Iraqi Kurdistan make special provisions for the minority languages. These languages – Syriac (the mother tongue of many Assyrian and Chaldean Christians), Turkoman and Armenian – enjoy a particular high status in

Kurdistan. The matter is that the Kurds have a strong tradition of hospitality and that their dream of independence lasted so long that they would not risk their achievements by acting irresponsibly.

In practical terms, there are thousands of schools and four universities in Iraqi Kurdistan with Kurdish as the language of education. Kurdish is the chief mass media language in TV and radio broadcastings, about 300 periodicals and three major publishing centres. There are journals in Kurdish for youth, sport, women and religious minorities (Yezidi, Shabak, Kakayi and Christians). The journal 'Serdem' in a major Kurdistan city of Sulaymaniya, for instance, is dedicated to literary translations into Kurdish. Some other literary periodicals have specific target audiences: 'Nûbûn' (in the capital city of Erbil, by the Ministry of Culture), 'Peyv' (in the city of Duhok, by the Union of Kurdistan Writers), 'Sivore' and 'Heng' (both for children), 'Basara' and 'Baba Gurrur' (both in the city of Kirkuk) and many others.



Iran

The Kurds are the third largest ethnic group in Iran, after the Persians and the Turkish-speaking Azeri Shiites. The Kurds belong to the same linguistic family with the Persian majority and the Beludji, Gilak, Talish and some other minority groups.

Legally speaking, Article 15 of the Iranian Constitution provides the possibility for the mother tongue education for all peoples of Iran, including the Azeris, Arabs, Baludjis and Kurds. They are entitled to open schools and educate children in their languages alongside Persian, the official language in Iran. However, for 20 years there has been no single school initiated in Iran in Kurdish. It obviously has a political dimension since the Kurds are the leading opponents of the Islamic regime. Kurdish has gained a major status during the short-lived Kurdistan Republic of Mehabad in 1945-1946, during which the local administration and education were in Kurdish. Since then, there have been attempts – mostly private ones – in Mehabad and other cit-

ies to open schools and teach Kurdish. There are state-controlled Kurdish periodicals, broadcasting, student and cultural organisations in Iran. Nevertheless, there are no formal classes in schools and no formal recognition of Kurdish in the provinces with the Kurdish majority. There are also reports of a new pressure against Kurdish children's names and Kurdish titles given to shops and private structures.

Turkey

The Copenhagen Criteria of 1993 established high standards for the candidate states to the European Union. One of the three main blocks refers to the political criteria aimed at guaranteeing democratic stability and human rights of minorities. Today, after years of controversial discussions, political and legal changes in Turkey, there are no legal references to the Kurdish language and people in the state constitution or any other law. Even some steps in the right direction are legally framed for 'minority languages and dialects.' Kurdish may not be used for public purposes such

as election campaigns and in government bodies.

It must be noted, however, that the current Islamic AKP party-led government made attempts to manage the Kurdish issue. Apparently, the most important symbolic act was the first half-hour Kurdish, Bosnian, Circassian and Arabic TV news programmes on the state TRT station. Thus, June 9, 2004, might have become a new opening in the relationships between the Turkish state and the Kurds. However, an inability to build upon this event was criticized even by the daily *Milliyet* that on the same day claimed that 'the EU won't swallow it.' The reason is that these TV programmes are not allowed to educate the Kurds about their language, history and culture and forbid them to criticise the state. Another significant element for the TV programmes as well as for the private Kurdish language courses was the prohibition to teach Kurdish to children.

The year 2006 may be described as a stagnation of the EU process in Turkey in general and bleak perspectives for the Kurdish cultural and political rights in particular. The two recent examples prove this setback.

In May 2006, political prisoners in Burdur, Sivas and Buca (Izmir) protested the banning of their phone conversation in Kurdish with their relatives.

Besides, the Swedish news agency TT reported on August 25, 2006, the Turkish authorities in Istanbul have seized 1,208 Kurdish versions of the books about Pippi Longstocking, the world-famous fictional children's character. They were sent on August 7 from Sweden by an organization that runs an education project for Kurds. The books had been set for delivery to libraries in five Kurdish vil-

lages. As it is well known, Astrid Lindgren's books about Pippi Longstocking have been translated into 85 languages and published in more than 100 countries.

The sad irony is that whilst Turkey demands linguistic education and cultural rights for the Turks in the neighbouring countries and Turkish migrants to Europe, it has not assured equivalent rights for Kurdish children in their homeland. Not surprisingly, on July 7, 2006, the United Nations Children's Fund (UNICEF) appealed to Turkey to allow Kurdish classes for children. According to UNICEF, the examples of the education in vernacular languages worldwide prove higher schooling results.

Syria

Syria is attested as the country with absence of political liberties and gross violations of human rights. The drastic oppression against the Kurds includes an overall prohibition of Kurdish identity. In this sense, Syria may be defined as the worst case. The reality in Syria implies that against the background of 12% of the Kurds within the whole Syrian population and more than 90% in three Kurdish provinces in the north, there is no legal mentioning of their language, no state or private schooling in Kurdish and no place for use of Kurdish in the central or local government bodies.

During the French occupation and the years before the Baas party usurped the power in Syria, there was a lovely cultural life amongst the Kurds. The best-known poets, writers and the person who standardised the northern Kurdish dialect of Kurmanji Mir Dje-ladet Badir Khan lived and worked there. Currently, the 'samizdat'-type illegal Kurdish periodicals

are mostly attached to political parties: 'Gulistan,' 'Gelawêj,' 'Stêr,' 'Roj,' 'Pirs,' 'Xunav,' 'Buhar,' 'Jîn,' and 'Rojda.' Some journals have been truly cultural and independent, including 'Zanîn,' 'Gurzek Gul,' 'Zevî,' 'Hogir,' 'Gulîzara Zarokan' (for children), 'Aso,' and 'Xwendevan.' The intellectual resistance against state terror has been demonstrated in such Kurdish newspapers as 'Newroz,' 'Deng,' and 'Delav.' Many Kurdish activists have been imprisoned or disappeared while writing for or distributing them.

Conclusion

In knowledge societies uniformity is a handicap.

Creativity, new ideas and multilingualism are the prerequisites for humankind to adapt to change. As it was demonstrated by Dr. Tove Skutnabb-Kangas during the March 20-25, 2005, Diyarbakir Seminar on the Cultural Diversity, "Dominant-language-only submergence programmes are widely attested as the least effective educationally for minority-language students." This is the model Turkey is using for Kurdish children. Dr. Skutnabb-Kangas concedes that it may sound hard, but in Turkey (one may also add Syria and to a lesser extent Iran), Kurds are subjected to linguistic genocide. To make a valid argument, she quotes the relevant UN Convention. The United Nations International Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (E793, 1948) has five definitions of genocide. Two of them fit her remark:

Article II(e): "forcibly transferring children of the group to another group"

Article II(b): "causing serious bodily or mental harm to members of the group"

The aspiration to pacify the region, where tens of millions of Kurds live, may be derived from the Iraqi Kurdistan example. The Kurdish PEN Centre, together with the Ministry of Culture of Kurdistan Federal Region, proposes a conference on the topic and hopes to obtain the CTRL blessing.

The writer is the Secretary of the Kurdish PEN Centre



GLOBE PHOTO

Kurdistan President Massoud Barzani addressing reporters in this file photo.

From Erbil to Ankara; prospect of bilateral relations

Globe Editorial

Kurdistan Region President Massoud Barzani's remarks in an interview with Arabic TV channel Al Arabiyah again exposed the deep-rooted conflict between Turkey and the Kurds.

The conflict is irreconcilable as long as Turkey continues the anti-Kurdish state policy it has held since its establishment following the demise of the Ottoman Empire. Kurdistan, which was recognized as a country of the Kurds by the Ottoman Empire under its suzerainty, was denied recognition by the newly established Turkish Republic in 1923. With the Lausanne Treaty, the division of Kurdistan among four states was internationally recognized, and each state was given free hand to deal forcefully with the Kurdish national question that ensued upon the treaty. The new Turkish entity, with its official Kemalist policy, denied the national identity of the Kurds and anything related to them. The Kurdish language, for example, was forbidden, and forceful assimilation was imposed on the Kurds.

Now that Kurds in southern Kurdistan have their own parliament, government, and president, and the Iraqi Constitution recognizes the Kurds as a nation alongside the Arabs,

Kurds aspire to undo the past injustice forced upon them. The incorporation of the city of Kirkuk into the Kurdistan Region through constitutionally affirmed legal procedures poses serious threats to Turkey, which fears that it may open possibilities for the Iraqi Kurds' move for independence. This in turn would incite million of Kurds in Kurdistan of Turkey to seek their own independence. The statement of Hilmi Aydogdu, the chairman of the pro-Kurdish Democratic Society Party branch of Diyarbakir, and his subsequent arrest by Turkish security forces, indicate the sensitivity of not only southern Kurds but northern Kurds as well, with regard to the question of Kirkuk. Aydogdu stated, "The two sides in this war would be Turkey and the Kurds in Iraq. There are some 20 million Kurds in Turkey, and the 20 million Kurds would regard such a war as an attack against them. Any attack on Kirkuk would be considered an attack on Diyarbakir." President Barzani's remarks suggest the similarity of the view in both parts of Kurdistan. "We will not let the Turks intervene in Kirkuk. Kirkuk is an Iraqi city with a Kurdish identity, historically and geographically. All the facts prove that Kirkuk is part of Kurdistan. Turkey is not allowed to intervene in the Kirkuk issue and if it does, we

will interfere in Diyarbakir's issues and other cities in Turkey," Barzani stated in his interview with Al Arabiyah.

This similarity indicates that the question of Kirkuk is closely linked with the question of Kurdistan, and one way or another, the resolution of the issue of Kirkuk will determine the future of Kurdistan as a whole. Both the Kurds and Turkey are aware of this fact and both sides seem determined to remain resilient on the issue of the oil-rich city of Kirkuk.

The claims and threats of Turkey are not legitimate and have no justification whatsoever with regard to the Kirkuk and Kurdish development in southern Kurdistan. The Kurdish claims on Kirkuk and their aspiration for independence are justified. The radical, international political alterations, the rise of Kurdish national consciousness, and the relative freedom of southern Kurdistan opened new horizons for the Kurds to push further their national and democratic rights, which includes the right to self-determination.

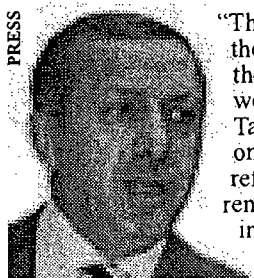
Turkey's anti-Kurdish denial policy would no longer be sustainable. The revolutionary development in media and communication, the level of Kurdish national consciousness, the exodus of millions of Kurds to Europe and other Western countries, and the

legal, institutional, and military status of southern Kurds are some of the elements that make it almost impossible for Turkey to carry out its eight-decades-long Kurdish policy. Turkey must go for radical institutional reforms in order to open space for the Kurds to share full sovereignty and right to self-determination. The rise of ultra-Turkish nationalism and intensified Turkish military intervention in Turkish politics, however, indicates that Turkey will go the opposite way. This is a serious danger not for the Kurds but for Turkey alone. A nation with no freedom has nothing to lose.

The Kurdistan Regional Government and all the institutions must realize that sustainability of relative freedom and prosperity of Iraqi Kurdistan Region depends on the political development of other parts of Kurdistan. They must also be awake to the fact that it would be a historical mistake to exploit other parts of Kurdistan as bargaining chips for the interests of southern Kurdistan.

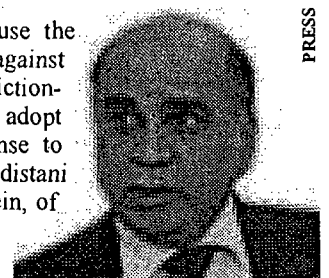
President Barzani's bold remarks with regard to the Kurdish rights on the face of mounting Turkish threats elevate him from the president of part of a Kurdish region to the leader of a nation.

Azad Aslan
Globe Political Editor



PRESS

"They should be very careful in their use of words ... otherwise they will be crushed by those words." Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan told reporters on Monday in televised remarks referring to Kurdish president's remarks. "Northern Iraq is making a very serious mistake with these steps."



PRESS

"Kurdish people do not use the language of threatening against anybody in our political dictionary. Instead, we used to adopt the language of self-defense to defend our land and Kurdistan society," said Fouad Hussein, of the Iraqi Kurdistan Region Presidency.

Bagdad, quatre ans après La partition confessionnelle

Le Monde
Mercredi 11 avril 2007

Quatre ans après la chute du régime de Saddam Hussein, sous l'effet des attentats et des affrontements entre musulmans sunnites et chiïtes, la division de la capitale irakienne en deux blocs est pratiquement achevée. Face aux violences intercommunautaires, seule une partie du centre-ville conserve encore une certaine mixité

Il y a cru, il en est mort. Au téléphone, Raad, étouffe un sanglot. « Je lui ai dit de ne pas retourner là-bas ! J'ai tout fait pour le dissuader, je vous jure ! Sa femme et ses enfants l'ont supplié. Il n'a rien voulu entendre... » Lors de notre première rencontre, il y a un an, Hussein Abou Ali venait d'abandonner sa maison d'Al-Dora, un quartier de classes moyennes, jadis tranquille, dans la partie sud de Bagdad. Il vivait là avec sa femme et quatre de ses huit enfants. Un matin de la fin février 2006, dans le jardin où la famille avait l'habitude de déjeuner pendant la belle saison, il avait trouvé sur la pelouse un petit paquet, enroulé dans un papier blanc. Il savait ce que cela pouvait signifier.

Depuis l'invasion américaine en avril 2003, Hussein avait appris que, si les chiïtes sont majoritaires à Bagdad, comme dans tout le pays, ils ne l'étaient pas, et ne l'avaient jamais été à Al-Dora. Peu porté sur la religion, même si, comme tout le monde ici, il la pratiquait pour les grandes occasions, tout cela ne le passionnait guère.

Il regardait la télévision, lisait les gros titres des journaux, participait à des conversations enflammées avec ses voisins et amis. Il n'ignorait pas que depuis le 22 février 2006, jour maudit de la destruction, par des djihadistes sunnites, du sacrosaint mausolée chiïte d'or à Samarra, les violences et le nettoyage ethnique avaient décuplé dans tout le pays, et d'abord dans la capitale. En quelques jours, des centaines de mosquées sunnites avaient été attaquées, parfois incendiées ou confisquées par des miliciens chiïtes. Des milliers de familles, isolées dans des arrondissements dominés par « l'autre » grande confession islamique, avaient dû fuir pour sauver leur vie. Dans la rue d'Hussein, à Al-Dora, deux familles chiïtes, découvrant un matin le mur d'enceinte de leur petite villa maculé de grandes croix noires, avaient plié bagage.

Ce jour-là, Hussein avait de quoi être angoissé. Il a ouvert nerveusement le

paquet blanc. A l'intérieur, il y avait ce qu'il redoutait : une balle de kalachnikov, une seule, et ces quelques mots sur l'emballage : « Vous avez vingt-quatre heures pour partir, chiens de "rafidines" (hérétiques) ! Sinon, préparez-vous à mourir. » Hussein n'était ni un héros ni un combattant.

Contrairement à beaucoup de ses amis, il n'avait pas d'arme chez lui. A la nuit tombée, la mort dans l'âme, toute la famille s'était entassée dans sa vieille voiture japonaise, le coffre bourré de l'essentiel : vêtements, bijoux, draps, couvertures, photos-souvenirs des jours heureux. Un cousin mettait à leur disposition une pièce de 10 mètres carrés, dans le quartier central et commercial à dominante chiïte de Karrada.

Toute la famille allait devoir survivre là, en attendant que les choses s'arrangent. Elle aurait pu choisir, comme au moins deux millions d'autres Irakiens, de quitter le pays. Mais Hussein ne pouvait se résoudre à abandonner sa maison, « mon seul bien, disait-il. Les économies de toute une vie de travail ». Dans les mois qui ont suivi, l'incendie intercommunautaire et confessionnel rallumé par Al-Qaida et ses tueries massives de chiïtes redoubla d'intensité. Seize mille morts, rien qu'à Bagdad, ont annoncé les Nations unies fin 2006.

Et puis, le 14 février 2007, coup de théâtre. Après des mois de tergiversations, Américains et autorités irakiennes se mettent d'accord sur un nouveau plan de sécurisation de la capitale. Intitulée « Restaurer la loi », la nouvelle stratégie du général David H. Petraeus consiste à « nettoyer » la ville, quartier par quartier. Plus question, comme dans le précédent plan au noir ronflant : « En avant tous ensemble ! », d'arrêter les suspects par centaines, de confisquer les armes et les explosifs et puis de rentrer à la base ou dans la « zone verte » ultrafortifiée de Bagdad.

Cette fois, dix quartiers particulièrement violents sont sélectionnés et une quarantaine de « stations conjointes de sécurité » y sont implantées. Au total, promet le premier ministre chiïte, Nouri Al-Maliki, « plus de 90 000 hommes », pour une bonne moitié des Américains, seront déployés et stationnés en permanence dans la capitale. Un édit d'exception donne tous les droits ou presque aux forces de l'ordre. Les « terroristes » et les milices n'ont qu'à bien se tenir.

Moins d'une semaine après le déploiement, on constate déjà une baisse sensible

des assassinats interconfessionnels. « Notre stratégie est un succès phénoménal ! », claironne le gouvernement. « Tous ceux qui occupent illégalement des logements qui ne leur appartiennent pas ont quinze jours pour décamper, avertit M. Maliki. Sinon, ils seront traités par les autorités com-

A Adhamiya, des milliers d'enfants passent leurs journées à mendier et à trier les tas d'immondices pour trouver de quoi manger

me des terroristes ! » Le premier ministre va plus loin encore. Il demande solennellement aux familles qui ont dû fuir leurs maisons sous la contrainte des insurgés sunnites ou sous celle des milices chiïtes, qui cherchent à éjecter le maximum de sunnites de la ville, de rentrer chez elles. Celles qui ont perdu tout moyen de subsistance se voient offrir l'équivalent de 200 dollars – à peu près le salaire mensuel d'un fonctionnaire de base – pour recommencer à zéro. Le gouvernement « les protégera », affirme-t-il.

Au quartier général américain, dans la « zone verte », on ne dit rien, mais on est consterné. Au moins 200 000 Bagdadis ont dû quitter leurs quartiers pour se réfugier aux côtés de leurs coreligionnaires. Tandis que les opérations de « nettoyage » s'intensifient dans la capitale, l'incendie interconfessionnel se déplace dans la banlieue et tue autant de monde, sinon plus, qu'avant.

Qui va protéger ceux qui ont été convaincus par M. Maliki de rentrer chez eux ?

Dans les quartiers sunnites, certains grands axes sont pratiquement des paysages de ruines. Même Al-Mansour, nagnère l'un des plus chics de la capitale avec ses grandes villas et ses boutiques prospères, paraît à l'abandon. Mosquées endommagées, immeubles noircis, maisons incendiées, trottoirs jonchés d'ordures, de douilles et d'éclats d'obus que plus personne ne vient ramasser. Certains n'ont même plus d'électricité, ou alors

« Vous avez 24 heures pour partir, chiens d'hérétiques ! Sinon, préparez-vous à mourir »

deux heures par jour. Les produits alimentaires ont du mal à arriver dans les rares épiceries encore ouvertes.

A Adhamiya, dernière place forte sunnite sur la rive orientale du Tigre, l'hôpital Al-Numan, administré comme tous les hôpitaux publics par un ministère de la santé aux mains de chiïtes radicaux, manque de tout. Un bon quart des

enfants ne vont plus à l'école. Des milliers d'entre eux passent leurs journées à mendier et à trier les tas d'immondices pour trouver de quoi manger.

Le 4 mars, le ministère des migrations internes annonce qu'« un bon millier de familles déplacées ont pu rentrer chez elles » à Madain, Al-Chaab, Hurriya, et même à Mahmoudiya, au sud de Bagdad. Cette dernière ville sunnite est toute proche d'Al-Dora. Dans son 10 mètres carrés de Karrada, Hussein Abou Ali ne tient plus. Un an qu'il croupit là avec ses enfants. Si des sunnites peuvent rentrer chez eux, pourquoi pas lui ? A l'aube du 5 mars, il prend sa voiture, embrasse femme et enfants en pleurs. Il veut « juste voir » ce que sont devenus sa maison, ses meubles, sa pelouse. Promis, il reviendra le soir même. Vers 16 heures, il est abattu en sortant de chez lui avec deux valises à la main. Il avait 60 ans, il vendait du matériel informatique. Il aimait les beaux costumes et les cravates bariolées. ■

PATRICE CLAUDE
(BAGDAD, ENVOYÉ SPÉCIAL)

CONFESSIONS ET MINORITÉS

Sunnites. Le sunnisme constitue le rite très majoritaire de l'islam. Ses adeptes sont cependant très minoritaires en Irak (17 % à 20 %). Mais ils ont, de tout temps, régné sur la Mésopotamie et sur sa capitale... jusqu'à l'invasion américaine. En l'absence de tout recensement depuis longtemps, on estime que les sunnites constitueraient 25 % à 30 % de la population de la ville de Bagdad.

Chiïtes. Scission très minoritaire (15 %) de l'islam, le chiïsme regroupe les « partisans d'Ali », le gendre du prophète Mahomet. Les chiïtes sont cependant majoritaires (plus de 60 %) en Irak, de la région de Bagdad jusqu'au golfe Arabo-Persique. Ils constituent 55 % à 60 % des habitants de la ville de Bagdad.

Minorités. Elles représenteraient encore près de 15 % des habitants de Bagdad. Ces minorités sont nationales (Kurdes, Turkmènes et autres) ou religieuses (chrétiens, chaldéens ou assyriens).

Le Monde

Mercredi 11 avril 2007

Un désastre américain en Irak

Analyse

Patrice Claude

Quatre ans après la destruction formelle de la dictature de Saddam Hussein, le 9 avril 2003, de quelque côté qu'on l'observe, l'évidence est aveuglante : poussée par l'idéologie néoconservatrice, préparée par des mensonges et encouragée par l'ignorance, l'invasion américano-britannique de l'Irak se révèle un désastre. Désastre pour l'occupant et ses alliés, désastre pour les occupés. Désastre humanitaire, militaire, stratégique, économique et moral, dans un pays déjà rendu exsangue par les folies de Saddam Hussein.

Chacun connaît les données humaines de la débâcle. Près de 4 000 morts et pas loin de 24 000 mutilés côté envahisseurs. Au moins 200 000 civils irakiens au cimetière, sans doute plus. Deux millions d'exilés dans les pays voisins, à leur tour menacés de déstabilisation. Un bon million d'autres civils trop pauvres pour fuir, qui s'entassent misérablement dans des tentes d'urgence.

Financièrement, l'ampleur de la déconfiture est abyssale. Au moins 500 milliards de dollars envolés en fumée, notamment au profit d'entreprises proches de l'administration Bush - Halliburton, Bechtel, Blackwater et autres. Rétribués pour remettre le pays sur pied et s'assurer que le pétrole irakien coulerait à flots dans les oléoducs d'exportation, ces grands bâtisseurs ont un bilan égal pratiquement à zéro. Les installations n'ayant jamais été modernisées, l'extraction d'or noir reste inférieure à ce qu'elle était sous la dictature.

Parce que l'insécurité n'a cessé de s'étendre, la reconstruction promise aux Irakiens dans tous les discours de MM. Bush et Blair n'a jamais commencé. Globalement, la population s'est considérablement appauvrie, la mortalité infantile a doublé, le chômage a atteint des records, de 40 % à 60 % selon les régions. La criminalité progresse partout, produisant des bataillons de voleurs, kidnappeurs, tueurs et assassins prêts à toutes les infamies pour quelques dollars. La société civile a disparu. Ses héros ont fui.

En termes de géostratégie politique et militaire, l'échec de l'invasion est tout aussi considérable. « Après Saddam, ce sera le tour des autres dictateurs du Moyen-Orient, promettait Washington. L'implantation de la démocratie et de la libre entreprise en Irak fera bouler de neige. Nous favoriserons les opposants à tous les autocrates, nous exigerons des élections libres partout. La sécurité de notre allié israélien en sortira renforcée. »

Aujourd'hui, l'allié se sent menacé par l'Iran. La Syrie est sur le point de rentrer en grâce. Le Liban craint un retour de la guerre civile. Le régime autocratique en Egypte manipule la Constitution

en vue de passer le pouvoir au fils du raïs Hosni Moubarak. Les démocrates arabes sont presque partout abandonnés à leur sort. Les monarchies de Jordanie et d'Arabie saoudite, alliées des Etats-unis, sont menacées de déstabilisation par une idéologie salafiste et anti-occidentale virulente, qui gagne toute la région. En Irak, l'occupation a favorisé l'installation d'une filiale d'Al-Qaida, plus meurtrière enco-

re que la maison mère. Quant au régime de « l'axe du mal » en Iran, débarrassé par l'Amérique de ses deux ennemis les plus décidés - les talibans d'Afghanistan sur sa frontière est et les baasistes de Saddam Hussein à l'ouest -, il se sent si peu vulnérable à la menace extérieure qu'il peut se permettre de s'entêter sur le nucléaire. Des « amis » de la même chapelle islamique et religieuse chiïte sont au pouvoir à Bagdad. La guerre en Irak, « entretenue en sous-main par Téhéran », accuse Washington, a « fixé » 160 000 soldats à portée des canons iraniens. Le récent épisode des 15 marins britanniques capturés dans le Chatt Al-Arab est, à cet égard, édifiant.

Parmi les chercheurs civils, experts militaires et diplomates américains, tous ceux qui avaient été écartés de l'aventure irakienne par la Maison Blanche et le Pentagone accusent à l'unisson George Bush, son vice-président - et ancien patron du groupe Halliburton - Richard Cheney, son ex-ministre de la défense Donald Rumsfeld et ses lieutenants « néo-cons » Paul Wolfowitz et Douglas Feith d'avoir commis, en Irak, toutes les « erreurs » imaginables.

Correction de trajectoire

Depuis la défaite électorale subie par son camp en novembre, l'hôte de la Maison Blanche essaie de corriger quelques-unes de ses fautes. Robert Gates, nouveau secrétaire à la défense, est à l'opposé de son prédécesseur : prudent et réfléchi. Ryan Crocker, le nouvel ambassadeur à Bagdad, connaît la culture, les traditions et les travers arabes ; il parle la langue. Le général David H. Petraeus, nouveau patron de l'armée américaine en Irak, est un surdoué de West Point. Près de 30 000 hommes supplémentaires sont en cours de débarquement.

La correction de trajectoire arrive peut-être trop tard. Le triumvirat mentionné ci-dessus ne pourra pas accomplir de miracle. Toutefois, le nouveau plan de sécurité, lancé le 14 février à Bagdad, avec l'implantation de « stations conjointes de sécurité » dans chaque quartier, commence à produire des résultats. Il y a moins d'éborgements quotidiens dans la capitale.

Rien n'est gagné, loin de là. Perturbée à Bagdad, la guérilla envoie ses canions piégés dans d'autres villes. L'Irak est toujours à feu et à sang. Les tueries se poursuivent au rythme hallucinant de 3 000 victimes par mois. Le pays reste menacé d'éclatement. Sa guerre civile chiïte-sunnite commence à déborder les frontières. Près de 120 000 rebelles à l'« ordre » nouveau établi en

avril 2003 ont été arrêtés, interrogés, fichés. Un quart d'entre eux sont toujours à l'ombre. Plus de 20 000 autres ont été tués par leurs bombes ou celles de l'occupant. Un nombre au moins équivalent reste décidé à en découdre.

Aucune stabilité n'est possible sans une ouverture politique de la majorité chiite au pouvoir à la minorité sunnite qui tenait les rênes à Bagdad depuis un siècle. Mais nul n'est certain qu'une réconciliation soit possible. On s'interroge sur ce qui se passera lorsque les militaires étrangers finiront par rentrer chez eux.

Partir maintenant ? Au moment où beaucoup d'Irakiens – chiïtes, Kurdes et sunnites raisonnables confondus – commencent à nourrir un mince, très mince espoir, faudrait-il le tuer dans l'œuf au motif qu'un nouveau délai reviendrait à reculer pour mieux sauter, que les « boys » et leurs familles sont fatigués de la guerre et que, quatre ans après, l'opinion américaine a fini par prendre conscience de la réalité ? « *You broke it, you fix it* », dit une maxime outre-Atlantique. L'Amérique a « cassé » l'Irak, c'est à elle de le « réparer ». ■

Le Monde

Mardi 10 avril 2007

M. Bush et le Congrès dans l'impasse sur le financement des troupes en Irak

Au 4^e anniversaire de la chute du régime de Saddam Hussein, le président américain et le Congrès s'affrontent sur les fonds militaires et le calendrier du retrait

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

À son retour du Texas, où il a passé le dimanche de Pâques avec des soldats, le président George Bush va se retrouver face à la même impasse politique sur l'Irak. « *Cela fait maintenant cinquante-sept jours que j'ai demandé au Congrès de voter les fonds d'urgence pour les troupes* », s'impatientait-il, le 3 avril. « *Soixante et un jours* », décomptait-il, samedi, dans son allocution radio hebdomadaire... Les démocrates, eux, n'entendent pas voter de crédits qui ne soient assortis d'un calendrier de retrait. La légitimité du président, commandant en chef des forces armées, s'oppose à celle du Congrès issu des élections de novembre 2006. Qui va céder ?

Le décor semble planté pour une épreu-

ve de force. Le vote des deux résolutions, à la Chambre et au Sénat, liant l'adoption du collectif budgétaire pour l'Irak à une date de début de redéploiement, a montré que les deux camps se sont chacun ressoudés. S'il y avait des réticences, côté républicain, elles se sont effacées. Quant aux démocrates, ils ont finalement réussi à adopter une position rassemblant leur aile antiguerre et leurs centristes.

Deux « horloges »

La crise aura-t-elle lieu ? Rien n'est moins sûr. Il reste une certaine marge de manœuvre. Les deux chambres n'ont pas voté le même texte (les représentants ont décidé que le retrait devrait être fini en août 2008 ; le Sénat s'est prononcé pour mars 2008 mais sans en faire une obligation). Avant de pouvoir soumettre le texte au président, qui n'a de cesse d'annoncer qu'il y mettrait son veto, il faut donc passer en commission de conciliation. Or, la Chambre est en vacances de printemps jusqu'au 15 avril et ce délai arrange plutôt les protagonistes. Comme le notait dimanche le *New York Times*, tout le monde attend de voir si le plan de sécurisation de Bagdad porte ses fruits. Le président Bush a affir-

mé, le 3 avril, que les renforts commencent à « *avoir un impact* ». Le général David Petraeus, qui commande les forces sur le terrain, a été nettement plus prudent. « *L'horloge à Washington avance plus rapidement que celle de Bagdad* », a-t-il dit.

Si le président George Bush oppose son veto, la loi de financement revient à la Chambre qui peut de nouveau défier le président ou, au contraire, lui renvoyer une loi à son goût, sans calendrier de retrait. L'impasse peut durer un certain temps, ce qui ne serait pas sans précédent. A deux reprises, en 1995 et 1996, l'affrontement entre les républicains de Newt Gingrich, partisans de coupes dans les programmes sociaux, et Bill Clinton s'était conclu par une paralysie momentanée du gouvernement fédéral. Pour l'instant, les deux camps font monter les enchères. M. Bush affirme que les conséquences pour l'armée commenceront à se faire sentir mi-avril et que, dès le mois de mai, le Pentagone ne pourra plus assurer certaines missions d'entraînement ou certains services fournis aux familles de militaires. Les démocrates ont de leur côté demandé un rapport aux services de recherches du Congrès. Celui-ci retient la date du 15 juin pour les premiers effets d'une restriction des crédits.

L'ancien secrétaire d'Etat James Baker a plaidé pour un rapprochement entre la Maison Blanche et le Congrès. Le sénateur Carl Levin a assuré, dimanche, que les démocrates ne couperaient pas les crédits, contrairement à ce que le sénateur Harry Reid avait laissé entendre avant Pâques, au plus fort de l'escalade entre le président Bush et son opposition. « *Nous n'allons pas couper les fonds. Point final*, a dit le sénateur. *Mais nous allons continuer à forcer le président à mettre suffisamment de pression sur les dirigeants irakiens pour qu'ils parviennent à un règlement politique.* » ■

CORINE LESNES

Les partisans de Moqtada Al-Sadr manifestent contre l'« occupation »

Des dizaines de milliers d'Irakiens sont arrivés, lundi 9 avril, dans les villes chiïtes de Najaf et de Koufa, afin de participer à la manifestation antiaméricaine organisée à l'appel de l'imam radical chiïte Moqtada Al-Sadr, à l'occasion du quatrième anniversaire de la chute du régime de Saddam Hussein. « *Afin de mettre un terme à l'occupation [américaine], vous irez manifester* », a déclaré Moqtada Al-Sadr, dans un communiqué diffusé dimanche. Il a aussi demandé à sa milice, l'Armée du Mahdi, et aux forces de sécurité irakiennes de cesser les combats dans la ville de

Diwaniya, afin de ne pas faire le jeu des forces américaines, lesquelles, selon lui, attisent les tensions intercommunautaires. Washington pense que l'imam, invisible depuis plusieurs semaines, a trouvé refuge en Iran. Des mesures spéciales de sécurité ont été prises dans les deux villes chiïtes pour éviter les attentats, ainsi qu'à Bagdad, où la circulation des véhicules à moteur a été interdite. Par ailleurs, l'armée américaine a annoncé, lundi, la mort de dix de ses soldats en deux jours, pour la plupart victimes d'attaques à l'explosif. – (AFP, Reuters.)

Ankara resserre l'étau contre le PKK en Irak en évoquant l'option militaire

ANKARA, 13 avr 2007 (AFP) - La Turquie a resserré l'étau autour des rebelles kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak en brandissant la menace militaire, une éventualité tout à fait possible si Américains et Irakiens n'agissent pas contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), estiment les analystes.

"Étape par étape on avance vers une opération militaire (...) Ce qui a accéléré ce processus ont été les déclarations de Barzani (Massoud, chef de la région autonome kurde du nord de l'Irak), affirme Sedat Laçiner, président de l'Institut des recherches stratégiques (USAK).

Pour cet analyste, la Turquie est sérieuse et l'éventualité d'une opération transfrontalière contre les séparatistes du PKK réfugiés dans le Kurdistan irakien pourrait devenir réalité, même si elle pourrait impliquer le pire scénario: une confrontation entre forces turques et américaines.

"La Turquie ne bluffe pas. Elle a longtemps attendu que les Américains et Irakiens se mobilisent contre le PKK, mais cela n'a pas été le cas", dit-il. Le chef de l'armée turque, le général Yasar Büyükanit, s'est dit favorable jeudi au lancement d'une opération transfrontalière contre le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne.

"Si les forces armées se voient confier cette mission, elles sont assez fortes pour mener à bien de telles opérations", lancées plusieurs fois dans les années 1990, a-t-il ajouté haut et clair.

La Turquie estime que des milliers de rebelles du PKK ont trouvé refuge dans les montagnes de l'Irak du nord, qu'ils utilisent comme une base arrière pour lancer des opérations contre la Turquie. Le PKK profite de l'embellie des liens entre l'occupant américain et son unique allié dans ce pays, les Kurdes, qui, par "esprit de fraternité", rejettent une intervention étrangère, en l'occurrence turque.

Les Etats-Unis, alliés d'Ankara au sein de l'Otan, se sont immédiatement prononcés contre une opération turque en Irak, tout en reconnaissant qu'il "fallait s'occuper" du PKK qui a tué dix soldats pendant le seul mois d'avril en Turquie. "L'idéal est de ne pas recourir à des opérations transfrontalières. Je ne pense pas que ce soit une option séduisante", a dit le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

Il a poussé Ankara vers Bagdad, demandant que les deux capitales coopèrent. Comment peut-on attendre d'un pays qui est incapable de protéger son Parlement de lutter contre le PKK ?, s'interroge M. Laçiner, perplexe.

Les Américains ne souhaitent pas une telle action, susceptible d'attiser davantage les violences en Irak qu'ils occupent depuis 2003. Mais cette position est "contradictoire", estime Dogu Ergil, professeur de relations internationales à Ankara.

"Les Etats-Unis ont envahi l'Irak et maintenant ils disent qu'une intervention turque n'est pas la meilleure solution, ce n'est pas très crédible", souligne l'académicien. Il insiste cependant qu'elle aura besoin d'une autorisation du Parlement, comme le veut la Constitution.

Les déclarations du général turc répondent aussi à M. Barzani, qui, sur une chaîne de télévision arabe, a menacé d'intervenir dans la question sensible de la minorité kurde de Turquie si Ankara s'opposait au projet de rattacher la riche ville pétrolière irakienne de Kirkouk à la région kurde. Ankara a protesté par une note diplomatique auprès de Bagdad qui a tenté de réduire la tension.

De l'avis des commentateurs de presse si rien n'est fait contre le PKK en Irak, "une opération militaire pendant l'été ne sera pas une surprise", comme l'écrit le journal Hürriyet.

Washington appelle la Turquie à s'abstenir de lancer une incursion en Irak

WASHINGTON, 12 avr 2007 (AFP) Washington a appelé jeudi la Turquie à s'abstenir de lancer une opération transfrontalière contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak, tout en reconnaissant qu'il "faut s'occuper" du PKK.

Le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires européennes, Daniel Fried, a téléphoné jeudi à l'ambassadeur de Turquie à Washington, Nabi Sensoy, pour lui communiquer la position américaine, a déclaré à la presse le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

"Nous pensons qu'on devrait se concentrer sur une coopération entre les gouvernements turc et irakien", a précisé M. McCormack. "L'idéal est de ne pas recourir à des opérations transfrontalières. Je ne pense pas que ce soit une option séduisante", a ajouté le porte-parole, notant cependant que "les activités terroristes du PKK sont totalement inacceptables". "C'est un groupe terroriste et il faut s'occuper d'eux", a-t-il conclu.

Le chef d'état-major de l'armée turque, le général Yasar Büyükanit, s'est dit favorable jeudi au cours d'une conférence de presse au lancement d'une opération transfrontalière contre le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. "Si les forces armées se voient confier cette mission, elles sont assez fortes pour mener à bien de telles opérations", a-t-il ajouté.

La Turquie estime que des milliers de rebelles séparatistes du PKK ont trouvé refuge dans la zone autonome kurde du nord de l'Irak, qu'ils utilisent selon Ankara comme une base arrière pour lancer des opérations contre les forces de sécurité turques dans le sud-est anatolien à la population en majorité kurde, dont ils revendiquent l'indépendance.

Les déclarations du général Büyükanit, qui n'intervient que très rarement devant les médias, font suite à une période de tensions entre Ankara et le chef de la région autonome kurde du nord de l'Irak, Massoud Barzani.

L'armée turque veut aller en Irak

La libre Belgique 13 avril 2007 Jérôme bastion (Correspondant à Istanbul)

Le chef d'état-major, Yasar Büyükanit, réclame une décision politique. Il estime que la région kurde au nord de l'Irak présente une menace pour Ankara.

Si vous me demandez : "faut-il lancer une intervention armée en Irak du nord ?", en tant que militaire, je vous répondrais : "il le faut". Les militaires, surtout quand ils sont turcs et particulièrement quand il s'agit de lutte contre la rébellion kurde, n'ont pas pour habitude de tourner autour du pot.

C'est donc sans surprise, certes, mais aussi avec clarté que le chef d'état-major turc, le général Yasar Büyükanit, a livré son message "urbi et orbi" sur la situation sécuritaire de son pays.

Sur le front intérieur, l'armée turque a lancé des opérations de grande ampleur pour prévenir une recrudescence des actions de la guérilla, a-t-il rappelé. Une campagne "de printemps" qui s'est soldée le week-end dernier par une dizaine de morts dans les rangs de l'armée et 29 victimes côté rébellion.

Appel aux politiques

Quant à une opération transfrontalière contre les troupes du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) retranchées en Irak du nord, elle serait "bénéfique", assure M. Büyükanit. Pourtant, il ajoute que cette intervention "nécessite une décision politique", puisque "c'est le Parlement qui vote" tout

déploiement de troupes à l'étranger.

Or, aucune demande en ce sens n'a été présentée au gouvernement, a-t-il répondu aux questions des journalistes. Mais il ne fait aucun doute pour lui que, si cet aval politique était donné, l'intervention serait un "succès" car l'Armée a "largement les moyens de cette tâche" souligne-t-il. Un appel du pied à peine caché au gouvernement, qui n'a plus à attendre que la situation se détériore encore pour décider de se saisir du problème : l'armée turque est prête, et elle le fait savoir. Un avertissement clair, le dernier peut-être, également adressé aux dirigeants kurdes irakiens, accusés de ne pas collaborer dans la lutte contre le terrorisme qui sont ainsi placés face à leurs responsabilités.

Le drapeau kurde

Car pour le chef d'état-major, "jamais la Turquie n'a été soumise à un risque aussi grand" qu'aujourd'hui, dit-il en évoquant la reprise des opérations armées du PKK.

Et s'il glisse sans transition à la situation politique en Irak du nord, c'est parce que, selon lui, "la présence du PKK au nord du pays et la quasi-indépendance de la zone kurde sont intimement liées". Or, pour le général Büyükanit, "ce qui se passe là-bas est inacceptable" ; et de citer le drapeau kurde, l'hymne national et même une banque centrale dont s'est dotée la zone kurde.

Turquie: douze rebelles et un soldat tués dans des combats dans l'est

DIYARBAKIR (Turquie), 16 avr 2007 (AFP) - Douze rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et un soldat turc ont été tués dans d'intenses combats lundi dans la province de Tunceli, dans l'est de la Turquie, ont annoncé des sources de sécurité locales. Un autre militaire a été blessé dans ces accrochages survenus près de la localité de Hozat, a-t-on précisé de même source.

Ces incidents portent à onze le nombre des soldats turcs tués et à plus de trente celui des rebelles abattus au cours des dix derniers jours dans l'est et le sud-est du pays. Le chef d'état-major turc, le général Yasar Büyükanit a annoncé la semaine dernière que des opérations militaires à "grande échelle" avaient été lancées dans ces régions montagneuses, où les attaques des rebelles se sont multipliées avec l'arrivée du printemps et la fonte des neiges.

Par ailleurs, un militant présumé du PKK qui s'appêtait à commettre un attentat à la bombe à Konya (centre) a été interpellé lundi par la police, qui a trouvé une bombe à retardement dans son sac et l'a désamorcée.

Les forces de l'ordre ont ensuite procédé à cinq arrestations dans la province voisine d'Isparta, où vivait le suspect, et ont saisi cinq bombes à retardement et du matériel destiné à fabriquer des explosifs.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1er octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté. Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort depuis que le PKK a entamé sa rébellion armée en 1984 contre les forces d'Ankara.

La menace d'une incursion turque en Irak préoccupe Washington (amiral)

WASHINGTON, 18 avr 2007 (AFP) - L'amiral américain William Fallon, nouveau patron des opérations militaires américaines au Moyen-Orient, s'est déclaré préoccupé mercredi par la menace d'une incursion militaire turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes.

"C'est une de nos préoccupations et j'espère vraiment qu'ils ne mèneront pas à bien cette menace et nous essayons de les convaincre que ce n'est pas une bonne idée", a déclaré l'amiral Fallon, qui a été nommé le 8 février chef du Commandement central pour succéder au général John Abizaid.

Le chef d'état-major de l'armée turque, le général Yasar Büyükanit, s'est

déclaré favorable la semaine dernière au lancement d'une opération transfrontalière contre le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

L'amiral Fallon a indiqué qu'il avait insisté auprès des leaders de la région autonome kurde du nord de l'Irak de ne pas donner refuge aux rebelles séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Cela serait vraiment contre leurs intérêts et préjudiciable non seulement à la région mais à tout le pays, si les Turcs mènent à bien leurs menaces" a-t-il ajouté.

Quatre membres d'une famille chiite kurde abattus par des hommes armés

KIRKOUK (Irak), 21 avr 2007 (AFP) - 13h32 - Quatre membres d'une famille chiite kurde, parmi lesquels une fille de huit ans, ont été abattus samedi à leur domicile par des hommes armés à Kirkouk (nord), selon des sources policières et médicales.

Les meurtriers sont entrés dans la maison de Dawoud Nouri Mohammed al-Ari avant de l'abattre, de même que sa femme et leurs deux filles.

"La fille de huit ans, Sunoor, a été massacrée", a déclaré à l'AFP un policier, précisant qu'elle avait eu la tête coupée.

Ces actes s'apparentent à une forme de violence communautaire, "rien n'ayant été volé" dans la maison, a précisé le policier.

Au cours des derniers mois, les attaques d'insurgés se sont multipliées dans cette riche région pétrolière que se disputent Arabes et Kurdes.

Un projet de référendum sur le futur statut de Kirkouk est prévu avant le 30 décembre, selon la Constitution irakien

Qui gouverne vraiment à Téhéran ?

La libération des marins britanniques a démontré l'exacerbation des luttes de pouvoir au sein du régime iranien.

Mais aussi la suprématie du guide suprême Ali Khamenei, estime Ha' Aretz.

HA'ARETZ (extraits)

Tel-Aviv

Un million de nouveaux billets de 50 000 rials iraniens [4 euros] ont été imprimés en mars. La nouveauté, ce sont les motifs : d'un côté, le symbole nucléaire, de l'autre, le visage de l'ayatollah Khomeyni. Le message est clair : les sanctions internationales n'intimident pas l'Iran. Coïncidence, c'est le lendemain que les 15 marins britanniques ont été arrêtés par les gardiens de la révolution [pasdarans] dans les eaux du Chatt Al-Arab. Autre message : l'agenda iranien se décidera à Téhéran et pas dans les capitales occidentales. Deux semaines plus tard, en présentant la libération des soldats britanniques comme un geste de bonne volonté, les gardiens de la révolution démontrent à la fois leur capacité à entraîner le Moyen-Orient dans la confrontation avec l'Occident et le fait qu'un conflit armé, même de basse intensité, n'est pas si simple.

La difficulté est de savoir qui décide à Téhéran et donc sur qui faire pression. A première vue, le guide spirituel Ali Khamenei est l'autorité suprême en Iran. Mais celui qui est en mesure de le contourner ou de le défier est le commandant des gardiens de la révolution, Yahia Rahim Safavi, qui, bien que considéré comme loyal, n'en est pas moins violemment opposé aux négociations menées avec l'UE sur le nucléaire iranien. De même, et contrairement à Khamenei, Safavi a été directement touché par les sanctions internationales décidées en décembre 2006. Son nom figure sur la liste des propriétaires de comptes gelés à l'étran-

ger et, le concernant, on parle de plusieurs dizaines de millions de dollars. L'origine de ces dépôts se trouve dans les activités économiques des gardiens, lesquels possèdent entre autres des concessions pétrolières d'une valeur de 7 milliards de dollars, que des sociétés étrangères exploitent moyennant finance. L'aéroport international Khomeyni est également géré par une société travaillant pour les pasdarans. Enfin, ils sont aussi les maîtres d'œuvre du métro de Téhéran. On estime à 150 000 le nombre de gardiens de la révolution, un Etat dans l'Etat.



◀ L'ayatollah Ali Khamenei. Dessin de Cajas paru dans El Comercio, Quito.

Ancien officier des pasdarans, le président Mahmoud Ahmadinejad a nommé de nombreux miliciens à des postes élevés de la bureaucratie centrale. Récemment, ce sont les gardiens qui ont arbitré un conflit entre le ministère de l'Intérieur et le Conseil de sécurité nationale, rappelant ainsi à l'armée que c'étaient les pasdarans, bien mieux payés et mieux équipés que les soldats, qui dirigeaient les affaires militaires.

KHAMENEI DISPOSE D'UNE RÉELLE MARGE DE MANŒUVRE

Les liens puissants entre Ahmadinejad et les miliciens radicaux sont un sujet de préoccupation, pas seulement en Occident, mais aussi dans l'entourage du guide suprême de la révolution, Ali Khamenei. Tout simplement parce que la puissance militaro-économique est détenue par un Safavi aussi ambitieux que fanatique et que c'est le système politique de la République islamique tout entier qui doit mettre son poids dans la balance pour encourager les gardiens à accepter une sortie de crise

douce. Et que dire lorsque la conduite de l'administration américaine offre des arguments à Safavi pour mettre dans sa poche une opinion iranienne tétanisée par le risque d'une attaque étrangère contre le pays.

La crainte d'une attaque est telle qu'elle a créé des dissensions au sein des 290 membres du Majlis [Parlement]. Voici quelques mois, quelque 150 députés ont signé un manifeste demandant au président de se présenter devant le Parlement pour répondre à des interpellations sur les questions économiques et militaires.

Dans le même temps, Hachemi Rafsandjani, ancien président de la République et président du Majlis, Mohammad Khatami, président de la République sortant, et le religieux révolutionnaire Hussein Ali Montazeri ont mis sur pied une "cellule de crise" censée modérer autant que faire se peut les dérapages verbaux du président. Il semble que même Khamenei ne soit pas particulièrement heureux du style politique imposé par Ahmadinejad et les gardiens de la révolution.

La gestion par les pasdarans de l'affaire des marins britanniques a mis dans tous leurs états des responsables politiques iraniens, harcelés de rumeurs annonçant des bombardements anglo-américains ciblés, ces derniers suscitant une riposte iranienne. Une telle escalade est la dernière chose que souhaite Khamenei. En effet, il ne craint pas tant une confrontation militaire qu'une déflagration ethnique voyant les Azéris [nord-ouest], les Balouches [sud-est] et les Arabes de la province d'Ahvaz [sud-ouest, frontière irakienne] devenir une "cinquième colonne". La vague d'arrestations qui frappe les Azéris témoigne de cette crainte. Voilà sans doute la raison pour laquelle c'est la modération qui a fini par l'emporter. Il se peut donc que l'issue diplomatique de la crise des otages témoigne de ce que Khamenei dispose encore d'une réelle marge de manœuvre et d'une capacité à imposer des "ligues rouges", même aux gardiens de la révolution, surtout quand on soupçonne Safavi de fomenter des troubles. Mais l'autre enseignement de la crise, c'est que, désireuse de retirer progressivement ses troupes d'Irak en 2008, la Grande-Bretagne cherche tout sauf un conflit réel avec l'Iran.

Tzvi Bare

La tension s'accroît entre la Turquie et les autorités kurdes d'Irak

Le Monde 11 AVRIL 2007

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, est sorti de ses gonds, lundi 9 avril, pour s'en prendre aux autorités kurdes d'Irak. « Ils devraient faire attention aux mots qu'ils emploient, sans quoi ils seront broyés par leurs propres mots », a-t-il déclaré. M. Erdogan réagissait aux propos du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, selon lequel « si la Turquie intervient sur la question de Kirkouk, alors nous nous mêlerons du problème de Diyarbakir et d'autres villes en Turquie ». Ces propos ont sonné comme une menace en Turquie. « Barzani a dépassé les limites », a estimé M. Erdogan.

Cet échange tendu est à l'image des relations entre la Turquie et le Kurdistan irakien, qui borde sa frontière sud-est mais avec lequel elle n'entretient pas de relation officielle. Le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gül, s'est plaint de ces menaces auprès de Condoleezza Rice et a reçu le soutien de Washington. Le département d'Etat a jugé « fâcheuses » les déclarations de M. Barzani. Le sujet

devait revenir, mardi, au menu du Conseil national de sécurité (MGK), organe consultatif qui réunit les plus hautes autorités civiles et militaires turques.

Le principal objet de la discorde entre Ankara et Erbil concerne le statut de la ville multiethnique de Kirkouk, située en bordure du Kurdistan. Pour M. Barzani et son gouvernement, « c'est une affaire interne à l'Irak ». Un référendum doit s'y tenir fin 2007, pour déterminer le rattachement – ou non – de la ville à la région kurde, ce que les Kurdes d'Irak revendiquent.

De son côté, Ankara demande le report du référendum, affirmant que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, dont le chef est Jalal Talabani, président actuel de l'Irak) y a installé plusieurs dizaines de milliers de Kurdes pour forcer le résultat.

La cité pétrolière de Kirkouk, en proie à des violences intercommunautaires depuis quatre ans, suscite la convoitise des différentes puissances régionales. Pour légitimer son interventionnisme, la Turquie affirme défendre les intérêts de la minorité turkmène locale. Elle craint également que l'éman-

ciation du nord de l'Irak ne donne des idées aux 16 millions de Kurdes de Turquie.

Accrochages armés

Autre sujet de tension, les accrochages entre l'armée turque et les séparatistes du Parti des travailleurs kurdes (PKK) ont repris, après plusieurs mois de trêve. Dix-sept personnes, dont dix membres des forces de sécurité, ont été tuées en deux jours dans différentes régions orientales de l'Anatolie. L'armée a déployé plusieurs milliers de soldats dans les zones frontalières, où elle menace régulièrement de déloger par la force les rebelles kurdes qui ont installé leurs bases dans les montagnes du Nord irakien.

Enfin, le gouvernement turc s'est montré très mécontent du choix qui a finalement été fait d'organiser la conférence sur l'Irak, prévue début mai, à Charm el-Cheikh, en Egypte, qui doit réunir les pays voisins et les grandes puissances. Les Turcs avaient proposé de l'accueillir à Istanbul, mais le gouvernement irakien n'a pas retenu cette solution. ■

GUILLAUME PERRIER

L'armée turque hausse le ton contre le PKK

Les militaires font pression pour une intervention en Irak du Nord contre les rebelles kurdes.

Les militaires turcs font monter la pression pour une intervention en Irak du Nord contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Si vous me demandez si nous avons besoin d'une opération transfrontalière, oui nous en avons besoin, [...] cela serait utile », a déclaré hier le général commandant l'état-major, Yasar Büyükanit, soulignant toutefois que « cela nécessite une décision politique ». Ces propos ont été tenus au cours d'une conférence de presse, exercice rarissime pour un chef d'état-major de l'armée. Ils sonnent comme une mise en demeure au gouvernement et notamment au Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, tenté de présenter sa candidature ce mois-ci pour être élu par l'Assemblée nationale à la présidence de la République. Les autorités turques estiment que quelque 5 000 rebelles sé-

paratistes kurdes du PKK ont trouvé refuge dans les montagnes de l'Irak du Nord, limitrophes de la Turquie. Considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis, le PKK avait annoncé en octobre un nouveau cessez-le-feu unilatéral, rejeté par Ankara. Les militaires, notamment depuis l'arrivée de Yasar Büyükanit à la tête de l'armée en août dernier, ont durci le ton aussi

bien face « au danger séparatiste » qu'au « péril islamiste ». Le chef de l'armée turque a martelé que la région kurde au nord de l'Irak, avec ses quatre millions d'habitants, indépendante de facto de Bagdad, était devenue une « zone protégée » pour le PKK, où l'organisation bénéficiait d'une « grande liberté » et d'un « soutien logistique ». Ces déclarations du chef d'état-major interviennent sur fond de tensions crois-

santes entre la Turquie et les leaders kurdes irakiens. Ils ne cachent pas leur volonté de prendre le contrôle de la ville de Kirkouk, avec ses riches réserves pétrolières. Bien que peuplé en majorité de Kurdes mais aussi d'Arabes et de Turkmènes, l'endroit avait été placé administrativement par le régime de Saddam Hussein hors de la zone kurde. La Turquie, comme les pays voisins où vivent des minorités kurdes, s'oppose à un tel rattachement. Au début du mois, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, aurait explicitement menacé d'« agir au sujet des millions de Kurdes » de Turquie si celle-ci continuait de bloquer les revendications sur Kirkouk. Le Premier ministre turc, Erdogan, a aussitôt prévenu les Kurdes d'Irak « du coût très élevé » que pourrait entraîner une attitude hostile vis-à-vis de la Turquie. ◆

MARC SEMO

Au moins deux députés irakiens tués

Un kamikaze, vraisemblablement un garde du corps, a tué huit personnes (selon un bilan de l'armée américaine hier à la mi-journée), dont deux députés irakiens, en se faisant exploser hier dans une cafétéria du Parlement, situé dans la Zone verte, un secteur ultraprotégé par les forces de la coalition au centre de Bagdad. L'une des victimes serait Mohammed Aouadh, du Front de la concorde, le plus grand groupe parlementaire sunnite. Un autre député était porté disparu et présumé mort. La Maison Blanche a condamné « cette attaque contre le gouvernement irakien démocratiquement élu », mais a contesté que l'attentat remette en question l'efficacité de la nouvelle stratégie du président Bush pour sécuriser la capitale.

Libération
13 AVRIL 2007

LES QUATRE GUERRES QUI MINENT L'IRAK

Depuis 2003 et l'invasion américaine, le pays, qui sombre inéluctablement dans le chaos, est confronté à une superposition de conflits.

1 Les sunnites, chefs de file des attaques contre les Etats-Unis

Pour l'armée américaine, c'est la guerre la plus meurtrière. Dans le «triangle sunnite», mais aussi à Bagdad et dans le «triangle de la mort», au sud de la capitale. Les combattants islamiques tiennent la campagne; les forces américaines, les villes. C'est dans la province d'Al-Anbar, frontalière de l'Arabie Saoudite, qu'elle est de loin la plus active. Trois principaux groupes: l'Assemblée consultative des Moudjahidin (Majlis as-Shoura al-moudjahidin), dirigée par Abou Abdur-Rahman al-Bagdadî et Abou Abdullah al-Mohadjir; l'Armée islamique (Jesh islami), du cheikh Dari al-Mahmoud; le Conseil du salut d'Al-Anbar. On compte aussi d'autres organisations comme Kitab al-Haq ou les Phalanges de la 20^e révolution. Dans la province de Diyala, une anomalie: c'est le Baas, le parti unique de Saddam Hussein, qui semble être l'organisation dominante, alors que les autres régions sunnites sont contrôlées par des organisations islamistes. A Fallouja, l'ex-quartier général de l'insurrection avant d'être attaqué par l'armée américaine en novembre 2004, deux groupes aujourd'hui se détachent: l'Armée des moudjahidin et l'Armée de l'islam. Dans les régions chiïtes et à Bagdad, l'Armée du Mehdi et les forces américano-britanniques se livrent périodiquement une guerre de basse intensité.

2 Al-Qaeda, seule contre tous

Les groupes armés liés à Al-Qaeda sont aujourd'hui regroupés sous la dénomination de l'Etat de l'Irak islamique (Doulat al-Iraki al-Islam). Ils accueillent les volontaires des autres pays arabes venus faire la guerre sainte en Irak. La majorité des combattants sont irakiens. Les cibles d'Al-Qaeda sont l'armée américaine et les troupes gouvernementales, les chiïtes tout autant, accusés d'«hérésie» et de collaborer avec l'occupant américain, et, à l'occasion, les groupes armés sunnites dits «nationaux». Dans la ville sainte de Samara, ils ont ainsi tué un haut religieux sunnite. L'emploi de bombes chimiques a exacerbé aussi les tensions avec les groupes «nationaux». On les trouve à Baaqouba, capitale de la province de Diyala, autour de Fallouja et à Bagdad. Ils cherchent aussi à se regrouper autour de la ville pétrolière de Kirkouk, lieu de confrontation entre Kurdes, Arabes chiïtes et sunnites et Turkmènes. C'est près de Baaqouba qu'a été tué Al-Zarqouï, le chef d'Al-Qaeda pour l'Irak. Le chef le plus connu du groupe Ansar al-Sunna, premier groupe lié à Al-Qaeda, est le mollah Krekar, responsable de massacres de centaines de civils. Il vit en Norvège, théoriquement depuis... 1991. Il a obtenu le statut de réfugié politique, à la grande colère du gouvernement de Bagdad et de la CIA, laquelle a cherché à le kidnapper.

3 Lutttes à mort entre chiïtes et sunnites

Depuis l'attentat commis en février 2005 contre la Mosquée d'or de Samara, l'un des hauts lieux chiïtes, la violence sectaire a mué en une authentique guerre intercommunautaire entre sunnites et chiïtes. Les groupes sunnites ont recouru à des attentats à la voiture piégée, perpétrés ou non par des kamikazes, contre les quartiers chiïtes. Les milices chiïtes procèdent à des rafles dans les quartiers sunnites, ou opèrent aussi des escadrons de la mort souvent liés au ministère de l'Intérieur. Dans les villes, l'épuration bat son plein. A Bagdad, bien sûr; à Baaqouba, où les quartiers chiïtes se vident. A Bassora, «capitale du Sud» et deuxième ville d'Irak, la part de la population sunnite est tombée, estime-t-on, de 40% à 11%. On ne fait pas que tuer; on torture les vivants, on mutilé les cadavres. On va jusqu'à défoncer les crânes à la perceuse électrique.

KIRKOUK, la poudrière kurde

La question de Kirkouk risque de précipiter un éclatement de l'Irak. Cette riche ville pétrolière peuplée d'Arabes, de Turkmènes et surtout de Kurdes avait été placée par Saddam Hussein hors de la région kurde indépendante de facto depuis 1991. Les Kurdes, qui y sont majoritaires, la revendiquent comme leur capitale et exigent un référendum local. Les pays voisins s'inquiètent, à commencer par la Turquie.

Amman envoyé spécial

Il n'y a pas une seule guerre en Irak, mais... quatre. Début février, Robert Gates, le nouveau ministre américain de la Défense, le reconnaissait lui-même: «Il y a quatre guerres en cours: une est chiïte contre chiïtes, surtout dans le Sud. La deuxième est intercommunautaire, surtout à Bagdad mais pas seulement. La troisième vient d'insurgés [sunnites et chiïtes, ndlr]. La quatrième, d'Al-Qaeda.»

Massacres. Quatre ans après leur entrée en Irak, les armées américaines sont donc obligées de se battre sur quatre fronts, directement lorsqu'elles font face à la guérilla sunnite, parfois chiïte, ou aux combattants d'Al-Qaeda; indirectement lorsqu'elles s'emploient à empêcher des massacres entre sunnites et chiïtes et les affrontements répétés entre les principales milices chiïtes. L'ancienne Mésopotamie est donc plongée dans le plus profond des chaos.

Le dernier rapport de l'ONU, publié le 16 janvier, le montre bien: en 2006, 34 452 civils ont été tués et 36 685 blessés dans les violences, principalement interreligieuses. Des chiffres peut-être en deçà de la réalité(1).

L'Irak est aujourd'hui large-

ment soumis à la loi des groupes armés sunnites innombrables et désunis qui tiennent des districts; des milices chiïtes qui contrôlent des villes entières et ont largement infiltré le ministère de l'Intérieur, d'où viennent les escadrons de la mort; sans parler des gangs de toutes sortes, qui kidnappent et rançonnent sans vergogne. De son côté, le gouvernement de Nouri al-Maliki est impuissant à imposer son auto-

rité au-delà de la zone verte. Pourtant, pas moins de 323 000 soldats et policiers irakiens ont été équipés et formés, et les dotations américaines affectées à l'amélioration de la sécurité et de la justice représentent à ce jour quelque 15 milliards de dollars. Cela n'empêche pas «*la situation de continuer à se détériorer dans certaines parties du pays*», comme l'indique un récent rapport de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction en Irak. A l'exception de Bagdad, où l'opération de sécurisation de la ville engagée par les forces américano-irakiennes a limité ces dernières semaines les tueries entre chiïtes et sunnites.

Mais cette amélioration semble très provisoire, les groupes et milices avertis depuis longtemps de l'offensive ayant pris le large. Ils continuent à massacrer ailleurs dans le pays, comme le montrent bien les carnages sans fin de pèlerins chiïtes se rendant à Najaf. Et ils reviendront dans la capitale une fois l'opération terminée.

Offensive. A partir de témoignages et de recherches auprès de journalistes et chercheurs irakiens réfugiés à Amman, en Jordanie, *Libération* ébauche la carte de cette insurrection et des principaux foyers de tensions. Elle ne recense évidemment pas tous les groupes, seulement les plus actifs. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

(1) En octobre 2006, la revue médicale britannique *The Lancet* chiffrait pour sa part le nombre des morts entre mars 2003 et juillet 2006 à 650 000, dont 600 000 de mort violente – soit près de 7% de la population adulte masculine du pays, qui compte environ 27 millions d'habitants.

BAGDAD concentre tous les maux

Bagdad accueille tous les maux de l'Irak: attentats terroristes, opérations d'Al-Qaeda, violences intercommunautaires, tensions interchiïtes... L'épuration intercommunautaire ravage la ville. Avant, les quartiers chiïtes et sunnites s'entremêlaient. A présent, les populations se regroupent. Les chiïtes sur la rive orientale du Tigre (du côté de l'Iran), les sunnites sur la rive occidentale (du côté de l'Arabie Saoudite).

4 Vers une guerre interchiïte

C'est le conflit auquel on s'attendait le moins: une guerre interchiïte. Elle pourrait se développer en cas de retrait américain et britannique. Elle a déjà commencé dans le Sud, notamment à Amara et Nassiriya, où, après le départ des forces britanniques en octobre, les combats entre milices ont fait une trentaine de morts. Deux grandes forces, qui participent au gouvernement de Nouri al-Maliki, s'affrontent: l'Armée du

Mehdi du jeune chef radical Moqtada al-Sadr et les brigades Badr, la branche armée du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak. Ces deux milices sont pourtant largement infiltrées, voire manipulées, par Téhéran. La première serait plutôt contrôlée par les services secrets iraniens, la seconde par le Bureau du Guide suprême Ali Khamenei. Chaque milice tient des villes, des quartiers de Bagdad et même des ministères, celui de la Santé pour l'Armée du Mehdi, l'Intérieur pour les brigades Badr.

Ces déchirures au sein de la communauté chiïte s'expliquent par l'absence de l'Etat et la multiplication des trafics et de la contrebande, une des sources de revenus pour les milices. D'autres conflits sont apparus dans le pays chiïte, notamment près de Najaf où une rébellion tribale et messianiste, fin janvier, a donné lieu à un carnage. A l'heure où l'Irak sombre dans le chaos, la tentation est grande aussi dans la population de se tourner vers les groupes armés millénaristes, au risque d'aggraver encore son sort.

LE FIGARO vendredi 13 avril 2007

Attentat au Parlement irakien

■ Huit personnes, dont au moins deux députés, ont été tuées hier dans un attentat suicide au Parlement irakien, le premier du genre dans ces locaux situés au cœur de la zone verte ultraprotégée de Bagdad. L'attentat est survenu en dépit d'un nouveau plan de sécurité massif mis en place il y a deux mois par les forces irakiennes et américaines pour tenter de juguler les violences dans la capitale. Selon l'armée américaine, l'attentat a fait huit morts et 23 blessés. D'après les services de sécurité irakiens, un employé et deux députés ont été tués, dont Mohammed Awad, membre du Front irakien pour le dialogue national, un parti sunnite qui contrôle 11 sièges sur 275 au Parlement. L'autre est un membre de l'Alliance kurde, deuxième groupe avec 53 députés, dont l'identité n'a pas été communiquée. Cinq parlementaires du Front de la concorde, le principal

groupe sunnite au Parlement, ont été blessés.

La déflagration s'est produite à l'heure du déjeuner, au moment où certains députés finissaient leur repas et d'autres discutaient avec des journalistes, selon une source au sein des services de sécurité. «*Un kamikaze avec une ceinture explosive est entré dans la cafétéria une valise à la main et s'est fait exploser*», a-t-elle ajouté. «*Après l'explosion, des corps étaient éparpillés ici et là à l'intérieur de la cafétéria*», a relaté un officiel irakien. Un témoin, blessé dans l'attentat, a expliqué que le kamikaze avait crié «*Allah Akbar!*» (Dieu est grand!) avant de se faire exploser.

Le président du Parlement irakien a convoqué aujourd'hui les députés en séance extraordinaire pour résister au «*terrorisme*».

AFP

Turkish honour killings

A dishonourable practice

DIYARBAKIR AND VAN

Despite a government crackdown, honour killings persist in Turkey

Turkish honour killings

A dishonourable practice

DIYARBAKIR AND VAN

Despite a government crackdown, honour killings persist in Turkey

WITH his soulful eyes and timid smile, Murat Kara, a 40-year-old stocking seller in the mainly Kurdish city of Diyarbakir, is an unlikely murderer. Yet 13 years ago he pumped seven bullets into his younger sister. His widowed mother and uncles told him to kill the 17-year-old after she eloped with her boyfriend, staining the family's honour. Mr Kara resisted for three months because "I loved my sister and didn't believe she deserved to die." But then the neighbours stopped talking to him, the grocer refused to sell him bread,

the local imam said he was disobeying Allah, and his mother threatened to curse the milk she had breast-fed him. So he gave in.

The killing of women by male relatives who believe they have dishonoured the family—eg, by getting pregnant outside wedlock or wearing revealing clothes—has haunted Turkey for centuries. Bowing to pressure from the media, feminist groups and the European Union, Turkey's mildly Islamist government has launched an unprecedented campaign against honour killings, disarming even its fiercest critics.

State-employed imams now declare honour killings "sinful" in the Friday sermons they deliver across the country. Tens of thousands of army conscripts and police recruits are taught that violence against women is bad. Brooking the ire of his conservative constituents, Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, told a gathering of foreign Muslims that "discrimination against women is worse than

racism." Nor is this mere talk. Turkey's penal code has been tweaked to stiffen penalties not only for those who commit honour killings but also for those who plan them. Had Mr Kara, who got seven years thanks to a judge who deemed he had been unduly provoked, killed his sister today, he would in all probability be serving a life sentence.

The trouble is that, despite the government's efforts, honour-related crimes show little sign of abating. A parliamentary report last August found that 1,091 such crimes had been committed in the past five years—over four a week. Only three of 51 honour killers interviewed for another study said they had any regrets.

In a society where female chastity is venerated and the motto "my horse, my gun and my woman are sacred" is common among men, "this should not come as a surprise," notes Zozan Ozgokce, a female activist who runs an EU-funded project in Van to counsel abused women. Fatma Sahin, a deputy from Mr Erdogan's AK Party who drafted the parliamentary report, blames the deeply entrenched patriarchal and feudal system in the Kurdish provinces, where many of the murders occur. Rampant poverty and illiteracy have been exacerbated by the forced eviction of millions of Kurdish villagers by the army in its war against PKK rebels in the 1990s.

With refugee families of up to 20 or more crammed into tiny slums, incest and rape have shot up, says Handan Coskun, a social worker in Diyarbakir who is investigating links between female suicides and honour crimes. One survivor said she was ordered to take her own life (and locked in a room with a bottle of bleach) by her father, who sought to disguise his daughter's failed murder as suicide. She managed to escape; less fortunate souls have been found dead with their wrists slit or hanging from a rope.

In Diyarbakir and elsewhere in the south-east, new efforts are being made to protect vulnerable women through emergency hotlines and shelters for abused women. The first government-run refuge opened its doors outside Diyarbakir two years ago. Many of the residents are pregnant teenage rape victims, who risk being killed by relatives who blame them (and not their rapists) for their plight.

Still, male accomplices or perpetrators are often targeted, too. And honour crimes are not a uniquely Kurdish phenomenon, says Leyla Pervizat, an Istanbul-based expert. This is especially true of the fiercely conservative Black Sea region where "after the men are killed, their penises are cut off and stuffed in their mouths," she adds laconically. What gives her hope is that the number of those willing to tip off the authorities about a planned murder is growing—so more lives are being saved. And many of the whistleblowers are male. ■



Veiled happiness

Turkey preparing to move into Iraq

By Sabrina Tavernise

ISTANBUL: The head of Turkey's military stated publicly in the sharpest language to date that he was ready to conduct military operations in northern Iraq to crush Kurdish rebels hiding there. The final decision, however, rests with Parliament, he said.

A Turkish invasion of Iraq would be a nightmare for the United States, which is struggling to keep the war in Iraq from spreading outside that country's borders.

While the threat is not immediate and would require full approval from the country's diverse Parliament, it has grown more urgent, with Turkish politicians of all stripes calling for action. Nearly a dozen Turkish soldiers have been killed in clashes with Kurdish rebels in the past week, the Turkish authorities said.

"Should there be an operation into northern Iraq?" said Yasar Buyukanit, Turkey's chief of staff, at a surprise news conference in Ankara, his first since taking the position eight months ago. "From a solely militaristic point of view, yes, there should be."

The remarks were the sharpest in a series of recent expressions of frustration by Turkey, which is anxious about the ability of Kurds who are rebelling against the Turkish government to go back and forth into the Kurdish north of Iraq.

The issue is highly sensitive: America's strongest allies in the fighting in Iraq are Kurds, and it would be tricky for Washington to press them to take action against their brethren.

Buyukanit registered that frustration when he criticized Massoud Barzani, the Kurdish leader of northern Iraq and a major American ally, who raised questions about Turkish concerns in an interview with an Arabic television station.

But the general said it was the United States that was responsible for what he saw as reckless speech.

The parliamentary chairman, Bulent Arinc, who spoke just before Buyukanit appeared, warned that the Americans had abandoned the Kurds in the past, a history that could repeat itself.

"Even under Saddam, every time the Kurds revolted, trusting the United States, they always perished," he said. "I advise them to be cautious also today."

"The U.S. leaves this region but we have been here for thousands of years."

Abetting Turkish denial at the United Nations

More than 90 years ago, when Turkey was still part of the Ottoman Empire, Turkish nationalists launched an extermination campaign there that killed 1.5 million Armenians.

It was the 20th century's first genocide. The world noticed, but did nothing, setting an example that surely emboldened such later practitioners as Hitler, the Hutu leaders of Rwanda in 1994 and today's Sudanese president, Omar Hassan al-Bashir.

Turkey has long tried to deny the Armenian genocide. Even in the modern-day Turkish republic, which was not a party to the killings, using the word genocide in reference to these events is prosecuted as a serious crime.

Which makes it all the more disgraceful that United Nations officials are bowing to Turkey's demands and blocking this week's scheduled opening of an exhibit at UN headquarters commemorating the 13th anniversary of the Rwandan genocide — because it mentions the mass murder of the Armenians.

Ankara was offended by a sen-

tence that explained how genocide came to be recognized as a crime under international law: "Following World War I, during which one million Armenians were murdered in Turkey, Polish lawyer Raphael Lemkin urged the League of Nations to recognize crimes of barbarity as international crimes." The exhibit's organizer, a British-based anti-genocide group, was willing to omit the words "in Turkey." But that was not enough for the UN's craven new leadership, and the exhibit has been indefinitely postponed.

It's odd that Turkey's leaders have not figured out by now that every time they try to censor discussion of the Armenian genocide, they only bring wider attention to the subject and link today's democratic Turkey with the now distant crime. As for Secretary General Ban Ki-moon and his inexperienced new leadership team, they have once again shown how much they have to learn if they are to honorably and effectively serve the United Nations, which is supposed to be the embodiment of international law and a leading voice against genocide.

Read the signals in Iraq

Even by Baghdad standards, Thursday's bombings were shocking. Mayhem in the Parliament building and the disabling of a key bridge over the Tigris River illustrated the dim prospect of a purely military solution to Iraq's civil war.

Earlier in the week, a peaceful event delivered an equally potent message. Tens of thousands of Iraqis turned out Monday in the Shiite holy city of Najaf to protest the U.S. occupation. As the Bush administration's continual floundering in Iraq ought to make clear, policymakers must seek to understand the motives of key players in Iraqi politics.

The Najaf demonstration was above all a show of influence by the demagogic young cleric Moktada al-Sadr.

Just before the Najaf event U.S. forces clashed with some of Sadr's militia, who call themselves the Mahdi Army, in Diwaniya, a town near Baghdad. One signal sent by the crowds in Najaf was that the Americans should not push too hard against the Mahdi Army.

Sadr's lieutenants pointedly boasted that his militia has grown at least threefold since being routed by the Americans in Najaf in 2004. By including a smattering of Sunni Arab clerics and even some Kurds in Monday's demonstration, and by stressing a nationalist rather than a sectarian theme, Sadr was warning the Americans that a serious attack on his forces would be tantamount to attacking all patriotic Iraqis who were happy to be free of Saddam Hussein's dictatorship.

Sadr, whom senior ayatollahs have scorned as an unlearned hot-head, was also sending a message to the Shiite clerical establishment that he is too powerful to be ignored. By making a show of his mass base and his Iranian backing, Sadr is seeking to be recognized as first among his peers.

Sadr's street theater in Najaf offers a lesson for U.S. policymakers: a tolerable exit from Iraq will require that they learn to play the complex, many-sided game of Iraqi politics.

— The Boston Globe

April 14-15, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Turkish prime minister and Iraqi Kurds leader spar

Barzani comments on interference draw reaction

By Suzan Fraser, Associated Press April 10 2007

ANKARA, Turkey -- The prime minister yesterday warned Iraqi Kurds against interfering in southeastern Turkey, where the Kurdish majority is fighting Turkish security forces, saying "the price for them will be very high."

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan was responding to Massoud Barzani, leader of the Kurdish autonomous region in Iraq, who said Iraqi Kurds would retaliate for any Turkish interference in northern Iraq by stirring up trouble in southeastern Turkey.

"He's out of place," Erdogan said of Barzani. "He'll be crushed under his words."

The verbal sparring was set off by Barzani on Saturday when he said in an interview with al-Arabiya television that Iraqi Kurds could "interfere" in Kurdish-majority Turkish cities if Ankara interfered in northern Iraq.

The remark touched a nerve in Turkey, where more than 37,000 people have been killed in fighting between Turkish security forces and

Kurdish rebels since 1984, most of them in the southeastern region bordering Iraq. Turkey fears that any moves toward greater independence for Kurds in northern Iraq could incite Turkey's own estimated 14 million Kurds to outright rebellion.

Turkey is especially concerned about Barzani's bid to incorporate the northern Iraqi city of Kirkuk into his semiautonomous region, fearing that Iraqi Kurds will use revenues from the city's oil wealth to fund a bid for independence. Northern Iraq, which is a neighbor, is making a serious mistake: The price for them will be very high," Erdogan warned.

The Foreign Ministry also sent a note to the Iraqi government "reminding them of their responsibilities on the subject of the fight against terror," government spokesman Cemil Cicek said. "The source of the ethnic terrorism that is taking lives in Turkey is Iraq," Cicek said in a press conference following a Cabinet meeting, referring to Kurdish rebels who hide and train in northern Iraq.

Later in the day, Iraqi President Jalal Talabani, an ethnic Kurd, called Erdogan to allay his concerns, saying he was saddened by the rising tensions with Turkey, the Anatolia news agency said.

Last week, the Iraqi government decided to implement a constitutional requirement to determine the status of Kirkuk -- which is disputed among several different ethnic groups -- by the end of the year. Some in Turkey have hinted at military action to prevent the Kurds from gaining control of Kirkuk.

Barzani's remarks were front-page news and angered many in Turkey, with opposition parties criticizing the government for not responding harshly to the Kurdish leader's threat.

Foreign Minister Abdullah Gul called Secretary of State Condoleezza Rice on Saturday to discuss Barzani's remarks, the Anatolia news agency reported.

Iraq Kurdish PM seeks to calm Turkey-Kurd tensions

ARBIL, Iraq (Reuters) By Shamal Aqrabi - April 14, 2007 Iraqi Kurdistan's prime minister sought to ease tension with Ankara on Saturday after Turkey's top general called for a military operation in northern Iraq.

The head of Turkey's military General Staff called for the operation days after Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani said Iraqi Kurds would interfere in Turkey's mainly Kurdish cities if Ankara interfered in northern Iraq.

Ankara is worried by what it sees as moves by Iraqi Kurds to build an independent state in northern Iraq, with the multi-ethnic city of Kirkuk as its capital, fearing this could reignite separatism among its own Kurdish population.

Barzani and other Kurdish officials have repeatedly indicated that the issue of Kirkuk is an internal Iraqi affair in which Turkey should not interfere. Prime Minister Nechirvan Barzani adopted a softer approach:

"The Iraqi constitution has specified the road map to solving the issue of Kirkuk. What was taken from us by force, we will get back by democratic means," he told a news conference in Arbil, the capital of Iraqi Kurdistan.

"If Turkey is worried about this issue, we are prepared to eliminate its fears," he said, adding he wanted bilateral talks. A referendum on the

status of Kirkuk, which sits on some of Iraq's richest oil fields, is due by the end of 2007.

Washington has reacted coolly to the Turkish general's remarks and earlier called Massoud Barzani's comments "unhelpful". The continued escalation in rhetoric has worried U.S. officials who see Kurdistan as a stable front in northern Iraq.

"We are watching what is going on. There is a history here that we all understand. It is being viewed with a careful and cautious eye. There is interaction with members of the Iraqi government," said Rear Admiral Mark Fox, U.S. military spokesman in Baghdad.

Kurdistan has foreigner-friendly investment laws and many companies operating in the largely autonomous Kurdistan region are Turkish. The Kurdish premier also said Ankara could continue to expect preferential treatment for its companies in Kurdistan if it eased its position. "It is important to us that Turkey deals with the current situation in Iraqi Kurdistan," he said.

"And it is possible that priority be given to Turkish companies working in the oil and construction sectors now and in the future to operate in Kurdistan," Nechirvan Barzani said

Analysis: Oil victim of Turkey, Kurd fight

WASHINGTON -- By BEN LANDO UPI Energy Correspondent April 17, 2007

Iraq's already-fragile northern oil sector could be the victim -- along with Iraqis and Turks -- if Ankara gives the green light for troops to invade northern Iraq on the hunt for the Kurdistan Workers Party.

The PKK -- the party's Turkish acronym -- is considered a terrorist organization by the United States. It's accused of slipping into Turkey from bases in Iraq's Qandil Mountains to plant mines and detonate bombs. Sixteen PKK fighters were killed in the Kurdish area of Turkey Sunday and

Monday by Turkish soldiers.

Turkey has threatened to invade Iraq before -- and did numerous times in the decades before the 2003 invasion -- to chase the PKK. (It also issued such threats if Iraq's semi-autonomous Kurdistan

region declared independence.)

But exchanges over the past two weeks between Turkish military officials and politicians and Kurdistan Regional Government leaders have escalated, including threats Iraqi Kurds would interfere in Kurdish Turkey if Turkey interfered in the politics surrounding Kirkuk. (Kirkuk is officially outside the KRG area. Historically, Kurds were the majority with Turkmen, Christian and Arab inhabitants. Most Kurds were forced out by Saddam Hussein. The KRG is demanding the referendum outlined in the 2005 constitution be held by the end of this year to decide whether Kirkuk, with its large amounts of oil reserves, is annexed. Turkey, Iran and Syria fear this will embolden independence-minded Kurds in their countries.)

The top Turkish general said he favors military action in northern Iraq, though he added it was a political decision to be made. Alsumaria TV reports KRG President Masoud Barzani called for Iraqi Kurdish troops to line its border with Turkey.

"If the Turks intervene and there are pitched battles in the north -- the Turks chasing the PKK and the Iraqi Kurds taking a stand against it -- then clearly it's bound to affect not just the transportation but also the production of oil," said Bulent Aliriza, a Turkey and Caspian oil expert at the Washington-based Center for Strategic & International Studies, where he is director of the Turkey Project.

Most of Iraq's 2 million barrels a day of production are pumped from oilfields in the south, though more than a third of Iraq's 115 billion barrels of proven reserves are located in the north. Iraq's entire oil infrastructure needs

major investment to update its aging system to produce at full capacity. And while violence in most of the country prevents such investment -- as does the lack of a hydrocarbons law governing the oil resources, including possible foreign investment -- the KRG is ready.

With an unofficial slogan of "Tourism not Terrorism," which a business leader promoted at a reconstruction conference in Washington last fall, the KRG has signed numerous oil development and other economic deals -- including with Turkish firms. Although investment in the north of Iraq is easier to shore up than investment in the more violent parts of the country, the new bluster across its northern border is a sure threat.

"It's clearly a short-term loss for the Iraqi oil industry, whatever happens, whether the Turks invade or just threaten to invade," said Alex Turkeltaub, managing director of Frontier Strategy Group, a global natural-resource consultancy. "It will certainly harm production if there were military action."

All of Iraq's oil exports -- from which Iraq funds 93 percent of its federal budget -- are shipped from the port of Basra in the south. A pipeline from Kirkuk to Ceyhan, Turkey, is attacked so often when it dips into Sunni areas it's considered inoperable. (Royal Dutch Shell, in partnership with the state-owned Turkish Petroleum Corp., wants to build another more direct pipeline.)

"The sector is so bad that you don't need to do much to hurt it now," said Gal Luft, co-director of the Institute for the Analysis of Global Security, which publishes the Iraq Pipeline Watch Web site that tracks attacks on Iraq's oil

sector (at least 399 from June 2003 to Feb. 27, 2007). "Anything that adds uncertainty or lack of security will just make things worse."

The Turkish army is reportedly massing on the border and making special forces moves into Iraq, according to The Jamestown Foundation. Aliriza said the United States, European Union, Arab states and Iraq would all oppose an incursion, though, which Ankara must weigh heavily.

"Nothing can be ruled out indefinitely," said Yasar Yakis, former Turkish foreign minister, a founder of the ruling Justice and Development Party and current chairman of the Parliament's European Union committee. "Turkey's security and stability is at stake, but a military solution has to be regarded always as the last resort," he told United Press International Monday during a Washington visit.

"Neither Iraq nor America is doing enough" to stop the PKK attacks, Yakis said. Qubad Talabani, the KRG's Washington representative, called for dialogue, echoing many Iraqi and Turkish politicians.

"We are neighbors, brothers even," he said. "Iraqi Kurdistan today stands as Iraq's only stable and successful region, and that stability and prosperity will be seriously jeopardized if Turkey invades Iraqi Kurdistan."

"Make no mistake about it, however," Talabani said. "We are ultimately the guardians of our people's safety and security. It is our responsibility, and those of Kurdistan's defense forces, to protect our people, and we will do so if they are threatened in any way."

LEADING KURD BLAMES IRAN FOR THE TERROR

Peace Would Follow New Regime, He Says

By ELI LAKE The NEW YORK SUN April 25, 2007

SULAIMANIYA, Iraq — While Iran's connection to Sunni Islamist terrorism is hotly debated in Washington, it is not disputed in Iraqi Kurdistan, about 60 miles from the border with the Islamic Republic.

In an interview yesterday inside his headquarters, the director of the security ministry for the Sulaimaniya province, Sarkawt Hassan Jalal, said he has no doubt Iran is helping send Sunni jihadists into his territory. He listed the five border towns on the Iranian side where he says they are based: Mariwan, Pejwan, Bokeran, Sina, and Serdai.

For General Jalal, Abu Musab al-Zarqawi's original group, known as Tawhid and Jihad, was sent by the Iranians and Al Qaeda to attack the Kurds and Americans. At the end of a 90-minute interview, he summed up his view of Iran as follows: "Iran is at the top of the terrorism in all the world. There will be peace in the world when you change the authorities in Iran." He is in a position to know; Kurdish Islamist groups, by his count, tried to assassinate him on three separate occasions.

Those direct public remarks are almost singularly rare for a senior Kurdish official. When American forces on January 10 seized five Iranians it claimed were members of Iran's elite Quds Force in the Kurdistan provincial capital of Irbil, Iraq's foreign minister, Hoshyar Zebari, a Kurd, publicly urged the Americans to return the men he claimed were acting as diplomats. Privately, Kurdish officials say the supposed diplomats were supporting terrorists, providing maps and training, but that the raid failed to net any senior Iranian operatives despite initial intelligence suggesting the no. 3 man in the Quds Force was there.

Other senior Kurdish officials here note the sensitive position of Sulaimaniya in particular, with its reliance on Iran for electricity, gasoline, and trade. In an interview, the governor of the Sulaimaniya province, Dana Ahmed Majid said of the Iranians, "We are brothers, not friends. Brothers you cannot choose, you cannot choose your neighbor."

But for General Jalal, Iran is also a source of jihad. He said, "There are these jihadists in Iran. The Iranian authorities know about them. They have big capabilities and they are based close to our border. I ask, who can cross that border without the Iranians knowing? They can turn the dial up or down."

Most turbulent and puzzling of priests

BAGHDAD

Muqtada al-Sadr drops out of sight but stirs anti-American fervour

THEY seek him here; they seek him there. It has been months since Muqtada al-Sadr, Iraq's most capricious and now perhaps its most powerful Shia clergyman, has been seen in public. At dinner tables in Baghdad's heavily-protected Green Zone, where many of Iraq's governing elite hunker down alongside their American mentors, guessing his whereabouts has become a bit of a game.

A favoured explanation is that Mr Sadr slipped across the border to Iran, along with senior commanders of his Mahdi Army militia, at the beginning of February, to avoid being targeted in the Baghdad security drive—President George Bush's vaunted "surge"—that was just starting. Another has it that he and his gunmen are simply lying low in the capital, while the Americans try to cleanse its more volatile districts of Sunni insurgents.

Some go as far as to suggest that Mr Sadr is exploiting the cult-like devotion he inspires among his legion of mainly young and poor Shia followers to evoke the image of the Shias' "hidden imam" whose reappearance on earth is supposed to herald an era of peace and justice. Indeed, it is not hard to find people in Mr Sadr's flock who say he is actually the Imam al-Mahdi himself, the Shias' 12th and last leader, who was "occultated" into thin air in 939AD and is due one day to reappear.

In any event, Mr Sadr's many rivals and enemies had been rubbing their hands at reports that in his current absence his movement was breaking up. Though Mr Sadr seems to have reined in most of his trigger-happy gunmen, American and Iraqi forces are still hunting them down as part of the surge and have rounded up a clutch of his top men. This week in the southern city of Diwaniyah, Sadrist militiamen fought a fierce but futile rearguard battle, as American and Iraqi tanks rolled into the town to reassert their authority.

Meanwhile, Mr Sadr's parliamentary block, which is the biggest in the governing Shia alliance, with six ministries (including transport and health), is embroiled in its own rows. The prime minister, Nuri al-Maliki, who hails from the rival Dawa party but owes his position to the Sadrists' backing when his government was formed, has threatened a reshuffle that might lessen their stature. And some Shias blame the Sadrists for causing the Fadhlita party, which competes with Mr Sadr's lot for control of Basra, Iraq's biggest southern



Americans go home

city, to defect from the ruling alliance.

Wherever he is, Mr Sadr has been far from idle. This week he orchestrated a resounding comeback, even if he was still physically absent. He broke his silence with a spate of anti-American proclamations urging his fighters to intensify their struggle to oust American forces and telling Iraq's army and police to work together to defeat "the arch-enemy". Hundreds of thousands of his adherents (more than a million, say his devotees) then staged a peaceful protest rally, marching between the Shias' holy cities of Kufa and Najaf. Marking the fourth anniversary of Saddam Hussein's fall, they demanded the immediate withdrawal of American troops.

We are all Iraqis now

Their emphasis was more on getting the Americans out than on asserting Shia superiority over their Sunni compatriots. The militiamen were told to change their trademark black warriors' outfit for civilian garb, to leave their guns at home, and to avoid inflaming sectarian passions. Instead of waving pictures of Mr Sadr or his revered late father, the marchers draped themselves in the Iraqi flag. "Yes to Iraq, yes to sovereignty, no to occupation," they shouted, pumping fists and waving the national flag. Some of the armed policemen lining the route joined in.

Sunni as well as turbaned Shia clerics

walked at the head of the huge parade, to make it look national rather than sectarian. Once it reached Najaf, the marchers flocked to the shrine of Imam Ali, where they were treated to another missive from Mr Sadr, again projecting himself as a voice for all Iraqis. "Every day tens are martyred and crippled. Every day we see and hear American interference in every aspect of our lives, which means we are neither sovereign, nor independent nor free," declared the clergyman in a letter read out by an aide. "This is what Iraq has harvested from the American invasion."

While the crowd was stirred by the anti-American outpouring, Mr Sadr's message may have been directed more at Mr Maliki, to remind him that the Sadrist base is intact and that no other group, bar the Kurds, can mobilise such wide support. Several Sadrist government ministers then threatened to resign in protest against Mr Maliki's apparent failure to spell out a clear timetable for America's withdrawal. If the entire Sadrist block were to turn against the government, it might even fall.

So far, Mr Maliki has refused to kowtow. "We see no need for a withdrawal timetable," he said during a visit this week to Japan. "We are working as fast as we can." "Achievements on the ground" would determine how long American troops remained.

This, the Sadrists furiously responded, was not good enough. Mr Maliki, they said, was defying the Iraqi people's will. They also vented their anger over the Baghdad surge, calling it "unfair", since it targeted the Shia militias, who had been co-operating, while letting Sunni insurgents go on bombing Shia civilians.

Mr Sadr's next move is as big a conundrum as his whereabouts. Will he truly let his adherents risk bringing down the Shia-led government? Will he declare all-out war on the Americans? And will he let his Shia militias resume their murderous sectarian onslaught against so-called Sunni extremists? Without hearing it from the mouth of the man himself, it is hard to say.

Meanwhile, one voice, previously deemed the most influential in the land, has remained quiet: that of Grand Ayatollah Ali al-Sistani, hitherto regarded as by far the most respected of Iraq's Shia clergymen. In the past few months, he has been notably absent from public life (some suspect he is ill), bar an apparent but unclear intervention to stop the government from allowing more people from Saddam's Baath party back into public office. Until sectarian strife broke out with unprecedented ferocity a year ago, Mr Sistani had been credited with restraining the Shias from perpetrating revenge attacks after mass bombings by Sunni insurgents. He has sincerely urged national reconciliation. If Mr Sadr has truly eclipsed the older man, Iraq may get even bloodier. ■

Explosion kills 8 at Iraqi Parliament

Bombing wounds 23; another deadly attack fells Baghdad bridge

From news reports

BAGHDAD: Two bombs struck at the heart of Iraq's power and morale Thursday: One exploded in the Iraqi Parliament and a truck bomb destroyed a 60-year-old steel bridge that was beloved by the people of Baghdad and that linked neighborhoods on opposite banks of the Tigris River.

The bomb in Parliament killed 8 people, including at least 2 lawmakers, and wounded 23 who were eating a late lunch in the cafeteria when the bomb exploded, according to U.S. military officials. It was not yet certain whether it was a suicide bomb or a planted bomb.

A news video camera captured the moment of the blast: a flash and an orange ball of fire prompting a startled lawmaker who was being interviewed to duck, and then the smoky, dust-filled aftermath of confusion and shouting. The video was shot by Alhurra, an Arab-language channel financed by the U.S. government.

The blast came hours after the bomb struck the bridge, which collapsed, sending cars into the Tigris River and killing at least 10 people, the police and witnesses said.

"This is a cowardly act," said Deputy Prime Minister Barhem Saleh, who visited the hospital where many of those wounded in the cafeteria explosion had been taken. "This proves terrorism is indiscriminate. Sunnis, Shias, Kurds have been injured and this should be a reminder that all Iraqis are targets."

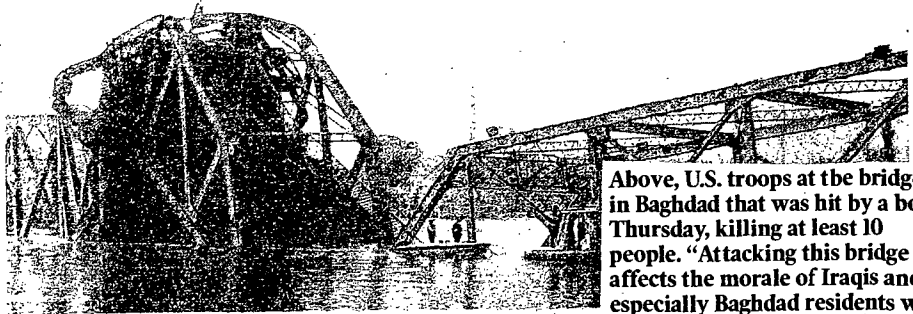
Saleh said people who were near the blast thought that the explosion might have been caused by a suicide bomber who detonated a vest of explosives, but he said there was not yet sufficient forensic evidence to confirm this.

Major General William Caldwell, a U.S. military spokesman, said eight people had died in the bombing. State television said at least 30 people had been wounded. The exact toll was unclear.

"We don't know at this point who it was," Caldwell said. "We do know in the past that suicide vests have been used predominantly by Al Qaeda."

Parliament ended its session about half an hour before the explosion. Many legislators had left the Iraqi Convention Center, where Parliament is based, but some were eating lunch in the cafeteria near the Parliament chamber when the explosion struck. The force of the blast was strong enough to knock down people who were on the lower level of the building, witnesses said.

A government spokesman, Ali al-



Above, U.S. troops at the bridge in Baghdad that was hit by a bomb Thursday, killing at least 10 people. "Attacking this bridge affects the morale of Iraqis and especially Baghdad residents who feel proud of this bridge," said Haider Ghazala, an Iraqi architect. Left, at Taji Air Base, north of Baghdad, American soldiers listened to their platoon sergeant Thursday after learning that their standard 12-month tour of Iraq was being extended by three months. The longer tours will affect about 100,000 soldiers now in Iraq and Afghanistan, plus those who deploy later. It does not affect the Marine Corps or the National Guard or Reserve. Now some soldiers are wondering if their relationships back home can weather the extension and are predicting that divorce rates in the military will rise sharply.



Bob Strong/

Dabbagh, hinted that those behind the attack might work in the building. "There are some groups that work in politics during the day and do things other than politics at night," he said.

The attack comes as the Iraqi government is trying to prove to both Iraqis and to insurgents that it has control of the security situation in Baghdad.

A spokesman for the U.S. Embassy said early reports indicated that no Americans had been killed or wounded in the blast. "We are aware of an explosion in the International Zone," the spokesman, Lou Fintor, said in an e-mail message. "We are in the process of determining the source and nature of the explosion."

Mowaffak al-Rubaie, who is security adviser to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, said the attack represented a major breach in security in the Green Zone, which has multiple layers of security manned by a combination of Iraqi forces, foreign contractors and American soldiers. It was the worst bombing to take place in the Green Zone since the area was established when American troops arrived here four years ago.

The bombing, in an area more heavily protected than anywhere else in Iraq, appeared intended to shake Iraqi confidence in the government and in its ability to protect itself, let alone its citizens.

President George W. Bush strongly condemned the attack, saying, "My message to the Iraqi government is 'We

stand with you.'"

The Alhurra video showed the blast and the startled lawmaker, Jalaluddin al-Saghir, ducking for cover.

It then showed the immediate aftermath: people screaming for help in a smoky hallway, with one man was slumped over, covered in dust, motionless. A woman was shown kneeling over what appeared to be a wounded or dead man near a table. The camera then focused on a bloody, severed leg.

The attack took place two months after the American military began a new security plan in Baghdad with additional troops. Bush has announced the deployment of 30,000 more troops to Iraq, many of them to be placed in neighborhoods in the capital. Many have already arrived, and the rest are expected to be here by June.

Killings from death squads have dropped in the capital, but overall civilian and American casualties across Iraq not improved, largely because of devastating suicide bombings like the one Thursday.

In October 2004, at the start of the holy month of Ramadan, two bombs exploded inside the Green Zone, killing at least five people, including three American security contractors. One of those bombings took place in a market, and the other inside a popular café.

One of the dead lawmakers in Thursday's attack was Mohammed Awad, a member of the Sunni National Dialogue Front, said the party's leader, Saleh al-Mutlaq.

Another was Taha al-Liheibi of the Sunni Accordance Front, said Mo-

ammed Abu Bakr, who heads Parliament's media department.

Abu Bakr and other lawmakers said they saw the suspected bomber's body amid the ghastly scene. "I saw two legs in the middle of the cafeteria and none of those killed or wounded lost their legs — which means they must be the legs of the suicide attacker," he said.

Although the Green Zone is widely considered secure, it has become more vulnerable in recent months. Successive mortars and rockets have hit the U.S. Embassy compound and at least

one American was killed and several wounded in those attacks. Two suicide vests were found in a garbage bin in the Green Zone about two weeks ago, senior military officials said.

Although the Parliament building is within the zone and people must pass through security searches to reach it, the building itself has its own security. It is not supervised by the U.S. military, the Iraqi Ministry of Interior or the Ministry of Defense, said Rubaie, the security adviser.

"We need to work out new mea-

sures," he said. "We advised the Parliament that no visitors should go into the building and, secondly, that they should give us responsibility for the force protection and we would be in charge, but they didn't want it."

Rubaie added that three weeks ago he had insisted on a top-to-bottom check of the entire Parliament building and that his security staff had found 19 pistols. "It was a very unpopular move," he said. "The Parliament didn't like it."
(IHT, AP)

Baghdad is rocked by 6 bomb blasts

At least 34 killed in Shiite neighborhoods; 2 British servicemen die in copter crash

By John F. Burns

BAGHDAD: At least 34 people were killed in Baghdad on Sunday in another day punctuated by car bomb and suicide-vest attacks on civilian targets of the kind that the two-month American security crackdown has so far failed to restrain. All six bombs that caused fatalities were detonated in predominantly Shiite areas, which have been the persistent target of Sunni militant bombing attacks.

The military casualties included the deaths of two British servicemen killed when two British Puma troop-carrying helicopters crashed northwest of Baghdad in a pre-dawn mission Sunday. News reports in Britain suggested that there had been an in-flight collision, possibly during a special forces raid of the kind that British and American troops frequently carry out from bases near the crash site. The U.S. military announced three new troop deaths on Sunday: Two soldiers and a marine were killed in separate incidents.

Six British service members were wounded in the downing of the helicopters, which the British defense minister, Desmond Browne, said appeared to have been "caused by an accident rather than an attack." Insurgent ground fire has downed several U.S. military helicopters in Iraq this year. One of the wounded was said to be in critical condition in a U.S. military hospital.

The worst of the six bombings Sunday in Baghdad occurred in the predominantly Shiite district of Shurta in southwest Baghdad, where two car bombs that exploded minutes apart killed at least 17 people and wounded 50, according to an Iraqi police official at the Yarmouk neighborhood hospital. Witnesses said the bombs detonated in a



Ahmad al-Rubaye/AFP

A vehicle bomb exploded Sunday in south-central Baghdad, leaving nine dead in a mainly Shiite and Christian area.

busy street market and at a nearby intersection, and said that about half of those who died were women and children.

At midafternoon, a vehicle bomb placed in a parked minibus exploded in the Karrada district of south-central Baghdad, an area with a mainly Shiite and Christian population. Police officials said that 9 people were killed and 17 wounded. A few hours earlier, according to a police account, a suicide bomber blew himself up in a minibus on a busy street that heads into the Kadhimiya district of north-central Baghdad, a mainly Shiite district, killing 3 people and wounding 11.

Two more bombs exploded in Karrada at nightfall, killing 5 people and wounding 27, including 3 police officers, according to the police.

In Mosul, in northern Iraq, the police said two oil trucks driven by suicide bombers exploded outside an Iraqi military base in Yarmouk, killing at least 4 people, including 2 soldiers, and injuring more than 20 others. A police statement said that there were other bodies in the rubble, and described the attack as having followed a familiar insurgent pattern, with the second bomber waiting to detonate until rescuers and bystanders gathered around the wreckage caused by the first.

The bombings in Baghdad maintained a grim staccato of attacks that have marked the first phase of the U.S.-led attempt to regain control of the capital with the so-called "surge" of an additional 28,000 troops that President George W. Bush ordered deployed to Iraq late last year. American commanders say the effort has cut the Sunni-Shiite sectarian violence that racked Baghdad after the bombing of a revered Shiite shrine in the city of Samarra early last year, but that curbing insurgent bombings, many of them by Sunni groups linked to Al Qaeda, has so far eluded them.

Only three of the five additional U.S. combat brigades that have been earmarked for the security crackdown have been deployed so far. But the past week has demonstrated how readily the insurgents can strike with bombs, bludgeoning the already dismal levels of public belief that anything the Americans can do will bring the chaos under control.

A bomb Thursday that destroyed a 1950s-era steel bridge across the Tigris, and another a few hours later that devastated the cafeteria of the new Iraqi Parliament, killing a Sunni legislator and wounding many other people, were only the latest examples of the apparent ability of the insurgents to strike almost anywhere, anytime.

The main bright spot so far for those who had hoped to see major gains from the new security plan has come from the declining incidence of sectarian killings. But the hopes generated by the falling numbers of unidentified bodies found daily around the capital were dimmed Sunday when the police reported finding 30 bodies, the most for a

April 16, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

month. The number of bodies found on wasteland, in sewers and elsewhere, frequently averaged 30 or more a day last year, after the Samarra attack.

An indication of how the six million people of Baghdad were reacting to the new security crackdown came from the frustrated and angry mood at the scene of the minibus bombing Sunday in the Karrada district. Among survivors and others who helped extract victims from the carnage, there was widespread blame for the Qaeda terrorists who are said by the U.S. to be responsible for many of the bombings. But there was reproach, too, for the Americans, and for the U.S.-supported government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, for failing to halt the attacks.

"I am asking myself, where is the 'security plan?'," said Zahid Awad Slaman, a 30-year-old nighttime security guard who was riding his motorcycle nearby when the minibus blew up. He described seeing a fireball bursting from the parked vehicle, which enveloped people nearby as the blast from the bomb threw cars across the street.

Referring to the U.S. and Iraqi troops,



Mauricio Lima/Agence France-Presse

Iraqi Army soldiers handcuffing suspected rebels Sunday in the northern city of Mosul, where two oil trucks driven by suicide bombers exploded, killing at least 4 people.

Slaman added: "Karrada has been targeted several times with bombs like this, and there is no military presence here." Like others, he laid much of the blame on the Americans: "They said

they had rid us of the tyrant Saddam, but what have they done for us since then?"

"The foreign troops have caused Muslims to kill their Muslim brothers," he said.

Le Monde

Samedi 14 avril 2007

TURQUIE

L'armée tente de dissuader le premier ministre Erdogan de briguer la présidence

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

Que peut faire l'armée turque, qui se veut garante de la laïcité du pays, pour empêcher l'élection à la présidence de la République, pour la première fois en Turquie, d'un homme issu de la mouvance islamiste ? C'est la question que chacun se posait, jeudi 12 avril, lors de la conférence de presse surprise donnée, à moins d'une semaine du début des dépôts de candidature, par le chef d'état-major de l'armée, le général Yasar Büyükanit.

Ce « faucon », dont c'était la première prestation du genre depuis sa nomination, en août 2006, n'a pas voulu paraître s'immiscer dans la vie politique du pays. Tout au plus a-t-il émis l'espoir que « le prochain président sera une personne attachée aux principes de la République, et pas

seulement en paroles »... ce qui a été interprété comme une invitation poëie mais ferme au premier ministre, Recep Tayyip Erdogan de ne pas se porter candidat. Or celui-ci est le chef du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), largement majoritaire au sein du Parlement qui doit élire un nouveau président dans la première quinzaine de mai.

Si M. Erdogan décide finalement de se présenter, comme les médias le supposent de plus en plus, aucun mécanisme démocratique ne peut lui barrer la route de « Cankaya », le palais présidentiel. Son épouse voilée l'y suivrait, ce qui est perçu par les laïques comme un outrage suprême aux « valeurs du kémalisme », dont l'interdiction du voile pour les femmes dans la fonction publique.

Discours de fermeté

La présidence en Turquie, fonction surtout de prestige, est devenue, depuis les victoires électorales de l'AKP, le dernier bastion institutionnel de la laïcité, en dehors de l'armée. Le président sortant a ainsi bloqué des centaines de nominations de supposés « islamistes » dans l'administration, la magistrature ou l'Université. Il a aussi bloqué nombre de lois votées en première lecture par le Parlement... que le gouvernement n'a pas toujours représentées devant les députés, alors qu'il aurait pu ainsi surmonter le veto présidentiel. Le pouvoir réel resterait

donc aux mains d'une armée turque qui, depuis 1960, a renversé quatre gouvernements issus d'élections pluralistes.

Certes, la dernière fois remonte à dix ans et la majorité des officiers, corps d'élite soucieux de maintenir sa popularité, aurait perdu, depuis lors, tout appétit pour les coups d'État. Mais l'armée reste aussi une force opaque, toujours en guerre « antiterroriste » dans le Sud-Est kurde, et accusée parfois d'abriter des réseaux coupables d'assassinats politiques. M. Erdogan a été ainsi incapable de faire toute la lumière, comme promis, sur l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, en février. Un crime révélateur de la montée du nationalisme, au sein des forces armées notamment, dans une Turquie repoussée par l'Europe.

Le discours de fermeté tenu jeudi par le chef de l'armée, estimant que celle-ci « doit mener une opération dans le nord de l'Irak » contre les rebelles kurdes de Turquie, aurait ainsi visé à rassurer les militaires nationalistes autant qu'à faire pression sur M. Erdogan.

Celui-ci se trouve mis en demeure d'approuver une telle opération, dont l'utilité pour la Turquie est des plus douteuses ou de nommer un candidat de compromis à la présidence, comme s'apprent à le réclamer des milliers de manifestants, samedi, à Ankara. ■

SOPHIE SHIHAB

LE FIGARO 16 avril 2007



Des GI à bord de leur Humvee arrivent au camp de Rustamiyah, véritable forteresse entourée de murs de béton et de

barbelés, à l'est de Bagdad. Chaque sortie de la base est considérée comme une partie de roulette russe pour certains.

Avec les soldats américains dans l'enfer de Bagdad

Malgré les affirmations de l'Administration, l'armée américaine ne semble pas en passe d'enrayer la violence à Bagdad. Plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres blessées hier par l'explosion quasi simultanée de deux voitures piégées dans un quartier à majorité chiite du sud-ouest de Bagdad. Deux hélicoptères de transport militaires britanniques de type Puma se sont écrasés au nord de Bagdad, après s'être apparemment heurtés près d'une grande base aérienne américaine. L'accident a fait deux morts et cinq blessés parmi les militaires britanniques.

De notre envoyé spécial à Bagdad

LES ARMES sont approvisionnées dans des claquemets de culasses. « Nous sommes « rouge » ! », annonce le sergent Gillman à la radio. Les quatre Humvee se dirigent vers la sortie du camp retranché de Rusta-

miyah, base américaine fortifiée dans les faubourgs est de Bagdad. Dans la terminologie militaire, ce type de camp s'appelle une « FOB » (« Forward Operation Base », ou « base opérationnelle avancée »). Dans la pratique, c'est un vaste camp entouré de murs de béton et de barbelés. C'est à partir de ces forteresses que les renforts américains déployés dans Bagdad tentent depuis la mi-février d'enrayer la guerre confessionnelle qui se déchaîne dans la ville.

La patrouille du sergent Gillman passe les dernières chicanes. Sur un bloc de béton, quelqu'un a écrit à la peinture : « Maintenant, vous entrez dans la réalité ! »

Une fois franchie la porte de leurs camps, les militaires américains en Irak sont en territoire hostile. Chaque patrouille « hors des murs » est une partie de roulette russe. Les insurgés sunnites, des éléments d'al-Qaida en Irak, mais aussi des miliciens chiites de l'Armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr sont autant d'ennemis invisibles, qui placent au bord des rues

des charges explosives de plus en plus sophistiquées, ou lancent des voitures suicides qui peuvent surgir à chaque instant dans la circulation pour se jeter contre les patrouilles américaines.

Aucun signe avant-coureur ne prévient du danger. Derrière les épaisses vitres blindées des Humvee, les rues de Bagdad ont l'air tranquilles, comme vues à travers les parois d'un aquarium. Mais les rues secondaires sont barrées par des gros blocs de béton, chaque quartier de la ville se repliant sur lui-même par crainte des attaques et des assassinats. Des monceaux d'ordures sont entassés un peu partout. L'herbe a poussé çà et là, et la capitale irakienne ressemble de plus en plus à une ville du tiers-monde.

Dans le Humvee, encombré par les boîtes de munitions et les postes radio, tout l'équipage est

aux aguets. Dans sa tourelle, le mitrailleur pointe son arme vers la droite ou la gauche en cherchant à repérer les mines ou les voitures suicides. Le conducteur, le sergent Negron, se crispe sur son volant en se frayant un chemin entre les voitures civiles qui s'écartent prudemment au passage de la patrouille. Ce petit bout de femme d'origine portoricaine disparaît presque dans son épais gilet « Interceptor », armure de Kevlar renforcée de plaques de céramique.

« Putain de guerre civile »

Le danger peut venir de partout. Les soldats savent que le blindage additionnel du Humvee ne résiste pas aux nouvelles mines à effet dirigées, utilisées par la guérilla. Ces « EFP », acronyme pour « Explosive Formed Penetrator » projettent à hauteur d'homme un jet de métal en fusion capable de

30 000 GI en renfort

Le plan de sécurité lancé le 14 février dernier prévoit le déploiement de **30 000 soldats américains** supplémentaires en Irak et de **90 000 soldats irakiens** et américains d'ici au mois de juin à Bagdad. Trois des cinq brigades américaines prévues ont déjà été déployées dans la capitale irakienne. Bagdad a été divisée en **neuf districts**, et des centres de commandements conjoints chargés de coordonner l'action de la police et de l'armée ont été créés. Hier, l'armée a annoncé que trois soldats américains avaient été tués durant le week-end dans le sud de Bagdad. Ce qui porte à **42** le nombre de ses morts pour le seul mois d'avril. Depuis mars 2003, **3 296 soldats américains ont été tués** en Irak.

percer les blindages les plus épais.

Le groupe du sergent Gillman roule vers le centre de commandement de Zafaraniyah. Ces centres ont été créés au début du mois de février par les Américains dans le cadre d'un plan de sécurité censé enrayer la guerre civile et rendre le contrôle de Bagdad aux autorités irakiennes. Ils servent à coordonner les missions des troupes américaines avec celles de l'armée et des différents services de police irakiens. Installée dans un poste de police fortifié, c'est une salle d'opération climatisée, aux murs couverts de cartes. Des officiers américains et irakiens dirigent les patrouilles, centralisent les rapports et les renseignements.

« Le plan de sécurité marche », dit le capitaine Carr, le jeune officier américain diplômé de West Point qui est de permanence au centre de commandement. « Le nombre d'attaques par IED et EFP a diminué. Le nombre de meurtres aussi. On est en train de réussir », dit-il.

Dans les Humvee garés en plein soleil à l'extérieur, le ton des soldats est un peu moins optimiste. « Putain, je compte les jours », dit un soldat originaire de l'État de New York. « C'est une putain de guerre civile ici. Qu'est-ce qu'on peut y faire si les Irakiens veulent se tuer ? Tu ne sais même pas qui est l'ennemi. Ça peut être le colonel de la police ! »,

dit-il en pointant le doigt vers un officier irakien debout devant le poste, le talkie-walkie à la main.

Une violente explosion toute proche interrompt les conversations. Une épaisse fumée grise s'élève juste de l'autre côté des rem-

parts, près d'une mosquée en forme de vaisseau spatial.

« Embarquez, on y va ! » crie le sergent Gillmann en sortant du poste. Les soldats enfilent leurs casques, les Humvee démarrent derrière les 4 x 4 de la police irakienne qui manquent de s'emboutir en cherchant à franchir tous en même temps le portail d'entrée.

Le réseau radio est saturé. Une patrouille américaine vient d'être touchée par une EFP. Le bilan tombe bientôt dans une demande de « medevac », le message type réclamant une évacuation d'urgence. Un soldat a été tué dans l'explosion et trois autres blessés. Les Humvee du sergent Gillmann se déploient sur le carrefour près des véhicules touchés. Des femmes irakiennes voilées de noir de la tête aux pieds se hâtent avec leurs sacs à commissions. Des jeunes restent sous la devanture des magasins, comme au spectacle. Les Humvee se garent en faisant face à toutes les directions. Le sergent Gillman fait débarquer des soldats qui se postent.

Deux hélicoptères d'attaque Apache font des cercles à très basse altitude au-dessus du carrefour. On aperçoit les têtes des pilotes derrière les vitres blindées du cockpit.

Une nouvelle explosion soulève presque un kiosque de maraîcher sur le carrefour, projetant des débris

métalliques dans toutes les directions. « À couvert ! », crie le sergent.

« Fontera est touché ! », dit le tireur du deuxième Humvee, « on lui fait un garrot, mais il faut l'évacuer ! ».

Les Humvee foncent dans l'avenue déserte en direction de la base. Crispée sur son volant, le sergent Negron ne ralentit presque pas quand elle franchit les chicane des points de contrôle de l'armée irakienne. « Get the fuck out of my way ! »

À l'entrée d'un pont, un embouteillage s'est formé devant les chicane du poste de la police. « Tirez-vous ! », hurle le sergent Gillman aux conducteurs irakiens. Entassés dans la benne d'un camion, des jeunes chiites qui reviennent de la grande manifestation anti-américaine organisée par les partisans de Moqtada al-Sadr à l'occasion du quatrième anniversaire de la chute de Saddam Hussein rient en faisant des signes pas très polis aux Américains. La reconnaissance des chiites envers leurs libérateurs appartient à un lointain passé. Negron presse l'accélérateur et se fraye un passage en arrachant avec un grincement sinistre toute l'aile d'un 4 x 4 civil irakien.

Le convoi arrive enfin à la base de Rustamiyah. Devant l'hôpital militaire, une foule d'infirmiers attend la patrouille. Des femmes

soldats en shorts et gants en plastique font signe de ralentir aux véhicules. Le pantalon couvert de sang, un tourniquet à la cuisse, le caporal Fontera est placé sur une civière et emmené au bloc opératoire.

Les autres soldats fument des cigarettes près de leurs véhicules. Le caporal Fontera s'en tirera. « Ça lui fera une Purple Heart ! », dit quelqu'un. « Moi, je m'en passe bien, de ce genre de médaille », dit un autre. « Encore une journée de passée », dit un soldat en marquant au stylo un petit trait supplémentaire à l'intérieur de sa casquette.

À l'abri des remparts de la FOB Rustumiyah règne une atmosphère totalement différente. Alors que Bagdad est quasiment privée d'électricité et d'eau potable, le camp américain est alimenté par de puissants générateurs. Dans un immense hangar climatisé, des employés indiens de la compagnie américaine Kellogg, Browne & Root, une filiale d'Halliburton, servent aux soldats de solides plats américains, spare ribs, tacos ou cheeseburger.

« J'espère que c'est utile »

Chez Joe's, le bar sans alcool ouvert par un Irakien dans la base, les GI fument le narguilé en regardant des groupes de rap sur un écran plasma géant. Certains pianotent

sur leur ordinateur portable, connectés par Wi-Fi avec les États-Unis. « On sort tous les jours, sept jours par semaine », explique un sergent, « j'espère que c'est utile et que les Irakiens vont grâce à nous prendre leur pays en main ».

Pourtant, malgré le déploiement de dizaines de milliers de soldats américains et irakiens dans Bagdad, rien n'indique que la violence soit en passe d'être enrayerée, ni que ces patrouilles servent à quoi que ce soit. Des attentats suicides continuent d'être perpétrés quasiment tous les jours. « Le seul point positif est le nombre décroissant de cadavres retrouvés chaque jour devant les commissariats », explique un officier américain chargé d'encadrer la police irakienne. « Mais ce n'est peut-être que parce que les assassins ne se risquent plus à les déposer », ajoute-t-il.

Alors que des renforts américains continuent d'arriver en Irak, dans le cadre du « surge », le sursaut décidé par George Bush, les pertes ne cessent d'augmenter, sans que des résultats concrets ne soient enregistrés sur le terrain. Et personne n'ose encore penser à la phase suivante, celle du retrait des troupes américaines, dans un pays en proie au chaos.

ADRIEN JAULMES

LE FIGARO vendredi 13 avril 2007

L'armée turque rappelle Erdogan à l'ordre laïc

TURQUIE

Sortant de sa réserve habituelle, le chef d'état-major a pris parti contre le premier ministre islamiste dans la campagne présidentielle.

Istanbul

CEUVRANT jusque-là en coulisses, l'armée s'est ouvertement invitée dans la campagne présidentielle en Turquie, l'élection étant prévue en mai. Le prochain président devra être sincèrement loyal aux principes

laïcs de la République, « par conviction et non pas seulement en paroles », a insisté hier le général Yasar Büyükanit, chef de l'état-major de l'armée, lors d'une rare conférence de presse.

Et même s'il a assuré ne pas vouloir « parler d'une personne

ou d'une autre », ce rappel sonne comme une mise en garde à l'encontre du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, issu de la mouvance islamo-conservatrice, qui doit annoncer, à partir du 16 avril, s'il brigue le poste de président. Aux yeux de

l'armée, qui s'autoproclame gardienne des valeurs républicaines instituées par Atatürk, l'arrivée à la tête de l'État d'un candidat issu de l'AKP, le Parti de la justice et du développement au pouvoir, permettrait la mise en œuvre d'un « agenda islamique », sans aucun contre-pouvoir.

« Une opération en Irak est nécessaire »

Mais malgré l'opposition du camp des « laïcs », Erdogan part favori dans la course à la présidentielle : c'est le Parlement, à

majorité AKP, qui élit le chef de l'État. Le général Büyükanit a également donné la position de l'armée sur l'autre sujet qui monopolise l'attention en Turquie, celui de la présence dans le nord de l'Irak du PKK, le parti séparatiste kurde. « Une opération en Irak est nécessaire », a-t-il martelé, en rappelant que la fonte des neiges au printemps favorisait l'entrée sur le territoire turc des combattants kurdes, réfugiés dans les montagnes irakiennes.

« Des opérations de grande ampleur se déroulent actuellement dans plusieurs zones » dans le sud-est de la Turquie, a indiqué Yasar Büyükanit, et leur prolongement au-delà de la frontière doit être soutenu « par une décision politique ». Cette demande accentue la pression sur le gouvernement, accusé par les militaires de ne pas être

suffisamment ferme dans sa lutte contre le PKK. Ces derniers jours, les combats entre les rebelles kurdes et l'armée ont fait 39 morts, dont dix soldats, dans les montagnes turques.

Mais les discours va-t-en-guerre du chef de l'état-major se heurtent également à une forte opposition des États-Unis et de l'Irak. Washington, qui n'a pas mis fin aux activités du PKK en Irak malgré les engagements donnés à Ankara, ne veut pas d'une intervention turque qui contrarierait les Kurdes d'Irak, leurs plus fidèles alliés dans ce pays ethniquement déchiré. Et les Américains redoutent que des manœuvres turques dans le nord irakien ne fragilisent le Kurdistan autonome, l'unique région stable du pays.

LAURE MARCHAND

UNDER SIEGE: A SPECIAL REPORT FROM WAR-TORN MOSEL

THE INDEPENDENT By Patrick Cockburn 12 April 2007

"If you go in the streets by yourself, you'll be dead in 15 minutes," says Khasro Goran, the deputy governor of Mosul, the second largest Iraqi city. An able, confident man, he speaks from experience, having survived more assassination attempts than almost any political leader in Iraq. The one-hour car journey to Goran's office from the Kurdish capital, Erbil, underlines the dangers. He has sent guards, many of them his relatives, to pick me up from my hotel. They travel in slightly battered civilian cars, chosen to blend in with the rest of the traffic, wear civilian jackets and T-shirts, and keep their weapons concealed.

We drive at great speed across the Greater Zab river, swollen with flood water, into the province of Nineveh, of which the ancient city of Mosul is the capital. The majority of its 1.8 million people are Sunni Arabs and one third are Kurds, along with 25,000 Christians. Arabs and Kurds have been fighting for control of the city for four years. Every day brings its harvest of dead. "Five Kurds were killed here yesterday," says one of the guards dolefully.

The weapon of choice in Mosul these days is the vehicle-borne suicide bomb. We pass the headquarters of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two main Kurdish parties, where 19 people were killed by just such a bomb last year. I can see where a second suicide driver targeted another PUK branch office close to the light blue dome of a mosque in March, killing a further three people and wounding 20.

The city is not as obviously dangerous as Baghdad, where whole districts are intermittently controlled by Sunni insurgents or Shia militiamen. At a quick glance there even appear to be reasons for optimism in Mosul, since there are plenty of relaxed-looking policemen patrolling in their blue and white cars and directing traffic.

But such signs are misleading as an indication of uncontested government authority. In Mosul, the police are mostly Arab, while the two Iraqi army divisions are largely Kurdish. Out of 20,000 police, Goran believes that half belong to or sympathise with the Sunni resistance. When Saddam Hussein was sentenced to death last November, one policeman stuck a picture of the former leader on his windscreen by way of protest. We drive quickly through the crumbling walls of ancient Nineveh, capital of the Assyrian Empire, and past a large mound, beneath which is the tomb of Jonah, who, having survived his unfortunate experience with the whale, was buried here. Traffic is lighter than I remember during my visit last year. This is good news from the point of view of safety, because we are unlikely to get caught in a traffic jam, where other drivers have time to notice that I am obviously a foreigner and that the guards are wearing civilian shirts but camouflage trousers.

Unfortunately, the reason why there are so few vehicles on the streets turns out to be bad news for the people of Mosul and Nineveh province. Syria has suspended supplies of fuel. As a result, the province is getting only 10 per cent of its overall fuel needs and 4 per cent of its normal supply of petrol. Food rations are no longer being delivered. Water and sewage, as well as hospitals, are affected.

We finally speed into Goran's heavily fortified headquarters, a former Baath party centre on the left bank of Tigris river taken over by the Kurdistan Democratic Party, of which he is head in Mosul. Its elaborate defences, high concrete walls and watchtowers, would do credit to a castle in a particularly disturbed part of medieval Europe. The sentries indicate to cars on a nearby roundabout that they are getting too close to the headquarters by firing bursts from their automatic rifles into the air.

Goran, though deputy governor, is a Kurd and more powerful than the Arab governor. He is very different from those politicians in Baghdad who never leave the Green Zone except to make numerous foreign trips, during which they exude ill-informed optimism about security. He has a clear vision of the strengths and weaknesses of the government's position in Mosul.

He points out that, unlike Baghdad and the provinces of central Iraq, insurgents do not permanently control any single area. His claim that government security forces have arrested many "terrorists" is confirmed by other security sources.

The difference between Mosul and Baghdad is that in Mosul the government can at least rely on the Kurdish community as supporters. In the capital, government has nobody on whose loyalty it can wholly depend. On 23 March, the deputy prime minister, Salam al-Zubaie, was badly injured by a bomber who got near him with the connivance of his own bodyguards. The government's only response was to consider hiring another, non-Iraqi, security company.

Goran admits that the insurgents have a sort of "shadow" government in Mosul that competes with the real government. "There are eyes everywhere knowing what you do," he says. They visit hairdressers and beauty salons to make sure they give only "Islamic" haircuts. Many Kurds are fleeing the city because of assassinations and intimidation. Some 70,000 have already left. Kurdish students at Mosul university, one of the largest and previously among the most distinguished in Iraq, dare not stay.

Aside from wholly Kurdish units, the Iraqi government's own security forces are thoroughly infiltrated. This is true not just in Mosul but throughout Iraq. It is a crucial point that President Bush and Tony Blair never seem to understand when

they explain that they are training and equipping some 265,000 police and soldiers in Iraq. The real problem for Washington and London is that most of these men are loyal to their own communities - Shia, Sunni or Kurdish - before they are loyal to the government in Baghdad.

Mosul has already seen examples of this. In November 2004, the city police force went home, effectively handing over control of Mosul to insurgents who captured 30 police stations and \$41m (£20m) in arms. Things have improved since then, but possibly not by as much as the Iraqi government and the US would like to imagine. The police are not only Sunni Arabs. Many of them come from the powerful and numerous al-Juburi tribe. This makes it politically very difficult to fire or demote them.

It is not only the police whose loyalties are suspect. On 6 March, insurgents from the Islamic State in Iraq movement - of which al-Qa'ida in Iraq is a part - stormed Badoush prison north-west of Mosul. They freed 68 prisoners, of whom 57 were non-Iraqis. It was the biggest jail-break in Iraq since the occupation started in 2003.

Goran cynically points out that there are supposedly 1,200 guards at Badoush, of whom 400 to 500 were present during the attack, but did nothing to halt it. He suspects that many of the guards, who get their orders not from him but from the Ministry of Justice in Baghdad, had colluded with the insurgents in the break-out. He suggests that the jail be moved to Basra or into Kurdistan for greater security.

It is allegiance, not training, equipment and numbers that determines the effectiveness of the Iraqi security forces. For instance, frontier guards on the border with Syria to the west of Mosul mostly come from the Sunni-Arab Shammar tribe. They are unlikely to be very effective because many of the insurgents and smugglers

whom they are supposed to stop also belong to the Shammar, who live on both sides of the Iraqi-Syrian frontier.

I have always liked Mosul. It feels a more ancient city than Baghdad. I enjoyed climbing the ancient stone streets in the Christian quarter too narrow and rutted by carts over the centuries for any car to enter. Even today, from Goran's heavily defended KDP headquarters, there is a wonderful view across the shimmering Tigris towards the old city, with its elegant minarets, on the west side of the river.

I first visited Mosul in 1978 and saw the tourist sights. I spent a few days here in 1991 during the first Gulf War. But the day in the city I most vividly recall was 11 April 2003, when the Iraqi army collapsed and Kurdish forces poured in. It was a moment full of lessons for the future.

At first, there was a sense of jubilation as people realised that Saddam Hussein's iron rule was over. Even the looters had a cheery air. Scores of young men were breaking down the doors of the Central Bank building and reappearing, clutching great bundles of Iraqi dinars. A small yellow KDP flag floated from one end of the governor's office and an Iraqi flag from the other but looters were in charge.

I was fascinated by one determined man who was trying, unaided, to drag a vast and hideously ornate gold and purple sofa he had found in the governor's sanctum, down the stairs and into the street. He would go to one end of the sofa and laboriously move it a few feet. Then he would repeat the process at the other end. I kept running into the man in the course of the day as he doggedly moved his sofa across Mosul's main square towards his home.

The mood began to change in the course of the morning. The hotels were on fire and men were breaking into the local museum. At first, people blamed criminals released by Saddam under an amnesty the previous year. Others wondered

why the Americans had not arrived. The answer was they had only 2,000 men in the whole of northern Iraq and these had been sent to secure the Kirkuk oilfields. The Americans - and this was to be the pattern for the next four years - could not control Mosul without the Kurds.

Iraqi nationalism was not entirely dead. I went looking for American troops and found some of them at a checkpoint on the outskirts. They had raised the Stars and Stripes. Suddenly, a man popped up from behind a wall nearby and vigorously waved an Iraqi flag. The soldiers, fearing he might lob a grenade, opened fire but he dodged down and escaped.

By evening, most of the Arab majority in Mosul had concluded that the problem was not criminals but Kurds. I went to the Republican hospital where Dr Ayad Ramadan, the hospital director, said: "The Kurdish militias are looting the city."

There was a frightening air of anarchy. As I spoke to the doctor there was a deafening chatter of a heavy machine-gun nearby. Some men had been trying to lift the body of a dead relative, wrapped in a white shroud, into the back of a pick-up. At the sound of the firing, the driver of the pick-up panicked and drove off, leaving the mourners shaking their fists at the departing vehicle.

Vigilantes began to appear and - again a sign for the future - they were organised by the local mosques. Rudimentary barricades made of rocks appeared in the streets. There was a growing feeling of rage among the Arabs of Mosul. I had gone to see whether I could stay with the Assyrian archbishop in the Christian quarter. When I got back to the car, our driver, Yusuf, normally a taciturn man, was looking shaken. He explained that a crowd had come out of a mosque while I was away. They noticed that our car had numberplates showing it came from Arbil in Kurdistan. They wanted to know what a Kurd was doing in their city and clearly suspected Yusuf of being a looter. He said: "One of them yelled, 'Let's kill him and burn the car.'" Fortunately, wiser counsels prevailed, but it was obvious that

we had to get out of Mosul as fast as possible.

The Americans did make a serious effort to cope with the problems of Mosul. General David Petraeus, now overall US commander in Iraq, then commanded 20,000 men of the 101st Airborne Division, based in Mosul, during the first year of the occupation. He avoided many of the crass errors being made by Paul Bremer, the US viceroy in Baghdad.

Petraeus could see that he had to deal with a predominantly Sunni Arab city with a proud nationalist and military tradition. Nineveh province was full of ex-army and ex-security officers who needed to be conciliated. They would never love the occupation, but they might be persuaded not to join the armed resistance. Bremer dissolved the Iraqi armed forces - the symbol of Iraqi independence - and thus made a gift to the resistance of tens of thousands of young men with military training but no job.

Petraeus tried to evade the ruinous consequences of de-Baathification by getting officers to sign a document renouncing the Baath party. On a wet day on a hilltop outside Mosul in January 2004, I watched as 2,243 former officers raised their right hands and solemnly renounced the Baath and all its works. There was no doubt about the officers' motives. They wanted jobs. Major Faiq Ahmed Abed, a grizzled veteran with 26 years' military service, had served in the Republican Guard but had not been paid since the previous April. "Since then, I have been selling my furniture to feed my children," he said.

Petraeus kept the returning Iraqi exiles, who were gaining power in Baghdad, at arm's length. Several had turned up in Mosul and politely suggested that they were willing to carry out any non-competitive contract the US military might like to put their way.

Petraeus wanted to hold elections as quickly as possible to give the Iraqis he was cooperating with some legitimacy. When he left Mosul in early 2004, I asked him what was the most important advice he could give to his successor. He said, after reflecting for some

moments, that it was, "not to align too closely with one ethnic group, political party, tribe, religious group or social element".

By the end of the year, the conciliatory policies pursued by Petraeus were in ruins. In November, during the US assault on Fallujah, the Mosul police force revolted to a man. So, too, had all the soldiers, aside from the Kurds, at the army base in the centre of town. US army and Kurdish units had to be rushed into the city to regain control. The Kurds had detested Petraeus because he had avoided aligning too closely with them. Today, there are two Iraqi army divisions, most of the soldiers Kurdish, and one US battalion in Mosul. After November 2004 the Americans in the city became, in the eyes of many Sunnis, one more tribe allied to the Kurds.

The city today lives on its nerves. Bombings and assassinations are not as frequent as in Baghdad but enough to make life hideously insecure. A message from a professor at Mosul University, who did not want her name published, sent last November, conveys the grim flavour of life. "The condition here is worsening more and more," she writes. "My office at the college was in havoc by the shrapnel and huge storm of a huge explosion just in the early morning. If I were in my office I should have been torn to pieces.

"A suicidal explosion by a huge fuel vehicle took place at 7am targetting at a police centre. The area includes a paediatrics hospital, a neighbourhood, a filling station where a long line of waiting people (mostly the poor who cannot afford buying benzene from the black market). The casualties were mostly them, children at the hospital, a whole family who were by chance there and some officials going to their offices in the university. It was more horrible than one can imagine or describe."

The professor did not expect life in Mosul to get better and her pessimistic expectations have been fulfilled. For centuries, Mosul has been one of the great cosmopolitan cities of the Middle East. Sadly, this is now ending. Kurds are in

flight. So, too, are Christians. Fanatical Jihadi Islamists persecute them as being no different from US soldiers. When US soldiers were accused of damaging a mosque in a raid, two Christians churches in Mosul were blown up by way of retaliation.

The fighting is likely to get worse. Under article 140 of the Iraqi constitution passed by a referendum in 2005 - though Nineveh province voted against - there must be a referendum on joining the Kurdistan Regional Government (KRG) by the end of 2007. The Kurds are determined to get back

the lands from which they were expelled by Saddam Hussein and his predecessors. Above all, they want Kirkuk and its oilfields. The vote will be by district, so existing provinces, whose boundaries were gerrymandered by Saddam Hussein, will cease to exist. The Kurds expect large areas of eastern, northern and western Nineveh province will join the KRG, but not Mosul city, because it has an Arab majority.

The Kurds are absolutely determined to get what they consider their rights after years of persecution, expulsion and

genocide. They rightly think that they now have an historic opportunity to create a powerful near-independent state within Iraq: They are America's only effective allies in Iraq; they are powerful in Baghdad; the non-Kurdish parts of the Iraqi government are weak. Goran confirms that they may postpone the referendum for a short period, but not for long. He suspects that the province will split into two, one Kurdish and part of the KRG and the other Arab.

The history of Mosul over the past four years since the fall of Saddam Hussein has some lessons for

resolving the conflict in Iraq in the long term. Many of the crass errors made in the first days of the occupation in Baghdad did not happen in Mosul. American and Kurdish commanders have often been able men. But the end result has been disastrously similar in both cities. Perhaps the most crucial lesson is that Iraqi communities mean exactly what they say and will fight to get it. In Iraq, this means that the Kurds are going to recover their lost lands; the Sunni are going to get the Americans out and the Shia, as the majority, are determined to be the primary force in government.

EU URGES RESTRAINT OVER TURKISH TALK OF KURDISH CRACKDOWN **Turkey has been clamping down on Kurds and PKK supporters at home and abroad**

Deutsche Welle April 13,2007

The European Commission urged Turkey on Friday to play a "constructive" role in Iraq a day after Turkey's army chief called for a military incursion into northern Iraq to hunt Turkish Kurd rebels.

"The stability of Iraq is in our common interest," Commission spokeswoman Krisztina Nagy told reporters in Brussels. "The EU recognizes the constructive role Turkey plays in the area and in this context it is important that Turkey continues to play such a positive role," she added.

"The EU is following the situation in the region very closely," said Nagy. "Our hope and the interest of all involved is that possible differences are dealt with in a peaceful and constructive manner."

In a rare press conference at the army headquarters, General Yasar Buyukanit pushed on Thursday for a cross-border operation into northern Iraq to crack down on Turkish Kurd rebels he said had sought refuge there.

General Buyukanit said that it was necessary to launch a cross-border military operation against PKK rebels based in northern Iraq there, but that this would require political authorization. "It is necessary to launch an operation into Iraq," Buyukanit told reporters. "The PKK has huge freedom of movement in Iraq."

He also said the military had launched a number of large-scale operations against Kurdish rebels in south-east Turkey. Buyukanit said the operations had been launched as snow melting in mountain passes made it easier for PKK rebels to enter Turkey from neighboring Iraq.

Turkey has accused Iraqi Kurds of tolerating, and even backing the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged a bloody campaign for Kurdish self-rule in Turkey's southeast since 1984. The conflict has

claimed some 37,000 lives. The Turkish military has claimed there are around 5,000 PKK guerrillas based in camps in mountainous northern Iraq.

Ankara says thousands of militants of the PKK enjoy unrestricted movement in northern Iraq and are able to obtain weapons and explosives there. The group is listed as a terrorist group by Turkey and much of the international community. Iraqi Kurds taking threats very seriously

The Kurds in northern Iraq are taking the threats by the Turkish army to launch a military offensive against Kurdish rebels seriously, the president of the autonomous Kurdish parliament said Friday.

Adnan al-Mufti told reporters in Arbil, northern Iraq that "these threats are nothing new for us, we take them seriously." He said the authorities in the autonomous Kurdish region of northern Iraq would seek the support of the Iraqi government. "We want a dialogue, but those responsible in Turkey are not ready for one," al-Mufti added.

When asked why the Kurdish authorities, who control three provinces in northern Iraq, have not taken action against PKK rebels, al-Mufti said that "the situation in Iraq is altogether too unstable; therefore we cannot take steps against this party."

The Turkish government has repeatedly called on the United States and Iraq to launch its own operations against the PKK in northern Iraq. The organization is black-listed as a terrorist organization by both the US and the EU.

On Friday the president of the Iraqi parliament Mahmoud al-Mashhadani warned that all those foreign powers that had a hand in Iraq's internal affairs would have "the hand hacked off." Observers interpreted this statement as referring to the Turkish military threats to intervene in northern Iraq.

TURKISH ARMY SEEKS OK FOR RAIDS IN IRAQ

Tribune Newspapers: Los Angeles Times By Laura King April 13, 2007

ISTANBUL -- The Turkish military's powerful chief declared Thursday that his army should be given the go-ahead for a cross-border offensive

into northern Iraq to pursue Kurdish rebels using the territory as a staging ground for attacks.

The United States has strongly warned Turkey against such an incursion, saying it could destabilize the entire region. Any strike across

the border could leave the American military in a difficult position if this fellow member of NATO ends up battling Iraqi Kurds, who are key U.S. allies.

But several Western diplomats, speaking on condition of anonymity, said they feared that in this election year, the Turkish government would succumb to popular sentiment and authorize some kind of military push.

In an unusual public assertion, Gen. Yasar Buyukanit said Kurdish rebels based in the autonomous zone controlled by Kurds in

northern Iraq pose an unacceptable danger to Turkey and the army should be allowed to go in after them.

"There is a need for a military operation against the terrorist organization ... in the north of Iraq," the general told journalists during a televised interview in the capital, Ankara. "Should it be done militarily? Yes, it should. ... Would it be useful? Yes, it would."

By law, the parliament must approve military operations outside Turkish territory. The army chiefs call puts heavy pressure on Prime

Minister Recep Tayyip Erdogan to seek such authorization from lawmakers.

A full-blown Turkish military operation in northern Iraq is still considered unlikely by most analysts, but Buyukanit's comments were the latest sign that smaller-scale activity against rebel sanctuaries is increasingly likely, perhaps in the form of air strikes or commando raids.

Turkey says nearly 4,000 Kurdish militants are believed to be based in northern Iraq, with about half that number operating mainly inside Turkey.

ATTENTAT PRES DU BUREAU D'UN PARTI POLITIQUE KURDE EN IRAK: 10 MORTS

MOSSOUL (Irak), 23 avr 2007 (AFP) - 08h16 - Au moins 12 personnes ont été tuées lundi dans les violences en Irak, dont 10 dans l'explosion d'une voiture piégée près du bureau d'un parti politique kurde dans un village à majorité chrétienne, près de Mossoul (nord).

L'attentat visait le siège du Parti démocratique kurde dans le village de Tal Isqouf, à 30 km au nord de Mossoul, a précisé à l'AFP le chargé de communication au parti, Abdoul Gani ali.

Des témoins ont indiqué à l'AFP que la voiture piégée était stationnée entre le bureau du parti et le local d'une association villageoise. Des peshmerga (miliciens kurdes) seraient parmi les victimes, selon ces témoins. A Bagdad, deux personnes ont été tuées et 10 blessées dans un attentat suicide près d'un restaurant à proximité de la zone verte ultraprotégée du centre de la capitale irakienne.

Le kamikaze a déclenché sa ceinture d'explosifs près du restaurant Al-Yasimin, à quelques mètres de la porte d'accès principale à la zone verte, ont indiqué des sources du ministère de l'Intérieur. Cette zone abrite notamment l'ambassade américaine en Irak et les principaux ministères irakiens.

Par ailleurs, une voiture piégée a explosé sur un parking situé non loin de la zone verte, ont constaté des journalistes de l'AFP. Aucune information sur d'éventuelles victimes n'a pu être recueillie dans l'immédiat. Dimanche, près de 50 personnes avaient péri dans les violences en Irak.

Ces attaques interviennent moins d'une semaine après une vague d'attentats à la voiture piégée qui a fait 190 morts à Bagdad, en dépit d'un plan de sécurité massif mis en place le 14 février dans la capitale irakienne. Ce plan prévoit le déploiement de 80.000 militaires américains

Irak: 3 peshmergas tués dans une série d'attentats au nord de Mossoul

MOSSOUL (Irak), 26 avr 2007 (AFP) - 05h40 - Trois peshmergas (combattants kurdes) ont été tués et 13 blessés jeudi matin, dans l'explosion de deux voitures piégées et dans un attentat suicide visant un parti politique kurde au nord de Mossoul, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

"Les attaques ont pris pour cible un bâtiment du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, dirigé par Massoud Barzani, le président de la région autonome du Kurdistan), à Zanmar, à 80 km de Mossoul (nord du pays)",

a précisé à l'AFP le chargé de communication du parti, Abdoul Gani Ali. Zanmar se situe à la frontière avec Dohouk, l'une des trois provinces kurdes qui forme le Kurdistan autonome.

Ces attentats surviennent trois jours après la mort de 10 personnes dans l'explosion d'une voiture piégée près d'un bureau du PDK dans le village à majorité chrétienne de Tal Isqouf, à 30 km au nord de Mossoul.

LE BAAS ET SES ALLIES REMPORTENT LES LEGISLATIVES SYRIENNES

DAMAS (Reuters) 26 avril 2007, - Le parti Baas au pouvoir en Syrie et ses alliés ont, sans surprise, très largement dominé les élections législatives qui se sont tenues cette semaine, au vu des résultats rendus publics jeudi.

Les vainqueurs, dont les noms ont été cités par le ministre de l'Intérieur Bassam Abdel Madjid, sont issus à une écrasante majorité du parti Baas et d'autres formations alliées, ou sont des partisans du régime issus du monde des affaires, des tribus et des syndicats contrôlés par le gouvernement.

Une majorité des 250 sièges de l'assemblée nationale sont réservés au Parti Baas, qui dirige la Syrie depuis une quarantaine d'années, et à ses

alliés. La quasi-totalité des candidats avaient été approuvés par le gouvernement.

Les opposants ont boycotté les élections, et même des candidats favorables au gouvernement ont déclaré que les forces de sécurité déployées autour des bureaux de vote avaient empêché certains électeurs de voter librement.

Abdel Madjid a déclaré lors d'une conférence de presse que le taux de participation s'était élevé à 56% et que les élections s'étaient déroulées selon les règles démocratiques.

Kirkourk, pomme de discorde entre le Kurdistan et le reste de l'Irak

En Irak, les Kurdes qui jouissent d'une quasi-autonomie veulent que leurs frontières soient étendues. Ce qui n'enchantent ni les Américains ni les Turcs

ERBIL

De notre envoyée spéciale

Mohammed Ihsan est constamment sur la brèche. À la tête du récent ministère des affaires extra-régionales du Kurdistan irakien, il est chargé du dossier de la ville de Kirkouk et de tous les territoires revendiqués par les autorités de cette région. «*Kirkouk est une ville historiquement kurde, il n'y a pas de discussion là-dessus*», estime le tout jeune ministre. Éduqué en Grande-Bretagne, il a ensuite émigré aux États-Unis, en Californie, où il a travaillé pour les droits de l'homme et réalisé des films sur les massacres de Saddam Hussein. Il est rentré au Kurdistan en 2001. Depuis un an, il se bat pour ramener Kirkouk dans le giron du Kurdistan et obtenir un redécoupage de la région qui inclurait quatre villes majoritairement kurdes: Chamchamal, Kalar, Tuz Kermatu et Kifri, qui, du temps de Saddam, avaient été placées dans d'autres provinces afin de diminuer le poids des Kurdes dans cette région.

Les ambitions des Kurdes, qui jouissent d'une quasi-autonomie en Irak, ne s'arrêtent pas là. Ils veulent que les frontières soient étendues pour épouser la ligne des montagnes Hamrin, soit une boucle comprenant le Sanjar, l'ouest de Mossoul et jusqu'à Mandali dans le Sud-Est, près de la frontière iranienne. La nouvelle Constitution irakienne prévoit la tenue d'un référendum pour déterminer si Kirkouk doit être rattachée au Kurdistan ou rester en Irak, le 15 décembre 2007. «*Tous*

les Irakiens sont liés par cette Constitution, c'est notre cadre. Et personne n'a le droit de la changer», assène le ministre. L'article 140 prévoit en effet le départ des «*colons arabes*» installés à Kirkouk par la politique d'arabisation de Saddam Hussein, la redéfinition des frontières de la province de Kirkouk qui entoure la ville, un recensement et l'organisation d'un référendum.

Pour les Kurdes, il n'y a aucun doute, une fois les Arabes partis, la population votera pour le retour dans le giron kurde. Contre la somme de 15 000 dollars (12 000 €) et de la terre dans leur région d'origine, compensation accordée par le gouvernement de Bagdad, 12 600 familles arabes seraient prêtes à partir. Mais ce qui paraissait à portée de main il y a encore un an se complique de plus en plus. Le premier ministre irakien, Nouri Al Maliki, a bien signé l'application de l'article 140, mais il a ajouté une phrase selon laquelle le peuple irakien devra aussi voter sur le retour de Kirkouk au Kurdistan. «*Un obstacle de taille*, estime Denise Natali, jeune chercheuse en sciences politiques, professeur à la toute

récente université du Kurdistan à Hawler (appellation kurde d'Erbil). *Le pouvoir politique kurde ne veut pas lâcher sur Kirkouk. Il estime que c'est son honneur et son devoir de la reprendre. Mais c'est peut-être une erreur d'exiger Kirkouk maintenant. Et simultanément le temps joue contre les Kurdes, car ils n'ont plus autant d'influence au sein du gouvernement irakien.*»

Cette question hérisse la Turquie, pour qui Kirkouk est aussi la ville des Turkmènes.

En fin de semaine dernière, Mohammed Ihsan s'est rendu une nouvelle fois à Bagdad pour discuter de l'organisation du recensement et du référendum. Le trajet n'est pas si long, mais, avec les très nombreux groupes terroristes actifs dans cette région, le voyage est risqué, même si le ministre dispose d'une protection rapprochée tout le long du trajet. Et les négociations se présentent mal.

Départ du gouvernement irakien des partisans de Moqtada Sadr

► Le mouvement du dirigeant chiite radical Moqtada Sadr s'est retiré hier du gouvernement irakien pour protester contre le refus du premier ministre irakien Nouri Al Maliki d'établir un calendrier de retrait des troupes américaines du pays. Le 9 avril, les partisans de Sadr avaient organisé une importante manifestation anti-américaine dans la ville sainte de Nadjaf, mobilisant des milliers de personnes. Resté sourd aux appels, Nouri Al Maliki a affirmé la semaine dernière, lors d'une tournée en Asie, qu'il ne voyait «*pas l'utilité d'un calendrier de retrait*» des troupes américaines. Avec 32 députés, le courant de Moqtada Sadr est le plus important de la coalition parlementaire chiite, l'Alliance unifiée irakienne, et son départ du gouvernement risque de créer un nouveau bras de fer au sein de la majorité chiite.

► La violence continue dans le pays. Treize soldats irakiens ont été tués et quatre blessés lors d'une attaque perpétrée lundi par des insurgés à un barrage de l'armée irakienne au sud de Mossoul, à 370 km au nord de Bagdad, a annoncé un officier de l'armée irakienne. Toujours à Mossoul, deux professeurs de l'université de la ville ont trouvé la mort dans deux attaques séparées. Plusieurs centaines d'enseignants sont la cible des extrémistes islamistes opposés à l'enseignement non islamique en Irak depuis l'invasion américaine en 2003.

Début avril, les leaders kurdes ont menacé de quitter le gouvernement à Bagdad, où ils soutiennent le plus grand groupe chiite, si le gouvernement du premier ministre continuait à retarder ce dossier. Et les obstacles se multiplient.

L'administration américaine, bien que très proche des Kurdes, n'est pas pressée de faire aboutir cette question qui, de tout temps, hérisse la Turquie, pour qui Kirkouk est aussi la ville des Turkmènes. La Syrie et l'Iran ne veulent pas non plus d'un Kurdistan fort et économiquement indépendant - Kirkouk est assise sur d'énormes gisements pétroliers -, qui pourrait donner des idées à leur propre population

kurde. Les relations entre la Turquie et le Kurdistan se détériorent de jour en jour. Ankara a réagi violemment aux propos du président du Kurdistan, Massoud Barzani, qui, dans une interview à la télévision Al-Arabiya, il y a quelques jours, a déclaré: «*Si la Turquie intervient sur la question de Kirkouk, alors nous nous mêlerons du problème de Diyarbakir et d'autres villes en Turquie.*» Le chef de l'armée turque, le général Yasar Buyukanit, a déclaré qu'une «*opération militaire au Kurdistan est nécessaire*», afin de déloger les activistes du PKK (Parti des travailleurs kurdes) de Turquie, responsable récemment de la mort de plusieurs militaires turcs dans l'est du pays.

L'obstination du gouvernement kurde envers Kirkouk n'entraîne pas l'assentiment de tous les Kurdes. Même si Kirkouk relève du tabou. Tranchant avec l'attitude nationaliste de ses dirigeants, Aza, jeune avocat de 27 ans, ne veut pas mourir pour Kirkouk. «*Pourquoi s'engager dans une épreuve de force avec la Turquie, et risquer une nouvelle guerre? On est en paix au Kurdistan, l'économie démarre, il y a du travail.*» «*Et qui irait se battre? demandé-t-il. Les ministres? Ils ont tous un ou deux passeports étrangers, ce seront les premiers qui partiront.*»

AGNÈS ROTIVEL



La Croix

MARDI 17 AVRIL 2007

Une députée kurde qui défend la condition des femmes

Khaman Zrar Asaad

Benjamine
du Parlement kurde

Grâce à la Constitution irakienne qui prévoit un quota de 25 % de femmes au Parlement, Khaman travaille à faire évoluer les lois et la société.

La réunion des députés de l'Union patriotique du Kurdistan, l'UPK, l'un des deux plus grands partis du Kurdistan, se tient dans l'enceinte du Parlement. Fouille des visiteurs à l'entrée, gardes armés tout autour d'un bâtiment hérissé de hauts murs afin de décourager d'éventuelles voitures piégées ou kamikazes ceinturés d'explosifs. Au milieu de cette grisaille et des barbelés, Khaman Zrar Asaad, 33 ans, plus

jeune députée du Parlement kurde, rayonne par son enthousiasme. Grande, brune aux yeux noirs, les cheveux relevés en chignon, vêtue d'un tailleur costume pantalon, la démarche assurée, elle prend son rôle très au sérieux, même si celui-ci est, de son avis, insuffisant.

«*Les députés n'ont pas de pouvoir parce qu'ils ne sont pas élus,*

ils ne représentent pas le peuple. Ce sont les partis politiques qui les désignent. Il faudrait que cela change. On en parle entre nous, ce qui est déjà en soi une avancée», dit-elle.

Vingt-neuf femmes sur 111 députés au Parlement kurde, n'est-ce pas une exception dans cette région? «*C'est mieux qu'en France! S'il n'y avait pas la nouvelle Constitution fédérale irakienne qui*

impose un quota de 25 % pour les femmes, je ne serais pas là. Nous sommes dans une société patriarcale», s'amuse la jeune femme. Née à Erbil en 1974, Khaman a quitté

son pays en 2000 pour la France. Après avoir obtenu un DEA en anthropologie juridique à Paris, elle est rentrée en 2004 au Kurdistan.

«*Être une femme a été un atout pour moi, parce que j'ai eu une bourse pour étudier en Europe.*» Maintenant qu'elle est dé-

putée, elle entend bien user de son «*peu de pouvoir*» pour faire avancer les choses, d'autant qu'un projet de constitution régionale, qui sera soumis à référendum, est actuellement à l'étude.

Au sein de la commission des femmes, elle travaille actuellement sur un projet de réforme du

droit de la famille. Basé sur la charia (loi religieuse musulmane), il désavantage les femmes. «*Il faut le libérer des contraintes religieuses*», autrement dit «*laïciser*» le droit de la famille. Un terme plutôt mal perçu dans cette région, d'autant que la Constitution fédérale stipule que toute loi doit être conforme à la démocratie et à la charia. La marge est étroite. Khaman le sait, mais estime qu'il faut profiter du fait que les deux principaux partis politiques kurdes, UPK et PDK, sont laïques.

Même si parfois Khaman a «*l'image d'une anarchiste, toujours contre tout*», elle connaît les limites à ne pas dépasser. «*J'essaie d'être plus calme, de jouer le jeu. Ça fait partie du métier. Et puis, mon arrière-grand-père s'est marié sept fois, mon grand-père quatre fois, on progresse*», dit-elle en riant.

A. R.
(à Erbil)

MIDDLE EAST

Where Iraq Works

Kurdish Iraq is a largely peaceful corner of a nation devastated by war. But its desire for independence could spark new hostilities

BY ANDREW LEE BUTTERS/ERBIL, IRAQ

LIKE RESIDENTS OF BERLIN DURING the airlift, inhabitants of Erbil—the capital of the Kurdish enclave in northern Iraq—get a little flutter in their hearts when they see planes coming in to land. Built after the fall of Saddam Hussein's regime, Erbil's international airport is a symbol to Kurds that their years of isolation as an oppressed ethnic minority are over, and that the Kurdish region, unlike the rest of Iraq, is open for business. Passengers flying into Baghdad have to endure a corkscrew landing to avoid possible surface-to-air-missiles. But a trip to Erbil is so safe that I was the only passenger on my flight packing body armor. Upon arrival, my biggest problem was the \$50 fare charged for a 10-minute cab ride by the drivers of Hello Taxi, and finding a reservation at one of the city's packed hotels.

Such is life in Kurdistan, the last beacon of stability amid the wreckage of the U.S. enterprise in Iraq. But even there, stability is a relative term. True, the airport is putting in a runway long enough to accommodate jumbo jets, but for now it will be used mainly for U.S. military flights. That's because only one Western carrier—Austrian Airlines—is brave enough to



Living large A Kurdish family celebrates Nowruz, a New Year holiday marking the start of spring, with a picnic in the country



land there. Other flights are run by off-brand charters with names such as Flying Carpet and Middle Eastern carriers such as Iraqi Airways. And even those are unreliable. Many of the officials at Iraqi Airways are former Baathists who try to gum up the works. Flights from Turkey often get canceled when there's a public dispute between Kurdish and Turkish politicians. And all flights in and out of Kurdish Iraq still have to receive clearance from both the civil aviation authority in Baghdad and the American air base in Qatar.

Iraqi Kurds have been in control of their own region since 1991, when, with the help of the American-enforced no-fly zone, they drove Saddam's forces out of northern Iraq. But now, four years after the liberation of the rest of the country, Kurdish Iraq is undergoing an identity crisis. On the one hand it is a rare American success story in the Middle East, a stable territory run by a secular leadership committed to economic and political reform and sitting on a huge pool of oil. On the other hand, it is a tiny landlocked region, uncomfortably attached to a war-ravaged nation, and surrounded by unfriendly neighbors. Despite its outward signs of tranquility, the fate of Kurdistan—whether it will continue as an inspiring example of what the rest of Iraq could look like, or become engulfed by the country's violence—remains unresolved, dependent as much on what happens to the barely functioning Iraqi state as on the Kurds themselves.

The central question, of course, is how long the Kurds intend to remain a part of Iraq—and what will happen if they make moves toward secession. The overwhelming majority of Kurds would like to break free of Iraq and form an independent nation. So far, Kurdish leaders have been a constructive force in holding Iraq together, helping to write and pass a national constitution, which, though it devolved great powers to the regions, has kept Iraq intact as a federal state. Kurds are serving at the highest levels of the Iraqi government, including as President, Foreign Minister and Deputy Prime Minister.

But that spirit of cooperation won't last forever. The further that Iraq slides into civil war, the more the Kurds will want to insulate themselves from it, by carving out more political and economic autonomy for themselves. Though Kurds have thus far accommodated themselves to the American policy for a unified Iraq, that spirit of cooperation won't last forever. Even if they stop short of outright secession, the Kurds could still open up new conflicts in Iraq, if their impatience with the fecklessness of the Baghdad government prompts them to take action on their own—especially in determining the future status of Kirkuk, the



Shopping paradise Businesses, like this Western-style supermarket in the town of Dohuk, are booming throughout Iraq's Kurdish region

disputed oil-rich city that the Kurds lay claim to. Said Iraq's Kurdish President, Massoud Barzani, during the farewell visit of departing U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad: "Our patience is not unlimited."

WHEN I FIRST TRAVELED TO THE KURDISH north in August of 2004 to escape the heat and violence of Baghdad, the so-called "Switzerland of Iraq" was disappointing in just one respect: summers on the high plains of Erbil are almost as scorching. Otherwise, Kurdistan was a refuge. In Baghdad, journalists had begun hiring security entourages and erecting guarded compounds. Up north in Erbil, as a visiting American, I was practically given keys to the city. I did my reporting by foot or hailed taxis from the street, spent my evenings in beer gardens or pizza parlors, and slept on the roof of my apartment with the sound of crickets rather than Kalashnikovs in the cooling night air.

Since then the differences between Kurdistan and Iraq proper have become

The central question is how long the Kurds intend to remain a part of Iraq—and what will happen if they move toward secession

even more dramatic. The plains around Erbil—once a glaring semidesert wasteland—are exploding with luxury housing developments, such as a "British Village" that looks like a gated California suburb, and Dream City, which will supposedly have its own conference center, supermarket and American-style school. The Turkish developers of Naz City, a high-rise condominium complex, are trying to sell house-proud Kurds on modern apartment living. An American company wants to build Iraq's first ski resort in the mountains near the Turkish and Iranian borders. While citizens in Baghdad struggle to survive, a sign in Erbil declares that the city is "Striving for Perfection."

The Kurds' most important achievement has been to keep their region free of Iraq's insurgency and sectarian warfare with their army of 70,000 *peshmerga* soldiers. Not a single American soldier has been killed in Kurdistan since the start of the war in Iraq, and there hasn't been a major terrorist attack in Erbil since June 2005.

Take a walk, however, in any one of this city's safe and prosperous neighborhoods and you'll quickly see that the other Iraq isn't so far away. Some 150,000 displaced Iraqi Arabs have taken refuge in Kurdistan from the conflict in the central and southern parts of the country. Kurdish officials require Arab Iraqis trying to enter Kurdistan to have a Kurdish resident vouch for their character. As a result, the Arab refugee population is largely middle class, with a glut of doctors, lawyers and other professionals. But as the number of newcomers swells, tensions are

MIDDLE EAST KURDISTAN



Outsider A woman who fled Baghdad sits on the steps of her new Erbil home. Many Iraqi refugees arriving in Kurdistan find themselves strangers in their own land

rising. Not many Kurds forget the years of repression from Iraq's Arab majority, and many now blame Arabs for rising home prices. While I was waiting to speak to the president of Salahaddin University in Erbil, which recently added around 200 Arab professors to its faculty, a visiting Kurdish archeologist offered his expert opinion on the subject: "From Muhammad until now, Arabs are rotten to the bone," he said. "Even when they are being friendly to you." Non-Kurdish Iraqis, for their part, resent being treated as second-class citizens in Kurdish Iraq. "Why do I need permission to live in my own country?" said Walaa Matti, an Assyrian Christian who recently fled his home in Mosul and now works in the business center of a hotel in Erbil. "I'm Iraqi and this is my country, but I feel like a stranger."

Kurdistan's tenuous relationship with Arab Iraq is even more evident some 75 km south, in Kirkuk. The city is less than a two-hour drive from Erbil, but the road trip into the other Iraq is a spooky one. To the left, there's a chain of forts left over from the Iran-Iraq war, crumbling masonry monsters that look like they were built according to World War I specifications. The Hamreen

mountains to the right are practically deserted save for a series of sentry posts silhouetted along the ridgeline. And waiting straight ahead at the gates of Kirkuk is a natural-gas flare, an eternal flame that the locals call Babagurgur—which is the symbol of this oil-rich city.

Kirkuk, with its mixed population of Kurds, Arabs and Turkomans, has long had the potential to be a sectarian powder keg. Under Saddam's Baathist regime, the Iraqi government forced out a large number of the city's majority Kurdish population, and resettled the city with Arabs from the south. Now ethnic tensions have flared as Kurds are demanding the return of Kirkuk to their control. The day I visited last month, a series of two car bombs and three roadside bombs killed 18 people. On April 1, at least 15 people died in a suicide truck bombing.

The violence in this city of about a million people hasn't reached a level comparable to Baghdad. Infrastructure and services in the city are functional by Iraqi standards, no thanks to the central government, which delays projects by sheer inertia, say U.S. and Kurdish officials. Such neglect may soon reach a crisis point in Kirkuk. The Iraqi

constitution calls for the city to hold a referendum by year's end on whether or not it should remain under control of the central Iraqi government in Baghdad or become part of Iraqi Kurdistan.

U.S. officials and Kurdish leaders know that unilateral moves by Kurds—to take Kirkuk on their own or to drop out of the Iraqi government—could not only provoke the ire of Iraq's Arab majority but also impel intervention by neighbors of Iraq such as Turkey, Iran and Syria that have restive Kurdish minorities of their own. Falah Mustafa Bakir, head of the Kurdish government's office of foreign relations, told me that declaring independence would be "political suicide." Just four years since the fall of Saddam, most Kurds may be willing to remain a part of Iraq for now, but few want their destinies to remain tied to a poor, failing state beset by sectarian carnage. Over time, the push for a free and independent Kurdistan may become irresistible. In a bid to manage expectations, the Kurdish leadership has introduced a new slogan, echoed in mosques and newspaper editorials: "Be Grateful." But eventually even gratitude runs out. ■

Depuis l'automne 2006, le Trésor américain multiplie les mises en garde pour inciter les banques et les entreprises occidentales à cesser toute coopération avec Téhéran. Avec un succès certain

L'étai financier se resserre sur l'Iran

C'est l'autre ligne de front, dans la sourde bataille des nerfs qui oppose depuis des mois l'Iran et les Etats-Unis : l'étranglement financier de la République islamique. Cet endiguement-là n'a pas la même visibilité que les autres moyens - déploiement de porte-avions et de missiles Patriot dans le Golfe, arrestations de vrais-faux diplomates iraniens à Erbil - déployés par Washington pour tenter d'amener le régime de Téhéran à résipiscence, que ce soit sur le dossier nucléaire ou pour ses agissements en Irak.

C'est un combat plus discret qui se livre dans le milieu feutré des banques et de la finance internationale, ainsi qu'auprès des sièges des grandes sociétés étrangères traitant avec l'Iran, notamment dans le domaine énergétique. L'objectif : obtenir que les flux d'investissements, de prêts et de garanties de crédit vers l'Iran se tarissent. Exercer une pression telle que le régime des mollahs, placé devant la perspective d'un coûteux isolement économique, fera le constat qu'il vaudrait mieux lâcher du lest face aux Occidentaux.

Cette stratégie de l'étai financier s'est intensifiée depuis l'automne 2006. Elle a été conçue et mise en œuvre par les responsables du Trésor américain. Ils se sont inspirés des mesures prises précédemment contre la Corée du Nord. Avec son économie bien plus ouverte que celle du régime stalinien nord-coréen, l'Iran, puissance pétrolière souffrant d'un manque d'investissements, est encore plus vulnérable, ont-ils jugé. Des délégations américaines se sont donc succédé, en Europe, principal partenaire commercial de l'Iran, pour démarcher les grandes banques et firmes.

Les Américains ont présenté les choses de la façon suivante : ne ter-

nissez pas votre réputation et ne mettez pas en péril vos intérêts aux Etats-Unis en ayant partie liée avec un régime qui trempe dans le terrorisme, la prolifération, et menace de rayer Israël de la carte. Une formule résume l'avertissement : « *Naming and shaming* », c'est-à-dire désigner les acteurs économiques jugés trop complaisants avec l'Iran, et les accabler d'un sentiment de honte.

Les résultats sont là. Selon des diplomates et des experts économiques, plus aucune banque européenne ne se lance dans le financement de grands projets en Iran. C'est une évolution majeure. « *Les Américains ont joué assez finement* », observe-t-on de source diplomatique à Paris. Les Etats-Unis ne se sont pas lancés, en effet, dans une logique d'extraterritorialité de leur propre législation visant le business avec l'Iran, comme dans les années 1990, lorsqu'ils avaient fortement irrité les Européens. Ils sont allés voir directement des entreprises étrangères cotées à Wall Street. Ils ont évoqué les sanctions, les amendes, ou les éventuelles décisions de fonds de pension américains auxquelles ces sociétés pourraient être exposées si elles devaient poursuivre leurs affaires avec la République islamique. « *C'est extrêmement efficace. Que peut-on faire ?* », commente un diplomate français.

Au départ, les responsables français s'étaient montrés hostiles à cette campagne américaine de dissuasion, perçue comme intrusive, prématurée, et dangereusement unilatérale. Depuis, ils ont été placés devant le fait accompli, d'autant que certains, au Congrès américain, parlent de faire voter de nouveaux textes restreignant les transactions avec l'Iran. Paris a fini par reconnaître l'efficacité du mécanisme, dit-on côté américain. La preuve de cette efficacité serait le débat qui s'est engagé à Téhéran entre « pragmatiques » et « radi-



Tableaux de cotes à la Bourse de Téhéran : l'économie de l'Iran, surtout le secteur de l'énergie, est vulnérable aux sanctions.

caux », au sein même de la nébuleuse du pouvoir, sur l'opportunité de poursuivre la confrontation avec l'ouest.

Plusieurs banques européennes, notamment l'allemande Commerzbank et les suisses UBS et Crédit suisse, se sont laissées rapidement convaincre par l'administration Bush. A des degrés divers, elles se sont détournées de l'Iran, pays jugé d'autant plus infréquentable que son président a tenu des propos négationnistes sur la Shoah.

Du côté des banques françaises, c'est aussi la méfiance, sans que les choses soient portées sur la place publique. « *On a mis la pédale douce avec l'Iran. Il n'est quand même pas banal qu'un secrétaire américain au Trésor vienne voir directement des responsables de banques ici* », dit une source bancaire.

La BNP Paribas a fortement réduit ses engagements en Iran, sans l'annoncer publiquement. Ses intérêts aux Etats-Unis ne méritaient pas d'être compromis. BNP Paribas a été, historiquement, la première banque européenne à s'installer en Israël. Il lui faut être particulièrement attentive à son image outre-Atlantique,

où il lui est arrivé de subir un flot de critiques pour son rôle dans le système « Pétrole contre nourriture », le programme de sanctions aménagées contre l'Irak de Saddam Hussein de 1996 à 2003.

Selon des évaluations, l'encours des banques françaises en Iran s'est réduit de moitié sur une période d'un an. Sans endosser formellement l'offensive financière américaine, le ministère des finances et le Quai d'Orsay ont fait passer des messages aux banques et aux entreprises françaises, soulignant le risque de s'engager plus avant en Iran, et appelant les investisseurs à « *prendre leurs responsabilités* », face à un contexte tendu et imprévisible au Moyen-Orient.

Cherchant à limiter les dégâts, l'ambassadeur iranien à Paris, Ali Ahani, multiplie les contacts dans les milieux économiques. Il a notamment demandé, ce mois-ci, à rencontrer les patrons de BNP-Paribas et de la Société générale, Michel Pébereau et Daniel Bouton.

Mais c'est surtout le pétrolier Total que les Iraniens voudraient conserver comme partenaire. Du fait des pressions américaines, la firme française ne trouve plus de financements bancaires pour son projet de gaz liquéfié sur le champ iranien de South-Pars, l'un des gisements les plus importants de

« Garder quelques clients en Iran ne vaut pas le risque de mettre en péril sa capacité à faire des affaires aux Etats-Unis »

la région. Ce problème est reconnu en catimini par des sources au sein de Total, et il est décrit comme un fait avéré par des diplomates.

Cela pose, pour Total, la question de l'autofinancement et des coûts en Iran, qui ont grimpé, contraignant pour l'heure la société à geler le projet. Le patron de Total, Christophe de Margerie, n'a pas dit si la « major » allait se lancer cette année dans le nouvel investissement de South Pars, comme cela avait été envisagé. Si Total

passé outre aux injonctions américaines, la société s'expose aux dispositions de la législation ILSA (Iran-Libya Sanctions Act) de 1996, adoptée sous Clinton. En effet le *waiver* (l'exemption) dont la firme française avait pu bénéficier à partir de 1998, pour d'autres projets à South Pars, ne s'appliquerait plus.

Le dilemme est d'autant plus aigu que Total doit surveiller sa réputation aux Etats-Unis, mise à mal par le scandale sur les abus de « Pétrole contre nourriture », et

l'ouverture de plusieurs enquêtes en France contre des responsables de la société, notamment sur des cas de corruption en Iran.

Les Etats-Unis ont mené ces derniers mois une campagne auprès de 40 banques et institutions financières à travers le monde. Selon le sous-secrétaire américain au Trésor, chargé des questions de terrorisme et de renseignements financiers, Stuart Levey, cet effort a porté ses fruits. « *Pour les banquiers*, a-t-il déclaré le 21 mars, devant une commission du Sénat,

garder quelques clients en Iran ne vaut pas le risque de mettre en péril sa capacité à faire des affaires aux Etats-Unis. »

C'est ainsi que, contournant la difficulté d'accroître les sanctions de l'ONU contre l'Iran – la Russie et la Chine étant réticentes –, les Etats-Unis ont trouvé d'autres biais, plus discrets, multiformes, et faciles à moduler, pour contraindre l'adversaire iranien. Reste que Téhéran continue de tenir tête, et poursuit ses travaux nucléaires. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

IRAK INTENSIFICATION DE LA VIOLENCE

Les « sadristes » annoncent leur départ du gouvernement irakien

BAGDAD

ENVOYÉ SPÉCIAL

Le plan de sécurité irako-américain à Bagdad et l'augmentation continue des détentions de personnes suspectées de « terrorisme » – 18 000 dans les prisons militaires américaines, soit deux fois plus qu'il y a un an, et « autour » de 35 000 dans les geôles irakiennes – n'empêchent ni la violence sectaire, ni les attentats de se poursuivre.

Après la destruction à l'explosif d'un des principaux ponts de la capitale et le premier attentat-suicide à l'intérieur du Parlement, jeudi 12 avril, un second pont du centre-ville a subi des dommages samedi matin, suite à un nouvel attentat au camion piégé qui a tué une dizaine de passants.

Dimanche, trois nouveaux attentats au véhicule piégé ont visé des quartiers chiïtes de Bagdad : un marché à Chorta Rabia, puis l'une des artères les plus commerçantes de la capitale, à Karrada, et enfin, à la tombée de la nuit, le quartier d'Al-Outafiya. Ces attaques ont fait une cinquantaine de morts, dont « *beaucoup de femmes et d'enfants* », selon les témoins.

Les « *partisans d'Ali* » – les chiïtes, qui constituent la majorité des musulmans du pays (environ 60 %) et qui, pour la première fois depuis la fondation de l'Irak il y a 80 ans, contrôlent le pouvoir central à Bag-

dad – avaient été la cible, samedi, dans leur ville sainte de Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad, d'une attaque au camion piégé qui a fait 47 morts et 224 blessés, dont 85 femmes et enfants. Le kamikaze a réussi à s'approcher d'un arrêt de bus tout près du mausolée d'Hussein, fils d'Ali et petit-fils du prophète Mahomet.

Le bâtiment n'a heureusement pas été endommagé. La destruction de la « *mosquée d'or* » chiïte de Samarra, le 22 février 2006, par le groupe local sunnite d'Al-Qaïda, avait déclenché, partout en Irak et d'abord à Bagdad, la multiplication des assassinats interconfessionnels.

Le plan de sécurité mis en place le 14 février dans la capitale, avec, pour l'instant, environ 60 000 soldats, moitié Américains, moitié Irakiens – 90 000 prévus d'ici début juin –, vise principalement à enrayer le nettoyage ethnique et les meurtres interconfessionnels. Les milices chiïtes, notamment la plus violente, l'armée du Mahdi dirigée

par le jeune prêcheur radical anti-américain Moqtada Al-Sadr, avaient accepté de « *jouer le jeu* » et de « *tenir* » leurs milliers d'hommes pour donner une chance au plan baptisé « *Imposer la loi* ».

Le nombre de civils sunnites égorgés ou abattus dans la capitale par ces milices – une cinquantaine par jour avant le 14 février, une dizaine « *seulement* » quotidiennement retrouvés depuis neuf

Le Monde

Mardi 17 avril 2007

Le risque de voir l'armée du Mahdi reprendre les armes, notamment à Bagdad, s'accroît d'heure en heure

semaines – a, de fait, beaucoup diminué. Mais la fréquence des attentats perpétrés par les fondamentalistes sunnites liés à Al-Qaïda dans les zones et les villes chiïtes ne diminue pas.

Dimanche, l'organisation qui a fait allégeance à Oussama Ben Laden a annoncé avoir enlevé une vingtaine de soldats et policiers chiïtes. Une revendication appuyée par un film vidéo sur son site Internet. « *Ils seront tous abattus si toutes les sœurs musulmanes sunnites emprisonnées* » – plusieurs centaines – ne sont pas « *libérées dans les 48 heures* ». Le risque de voir l'armée du Mahdi reprendre les armes, notamment à Bagdad, s'accroît d'heure en heure.

Dimanche encore, alors que plusieurs dizaines de policiers chiïtes du quartier de Machtal criaient leur haine de « *l'occupant américain* » et leur volonté de voir partir au plus vite ces soldats étrangers qui les traitent, selon eux, « *comme des animaux* », Saleh Al-Aujaili et Has-

san Al-Rubaïe, deux élus de l'aile politique de l'armée du Mahdi, annonçaient que la démission de ses six ministres (sur les 38 que compte le gouvernement « *d'unité nationale* ») serait officialisée lundi 16 avril. Motifs avancés : « *La faillite du plan de sécurité et la politique d'apaisement du premier ministre [Nouri Al-Maliki] à l'égard des Américains.* »

De Séoul, où il était en visite officielle, M. Maliki avait déclaré la semaine passée qu'il ne voyait pas « *pour le moment, l'utilité* » d'un calendrier de retrait des troupes américaines. Si le Mouvement Sadr, qui compte 30 élus sur 275 à l'Assemblée, soit un cinquième de l'Alliance chiïte qui conduit la majorité, met sa menace à exécution et retire son soutien parlementaire au premier ministre, celui-ci devra trouver rapidement une majorité nouvelle pour gouverner. ■

PATRICE CLAUDE



18 AVRIL 2007

Södertälje, près de Stockholm, est devenue la « capitale » des chrétiens d'Irak.

La Suède, ultime asile des Irakiens en exil

Stockholm envoyée spéciale

Du périple qui l'a menée en Suède, Dunia ne veut rien dire, si ce n'est que le voyage lui a coûté 11500 dollars et qu'elle a fait escale en Malaisie. Etudiante en chirurgie dentaire, la jeune femme a quitté Bagdad avec sa fille de 4 ans, en juillet dernier. Elle est arrivée en Suède un mois plus tard et vit depuis à Södertälje, chez sa sœur, dans le quartier de Ronna, rebaptisé « le Petit Bagdad ». Son mari a fui en Jordanie, où il attend qu'elle obtienne l'asile pour bénéficier d'une procédure de regroupement familial. La séparation est difficile, mais « c'est toujours mieux que l'Irak », confie Dunia. Appartenant à la minorité chrétienne, elle raconte le harcèlement à l'université, les menaces de mort et les attentats. « C'était devenu impossible de rester là-bas. »

Afflux. Son histoire est loin d'être unique en Suède. L'an dernier, le royaume de 9 millions d'habitants a accueilli près de la moitié des Irakiens qui ont demandé l'asile en Europe. Si sunnites et chiites s'installent souvent à Stockholm, Göteborg et Malmö, les chrétiens ont fait de Södertälje leur destination privilégiée. Depuis la chute de Bagdad en 2003, le nombre d'Irakiens réfugiés dans la commune est passé de 750 à 5300. Un afflux qui commence à peser sur les structures d'accueil de la ville, située à une trentaine de kilomètres de Stockholm.

Pour Krister Isaksson, analyste auprès du Conseil suédois des migrations, les Irakiens

choisissent la Suède en raison de sa politique d'asile particulièrement généreuse. En outre, précise-t-il, « nous avons beaucoup moins de restrictions à l'immigration que dans d'autres pays européens ». Les demandes de regroupement familial, par exemple, aboutissent presque toujours. Surtout, la Suède est « historiquement une terre d'accueil pour les Irakiens ». Ils sont plus

de 80000 à y vivre aujourd'hui. A Södertälje, la situation est particulière. Depuis les années 60, les réfugiés chrétiens originaires de Turquie, Syrie, Liban et Irak se sont rassemblés dans la grosse ville industrielle, berceau de Scania, au

point d'en faire la « capitale assyro-chaldéenne » de Suède. Une réputation qui semble avoir dépassé les frontières du royaume, puisque « beaucoup d'Irakiens disent qu'ils avaient décidé de venir à Södertälje avant même de savoir où se trouvait la Suède », remarque Christina Helling, responsable du programme municipal d'insertion des réfugiés.

L'an dernier, la commune de 80000 habitants a accueilli 1052 demandeurs d'asile irakiens. Elle se prépare à en recevoir le double cette année. Le maire, Anders Lago (social-démocrate), parle d'une « énorme pression » sur la ville et déplore le « faible soutien » des autorités. Les files d'at-

●●● tente s'allongent à l'entrée des écoles. Les adultes doivent patienter plusieurs mois avant de commencer les cours de suédois. Et la pénurie de logement force parfois plusieurs familles à cohabiter dans des logements d'une ou deux pièces.

A la mairie, le service d'accueil



Des Irakiens en transit pour la Suède, ici à Padborg, au Danemark, le 22 mars.

« Beaucoup d'Irakiens disent qu'ils avaient décidé de venir à Södertälje avant même de savoir où se trouvait la Suède. »

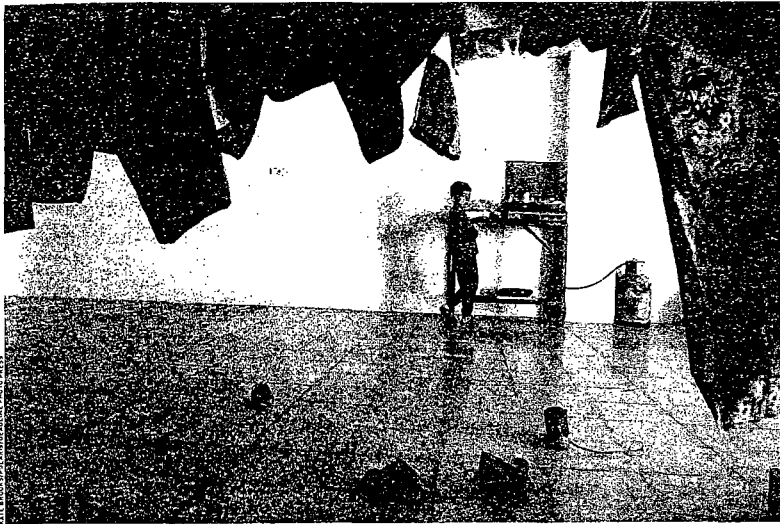
Christina Helling, du programme municipal d'insertion des réfugiés

aux réfugiés est débordé. Une fois l'asile en poche, les nouveaux arrivants peuvent participer à un programme d'insertion en échange du versement d'une allocation mensuelle. Plus de 300 personnes sont actuellement sur liste d'attente. « L'idéal serait pourtant que cette période d'attente soit la plus courte possible », remarque la responsable du programme, Christina Helling. La situation au centre d'enseignement pour adultes *Kom Vux* est similaire. La moitié des 2500 étudiants sont irakiens. Entre vingt et trente nouveaux élèves s'inscrivent chaque semaine. L'an passé, la directrice, Eva Westergård, a recruté une centaine d'enseignants, dont la moitié pour donner des cours de suédois. Maria Silén en fait partie. Cette jeune professeure constate qu'« il y a beaucoup de pression pour que les étudiants apprennent la langue le plus vite possible pour pouvoir ensuite intégrer le marché du travail. Ce sont des choses qu'on ne peut pas presser ».

« Main-d'œuvre ». D'autant que la question de l'emploi reste délicate. Selon les chiffres de l'agence locale pour l'emploi (AMS), un quart des chômeurs à Södertälje sont d'origine irakienne. La discrimination à l'embauche existe, reconnaît Aydin Özkaya, coordinateur de la politique de l'emploi auprès de la commune. « Il faut que les entreprises comprennent que les réfugiés ne sont pas une charge pour la société, mais une ressource, surtout dans un pays qui vieillit et a besoin de main-d'œuvre. » Mais la Suède est sous pression. L'extrême droite en profite. Lors des dernières élections municipales, en septembre, elle a remporté quatre sièges à Södertälje. Anders Lago y voit « l'expression d'un mécontentement », le signal qu'« il faut faire mieux ». Interrogé par *Libération*, le ministre libéral de l'Immigration, Tobias Billström, affirme que le royaume « va continuer à offrir une protection à ceux qui en ont besoin ». Mais, ajoute-t-il, « ce serait bien que les autres pays européens en fassent autant. » A titre de comparaison, l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) déclare avoir enregistré l'an dernier seulement 99 nouvelles demandes d'asile déposées par des Irakiens. Tobias Billström encourage donc ses homologues à « prendre leurs responsabilités ». ◆

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Au Kurdistan, n'est pas réfugié qui veut



À Dohouk, au Kurdistan, chez une famille qui a fui la ville de Mossoul.

Beaucoup de réfugiés vivent dans un très grand dénuement.

De plus en plus d'habitants de la capitale ont choisi de se réfugier au nord de leur propre pays. Peuvent alors resurgir les antagonismes entre les différentes communautés

ERBIL
De notre envoyée spéciale

Il est 21 h 30, la salle d'attente est pleine à craquer. Le docteur Atyaf Hassan Mohammed, gynécologue, reçoit ses patientes jusque tard dans la soirée. Cette Irakienne de Bagdad de 48 ans est à Erbil, au Kurdistan, avec son mari et deux de ses enfants depuis cinq mois. Son exil a commencé en 2005. Un soir, alors qu'elle rentrait de la clinique qu'elle dirigeait avec son mari dans le quartier de Yarmouk, elle a été kidnappée par un groupe de terroristes armés et encagoulés. «Ils m'ont emmenée et enfermée pendant cinq jours dans une pièce

sans nourriture, avec seulement de l'eau et les yeux bandés. Ils étaient très renseignés, savaient que mon mari était en voyage en Jordanie et que nous avions de l'argent.» Ils ont exigé 200 000 dollars (180 000 €) de rançon. L'argent réuni avec l'aide de la famille et des amis, Atyaf a été libérée. «On a pris nos affaires et on est partis tout de suite. On est allés à

Amman en Jordanie. Notre clinique est fermée, il n'y a plus ni médecin ni infirmière. Ce n'était plus possible de rester, j'avais trop peur», dit-elle, encore effrayée.

Le couple mixte chiite-sunnite est resté un an et demi à Amman. «Les médecins irakiens peuvent travailler dans les hôpitaux ou chez des confrères, mais ils ne peuvent pas avoir leur clientèle privée, alors on a décidé de partir à nouveau et de s'installer à Erbil.» D'autant que la mère d'Atyaf est kurde, une caution aux yeux des autorités. Car n'entre pas qui veut dans cette région quasi autonome du nord de l'Irak, où le calme et la sécurité contrastent avec le reste du pays plongé dans le chaos. Il faut une solide recommandation, de la famille ou, mieux, de l'argent à investir. Atyaf et son mari remplissaient au moins trois critères, sans compter leur réputation dans leur spécialité. Atyaf a fait ses études en Irak, complétées par une formation en Jordanie. Ses diplômes accrochés

au mur en témoignent. Elle a apporté avec elle du matériel de pointe, comme un échographe, «que l'on ne trouve pas ici». Certes, elle ne parle pas kurde, mais elle se débrouille et,

si besoin, elle prend une interprète. «On est bien ici, dit-elle, les gens sont simples et accueillants. On se sent en sécurité.»

Il y aurait 15 000 familles irakiennes déplacées au Kurdistan, selon Nozad Hade, gouverneur d'Erbil. D'autres parlent d'environ 50 000 personnes. Quel que soit le flou des chiffres, ils sont de plus en plus nombreux à fuir l'insécurité de Bagdad ou de Mossoul. En majorité sunnites, ou chrétiens. À Ainkawa, banlieue

«Ils espèrent tous repartir chez eux dès que la situation sera plus calme.»

chrétienne d'Erbil, l'Association Saint-Jean-Baptiste a été créée en août 2004 pour accueillir les familles chrétiennes réfugiées. «Mille trois cents familles sont arrivées de Bagdad ou de Mossoul», explique le P. Sleem Toma Pols Al Bradosti, de la paroisse Saint-Joseph. Une famille compte en moyenne cinq personnes. «Beaucoup d'Irakiens ont quitté leur maison parce qu'ils étaient menacés

en tant que chrétiens. Ils ont simplement fermé la porte et sont partis, laissant tout derrière eux.» L'association se charge de leur trouver un logement, un travail et organise une scolarité en arabe pour les élèves. Le ministère des finances kurde attribue aux familles sans ressources une allocation de 150 000 dinars irakiens par mois (128 €). Tous reçoivent une carte de séjour, renouvelée tous les trois mois. Les derniers chrétiens arrivés à Ainkawa étaient du quartier de Dora, à Bagdad. «Ils espèrent tous repartir chez eux dès que la situation sera plus calme», ajoute le P. Sleem.

Ali, 22 ans, sunnite de Bagdad, est catégorique: il ne retournera plus chez lui. «Mon père a été tué il y a un an dans la rue par des tirs. On ne sait pas si c'était l'armée américaine ou des milices.» Sa famille tenait un restaurant, «mais avec l'insécurité quotidienne, on ne pouvait plus travailler, on a fermé et on est partis à Erbil». La femme de son oncle est kurde, ce qui a facilité leur installation et l'ouverture du «burger restaurant» avec deux associés irakiens et un kurde. Murs jaune et orange vif, matériel entièrement neuf, c'est devenu un lieu fréquenté aussi bien par les Kurdes que par les jeunes Irakiens. Le côté branché

tranche avec les vieux cafés un peu tristes du quartier. «Les Irakiens apportent la modernité et la qualité du service, dans une société kurde conservatrice et beaucoup moins évoluée», remarque un résident d'Erbil. Le gouvernement kurde est lui aussi satisfait car les «Arabes» amènent de l'argent, ouvrent des magasins, des restaurants, des hôtels. Ils dynamisent l'économie et créent des emplois. Nihad >>>>

>>>> Al Qaisi, 33 ans, a transféré les bureaux de la société d'import-export de son oncle de Baaqouba (province de Dyala où le terroriste Zarqouï a été tué par l'armée américaine) à Erbil. «Ici, c'est bien pour les affaires. On n'a pas de problème avec les Kurdes, c'est mieux que la Jordanie ou la Syrie, parce que c'est notre pays, l'Irak.» Le propriétaire du célèbre hôtel Palestine à Bagdad a transféré une part de son personnel à Erbil dans un autre de ses hôtels.

Mais l'installation des Irakiens au Kurdistan reste très «sélective». Les médecins arabes ont la cote, car cette région en manque et leur réputation est excellente. Ils peuvent ouvrir un cabinet à condition de travailler le matin dans les hôpitaux publics. Pour les attirer et les encourager à rester, le gouvernement leur donne un terrain s'ils veulent construire une maison. La proximité avec Mossoul et Bagdad est un atout pour les hommes d'affaires qui créent des antennes à Erbil. Enfin, le gouvernement kurde, qui manque de personnel qualifié, accueille volontiers les professeurs d'université - à Souleimaniya, la seconde ville du Kurdistan, ils sont près de 3 000 Irakiens -, et s'attache à coups de salaires mirobolants les compétences d'experts dans des domaines spécifiques comme l'énergie.

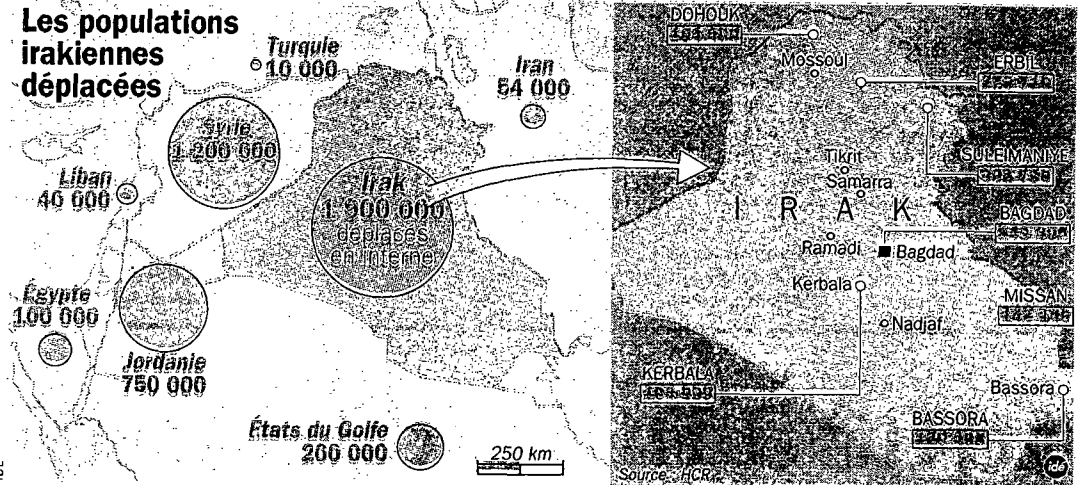
Les locaux ne sont pas tous enthousiasmés par la présence de cette population en général prospère, accusée de faire flamber les prix de l'immobilier. «Dans le bazar, on entend parler arabe partout, remarque Qassem, un jeune Kurde d'Erbil dont le sentiment envers les Irakiens est plutôt mitigé. Amed Demirhan, directeur de la bibliothèque de l'université du Kurdistan à Hawler, rentré après vingt-deux ans aux États-Unis, met en garde contre un afflux d'Arabes «qui modifieraient l'équilibre démographique et qui amèneraient avec eux leur rivalité chiïtes-sunnites.» Mais il ajoute: «En Amérique, on m'a donné une chance, on doit faire la même chose pour eux.»

AGNÈS ROTIVEL

4 millions d'Irakiens ont fui la violence

Plus d'un Irakien sur cinq a dû quitter sa maison pour s'installer ailleurs, en Irak ou à l'étranger, surtout dans les pays limitrophes

Les populations irakiennes déplacées



REPÈRES

Les Irakiens déplacés dans le monde

Les Nations unies ont réuni hier une conférence internationale à Genève pour mobiliser les États en faveur des millions d'Irakiens contraints de fuir leur domicile, et dont les besoins pourraient se chiffrer en milliards de dollars.

► Deux millions d'Irakiens sont aujourd'hui réfugiés dans les pays voisins, principalement en Syrie et en Jordanie. Le même nombre est déplacé à l'intérieur même de l'Irak. Plus de 800 000 sont partis de chez eux depuis l'attentat de février 2006 contre le mausolée chiite de Samarra (Nord) qui a déclenché une

vague de violences sans précédent entre sunnites et chiïtes. Le nombre des déplacés internes en Irak a augmenté de 50 % en 2006.

► À la chute de Saddam Hussein en mai 2003, plus de 300 000 réfugiés irakiens sont rentrés dans leur pays en deux ans, la plupart venant d'Iran. 25 000 d'entre eux ont bénéficié de l'aide du HCR. Le mouvement inverse a ensuite eu lieu.

► Les Irakiens forment aujourd'hui le premier groupe dans le monde de demandeurs d'asile arrivés dans les pays industrialisés. Même si ce total représente moins de la moitié du nombre moyen d'arrivées au cours des six années précédant 2003, car 95 % des déplacés irakiens vivent toujours au Moyen-Orient. Au cours de la première

moitié des années 1990, plus de 5 000 Irakiens ont été installés chaque année dans les pays industrialisés. En 2007 le HCR prévoit de faire monter ce chiffre à 20 000.

► Demandes d'asile déposées en 2006 par les Irakiens dans les pays industrialisés: Suède 8 950, Pays-Bas 2 765, Allemagne 2 065, Grèce 1 415, Royaume-Uni 1 305, Norvège 1 000, Suisse 815, Belgique 695, États-Unis 535, Danemark 505, Autriche 380, Finlande 225, Irlande 215, Slovaquie 205, Canada 190, Australie 185, Chypre 130, France 115.

Security chaos in Baghdad as bombs kill 171

By Kirk Semple

BAGHDAD: In the deadliest day in Baghdad since the latest American-led security plan for the city took effect two months ago, at least 171 people were killed Wednesday in a flurry of insurgent attacks, including car bombs that tore through predominantly Shiite crowds gathered at a bus hub, on a shopping street and near a police checkpoint, the authorities said.

In the worst of the attacks, a car packed with explosives blew up at an intersection in the Sadriya neighborhood that serves as a station for buses traveling to the Shiite district of Sadr City. The blast killed at least 140 people and wounded 150; incinerated dozens of vehicles, including several minibuses full of passengers; and charred nearby shops, witnesses and the police said.

As rescuers thronged the site, a sniper opened fire on the crowd, killing at least one more person and wounding two.

"The explosion threw me to the ground and shattered a window over my body," said Salar Kamal Zari, a 37-year-old teacher visiting from Kurdistan, who had just stepped into a nearby store when the bomb exploded. "I saw a human head in front of the store and many cars burning and smoke everywhere."

The flurry of attacks came as Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki declared that the government would take full control of security from the American-led coalition forces before the end of the year.

In a speech delivered on his behalf at a ceremony marking the handover of the southern province of Maysan from British to Iraqi control, Maliki said three provinces in the relatively tranquil region of Kurdistan would be the next to come under Iraqi security authority, followed by Karbala and Wasit provinces in the south.

"In this way, province by province, we will reach the end of the line before the end of the year," Maliki said in a speech delivered by Mowaffak al-Rubaie, his national security adviser. Maysan is the fourth of Iraq's 18 provinces to be handed to Iraqi security forces.

The attacks Wednesday were the latest to coincide with the first phase of the U.S.-led attempt to regain control of the capital with nearly 30,000 additional American troops.

American commanders have said that the security effort has reduced the kinds of sectarian killings associated with Shiite death squads, in part because of the decision by many militia fighters to lie low.

But the plan has failed to curb the spectacular attacks, many of them suicide bombings, that have been a grue-



The scene in Baghdad's Sadriya neighborhood on Wednesday. The blast inflicted the highest death toll of any single attack in Baghdad since Feb. 3, when a bomb killed 135.

some hallmark of the insurgent group Al Qaeda in Mesopotamia, led by Sunni Arabs. As a result, commanders say, overall civilian casualty rates are higher now than before the plan was initiated.

"As we've said before, it's going to be a tough fight," Lieutenant Colonel Christopher Garver said. But, he added, "the plan is not even fully implemented yet."

Two American brigades — a total of about 7,000 soldiers — are still due to arrive and join three other brigades that have poured into the capital and surrounding areas, he said.

American commanders say their strategy to prevent such attacks focuses on locating and rooting out insurgent redoubts in predominantly Sunni towns and villages on the capital's periphery, or what they call "the Baghdad belts." There, the commanders say, the

insurgents store munitions, hide fighters and build car bombs.

The attacks Wednesday threatened to reawaken the dormant Shiite militias, especially the Mahdi army of the Shiite cleric Moktada al-Sadr, and reignite the cycles of sectarian violence that tormented Baghdad after the bombing of a revered Shiite shrine in Samarra in February 2006 but ebbed with the start of the latest security plan.

Officials in Sadr's office in Sadr City would not comment Wednesday on whether the bombings would provoke a resurgence of the Mahdi army, although they declared that the bombings underscored the failure of the security plan.

"The security situation is worsening," said Abdul Mehdi Mutayri, one of the top political officers for Sadr's organization. "The security plan might have been declared a success in the media, but it has failed on the ground."

In Cairo, Robert Gates, the U.S. defense secretary, called for Iraq to make "faster progress" on Sunni-Shiite reconciliation, and warned that a collapse of the government could worsen sectarian strife and violence across the region.

A failed state in Iraq "will be felt in the capitals and communities of the Middle East well before they are felt in Washington or New York," Gates said Wednesday after meeting with President Hosni Mubarak of Egypt.

Although Gates, who is on a week-long trip to the Middle East that is aimed in part at encouraging Arab governments to provide greater support to the Iraqi government, has spoken before about the consequences of failure in Iraq, his remarks were the Bush administration's starkest warning yet to Sunni-dominated regimes that they could face greater internal security threats if Iraq collapsed into anarchy.

The Sadriya bombing inflicted the highest death toll of any single attack in Baghdad since Feb. 3, when a mammoth truck bombing near the same spot killed at least 135 people, wounded 305 and obliterated a popular market.

After the blast on Wednesday, scores of residents from the neighborhood thronged the site to gawk at the wreckage, mourn the victims and shout epithets at the bombers. The Associated Press reported that Maliki ordered the arrest of the Iraqi Army colonel who was in charge of security for the region around the Sadrriyah market.

Earlier in the afternoon, a suicide car bomber detonated himself near an Iraq police checkpoint at an entrance to Sadr City, a stronghold of the Mahdi army. The explosion ripped through a bottleneck of vehicles and pedestrians

April 19, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

waiting to pass through the checkpoint, killing at least 17 people and wounding at least 45, the authorities said.

In another attack, a parked car packed with explosives exploded on a busy shopping street in the predominantly Shiite neighborhood of Karrada, killing at least 10 people and wounding at least 13, according to an official at the Interior Ministry. The blast also damaged a nearby private hospital and several other buildings.

A suicide car bomber detonated himself near a police patrol in the Uair-ej district of southwest Baghdad,

killing two police officers and wounding four people, including two police officers and two civilians, the Interior Ministry official said.

Another bomb detonated in a minibus in the predominantly Shiite district of Rusafi killed at least two people and wounded five, the police said.

In yet another attack, a sport utility vehicle exploded in the parking lot outside the entrance to the highly secure complex that includes the Baghdad airport and the main military base of the U.S. command, security officials said. There were no reported casualties.

And the number of people killed or found dead on Wednesday was 233, The Associated Press reported.

In Washington, meanwhile, the Iraqi ambassador to the United States said Wednesday that Saudi Arabia was considering granting Iraq financial relief by forgiving a debt of \$16 billion that stems from the Iraq-Iran war in the 1980s, The Associated Press reported.

Final action is expected next month at a conference in Egypt, said the ambassador, Samir Shakir al-Sumaidaie, The Associated Press said.

Iraq insurgent claims rocket-making skills

On tape, he says production is under way

From news reports

BAGHDAD: A top Iraqi insurgent leader said in an audiotape posted online Tuesday that his Al Qaeda-linked group had begun manufacturing its own rockets.

The voice was said to be that of Abu Omar al-Baghdadi, head of the Islamic State of Iraq, an umbrella group that includes Al Qaeda in Mesopotamia. The tape was posted on an Islamic Web site frequently used by militant groups, but its authenticity could not be independently verified.

The rockets — called Al-Quds-1, or Jerusalem-1 — “have moved into the phase of military production with an advanced degree of range and accuracy,” Baghdadi said, without elaborating.

Insurgents in Iraq have used a range of Soviet-era rockets like Katyushas, and shoulder-fired ground-to-air SAM-7 missiles — most of which were looted from Saddam's massive depots in the lawless days and weeks that followed the collapse of his regime. Recently, the United States has accused Iran of funneling Iranian-made weapons to insurgents in Iraq — mostly to Shiite militias but to some Sunnis as well.

Also Tuesday, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki said that the Iraqi government was holding talks with some insurgent groups, including members of Saddam Hussein's former regime, as part of a reconciliation plan to stop violence.

Maliki did not name the groups that his government is in contact with, but he said that when a conference on Iraq is held next month, “We will have good

chances for reconciliation.” Iraq's neighbors and other countries are scheduled to hold a meeting on May 3-4 in the Egyptian resort of Sharm el-Sheik.

Hundreds of residents of Basra, meanwhile, crowded into a huge tent erected Tuesday in front of the governor's office for the start of a three-day sit-in to demand the official's resignation.

“This governor is a hypocrite. We want him to come out!” the angry mob shouted. “We demand the Basra governor resign,” read a banner hung from the tent. The governor, Muhammad al-Waili, was not believed to be in the building at the time.

The peaceful sit-in came a day after thousands of people paraded from a mosque in the city center to Waili's office in a demonstration that defied orders from officials in Baghdad. Basra's residents have long complained of poor city services: garbage pickup, water and electricity.

But demands for Waili's removal were thought to be political as well. He is a member of a rival Shiite faction to that of Moktada al-Sadr, the rebellious but extremely popular cleric that commands tremendous influence over Iraq's majority Shiites.

On Monday, Sadr's six ministers quit the Iraqi cabinet to protest Maliki's refusal to back calls for a timetable for U.S. withdrawal. The move severed Sadr's ties to the prime minister and raised fears his Mahdi army militia might again confront American troops.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 18, 2007

On Tuesday, the cabinet debated who would replace the six ministers, and officials said nonsectarian technocrats would probably be chosen. An aide to the prime minister said Maliki would work swiftly to fill the posts, which include the transport and health ministries, and that he would present his nominees to Parliament within days.

In violence Tuesday, the deputy chief of the Mosul police was killed in a drive-by shooting in the city's southern Thwara neighborhood. Colonel Abdul-Karim Mahmoud al-Bachari died after gunmen in two cars showered him with bullets, said a police brigadier, Mohammed al-Wagga. Two of Bachari's guards were also killed, Wagga said.

Also in Mosul, a roadside bomb apparently targeting a U.S. patrol killed a civilian instead, Wagga added.

The U.S. military issued a statement Tuesday that a dump truck had overturned north of Baghdad, revealing a payload of nitric acid and explosives en route to attack a joint U.S.-Iraqi security station.

The botched attack occurred Monday in Mashahda, 40 kilometers, or 25 miles, north of the capital.

In other violence, a sniper killed two policemen in central Baquba, said Ahmed Fouad of the city's morgue. Another sniper killed a 70-year-old woman in Baghdad's southern Dora neighborhood, the police said. (AP, Reuters)

Nationalism suspected in 3 deaths in Turkey

Herald INTERNATIONAL **Tribune**
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

April 19, 2007

By Sabrina Tavernise

ISTANBUL: Three people were found with their throats slit in a publishing house in eastern Turkey that had printed Bibles and other Christian literature, the authorities said Wednesday. One of those killed was a German citizen.

The authorities detained five men for questioning, three 19-year-olds and two 20-year-olds, but did not identify them. However, the publishing house in Malatya, a town with a nationalist reputation, has had trouble in the past over a shipment of printed Bibles, and it seemed likely that the attackers had a nationalist agenda.

Change is opening up Turkish society, and a nationalist fringe — xenophobes for whom the ethnic and religious purity of the Turkish state is worth killing for — have been using violence against its proponents more often in recent months. Hrant Dink, a Turkish journalist of Armenian descent killed this winter was one of the victims. A Roman Catholic priest killed last year was another.

The trend is worrying for the government, whose prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has been pushing hard for Turkey to gain entry to the European Union.

Some European politicians have opposed Turkey's membership arguing that Turkey does not fit culturally or religiously, and the killings of Christians, though rare, do not help Turkey's case.

The victims were found seated in chairs, their hands and feet bound, said Halil Ibrahim Dasoz, a government official in Malatya in comments on Turkish NTV television. One died later from his wounds. He had also been stabbed in the back and stomach.

The state-run Anatolian agency identified the victims as Tilman Ekkehart Geske, 46; Necati Aydin, 35; and Ugur Yuksel, whose age was not given. The German ambassador, Eckart Cuntz, confirmed through a spokesman that one of the victims was a German citizen. He declined to give further details.

Reuters quoted Carlos Madrigal, an evangelical pastor in Istanbul, saying that he knew the victims and that they were evangelical Protestants.

The killings took place in the building where the publishing house was based, the Turkish interior minister, Abdulkadir Aksu, said at a news conference on national television.

The five suspects were apprehended quickly, because a police station was located close by, Aksu said. Several of the young men were carrying weapons. Another, who had broken his leg in a jump from a window, was also detained. NTV



Police officers carried the body of one of the three people killed at a Turkish publishing house in Malatya on Wednesday.

television broadcast footage of authorities rushing four young men down the stairwell of a building.

The recent nationalist attacks are ghosts from Turkey's past. Malatya once had a heavy Armenian population, but lost it in the bloody founding of the Turkish state, which was trying to scrub the nation free of minority identity to build a new Turkey.

It encouraged nationalists to resettle in the area in an effort to preserve Turkish identity there.

"Nationalism is on the rise in Turkey," said Ali Bulac, a Turkish newspaper columnist in Istanbul. "It stands against the U.S. and the EU."

The Anatolian news agency reported that the young men had been staying at a youth hostel in town, preparing for university entrance exams. One had been thrown out for getting into a fight. It also reported that they had checked out of the hostel recently and that a note incriminating them in the killing was found on one of them.

The publishing house had changed its name after having trouble with nationalist groups that had blocked a shipment of Bibles, Meftun Kilinc, a reporter for ERTV, a television station in Malatya, said in a telephone interview. She said the new name was Zirve Publishing.

It was not clear whether the suspects were more motivated more by a dedication to Islam or a longing for a pure Turkish state. Turkish nationalists tout their Muslim identity, but often have just as much in common with hard-line secularists of the state elite as with Islamists.

The distinction is important because of the broad debate over the role of religion now roiling Turkish society. The discussion has become shriller in recent weeks as the country faces an election to its presidency, the single most important post safeguarding secularism.

Erdogan, whose political background is Islamic, may try to compete for it, a possibility that has hard-line secularists worried.

Sebnem Arsu contributed reporting.



Iraq ■ Barry R. Posen

The risks of staying and the risks of leaving

BOSTON

Supporters of the war in Iraq, including most recently Senator John McCain, tell us that a series of awful consequences will certainly result if U.S. forces disengage. This argument is offered with great confidence. Yet the costs of disengagement are less certain than is often argued, and the United States can reduce the risks that these costs will arise — and limit their consequences if they do.

Supporters of the war predict six major disasters if U.S. forces withdraw:

Al Qaeda will take over the country. This risk is nonexistent. Al Qaeda's support is strongest among Sunnis, whom the Shiites outnumber by three to one. The Shiites control the military, the police, and numerous militias. The United States has ramped up its operations in Baghdad in part to stop the Shiites from cleansing the Sunnis. There will be no caliphate in Baghdad, whether Americans stay or leave.

Iraq will become a new Afghanistan, to Al Qaeda's benefit. The most extreme among the Sunni insurgents may indeed be committed to international jihad, and they may continue to work clandestinely out of Iraq, as they do today. But these jihadis will not be comfortable. Iraqi Shiites despise them, and even many Sunnis oppose them. U.S. intelligence will indeed have to keep an eye on them, and special operations forces may occasionally need to sneak back into Iraq to strike at them. These are capabilities the United States has spent billions building up since Sept. 11.

The current civil war (or wars) will escalate. Fighting may indeed intensify after a U.S. disengagement. To come to an understanding of how wealth and power in Iraq will be shared, the political forces there must measure their relative capacity and will. The United States now stands in the way of such a measurement, and the U.S. presence de-legitimizes any outcome. The promise of a certain withdrawal date may clear the heads of some Iraqi politicians; a negotiated settlement could start to look better to them than an escalation of fighting.

Genocide. The humanitarian consequences of this intensified fighting could be grave. But genocide

happens against unarmed populations; all groups in Iraq are heavily armed. Still, the violent ejection of minorities from particular areas is likely. Instead of convincing minorities to stay in neighborhoods where they are vulnerable, the United States can help people resettle in parts of Iraq that are safer.

If the civil war intensifies, regional powers will rush in. This too is already under way, but escalation into a giant civil war is not in anyone's interest. Syria,

Iran, and Turkey have Kurdish minorities which may become restive during such a war. The Saudis would likely prefer that their Sunni Arab friends make a deal, rather than wage a fight that they might lose. Even Iran, whose Shiite co-religionists stand to win such a war, faces risks. The Arab Shiites are not one big happy family; they kill one another in Iraq today. Most Iraqi Shiites think of themselves as Arabs; heavy-handed Iranian intervention may energize their nationalist opposition.

The United States can engage diplomatically to remind the regional players of their interest in stabilizing Iraq. If the United States leaves Iraq deliberately, and under its own power, it still has cards to play.



European Pressphoto Agency

Iraqi troops taking control in Maysan Province this week.

The worst case. The civil war escalates; outsiders back their friends; their friends begin to lose, so the war escalates to become a regional conflagration. Could happen, but one should not exaggerate the military capabilities of any of the local players. They are all heavily armed, but conventional warfare is not the strong suit of any of the regional actors, with perhaps the exception of Turkey. The Saudi forces are almost surely helpless without help from Western contractors. Iran's air forces are obsolete. Moreover, Saudi Arabia and Iran are, one-crop countries; each depends on oil facilities that are vulnerable to attack by the other. A kind of Mutual Assured Destruction should deter both from risking general war.

Four years of experience strongly suggests that the costs to the United States of persisting in Iraq will be significant. Whatever success is achieved, the end result will not be the stable liberal democratic vision of the war's supporters. Rather, after lots more killing, exhaustion may set in, deals may be struck, and factions may retreat to tend their own battered gardens.

Call this what you will, but it cannot justify the costs incurred. And this outcome will not differ significantly from what will occur if the United States begins to disengage now.

Barry R. Posen is director of the Security Studies Program at the Massachusetts Institute of Technology. This article first appeared in *The Boston Globe*.

Kurds step into sectarian battle

In Baghdad, unit tries to keep Shiites and Sunnis at peace

By Edward Wong

BAGHDAD: The Shiite mother and her son opened their door for the soldiers on night patrol. In walked the Americans, each brandishing an M-16 assault rifle. Next came the men wearing tan uniforms and carrying Kalashnikovs and looking not quite Iraqi.

They spoke Arabic with accents as thick as crude oil.

"Are there problems in the neighborhood?" said their leader, Captain Sardar Hamasala. "We're here for your safety. Let us know if there are sectarian problems or other kinds of problems — Sunnis threatening Shia, Shia threatening Sunnis."

The black-robed mother and her son shook their heads. The soldiers stepped back into the cool night air of western Baghdad.

"There was a time when we couldn't go from house to house like this among the Arabs just because we're Kurds," Hamasala said. "Now we're trying to make things easier for them. We're proud of that."

Kurdish soldiers from the rugged north are the latest armed element to be introduced into Baghdad's boiling sectarian stew. Like the Americans, they are a slender peacekeeping force standing between the warring Sunni Arabs and Shiite Arabs in a city of more than six million. U.S. commanders consider them a critical part of the escalation in Baghdad because of their fighting prowess and perceived neutrality. About 2,100 have been brought into the capital in recent months.

Most Kurds are Sunni Muslims, but they have little religious zeal. They drink hard and dance harder and rarely pray five times a day. Hamasala, 30, commands the headquarters company of the 1st Battalion, 3rd Brigade of the 4th Iraqi Army Division, the first Kurdish unit to enter Baghdad as part of the Bush administration's latest plan to try to secure the city.

"The reason why people are willing to trust the 1-3-4 is because they're Kurdish," said Captain Benjamin Morales, 28, commander of Company B of the 1st Battalion, 325th Airborne Infantry, the U.S. partner unit of Hamasala's company. "They don't live in the area. They don't care about Sunni or Shia."

This is quite possibly the first time since the days of Saladin, the revered 12th-century Kurdish warrior-king, that Kurdish forces have occupied swaths of Baghdad. They have been ordered to secure the streets for their historic enemies, the Arabs.

"Allah sent Muhammad as a prophet to these people and he couldn't solve their problems," Hamasala said. "How are we supposed to help them?"

He added later: "Here, they still talk about what happened 2,000 or 3,000 years ago. That's the way the Arabs think."

There have already been some clashes between the Kurds and Arab militants. The captain's unit and U.S. soldiers came under withering gunfire one night when they went into two neighboring mosques to detain hundreds of men and boys. Another Kurdish unit battled members of the Mahdi Army, a powerful Shiite militia, at a checkpoint in western Baghdad this month, leaving one civilian dead and one wounded. That unit has been trying to secure several blocks in the Amel neighborhood to encourage displaced Sunni Arab families to return.

Some of the Kurds here — as well as their fathers and grandfathers and great-grandfathers — fought for independence from Arab Iraq as militiamen called pesh merga, or "those who face death."

Saddam Hussein retaliated by trying

'They still talk about what happened 2,000 or 3,000 years ago. That's the way the Arabs think.'

to wipe out parts of the Kurdish race, killing at least 80,000 and razing villages in the Anfal campaign of 1988. But the Kurds won de facto autonomy in 1991 after the U.S. military set up a no-flight zone in the north to prevent the Iraqi Army from controlling an area the Kurds call Iraqi Kurdistan.

"I'm proud of being an officer in an army that just years ago was killing my people and torturing my family," Lieutenant Karwan Abdul Hadi said as he led a night patrol on a hunt for a Shiite militant. "It's very important to make the point that we're not like the Arabs. We don't look for revenge. We don't have a black heart. That's good for the future."

The lieutenant, who reports to Hamasala, noted that the Kurdish militias fought their own civil war from 1993 to 1998, a conflict that left thousands dead. "But it wasn't like this," he said. "These people don't realize how bad it is."

The company lives on an old air base in Ali Salah, a neighborhood of western Baghdad. Arab soldiers from another division sleep in nearby barracks, as do U.S. soldiers from the 82nd Airborne Division.

The Kurds go out on patrol with the Americans and shun the Arabs.

"The Americans are our friends in Iraq, not the Arabs," Hamasala said as

he and 10 other Kurds left the base one night with a U.S. foot patrol. "Even the Americans don't trust going out on patrol with the Arabs."

Another Kurdish officer, Lieutenant Serwan Dawa Rashid, said one afternoon at a traffic checkpoint: "I consider the relationship between us and the United States to be like that between Tel Aviv and the U.S."

The Kurds moved into the area in January. The Americans came a few weeks later. They oversee Ali Salah, Salaam and Topchi, neighborhoods that are dominated by Shiite militiamen who have evicted dozens of Sunni Arab families. The task at hand is to keep the militias from running off the few remaining Sunni households.

There is little doubt as to where the loyalties of the Kurds lie. The company is from the east of the Kurdish region, an area that has been ruled for decades by the party of Jalal Talabani, now the president of Iraq. Each room in the Kurdish barracks has a poster of Talabani.

"All of us are for you because you're for us," read the slogan on a poster of Talabani in the office of the brigade commander, Colonel Muhammad Rostum Muhammad.

Each Iraqi Army unit brought into Baghdad is expected to remain here three months. Hamasala, who graduated from a Kurdish military academy in 1991, said he was not keen to be here, far from the relative safety of his region.

But orders were orders. When word came of the deployment, "our families were shocked," the captain said.

"They call us every day, and we lie to them," he said. "We tell them we stay inside the base. One day, my mother called when we were out on patrol in a market. There were cars, people, noise in the background. I wanted to end the call. I knew she'd suspect something was up."

This was not the first time the captain had been on a hazardous assignment. He had been deployed for 72 days in Balad, an Arab town north of Baghdad that is rife with Shiite and Sunni fighters. He said his best friend was killed there when someone threw a bomb into a military truck.

Some Kurdish politicians have criticized the deployment of Kurds to Baghdad for fear that it will exacerbate tensions between Kurds and Arabs. There is talk that the soldiers have been told by their political leaders not to get involved in the Arab sectarian war. But Captain Ross Kinkead, the U.S. officer who serves as a liaison with Hamasala's company, said the Kurds have never turned down a mission.

"They're the best soldiers I've worked with on the Iraqi Army side in three deployments in Iraq," he said.

April 24, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Ankara envoyé spécial



23 AVRIL 2007

Avant d'être égorgées, les trois victimes ont été pendant plus de trois heures lacérées de dizaines de coups de couteau, notamment dans les testicules et à l'anus. «Il est clair que ces blessures ont été infligées pour torturer», a expliqué le médecin légiste. Jour après jour sortent de nouveaux détails atroces sur l'assassinat, le 18 avril, de trois protestants évangélistes – deux Turcs convertis et un Allemand – à Malatya, ville de 400 000 habitants de l'est de la Turquie, par une bande de jeunes d'un foyer-internat islamiste. Ils affirment avoir agi «pour la défense de la religion et de la patrie». Onze personnes ont été arrêtées. Certains éditorialistes n'hésitent plus à parler de «christophobie», dénonçant le climat d'hostilité vis-à-vis des minorités chrétiennes, qui ne représentent pourtant qu'à peine 1% de la population, soit 75 000 personnes dont 10 000 protestants.

Ambiguë. Le gouvernement de l'AKP (Parti de la justice et du développement), issu du mouvement islamiste, a condamné durement «la sauvagerie» de la tuerie. «Qu'est-ce qui a pu nous arriver, à nous, Turcs, pour que nous puissions tuer de cette manière des gens vivant sur notre terre?» s'est ému le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, pourfendant «le pan-nationalisme et le nationalisme religieux». L'indignation est générale, mais ambiguë. «Tous ont, à raison, évoqué la tradition de toléran-

«Il y a une atmosphère générale de peur du démantèlement du pays qui attise la haine contre les chrétiens.»

Orhan Kemal Cengiz, avocat

ce religieuse du pays depuis l'empire ottoman, mais aucun leader, à commencer par le gouvernement, n'a dit clairement que la liberté religieuse est un droit et que cela signifie aussi celui de changer de religion», remarque un diplomate européen, soulignant que les réformes sont restées bien timides malgré les critiques récurrentes de Bruxelles. Il y a eu au niveau législatif une certaine libéralisation. Des

La mort des trois évangélistes fait suite à plusieurs crimes contre les minorités.

La Turquie s'enfoncé dans un climat antichrétien



Manifestation à Istanbul, vendredi, après le meurtre des trois protestants évangélistes à Malatya, dans l'est du pays.

biens ont été restitués aux minorités religieuses, et il est un peu moins difficile qu'avant d'ouvrir une église. Mais chaque mois ou presque des cocktails Molotov sont lancés contre des églises, des prêtres, ou des activistes protestants sont agressés, battus, blessés

au couteau. Une moyenne d'une dizaine d'incidents graves par an et cinq morts depuis 2006. Il y a trois

mois était assassiné à Istanbul le journaliste arménien Hrant Dink par un chômeur ultra-nationaliste et, un an plus tôt, un prêtre italien, Andrea Santoro, était abattu à Trabzon (Nord) par un adolescent exalté au cri d'«Allah Akbar».

«Péril missionnaire». A chaque fois, les autorités dénoncent des «actes isolés». Mais elles n'hésitent pas non plus à évoquer «le péril missionnaire» pour flatter le nationalisme

croissant d'une opinion lasse des rebuffades européennes. Les ultra-nationalistes et les islamistes radicaux, eux, sont encore plus virulents dans leur dénonciation du «complot occidental».

«Il y a une atmosphère générale de peur du démantèlement du pays qui attise la haine contre les chrétiens et leurs supposées activités missionnaires», explique l'avocat Orhan Kemal Cengiz, activiste des droits de l'homme qui avait été le défenseur de Necati Aydin, l'un des évangélistes victimes de la tuerie, incarcéré quelques semaines il y a six ans pour «diffamation de la religion». «Les charges furent finalement abandonnées», raconte Ercan Sengül, un des animateurs de la maison d'édition chrétienne Zirve, prise pour cible à Malatya. Depuis leur installation dans la ville en 2000, les évangélistes ont dû faire face à la suspicion

TURQUIE



et aux rumeurs, même si les relations avec la majorité des habitants sont plutôt bonnes. On affirme qu'ils paient – «cash» et en dollars – pour chaque conversion. Ces accusations sont récurrentes. «Toutes les semaines, des gens viennent nous voir en nous demandant l'argent pour devenir chrétiens», raconte un prêtre basé dans une très grande ville du centre du pays. Dans leurs prêches du vendredi, les imams, presque tous salariés par l'Etat, dénoncent régulièrement «le danger missionnaire». Jusqu'en juillet 2006, leurs textes étaient visés par le directeur général des Affaires reli-

gieuses; maintenant ils sont libres de dire ce qu'ils veulent, et le phénomène s'est encore aggravé. Ainsi, il y a deux mois, le principal imami de Diyarbakir, grande ville du Sud-Est, martelait dans son sermon que «les transferts d'organes étaient licites sauf pour les prostituées, les drogués et les chrétiens».

Manipulables. «Si j'étais un jeune un peu paumé, j'aurais pu moi-même commettre un tel crime à force d'entendre que les

chrétiens sont là pour démembrer le pays», souligne Baskin Oran, professeur de sciences politiques à Ankara et auteur d'un rapport dénonçant «le climat de paranoïa» sur la question des minorités. Les profils du jeune assassin du père Santoro à Trabzon, de celui de Hrant Dink et des jeunes tueurs de Malatya sont proches à bien des égards. Vaquement étudiants ou déjà chômeurs, ils s'exaltent en

bande et sont très aisément manipulables.

«Notre pays et notre religion étaient menacés», affirme le texte de la même lettre manuscrite que les quatre assassins, âgés de 19 à 20 ans, avaient en poche au moment de leur arrestation. Un cinquième, qui a sauté par la fenêtre au moment de l'irruption de la police, est toujours plongé dans le coma. C'est le présumé chef du groupe, Emre Günaydin, fils d'un profes-

seur de karaté et par trois fois blackboulé au concours d'entrée à l'université. Depuis quelques mois, il avait commencé à fréquenter la mission protestante pour prendre des informations. Selon leurs dépositions, les jeunes ont torturé les victimes parce que celles-ci ne voulaient pas leur donner la liste des autres membres de l'Eglise vivant dans la ville. ◀

MARC SEMO

PROJET DE BARRAGE AU KURDISTAN TURC

CRFD 16/02/2007

LE TIGRE AVALE SON HISTOIRE

Quels bailleurs de fonds se cachent derrière le projet hydroélectrique Ilisu, qui menace d'engloutir tout un pan de la Mésopotamie turque? Notre envoyée spéciale lance quelques pistes.

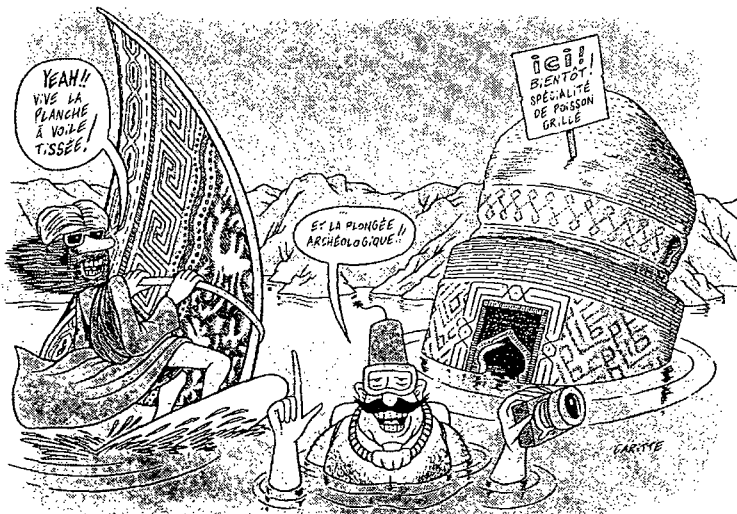
A HASANKEYF, LES GAMINS jouent au milieu de mosquées datant des XII^e et XIII^e siècles. Les habitations troglodytes autant que les musées témoignent de peuplements humains vieux de 12 000 ans. Le pont, un des plus majestueux construits au Moyen Âge, se dressait au carrefour des routes de la soie.

Mais cette ville du Kurdistan turc, à quarante-cinq kilomètres de la Syrie, est menacée par la construction d'une retenue d'eau de 313 km², derrière une digue de 135 mètres de haut. Ce barrage est la dernière tranche du Projet du Sud-Est anatolien, pharaonique entreprise dont l'ébauche remonte aux années 60 et qui comprenait vingt-deux barrages et dix-neuf centrales hydroélectriques. Ilisu, nom du dernier ouvrage, est en cours de construction. Cela suppose l'inondation d'Hasankeyf et de cent autres villages, ainsi que l'expulsion de 55 000 personnes, dont beaucoup sont déjà des réfugiés de la guerre civile qui oppose l'armée turque au PKK¹.

«Ce chantier démontre que nous n'oublions pas le Sud-Est» s'est vanté le Premier ministre Recep Erdogan. La coordination Hasankeyf girisimi («Sauvons Hasankeyf»), composée de soixante-douze associations, proteste contre un tel cynisme. À trente kilomètres de là, Barajevleri, village au pied du futur barrage, en fait la preuve : des maisons à l'allure désolée, construites pour héberger... les sinistrés du barrage de Batman. Les transports collectifs les plus proches sont à une heure de marche. Pas d'école, pas de commerces, pas de médecin. Avec

les pluies, les chemins sont impraticables.

«Ils ont construit vingt et un barrages et nous n'avons constaté aucune amélioration de notre existence : Hafelti, Zeugma, Batman... On connaît les problèmes rencontrés par les populations avoisinantes. Et c'est avec Ilisu que le bonheur viendra?» s'interroge le maire d'Hasankeyf avec ironie. Personne ici n'a été consulté. Le projet, rédigé en anglais pour les bailleurs européens,



n'a été traduit ni en turc, ni en kurde...

On respire ici une angoisse parfois asphyxiante. Il y a vingt ans que les investissements sont gelés. La ville, troisième plus pauvre du pays, comptait 70 000 habitants dans les années 60. Elle en a depuis perdu la moitié.

Les touristes y passent, le temps de prendre une photo. Rien qui les retienne, sauf quelques guinguettes au bord du fleuve qui attirent surtout les promeneurs du dimanche venus de Batman, ville pétrolière voisine.

Qui va financer cette monstruosité culturelle, sociale et environnementale? D'où vont sortir les 1,2 milliard d'euros nécessaires, sans compter les prévisibles dépassements budgétaires? Un consortium turc mené par Nurol, grosse boîte de BTP proche du gouvernement. Et plusieurs firmes européennes, comme Zublin, Alstom, Vatech. Ceux-là ne risquent pas grand-chose puisque les gouvernements européens et les

banques garantiraient les investissements. Bien qu'aucun accord de financement ne soit encore arrêté, le 5 août 2006, Erdogan a inauguré en grande pompe les chantiers. Pendant ce temps, les tractations se poursuivent en douce, malgré les promesses de transparence... En 2001, la compagnie britannique Balfour Beatty a abandonné la partie, faute de garanties environnementales. La Banque mondiale refuse de financer un barrage qui, réduisant le débit du Tigre, risque de provoquer un conflit avec la Syrie et l'Irak.

Mais, selon l'ingénieur en chef Yunus Bayraktar, figure de l'oligarchie turque, ce projet apportera prospérité et progrès socio-économique à la région, avec 80 000 emplois. «On a toujours vécu dans l'oubli. Pourquoi les croirions-nous?» témoigne le vieil Ömer, qui vit près des ruines du pont. En 1937, il a aidé à construire un mur de protection sur un site classé monument national, qui va maintenant être noyé. «Qu'éprouveriez-vous, les Européens, si des Turcs voulaient inonder Vienne...?» demande Murat en attendant le client dans sa boutique de tapis.

ESPERANZA VARGAS

1. Parti des travailleurs du Kurdistan.

Iraq violence kills 40; plan for wall angers 2 sides

Herald INTERNATIONAL Tribune

April 23, 2007

By Alissa J. Rubin

BAGHDAD: Car bombs, assassinations and executions took the lives of about 40 people across Iraq on Sunday as a fierce debate raged over the construction of walls between volatile Sunni and Shiite neighborhoods in Baghdad.

The most chilling attack occurred in the city of Mosul. It followed the recent marriage of a Sunni Arab man and a woman from the Yazidi faith, an offshoot of Islam and an ancient Persian religion, the police said. The police said that when the woman married she converted to Islam, which angered some among the Yazidis. She was kidnapped and killed, said Brigadier General Muhammad al-Waqa of the Mosul police.

The Sunni Arabs in the area demanded that the Yazidis turn over the killers. In a Yazidi-majority town east of Mosul, residents found leaflets saying, "Unless you turn them over, we will never let any Yazidi breathe the air."

The Yazidis refused. On Sunday afternoon, armed men stopped minibuses traveling from a government textile plant in Mosul where many Yazidis and Christians were known to work. The men dragged the passengers off the buses, checked their identity cards and lined the Yazidis against a wall and shot them, killing 23 and wounding 3, Waqa said.

In Baghdad, where a car bomb in the southern part of the city killed 12 people, including 2 policemen, the construction

of a wall separating a Sunni Arab neighborhood from surrounding Shiite areas drew sharp criticism from two powerful political groups. The groups, the Sunni Arab Iraqi Islamic Party and the Shiite group linked to the anti-American cleric Moktada al-Sadr, both oppose dividing Iraq by sect. They issued sharp statements about the wall, saying it would increase sectarian hatred and fuel efforts to partition the country.

[Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki said Sunday that he had ordered a halt to the construction of the barrier, The Associated Press reported. "I oppose the building of the wall and its construction will stop," Maliki said at a joint news conference in Cairo with Amr Moussa, secretary general of the Arab League. "There are other methods to protect neighborhoods."]

News of the wall's construction became widespread last week after the U.S. military issued a news release heralding the latest "gated community." Several other such zones had been created, although with less-massive walls.

The wall under construction, with a length of three miles, or about five kilometers, borders the overwhelmingly Sunni neighborhood of Adamiya, which has been an insurgent stronghold. The intention appeared to be both to keep out Shiite militias who might attack civilians there as well as to stem the flow of bombs made in the neighborhood into surrounding areas.

"Surrounding areas of the capital with barbed wire and concrete blocks would harm these areas economically and socially," the Islamic Party said in a statement e-mailed to news organizations. "In addition, it will enhance sectarian feelings. This will cause great damage to the neighborhood's residents and have a negative effect on these areas instead of solving problems. It will deepen the gap between the people and encourage sectarianism."

Abu Firas al-Mutairi, a representative

A Sunni group and a Shiite group oppose dividing Iraq by sect.

of the Political Bureau of the Sadr Movement in Najaf, said: "The Sadr movement considers building a wall around al-Adhamiya as a way to lay siege to the Iraqi people and to separate them into cantons. It is like the Berlin Wall that divided Germany."

He added: "This step is the first step toward dividing the regions into cantons and blockading people there. Today it happens in Adhamiya. Tomorrow it will happen in Sadr city."

A spokesman for the U.S. military in Iraq said Sunday that the wall was intended only to be a temporary barrier to improve security. He described it as a tactic being used only in a handful of neighborhoods and not an effort to divide the city, much less the country.

The military does not have a new strategy of building walls or creating "gated communities," the spokesman, Major General William Caldwell, said in a written statement. Military officials said last week in a news release that the Adhamiya wall was "one of the centerpieces of a new strategy." They also explicitly said the wall was aimed at dividing Sunni Arabs in Adhamiya from Shiites to the east.

In Falluja, in Anbar Province, west of Baghdad, the City Council chairman, Sami al-Jumaili, was assassinated Sunday. A relative of Jumaili described him as "an educated man, who went to medical school." The relative added: "He accepted the job because he trusts people and wanted to help the city. Many people refused the job. The family warned him that the job was dangerous. And many of his predecessors had been were killed. He answered that he had not harmed anyone."

The U.S. military Sunday also reported the deaths of three soldiers, The Associated Press reported. Two were killed in attacks in Baghdad on Saturday, The AP said, while the third died from an unidentified noncombat cause that was under investigation.



Ashley Gilbertson for The New York Times

Iraqis do the dirty work, and suspects talk

A suspected insurgent who cooperated with U.S. troops after watching Iraqi soldiers beat a fellow detainee in one of the new joint American-Iraqi security stations in Baghdad. "I prepared him for the Americans and let them take his confession," an Iraqi soldier said. "We know how to make them talk. We know their back streets. We beat them. I don't beat them that much, but enough so he feels the pain and it makes him desperate." Such abuse of detainees by Iraqi troops, which appears to be widespread, is a largely undiscussed dilemma for American troops in joint security stations. Read the article online.

Backsliding in Ankara ■ Steven A. Cook

The EU, Erdogan and Turkey's generals

After an almost three-year hiatus, Turkey's generals are flexing their political muscles once again. While EU officials are quite rightly critical of the military for its interference in politics, Brussels is itself to blame for the recent backsliding in Ankara.

In an extraordinary news conference recently, Turkey's chief-of-staff, General Yasar Buyukanit, stated that a military incursion into northern Iraq was necessary to protect the country from terrorists of the Kurdistan Workers Party, known as the PKK, hiding out there, but that the proposed operation "required a political decision." Speaking for Turkey's senior-ranking officers, Buyukanit also indicated that the country's next president, who will be elected in late April, must uphold the country's secular system in "word and deed." These statements were purposely intended to turn up the political heat on Recep Tayyip Erdogan, the Islamist-oriented prime minister who reportedly covets the Turkish presidency.

Why blame the European Union for the officer's thinly veiled efforts to undermine Erdogan? After all, the Turkish military has a long history of intervening in politics, including four coups between 1960 and 1997. Yet, it is important to understand the dynamic effect the European Union has had on the Turkish political system. The very prospect of Turkey's EU membership has been nothing less than an anchor of economic and political reform.

The overwhelming popularity of the EU project among average Turks in 2003-2004 made it possible for Erdogan's government to undertake a series of far-reaching political changes. The overall affect of these reforms was the development of a more open and democratic Turkey and a much diminished ca-

capacity for the military to meddle in politics. Indeed, by the end of 2004 when the EU Commission recommended that membership negotiations with Ankara begin the following calendar year, Turkey was firmly on a liberal, democratic trajectory.

Just as the European Union was decisive in spurring Turkish reform a few years ago, Brussels is currently contributing to a return of some old and bad habits in Ankara. Over the last year, Turkey's effort to join the Union has run into a number of obstacles.

Some, like Turkey's unwillingness to honor its EU commitments when it comes to relations with the Republic of Cyprus and Europe's ongoing concerns about freedom of expression, are legitimate.

There is, however, another less tangible, though deep-seated problem with Turkey's EU membership.

Specifically, European publics and some of their leaders have sent Turks the unmistakable message that Turkey is not welcome in the Union on cultural and religious grounds. Unlike previous EU candidate countries — none of which were predominantly Muslim — Turkish membership will be put to a referendum in France. For its part, the German government has become increasingly interested in offering Turkey "a privileged partnership," which amounts to little more than the current quality of Ankara's relations with Brussels. Never mind the fact that Europe's draft constitution was an unwieldy mess, many Turks (and Europeans) interpreted the document's 2005 rejection in the Netherlands and France as a proxy for rebuffing Turkey's prospective EU membership.

The consequence of European opposition to Turkey's accession is a precipitous decline in support for Union membership among Turks. In 2004, some 77 percent of Turkey's population favored taking the

necessary steps to join Europe, now only 30 percent do so. Candidate countries often exhibit a drop in public enthusiasm for EU membership when their populations confront the reality of both abdicating some sovereignty to Brussels and the hard task of conforming to the Union's laws, decrees, and norms. The fact that Europe's opposition to Turkish membership is based on religious and cultural factors only accentuates this problem.

In Turkey, the negative signals from Europe and subsequent steep fall off in support for EU membership have provided the generals with room to maneuver in the political arena.

While in 2004 it was complicated to apply significant pressure on Erdogan due to the popularity of his EU reforms, the calculations of the commanders have changed as Turkey's relations with Europe have cooled. With the prospect of Union membership seemingly in doubt, Turkey's top officers have shrewdly determined that they have little to lose by playing politics.

This brings us back to General Buyukanit's press conference. Erdogan may yet become Turkey's next president. Should Erdogan take up residence at the Cankaya palace, he can expect to confront constant pressure and scrutiny from the military brass.

The return of the Turkish military's much-vaunted autonomy would provide additional weight to those in Europe who claim that Turkey is not a democracy and thus not ready to become a member of the European Union. Yet, for the naysayers in Europe, this unfortunate situation would be nothing more than a self-fulfilling prophecy they helped to achieve.

Steven A. Cook is the Douglas Dillon fellow at the Council on Foreign Relations. He is the author of "Ruling But Not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria, and Turkey."

Brussels is contributing to a return of some of Turkey's old bad habits.

Syria jails lawyer for his reports of torture

By Hassan M. Fattah

DUBAI, United Arab Emirates: A Syrian court Tuesday sentenced a prominent human rights lawyer, Anwar al-Bunni, to five years in prison for "spreading false information damaging the country," his attorneys said, handing down one of the harshest sentences in the Syrian regime's yearlong crack-down on opposition.

An attorney for Bunni, Razan Zaitounah, said the Damascus criminal court had sentenced Bunni for "spreading false information" about torture in Syrian prisons, about which Bunni had written and been interviewed.

In addition to the prison sentence, Bunni was ordered to pay a \$2,000 fine for operating his Center for Development for Civil Society — started in 2006 with help from a European Union grant — without official permission from the Ministry of Social Affairs and Labor.

"This is against human rights, and it's not only an unjust verdict for Anwar — it's an unjust verdict for the Syrian nation," said Ragheda Issa, Bunni's wife, speaking by telephone Tuesday evening.

But most of all, Bunni's attorneys and many analysts said, the verdict appeared to be a stark warning to the Syrian opposition.

Bunni's prison sentence far exceeded the typical three years other Syrians convicted on the same charges have received, further underscoring the political nature of the ruling, Bunni's attorneys and Syrian analysts said.

"It was a message to the entire opposition movement: Pursue democracy, get punished," said Razan Zaitounah, an attorney on Bunni's defense team.

Witnesses said the courtroom was hushed as the judge read the verdict Tuesday morning, then erupted in shock at the harshness of the sentence.

"It's not a matter of what Anwar did. The regime is trying to send a message to the opposition movement, and that is: 'Shut up,'" said Yassin Hajj Salih, a columnist and analyst linked to the opposition who attended the court session Tuesday. "The regime wants activists to be afraid, to be careful of what they do."

Bunni, who has himself represented numerous opposition figures in the past and who has been jailed several times, has often drawn the ire of the government for his work as the director of the legal rights center, which was established by a Belgian nongovernmental organization. The center was closed after his arrest.

Syria has long been intolerant of political opposition, in the past jailing critics of the regime for 10- and 15-year sentences.

But when Bashar al-Assad inherited power from his father, Hafez, in 2000, the government released many opposition figures from prison and sought to be more lenient with those who spoke out.

But under growing international pressure amid allegations of Syrian collusion in the assassination of a former

Lebanese prime minister, Rafik Hariri, in 2005, as well as allegations by the Bush administration that Syria had aided militants seeking to enter Iraq through Syria, the government began to crack down on dissent early last year.

Bunni is the first among several opposition figures on trial to be convicted. Michel Kilo, a columnist and government critic who openly argued for a change of policy on Lebanon, was arrested shortly before Bunni in May, too, as was another columnist, Mahmoud Issa.

The men were rounded up after they signed a petition calling for a radical overhaul of Syria's relations with Lebanon.

Human rights groups said Tuesday that the verdict showed the lack of concern for human rights in Syria.

"The Syrian government has just reminded the entire world that it has absolutely no respect for the rights of its citizens to express themselves freely," said Sarah Leah Whitson, executive director of Human Rights Watch's Middle East and North Africa Division.

Hugh Naylor contributed reporting from Damascus.

L'Iran aurait commencé à produire de l'uranium enrichi

PROLIFÉRATION. L'Iran aurait commencé à produire du combustible nucléaire dans son complexe souterrain de Natanz. Selon un rapport confidentiel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran disposerait de huit « cascades » de 164 centrifugeuses chacune en fonctionnement à Natanz. Ces 1 312 centrifugeuses transforment du gaz d'uranium en uranium enrichi, qui peut alimenter des réacteurs nucléaires, mais aussi entrer dans la fabrication du cœur d'une bombe atomique. Le président Mahmoud Ahmadinejad avait annoncé le 9 avril que l'Iran avait atteint le stade industriel de l'enrichissement d'ura-

nium, mais sans donner de chiffre précis sur le nombre de centrifugeuses en fonctionnement. Des inspecteurs de l'AIEA ont visité Natanz le 15 avril, et ont été informés de la mise en service des huit « cascades ». La confirmation de cette nouvelle étape franchie par l'Iran dans le processus de fabrication de combustible nucléaire apparaît comme un défi aux sanctions internationales, adoptées pour que l'Iran renonce à son programme d'enrichissement d'uranium. Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà entériné, dans deux résolutions successives, une série de sanctions contre l'Iran à cause de son refus de suspendre son pro-



Le président Ahmadinejad avait annoncé, le 9 avril, que l'Iran avait atteint le stade industriel de l'enrichissement d'uranium. Sipa.

gramme nucléaire. Les États-Unis ont accusé Téhéran de défier la communauté internationale, et ont averti que l'Iran ris-

quait de se retrouver encore plus isolé. Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Gholam-Reza Aghazadeh, a déclaré que l'Iran était déterminé à poursuivre son programme, et à installer à terme jusqu'à 50 000 centrifugeuses à Natanz. La décision de l'Iran de réduire sa coopération avec l'AIEA au minimum renforce les doutes quand à l'usage qui pourrait être fait de l'uranium enrichi.

ADRIEN JAULMES
(avec AFP, Reuters)

LE FIGARO

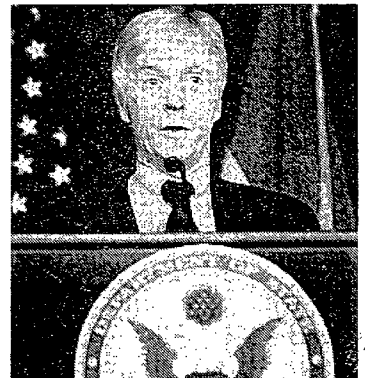
20 avril 2007

LE FIGARO mardi 24 avril 2007

Polémique sur l'érection d'un mur par l'armée américaine à Bagdad

IRAK. Des dirigeants américains et irakiens ont affirmé hier que le projet de construction d'un mur autour d'une enclave sunnite à Bagdad se poursuivrait, en dépit des critiques formulées par le premier ministre Nouri al-Maliki. La muraille de béton, autour du quartier sunnite d'Adhamiyah, est censée protéger sa population contre les violences communautaires. « Le but n'est évidemment pas de faire de la ségrégation entre les communautés », a affirmé le nouvel ambassadeur des États-Unis en Irak, Ryan Crocker. Pour sa part, le général irakien Qassim Atta a estimé que cette affaire de barrières avait été « exagérée par les médias ». Selon lui, la construction de tels ouvrages se poursuivra à Bagdad comme pré-

vu. Le 10 avril, les forces américaines ont commencé à ériger ce mur de cinq mètres de haut, dont la longueur doit atteindre cinq kilomètres. La veille, le premier ministre Nouri al-Maliki, de confession chiite, avait fait connaître son opposition à la construction du mur d'Adhamiyah, l'une des dernières enclaves sunnites dans l'est chiite de Bagdad. Un député a estimé que la construction de ce mur marquait « l'échec » de la politique de sécurité à Bagdad. Le plan de sécurité mis en place le 14 février dans la capitale irakienne pour juguler les violences communautaires prévoit d'ici à juin le déploiement de 80 000 soldats américains et irakiens. Mais il a été miné par la récente vague



« Le but n'est pas de faire de la ségrégation entre les communautés », a déclaré Ryan Crocker, l'ambassadeur des États-Unis. AP

d'attentats qui a fait près de 200 morts dans la capitale. Hier encore, au moins 21 personnes ont été tuées dans cinq attentats en Irak, notamment à Mossoul, Bagdad et Baqouba.

(AFP)

Le Monde
Mardi 24 avril 2007

IRAK Assassinats à Mossoul et attentats à Bagdad

BAGDAD. De nouvelles violences ont touché l'Irak, dimanche 22 avril. Dans la région de Mossoul (nord), 23 ouvriers, membres de la minorité religieuse des Yézidis, ont été assassinés par des hommes armés, selon la police. A Bagdad, 16 personnes ont été tuées et 95 blessées dans un double attentat à la bombe visant un poste de police. Huit autres personnes ont péri dans la capitale irakienne, dont six dans l'explosion d'une voiture piégée et d'un engin artisanal.

Par ailleurs, 18 insurgés ont été tués et 7 arrêtés lors d'une opération contre une base d'Al-Qaida au sud de Bagdad, a annoncé l'armée américaine. Cinq soldats américains ont également été tués, dimanche, en Irak. Le premier ministre, Nouri Al-Maliki, a ordonné l'arrêt de la construction controversée, dans plusieurs zones de la capitale, par l'armée américaine, de murs censés protéger la population contre les violences intercommunautaires. - (AFP.)

Neuf soldats américains tués dans un attentat-suicide

Neufs soldats américains ont été tués, lundi 23 avril, dans un attentat-suicide perpétré près d'une base militaire de la province de Diyala, dans le nord de l'Irak, portant à 70 le nombre des militaires américains morts depuis le début du mois d'avril, a annoncé, mardi, l'armée américaine. Aux États-Unis, les élus démocrates sont parvenus, lundi, à élaborer une version commune aux deux Chambres du

Congrès du projet de loi sur le financement de la guerre en Irak et en Afghanistan, qui mentionne un début de retrait des troupes d'Irak au 1^{er} octobre 2007. Le texte fixe également l'objectif non contraignant d'un retrait total d'ici le 1^{er} avril 2008. Le président George Bush a averti qu'il mettra son veto à ce texte après son éventuelle adoption par les deux Chambres du Congrès. - (AFP.)

Le Monde

25 avril 2007

Près de 200 morts dans une série d'attentats à Bagdad

Le Monde
Vendredi 20 avril 2007

UNE VAGUE D'ATTENTATS à la voiture piégée a ravagé Bagdad, mercredi 18 avril, dans des zones à majorité chiite, tuant près de 200 personnes. Soit le plus lourd bilan depuis la mise en place, le 14 février, du plan de sécurité « Imposer la loi », pour lequel des dizaines de milliers de soldats irakiens et américains ont été mobilisés dans la capitale.

L'attaque la plus meurtrière a visé la station routière du marché de Sadriya, dans le centre-ville, sur la rive orientale du Tigre, faisant au moins 140 morts et 150 blessés. La déflagration a été entendue à plusieurs kilomètres. La plupart des victimes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, se sont retrouvées prisonnières à l'intérieur de voitures et d'autocars en flammes. Une partie du marché était

encore en reconstruction après sa destruction lors d'un précédent attentat, le 3 février, qui avait fait 130 victimes.

Les survivants et les habitants accourus pour prêter mainforte aux ambulanciers ont été arrêtés par des francs-tireurs qui ont ouvert le feu. Beaucoup ont ensuite laissé éclater leur colère, dénonçant le gouvernement de Nouri Al-Maliki, scandant « *A bas Maliki !* » et « *Maliki, où est ton plan de sécurité ?* ».

A Sadr City, le grand faubourg chiite de Bagdad, une voiture piégée lancée sur un barrage de l'armée a fait au moins 28 morts et une quarantaine de blessés. Deux autres véhicules ont explosé dans le quartier de Karrada, au centre de la capitale, provoquant la mort d'au moins 14 personnes.

M. Maliki a condamné ces « *attaques monstrueuses* », perpétrées par « *des vampires* » et des « *soldats de Satan* », qui rappellent « *les massacres et génocides commis par l'ancienne dictature* » de Saddam Hussein. Il a annoncé l'arrestation et la mise en examen du commandant militaire irakien chargé de ce secteur, en raison de la « *faiblesse des mesures prises pour protéger les civils* ». Il a par ailleurs confirmé le transfert, par les forces britanniques aux autorités irakiennes, du contrôle de la sécurité d'une quatrième province, celle de Missane, dans le sud du pays.

Le contre-amiral Mark Fox, un porte-parole de l'armée américaine, a exprimé sa « *frustration* » devant ces attentats, tout en estimant qu'il n'y avait pas de « *dégradation* » de la situation. — (AFP, AP, Reuters.)



30 AVRIL 2007

Les Turcs défilent avec l'armée pour la laïcité

Pressions des militaires et marche des kemalistes contre l'élection d'un « islamiste » à la présidence.

Istanbul (envoyés spéciaux)

Il y a la pression de la rue, avec des centaines de milliers de personnes, voire même un million, massées hier à Istanbul pour marteler que « *Cankaya* (l'Elysée turc, ndr) restera fermé à la

charia ». Il y a les pressions des militaires, qui ont rappelé, au cœur de la nuit de vendredi, dans un long communiqué, le caractère « *intangible* » de la laïcité de la République. L'élection présidentielle turque est devenue un moment de vérité

pour le processus de démocratisation de ce pays, peuplé à 99% de musulmans, mais laïc, et qui a commencé en octobre 2005 ses négociations d'adhésion à l'Union européenne. Alors que le parlement dominé

par l'AKP du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, doit se réunir mercredi pour un second tour de scrutin, la Turquie laïque accroît sa mobilisation, inquiète de voir ce parti issu du mouvement islamiste occuper toutes les principales charges de l'Etat. Le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, est le seul candidat en lice, et l'AKP dispose de 353 sièges sur 550 (bien que n'ayant remporté que 34% des voix aux élections de 2002). Au second tour, il faut encore une majorité des deux tiers. Ensuite,

une majorité simple suffit. Le camp laïc dénonce « *un danger sans précédent* » dans l'histoire de la République fondée par Mustapha Kemal Atatürk sur les décombres de l'Empire ottoman.

Dans l'immense foule hérissée de drapeaux turcs et massée dimanche sur la place Caglayan, il y avait surtout des jeunes et des femmes. Comme à Ankara le 14 avril, on y voyait des « bobos », des pro-

Saisie par l'opposition de gauche, la Cour constitutionnelle, composée de laïcs convaincus, pourrait invalider le processus d'élection du président.

fessions libérales, des ouvriers du syndicat de gauche Disk, et des militants du CHP (Parti républicain du peuple, la principale force d'opposition) ve-



nus de toute l'Anatolie. Une Turquie patchwork, réunie sous la bannière de la laïcité et du kémalisme.

Il y avait les slogans éculés, comme «ni UE, ni USA, vive la Turquie indépendante» ou ceux lancés à la tribune, clamant: «Nous sommes tous des kémalistes, nous sommes tous des Turcs.» «C'est surtout par habitude, car il n'y a pas eu de renouveau de la gauche, mais les centaines de milliers de

jeunes qui sont là attendent tous autre chose», soulignait Cengiz Aktar, universitaire de la gauche libérale. Tout en affirmant son «respect» pour l'armée, gardienne des valeurs de la République, la grande majorité du camp laïc tient à se démarquer de la mise en demeure des militaires habitués des coups d'Etat. Le mémorandum de l'état-major énumère longuement les atteintes récentes

à la laïcité, dont certaines sont bien dérisoires, comme des dérivés islamistes dans des fêtes scolaires de province. Mais les militaires affirment aussi clairement qu'ils ne veulent pas d'Abdullah Gül. Le gouvernement AKP catégoriquement réfuté les accusations des militaires et maintient son candidat. La décision appartient désormais

à la Cour constitutionnelle. Saisie par le CHP, l'opposition de gauche, sur une question de quorum, elle pourrait invalider le processus d'élection du chef de l'Etat. Les 11 juges, en majorité des laïcs convaincus, devraient rendre leur arrêt début de semaine. Provoquant ainsi des élections anticipées, avant que le nouveau Parlement n'élise le président. ◆

RAGIP DURAN et MARC SEMO

TURQUIE

Une manifestation anti-islamiste "fascisante"

Venus pour défendre la laïcité, des centaines de milliers de Turcs ont fini par verser dans un nationalisme inquiétant en conspuant tour à tour l'UE, les Etats-Unis et le FMI, note le quotidien *Milliyet*.

MILLIYET
Istanbul

Lors de la manifestation organisée à Ankara le 14 avril, un orateur s'est écrié à la tribune: «Nous ne sommes pas des putschistes, nous sommes des révolutionnaires!» Il y avait une grande foule, et de nombreux drapeaux turcs flottaient au vent. Un slogan se faisait entendre: «L'armée kémaliste va s'exprimer!» Ensuite, une annonce: «Deniz Baykal, le président du CHP [kémaliste], est parmi nous!» Le ton de la manifestation était très guerrier et extraordinairement nationaliste. A les écouter, la Turquie serait un pays sous occupation qui se prépare à une nouvelle guerre de libération! L'Union européenne, l'Amérique et le FMI ont été conspués. Comme dans les années 1960, le slogan «Non à l'impérialisme! Oui à une Turquie vraiment indépendante!» résonnait de toutes parts. A cette époque, on courait manifester au cri de «Pour une Turquie indépendante et vraiment démocratique!» Nous n'étions soi-disant pas indépendants puisque nous étions liés à l'Amérique, pas plus que nous ne vivions en démocratie puisque c'était toujours des «agents de l'Amérique» tels que Süleyman Demirel [plusieurs fois Premier ministre et président de la République de 1993 à 2000] qui sortaient systématiquement vainqueurs des urnes. Nous considérant comme des «démocrates révolutionnaires», nous adorions les portraits d'Atatürk et nous pensions pouvoir réaliser une révolution démocratique en organisant des manifestations et en favorisant l'émergence d'une junte putschiste au sein de l'armée. Mais la plupart des jeunes qui manifestaient à cette époque étaient loin de savoir ce qui se tramait en coulisse,

► Dessin de Stavro paru dans Al-Balad, Beyrouth.

■ **Erdogan président ?**
Le Premier ministre se présentera-t-il aux élections présidentielles ? Les médias turcs épient les moindres faits et gestes dans l'espoir de savoir s'il va ou non se porter candidat à ce poste honorifique. Ayant jusqu'au 25 avril pour déposer sa candidature, Erdogan laisse encore planer le doute. Il dispose d'une majorité au Parlement (ce sont les députés qui élisent le président) et aurait donc toutes les chances d'être élu, mais l'opposition massive des milieux laïcs - qui craignent une islamisation du pays - le pousse à la prudence.



notamment dans les rangs de l'armée. C'est ainsi qu'après le putsch du 12 mars 1971, des tragédies se sont produites et que des jeunes révolutionnaires ont été pendus.

«LA TURQUIE EST LAÏQUE ET ELLE LE RESTERA»

Au cours de cette manifestation, la Turquie a été dépeinte d'une façon telle que tous ceux qui défendent aujourd'hui le principe d'une bonne entente avec les Etats-Unis, d'une candidature de la Turquie à l'Union européenne et d'une ouverture du pays vers l'extérieur sur la base de l'économie de marché apparaissent forcément comme des «collaborateurs» ou des «traîtres à la patrie». Ce rassemblement du 14 avril aura ainsi été marqué par un esprit ultranationaliste et par un discours fascisant. Je ne crois pas qu'une telle ambiance soit de nature à créer la stabilité, le calme et la paix dans notre pays. Cette méthode

est en effet très dangereuse: dans un passé pas si lointain, elle a surtout contribué à polariser la société, divisant la Turquie en plusieurs fronts opposés. Dans ce contexte, il est nécessaire de se rappeler ce que le pays a vécu pendant les années 1960, et surtout au cours de la décennie 1970. Que de sang versé et que d'énergie gaspillée! L'avez-vous oublié? J'entends dans ce rassemblement des slogans affirmant que «la Turquie est laïque et [qu']elle le restera». Bien sûr qu'elle va le rester. La Turquie dispose de suffisamment d'expérience pour pouvoir protéger la République laïque dans un cadre démocratique. Contrairement à ce que vient encore de déclarer l'actuel président de la République, Ahmet Necdet Sezer, le régime n'est pas menacé pas plus que la République n'est en danger.

Hasan Cemal

* Par allusion à Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne et laïque.



The PKK wildcard has many faces

No side in this struggle is given a free hand



While the U.S. continues to play a dangerous game with the PKK, Turkey slowly realizes the strength of Kurdish nationalism right across its own border.

Bashdar Pusho Ismaeel
Globe Political
Commentator

As friction between Iraqi Kurds and Turkey intensifies and Turkish General Yasar Buyukanit presses for a controversial military incursion into the Iraqi Kurdistan Region, PKK Commander Haval Jangawer threatened this week to end the unilateral ceasefire with Turkey, saying Turkey's refusal to negotiate let alone make any concessions has left the PKK no alternative.

The PKK has become a bitter national thorn since the start of their guerrilla campaign in 1984. Recently, however, the issue has become more critical as the Turks have become increasingly disillusioned with the lack of U.S. interest in taking action against PKK rebels entrenched in Iraqi Kurdish borders. Although listed as a terrorist organization by the U.S. government, American officials have been far from willing to jolt the only stable and prosperous part of Iraq and create more havoc in a country that is quickly slipping from their grasp.

In essence, all sides in one form or another have used the PKK issue to their advantage. The Iraqi Kurds have often been accused of harboring PKK rebels, although they have strongly rebuked such statements emphasizing the difficulty of launching any operation in the rugged and remote Qandil Moun-

tains. However, it is hard to imagine a lack of tolerance for the PKK, with the Iraqi Kurds mindful that it inherently serves as an emotive wildcard in any negotiations with Turkey.

Turkey has had to slowly and bitterly adjust itself to a new reality with the advent of Kurdish nationalism across its border, endorsed by the Bush administration and the Iraqi constitution. Despite the rhetoric of today, Turkey has certainly taken the

Iraqi Kurds a lot more seriously than before. Iraqi Kurds finding themselves in a prominent and influential position fully appreciate that they are one of the few genuine allies of the U.S. in the region, and perhaps the only side that can truly solve Turkey's PKK impasse and ultimately hold sway in the stability of southeastern Turkey.

Furthermore, it's hard to see how a proposed large-scale, cross-border military crackdown by Turkey would actually eliminate the PKK threat (or indeed the Turkish-Kurdish threat for that matter). It must be noted that before the U.S.-led invasion in 2003, Turkey had a free hand in acting against PKK hideouts in Iraqi Kurdistan. This never extinguished the threat then and it's very doubtful that it would be any different this time around. Perhaps Turkey



Two PKK female guerillas are seen in this file photo walking in their mountainous base.

is mindful that they can never eradicate a highly mobile and experienced target; in fact, not only would a mass buildup of their forces on the border serve as an ominous reminder to the Iraqi Kurds about their future motives, it would also create a necessary argument for a long-term Turkish presence perhaps around 10-15 kilometers inside Iraqi Kurdish territory.

In fact, the PKK within Turkey remains a tool used to justify its enormous expenditure on the armed forces, maintain the Kemalist ideology of military hegemony on state "values," and to

maintain their decades-long regional policies.

The PKK is also registered by the EU as a terrorist organization, providing perhaps Turkey's only diplomatic card for any incursion into Iraqi Kurdish territory under the banner of national security. Even then, a highly contentious invasion of Iraq would jeopardize their chances of joining

the EU. Furthermore, it can justify its actions to the U.S. under the pretext of self-defense, arguing that this was the same action that the U.S. took on a much larger scale in both Iraq and Afghani-

stan under its battle with international radicalism.

This leaves the U.S. as the final piece of the PKK jigsaw. Although they have openly condemned the PKK, appointed a special envoy to oversee the problem, and vowed to deal with the rebels, the U.S., in principle, has been playing a dangerous double-edged game with the organization.

PJAK (Party for Free Life of Kurdistan) is the Iranian affiliate and offshoot of the PKK. Both factions have essentially been working in unison, heavily coordinating activities, arms smuggling, and funding. It has been widely reported that the CIA is covertly funding and arming the sister organization of the PKK to destabilize the Iranian government and create a credible Iranian opposition movement to topple the Iranian regime from within. Of course, both sides deny these claims vehemently, but PJAK's confidence and influence has steadily risen to create a growing headache for Iran (in addition to Turkey, of course).

In a sign of mounting agitation at rebel hit-and-run tactics, Iranians have accused opposition groups of destabilizing the border region, and have even warned the Iraqi Kurds to crack down on the Iranian rebels or face punitive measures. As a show of intent, Iranian forces have already heavily shelled border villages on a number of occasions.

Both KDP-Iran and Komala also receive training inside Iraqi Kurdistan, but are not considered active against the Iranian government. This is an obvious dilemma

for the Iraqi Kurds who must weigh their good relationships with the Iranians with legitimate support for the ethnic brethren. U.S. support of Iranian-Kurdish groups was more apparent on an official level in 2006 when a U.S. delegation met with both KDP-Iran and Komala in the U.S.

As the strong strategic alliance between the U.S. and Turkey from the Cold War era has slowly eroded, the relationship between both powers be-

neath the political rhetoric has cooled. The U.S. is playing a difficult game with the threat of alienating Turkey, but it is clear that this is no longer a formidable relationship that will guarantee either side a free hand in the region.

The U.S. has quickly turned to the fiercely pro-American Iraqi Kurds as their major allies in

Iraq and possibly as their regional bulwark and launch pad of the future. Turkey has hardly been discrete in blaming the U.S. for "spoiling" the Kurds and allowing them to get too "big" for their boots.

With Israel (one of the most dominant factors in the Middle East) entering the fray, the correlations became even murkier and more tentative. Undoubtedly, Israel in some form or another would advocate a strong Kurdish entity. A friendly non-Arab entity, with large oil reserves that can act as a future buffer against Islamic fundamentalists and with ties to Iran, would be more than an ideal partner.

Meanwhile, as the mind games and political showcasing continues apace over the PKK, the Iranian regime, and Iraqi Kurdish desires, the

impoverished Turkish Kurds themselves get the rough end of the bargain. Stuck between the PKK and the cult status of the imprisoned leader Abdullah Ocalan and the oppressive Turkish government, they have been left with little choice. At the same time, the PKK issue in Turkey will be continuously used to inflame Turkish nationalism as a precursor to denying Kurds in Turkey legitimate rights and maintain the notorious deep-state syndrome of successive governments.

Clearly, the outcome of the current Iraqi quagmire is far from certain, but the long-term plight of the area with many sides battling to implement their strategic ideals may be just the tinderbox for a new wave of bloodshed, political dealings, and instability in the region.

Kurdish forces to receive security task in their region



The Kurdish Globe

April 24, 2007



Kurdish Peshmarga soldiers are guarding a local official during a visit inside the Erbil city.

Commanders of the Kurdistan Peshmarga forces are engaged in talks with Baghdad and the multinational forces about submitting the security

task in the Iraqi Kurdistan Region to the Kurdish Peshmarga forces.

The Iraqi National Security Advisor, Muafaq Al-Rabi'ee, is chairing the

delegation from the Iraqi government in the talks, with the assistance of representatives from the Iraqi of Defense and Interior ministries.

General Jabar Yawar, spokesman of the Kurdistan Peshmarga forces, announced on Thursday, April 19, that they are resuming talks after they were postponed last August.

He declared a common understanding memorandum prepared for this purpose. It contains a mechanism for transporting the security file, expected in the next month, in the region to the Kurdish forces. Details about the size of the Peshmarga, their duties, and their funds are mentioned in the memorandum. It also arranges the deployment of the multinational forces inside the

region in the future. Coordination between the KRG and Baghdad for moving the Iraqi army and Kurdistan Peshmarga forces in and outside the region is also being discussed.

Kurdish soldiers to return

General Yawar told a local

Kurdish paper on Thursday, April 19, that the Iraqi army and Kurdish soldiers already deployed in Baghdad will return to Kurdistan by the end of this month.

He explained that the soldiers from both battalions of Suleimaniya

3rd Brigade of the Iraqi Army 4th Division will return and will be settled in Suleimaniya in the next 10 days.

These two battalions consist of about 1,300 soldiers. "These forces were supposed to come back earlier but their duties are managed by the Iraqi

Ministry of Defense," he said. About their roles in Baghdad, he explained "...These forces played a noticeable role in protecting security in Baghdad's quarters of Shu'la, Hay-Amil, and others."



The Kurdish Globe April 24, 2007

Extremist Group Infiltrating Kurdistan

Kurdish PM to visit Iran for talks on al-Qaeda affiliated group

The PM vows to crack down on extremist fighters entering Kurdistan through Iran's borders.

The Globe - Erbil

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani will visit Iran in the near future to discuss, among other issues, the infiltration of the extremist Ansar al-Islam fighters from Iran into Kurdistan.

Speaking in Sulaimaniya during the inauguration of a police academy, Barzani disclosed his plan to talk to Iranian authorities in order to facilitate a stop of the militant group's cross-border operations into Kurdistan.

"We are closely following the events and are concerned. It will be one of the issues we discuss with the Tehran government during an imminent visit (to Iran)," Barzani told reporters last Wednesday.

Sources close to the Prime Minister contacted by the Globe refused to disclose the date of Barzani's trip to Tehran.

The remarks by Barzani came after several attacks by the al-Qaeda-affiliated Ansar al-Islam on the border patrols of Kurdistan in the remote eastern areas of Sulaimaniya. The latest such attack took place yesterday but did not result in any casualties.

On the same day Barzani was in Sulaimaniya, another attack was reported in Gokhlan village, around 96 kilometers east of Sulaimaniya, near the Iranian border.

Becoming increasingly concerned and impatient with recent militant activities on Kurdistan Region's border, PM Barzani vowed to introduce new security measures, such as increasing the number of border patrols and Peshmarga and security forces in the border areas of Kurdistan.

"We are considering these issues very seriously because they threaten the security and stability of our region," he said.

Kurdistan has been spared much of the violence that has engulfed the rest of Iraq, but regional authorities are worried that the increasing pace of attacks by Ansar al-Islam could endanger Kurdistan's security.

Earlier attacks by Ansar al-Islam militants over the past few weeks have left several Kurdish patrol guards injured. The group has increased its attacks since early March.

Before the Iraq war began in March 2003, the militant group of Ansar al-Islam —then led and



Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani speaks during a police graduation ceremony in Erbil.

controlled by Kurdish militants—was controlling a considerable swath of the border strip in Halabja in the eastern mountains of Sulaimaniya province on the border with Iran. It was involved in several "terrorist" activities including the brutal killing of dozens of Peshmargas of the Patriotic Union of Kurdistan in Kheli Hama village near Halabja.

Ansar al-Islam bases were among the first targets by American missiles and warplanes. Within a few days, militant group's bases were swept away from

the area and the surviving members of the group fled to Iran. Some of them later returned to Iraq to form another al-Qaeda-affiliated group, Ansar al-Sunnah.

Ansar al-Sunnah has been involved in major attacks against American, Iraqi, and foreign targets, including the deadly attack on the United Nations headquarters in Baghdad in August 2004.

GLOBE PHOTO/ Wahid Ismael

Iraqi Cleric Reviles Americans, but Needs Them, Too

By EDWARD WONG

BAGHDAD — Moktada al-Sadr's power is felt from Baghdad to Washington even when he has vanished from sight.

For the last month or so, from a secret location, the young Shiite cleric has issued calls encouraging Iraqi nationalism and anti-American sentiment, a sure path to popularity in his frightened, frustrated land.

He organized a protest that drew tens of thousands of people to the Shiite holy city of Najaf to demand an end to the American military presence. They burned American flags and chanted, "Death to America!" Then, in mid-April, he withdrew his six cabinet ministers from the government, complaining that it was not doing enough to rid the country of the Americans.

But ask his aides for concrete details of a timetable to present to the Americans, and the picture becomes murkier. They say they want the Americans out. But not just yet.

"In order to drive out the occupation, we need to build up the security forces; then we can have a timetable," said Abdul Mehdi Mutairi, one of Mr. Sadr's top political officials, as he smoked at

his desk inside the main Sadr office in Baghdad, his television tuned to an Iranian-financed satellite network. He was referring to the Iraqi government's largely Shiite army and police, which by all accounts could not yet control Iraqi violence on their own.

The gap between Mr. Sadr's public oratory and his actions shows that he, as much as any American or Iraqi official, understands that there is no easy path to securing Iraq's future. He does have a starkly plain vision — a centralized Islamist Iraq ruled by nationalist Shiites who are distanced from, if not openly hostile to, the United States. But he also has a problem all too familiar to the Bush administration: he does not know exactly how to realize his vision, given the complexities of the conflict.

He has become a great improviser. He publicly courts anti-American Sunni nationalists while his Mahdi Army militia kills Sunni Arabs. He denounces Shiite groups backed by Iran while he is said to be hiding in Iran and taking instructions from clerics there. He promotes Shiite

unity while Mahdi fighters battle other Shiite groups in cities across the south, as they did recently in Diwaniya.

When his allies quit the cabinet, he said he could no longer work with the government. But he left his 30 legislators

in the Parliament.

A secular senior Iraqi official said Mr. Sadr's thinking was in constant evolution, groping for a workable strategy for the war.

Anti-Americanism is the basis of his popularity. More than any other Iraqi politician, he is willing to validate and capitalize on the refusal of large segments of the Shiite population, especially the poor and dispossessed, to respect any government that has the support of

Moktada al-Sadr's hostile words are cloaking a complicated agenda.

the Americans. It is one of the most vexing problems for the Americans, since President Bush's strategy rests on the premise that formerly oppressed Shiites will work with the Americans.

But while Mr. Sadr's aides criticize Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki for refusing to set a timetable for American withdrawal, Mr. Sadr himself has not come forward with deadlines. Beneath

all his fiery talk, Mr. Sadr seems to understand that the Shiite-dominated security forces — which include many recruits from his militia — still need training and equipment from the Americans to take on the relentless Sunni militants in the widening civil war.

Just as complicated is Mr. Sadr's relationship with Iran. Like many prominent Shiite leaders, Mr. Sadr has kept close ties to Iran, and the Americans have said he has been in hiding there during the current troop buildup.

Yet, Mr. Sadr's main distinction from his greatest Shiite rival, Abdul-Aziz al-Hakim, the leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in



Ozier Muhammad/The New York Times

American officials say Moktada al-Sadr is urging Iraqi resistance while hiding in Iran.

Iraq, is that his father, a powerful cleric, stayed inside Iraq to oppose Saddam Hussein while Mr. Hakim's family fled to Iran and founded the Supreme Council there.

Because of that, Mr. Sadr has a much greater popular base here than Mr. Hakim or any other Shiite politician. Mr. Mutairi said that an alliance with Iran had limited appeal for Mr. Sadr.

"Speaking on a religious level, it's possible," he said. "But the Sadrists are a nationalist movement. We reject the interference of any country. We don't want Iran's problems to be settled on our land."

The Washington Post

Is the U.S.-Turkey Alliance at an End?

By *Rajan Menon and S. Enders Wimbush*

Special to washingtonpost.com's Think Tank Town April 24, 2007

Turkey and the United States are approaching a critical strategic crossroad that will determine both the shape and the content of their relationship for the foreseeable future. The pressures forcing change on this long-standing alliance -- which has endured since the Truman Doctrine in 1947 -- are powerful. Neither Turkish nor American policymakers seem to grasp the emerging reality that this important friendship is fast eroding; alternatively, they have concluded that the alliance has run its course and are prepared to let it go. Neither side is taking serious remedial measures to recalibrate a vibrant friendship that has served both countries well for more than half a century. The consequences for both sides of a failure to make necessary course corrections will be significant.

The war in Iraq is the most immediate bone of contention driving Turkey and the U.S. apart, but it is not the only driver. Since Turkey denied use of its bases to initiate a second American front in Iraq in the run-up to the 2003 invasion, the prevailing perception across the Turkish political spectrum -- including in the all-important military and political elite -- is that Washington is seeking to punish Turkey. For its part, Washington has made its feeling of betrayal clear to the Turks and to the world. Political miscalculations, articulated via hyperbolic political theater on both sides, might have dissipated under different circumstances, but this has not happened. Instead, the Iraq war has put new energy into the third rail of Turkish politics: the Kurdish question. Ankara fears not only that the American-led intervention cannot hold Iraq together, but that it is a powerful stimulant for its breakup, which will result in an independent Kurdish entity in northern Iraq, bordering Turkey's Kurdish population. Turkey's experience fighting Kurdish separatists and terrorists is long, bitter and bloody. Consequently, there is no resonance at any point on Turkey's political spectrum, or even in private discussions, for allowing something resembling a Kurdish state to emerge on the ruins of broken Iraq.

To the contrary, in the last few days, Turkey's military leaders acknowledged that they are seriously contemplating finally intervening with their own powerful military in northern Iraq to eliminate this possibility, regardless of the presence of American troops there or elsewhere in the country. Recent reports suggest that this decision is already before Turkey's parliament, and that it has strong popular support.

Anti-Americanism in Turkey, fueled by the continuing chaos in Iraq and the decisions that led to that imbroglio, is running at unprecedented levels, as opinion polls have graphically documented in recent months. Nearly 80 percent of Turks view the United States as a problem, including being a direct threat to Turkey's national security.

Iraq is the immediate irritant, but Turkey's search for a more comprehensive identity has been underway since at least the end of the Cold War. Turkey has been slowly redefining its strategic identity since the early 1980s, an evolution to which official Washington has been stunningly silent. Decades of Turkish secularism and an obsessive pro-Western orientation -- always somewhat artificial -- are being adjusted to reflect the realities of Turkey's new strategic position and objectives. Today many Turks understand that it is essential to create a more organic equilibrium in Turkey's relationships with the Muslim world, with Eurasia -- particularly with Russia and the emerging Eurasian power China -- and formalize Turkey's relationship with the West, emblemized by Turkey's current efforts to join the European Union. A new generation of Turkish strategists sees Turkey as a major player across the Islamic world and as a major Eurasian actor -- with or without the United States -- while still keeping a strong foothold in the West.

American policy makers continue to mouth platitudes to the effect that Turkey is a model democratic secular Islamic state, a misplaced accolade most Turks find highly insulting. They view themselves rather differently, and more broadly: as a crucial ally in the struggle against terrorism; as a critical security nexus atop an arc extending from Israel to Central Asia, a zone of actual or potential upheaval and war; as a guarantor of essential water-borne commerce, particularly hydrocarbons; as a frontline state against a potentially nuclear-armed Iran; and as a corridor for the strategically important Baku-Tbilisi-Ceyhan oil pipeline.

Turks have always assumed that their cooperation is key to a durable settlement in Iraq. Most are astonished and aggrieved that the American debate on how to fix the Iraq mess, and the policies of the George W. Bush administration in particular, fail to reflect either Turkey's frontline position or the consequences of American failure in Iraq on Turkey's immediate and longer-term security interests. America, they feel, has taken Turkey for granted. In this, the American media has been complicit, or

ignorant. In most pundits' discussions of how the Iraq issue might eventually be settled, Turkey is almost never cited as a critical actor or as the likely recipient of the consequences of the action of others, almost as if Iraq might somehow be fixed without Turks ever noticing or caring.

The Iraq problem has accelerated a debate in Turkey that likely would have taken place anyway. Today, influential Turks, government officials and foreign policy experts alike have embarked on a strategic reassessment. Turkey's possible reorientation could include building deeper ties with new partners, among them Russia -- with whom Turkey is developing deep economic and energy ties; China, which is building a strong position throughout Eurasia, including in Turkey; Iran -- which is more popular in Turkey today than the United States; and Syria. Strategic realignment could wittingly or unwittingly cause Turks to abandon their longstanding premise that the United States remains the indispensable ally. Turkey's rejection by the EU, an outcome a growing number of Turks are coming to acknowledge as likely, will accelerate dynamics within Turkey for strategic realignment.

This need not happen. Turkey's strategic salience to American objectives across the Middle East and Eurasia has never been greater, especially as Turkey re-defines itself to account for a post-Cold War world that presents both countries with new challenges, opportunities, and a new range of convergent interests. But both sides urgently need to develop a new vision of the strategic future, beginning with the looming breakup of Iraq and the strong possibility that Turkey will fail to join Europe officially. The latter, ironically, might strengthen opportunities for a revived, redefined U.S.-Turkey partnership.

Both sides need to pay urgent attention to the possibility that the U.S.-Turkey alliance could be in jeopardy. To this end, they should move to establish high-level joint working groups that are tasked with proposing concrete measures to safeguard the alliance and to ensure its relevance for the post-Cold War world. Turkey must also be made a central partner in fashioning a political settlement in Iraq and engage in regular consultations and joint planning to this end.

The U.S. must work with both the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq and the Turkish leadership to prevent the dispute over the oil-rich city of Kirkuk in

northern Iraq (contested by the Kurds and by the Turkmen, who are supported by Turkey) from precipitating open warfare and possible Turkish intervention, which could further undermine America's alliance with Turkey.

Finally, bi-lateral, and eventually multilateral steps must be taken to fashion a "grand bargain" between the KRG and Turkey that includes specific and enforceable provisions to assure the KRG

that Turkey will not invade Iraqi Kurdistan to forestall the possibility of an independent Kurdish state and to guarantee Turkey that the KRG will not permit the Kurdish radicals and separatists to use northern Iraq as a base of operations against Turkey.

It is neither in America's interest to "lose" Turkey, nor in Turkey's interest to "lose" the United States. But the dynamics that currently dominate this historic relationship are leading in this direction.

Rajan Menon is an Adjunct Fellow at Hudson Institute and the Monroe J. Rathbone Professor of International Relations at Lehigh University. S. Enders Wimbush is Director of Hudson Institute's Center for Future Security Strategies. They recently published a Hudson Institute monograph entitled, "Is the U.S. Losing Turkey?"

US warns Turkey over Kurdish rebels

FINANCIAL TIMES By Guy Dinmore in Washington April 30, 2007

As Turkey ponders a military incursion into northern Iraq to attack Kurdish rebel bases just beyond its border, the US has begun warning Ankara to learn a lesson from what some officials in Washington are starting to call Israel's "strategic de-feat" in Lebanon under similar circumstances last summer.

When a ceasefire brokered by the United Nations took effect in Lebanon last August, President George W. Bush – who had backed Israel in the month-long war against Hizbollah – declared: "Hizbollah attacked Israel. Hizbollah started the crisis, and Hizbollah suffered a defeat in this crisis".

But recently, in its effort to persuade Turkey not to attack Kurdish militants based in northern Iraq, the Bush administration has been presenting in private a different assessment of Israel's experience. In lobbying Turkey to stay its hand, US officials have described Israel's war against the Shia militant group as a "strategic defeat" that failed to achieve Israel's military goals, brought widespread international condemnation upon it, and destroyed the "myth of the invincibility of the Israeli army".

Like Israel, Turkey faces a designated terrorist group – the Kurdistan Workers party (PKK) – able to mount cross-border raids

while several thousand of its fighters operate securely in territory beyond the control of a weak central Iraqi government. As a result, analysts suggest Turkey finds itself in a similar situation now to Israel last July, except that Ankara, a long-standing Nato ally, is bereft of US support for any move against the PKK, an aspect that riles the Turkish public, politicians and military.

Turkey's military response – should it ignore US pleadings – could also be similar to Israel's, relying primarily on air power and a limited ground incursion to destroy PKK bases. Any occupation is also likely to be limited – as are Turkey's chances of a resounding success.

For the US, the main danger of a Turkish operation is that it would deal a damaging blow to the fragile Iraqi coalition government in which the Kurds play a key role, and possibly to Iraq's integrity as a single nation. General Yashar Buyukanit, chief of the Turkish general staff, said two weeks ago the military case for intervention by his forces was clear, but that it needed political approval, which had not yet been sought. A senior member of Turkey's ruling Justice and Development party told the FT that parliament would almost certainly authorise military operations if the army sought it.

Washington appears to think the threat of intervention is less serious

than late last year, although "we shouldn't be cavalier about it", a senior official said.

Some senior analysts believe the Bush administration must do more to rein in its ally Massoud Barzani, the Iraqi Kurdish leader of the autonomous north who has given sanctuary to the PKK and has infuriated Turkey with his own incendiary threats. "We have been taking it too lightly," says Lee Hamilton, adviser to the Bush administration and co-chair of the Iraq Study Group advisory panel. Turkey "won't tolerate the PKK. I think we have to pay a lot more attention to this".

Glenn Howard, president of the Jamestown Foundation, a security think-tank, says: "The whole track record of this administration is one of miscalculating Turkey." He says there is a "very strong possibility" that Turkey will mount a limited incursion into northern Iraq by the end of May.

Erol Cebeci, one of six Turkish legislators to lobby Washington last week, said that in invading Iraq the US had ignored Turkish warnings that it would open a Pandora's box of ethnic problems. "No government would tolerate this," he said of the PKK's cross-border attacks.

Sukru Elekdag, a senior member of the Turkish opposition Republican

People's party, who also visited Washington, says repeated calls by Iraqi Kurds for independence, a planned referendum, opposed by Turkey, on the future status of the northern city of Kirkuk, which is claimed by the Kurds, and the silence of the Bush administration on supporting Turkey, have led to suspicions of US motives in the region.

"Putting all this together we have come to the conclusion that for the sake of relations with the Kurds, the US is willing to risk the alliance with Turkey. This is not a superficial conclusion," he says.

He accuses the US of "fooling around" with Turkey over the issue for three years, indicating this was partly the result of the Turkish parliament's vote in 2003 that denied transit to US forces on their way to invade Iraq. "Now we can't wait any longer. The US has to understand this."

Zeyno Baran, an analyst at the Hudson Institute, says Turkish action, if it comes, does not have to spell the end of a long relationship with the US. But there are many variables. "Relations on this issue have reached such a low point, it will be just one more blow; it can be managed if the two sides want to manage it," she says.

Building a wall in Baghdad instead of a policy in Iraq

To a military commander trying to make peace amid a civil war in Iraq, building walls to keep rival populations apart might look like a simple way to save lives.

Areas of Baghdad that were once home to both Sunnis and Shiites are being ethnically cleansed, and militants from each sect have attacked areas populated by the other, maiming and killing by the dozens. When American forces began building a 12-foot-high concrete wall last week around Adhamiya, a largely Sunni neighborhood, the goal was to prevent such incursions. A U.S. military news release heralded such barriers as "one of the center-pieces" of a new strategy to end sectarian violence.

American officials took to describing cordoned-off areas as "gated communities" — as if Adhamiya were a patch of Sun Belt suburbia that somehow found itself in a war zone.

In reality, the wall around the neighborhood is a symbol of the incoherence of the Bush administration's current policy toward ending ethnic violence in Iraq.

The purpose of the present security plan, which includes an ostensibly temporary surge in American troop numbers, is to quell Sunni-Shiite tensions long enough to buy time for a political settlement that preserves Iraq as a single functioning state. But as the killings continue, a political consensus among (and within) warring groups appears distant.

Even if walls hamper sectarian killing in the short term, what about the long term? Would Adhamiya be walled off forever? When American forces start to leave when the surge ends, would the Sunni enclave remain? Or would neighborhood residents merely be sitting ducks?

Walls have their uses. The Berlin Wall closed off a means of escape for East Germans who sought their freedom from Communism. But its construction also cooled a political crisis in Central Europe that could have escalated.

More recently, the barrier that Israel has put up in the West Bank — a wall in some places, a fence in others — has been credited with a significant decline in suicide bombings in Israel since 2002. That reduction, however, has come at an awful price for Palestinians cut off from economic opportunity.

Perhaps this will not be Iraq's fate. The wall in Adhamiya has alarmed the Sunnis whom it was meant to protect. Iraq's Shiite prime minister has ordered a halt to construction. An American general has now disavowed the notion that walls lie at the heart of the security strategy.

Yet Iraq's disintegration continues. When military officials started building the wall, they implicitly acknowledged that the chasm between Sunni and Shiite is widening in Iraq. President George W. Bush has yet to accept that reality — and recognize that his policy needs to change accordingly.

— The Boston Globe

A wall is final: It declares that reconciliation is no longer possible.

Secularists in Turkey skip presidential vote

They also ask court to annul process

By Sabrina Tavernise

ANKARA: In a defining moment for modern Turkey, the secular establishment that has controlled the state since its founding boycotted a vote for president Friday, declaring that the candidate, whose background is in political Islam, would lead to the end of an era that began with the Ataturk revolution.

The confrontation unfolded on the floor of the Parliament, where Turkey's secular establishment mounted its final stand against an emerging class of Islamic-influenced political leaders and its candidate for president, Abdullah Gul, the foreign minister.

Late in the day in a last-ditched attempt to block what is likely to be Gul's eventual confirmation — two more parliamentary votes remain in the coming weeks in which Gul is likely to prevail — secularists appealed to the Constitutional Court to annul the vote.

But although the leaders spoke in dire terms about the end of Turkey's closely guarded secularism, that prospect seemed distant, and their words sounded more like those of a ruling elite trying hard to hold on to power in a state they helped shape 80 years ago.

"They will create for the first time in Turkey a very dangerous situation and upset all the balances," said Onur Oymen, a senior leader in the main secular opposition party.

"In a country with a Muslim population, you can't have democracy without secularism."

But in the paradox that is modern Turkey, it has been political leaders like Gul, and his closest political ally, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, both important thinkers in Turkey's movements of political Islam of the 1990s, who have been most aggressive in mod-

ernizing the state.

Gul, an inspiring English speaker, has tirelessly lobbied for Turkey's membership in the European Union. Under Erdogan and Gul, the Turkish economy has had unprecedented growth during the past four years.

"This government has been in power for four years and they have done nothing to put Islam in politics," said Metin Heper, a political science professor at Bilkent University in Ankara.

"They are hard workers. They learn. They don't make the same mistake twice."

On Friday, they also were trying hard to win over the opposition. In an elegant chamber of a building designed in the late 1930s, party workers distributed small pots of rice pudding, ice cream and much Turkish delight.

The ice cream was circulated widely, but the two camps remained separate, with nearly half of the chamber's orange-upholstered seats empty, their secular occupants in a back room smoking, sipping tea and watching the proceedings on a flat-screen television.

"I am utterly sad that such a scene is now taking place in Turkey," said Akif Hamzacebi, an opposition politician in the room.

Everyone seemed to have a sense of the historical importance.

Suleyman Gunduz, another lawmaker, was taking photographs of scenes, including one of Gul, Erdogan and other party members praying in a courtyard.

"The reason I'm taking photographs is that the country will never have the same picture again," he said, smiling.

"It's the struggle of the oligarchs and the democratic forces."

Sebnem Arsu contributed reporting.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 28-29, 2007

Iraq's Jerusalem

USA Today April 24, 2007

For decades, the title of "powder keg" — a place where a small spark could touch off a regional war — has belonged to Bosnia. These days, that honor more properly belongs to the Kurdish region of Iraq.

While most attention is fixated on the worst Iraq violence — bombs in Baghdad, trouble in Diyala — disturbing developments in the Kurdish north are threatening to create a new front in the Iraq war.

On the surface, there would seem little to worry about. The Kurdish provinces are a model for what the rest of Iraq should look like: relatively peaceful and democratic, a thriving economy, passionately pro-American. The Kurds proudly tout themselves in a new American advertising campaign as "the other Iraq."

But the region's growing autonomy is fanning ambitions of independence, which invites a whole new set of problems.

Kurdish independence would encourage already-restive Kurds in neighboring countries —

notably the 14 million in southeastern Turkey, but also in Iran and Syria — to separate and join with a new Kurdistan, and for those countries to try to intervene. If that happened, almost any outcome would work potently against U.S. interests.

Turkey is a NATO ally and a Muslim-dominated democracy that is an important bulwark against Islamic radicalism. Iran and Syria are hostile nations whose help we want in stabilizing Iraq. But already, Turkey's top general is calling for military action against Kurdish separatists in Iraq, and a particularly dangerous flash point is arriving quickly: a decision on the fate of the oil-rich city of Kirkuk.

The Kurds claim Kirkuk as a symbol of their land and history. Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, even calls it "our Jerusalem." But it has a tangled makeup. Saddam Hussein settled tens of thousands of Arabs there to dilute the Kurds' claim. In another twist, Turkey regards Kirkuk as a special protectorate because it has a large number of ethnic Turks.

The Iraq constitution calls for a referendum on

Kirkuk by mid-November, and Kurdish leaders are pushing for it to go ahead. But it should instead be postponed until progress can be made on the more urgent issues in the south.

A higher priority in Iraq's parliament ought to be the informal benchmarks President Bush has set for progress — including oil revenue sharing. Without that, there is no basis for sustaining any semblance of national unity, much less ending sectarian violence that is at the heart of the Iraqi conflict.

The United States has been putting pressure on the Kurds and Turkey to cool things down. It has been pushing more Iraqi integration: Kurdish units of the Iraqi army, for example, are helping in the Baghdad crackdown.

Iraq's Kurdish north feels independent, much as the American South once did. Different flags fly and a different atmosphere prevails. But for the sake of Kurds, other Iraqis and the troubled U.S. mission in Iraq, the need is for unity, not separation.

21 Iraqis killed in religious violence

The slayings follow a Yazidi woman's stoning death. Maliki pledges to stop a security wall project in Baghdad.

THE LOS ANGELES TIMES By Tina Susman, Times Staff Writer April 23, 2007

BAGHDAD — A forbidden love affair that ended with a young woman being stoned to death led to more bloodshed Sunday when gunmen dragged 21 members of a religious minority off a bus and shot them dead, Iraqi police and witnesses said.

The incident in the northern city of Mosul was shocking in its brutality and frightening for the specter it raised: that violence between Muslims and non-Muslims could aggravate the already volatile ethnic conflict there between Arabs and Kurds. The victims were Yazidis, an ancient sect that is neither Christian nor Muslim and whose Kurdish followers have faced persecution under a succession of rulers.

Baghdad also was rocked by violence Sunday. Two attacks involving car bombs killed at least 19 people in the capital. One targeted a police station being used as temporary quarters for officers whose station had been destroyed in a bomb blast.

A U.S. military plan to wall off an especially volatile neighborhood of Baghdad appeared on the verge of collapse after Prime Minister Nouri Maliki joined the chorus of complaints about the project, which critics say will worsen relations between Sunni and Shiite Muslims.

At a news conference in Cairo, Maliki said there were other ways to keep neighborhoods safe, the Associated Press reported. "I oppose the building of the wall, and its construction will stop," he said.

American troops began building the 12-foot-high wall around the Sunni area of Adhamiya on April 10 as part of a U.S.-Iraqi security plan to calm Baghdad. The U.S. military had portrayed it as the best method to stop violence in Adhamiya, which is surrounded by Shiite districts.

In a statement late Sunday, the U.S. military said that it was aware of Maliki's statements and would work with the Iraqi government and

military "to establish effective security measures."

Police in Mosul said the slayings of the Yazidis took place in the evening. Men in two cars blocked off a road, stopping a bus taking employees of a weaving factory home. The men then separated the Yazidis from the other passengers and shot them dead, police Capt. Ibrahim Jaboori said.

Police and residents of Bashiqa, where most of the victims lived, linked the attack to the stoning death there this month of a Yazidi woman. She was slain by fellow Yazidis angry over her conversion to Islam and love affair with a Sunni man.

Ayad Arshad, 17, a student who was nearby when the shooting started, said people panicked and fled into their homes. When it was over, Arshad said, he emerged from his house to see bodies strewn on the ground.

"Most of them were older people.

Only two were about my age," he said. "The scene was disgusting. It reminded me of what my father told me about the genocides that Saddam [Hussein] used to do."

The killings struck terror among Yazidis, who shuttered their shops and braced for more attacks.

"The shops were closed in all the areas and neighborhoods where Yazidis live," said Aydan Sheik, a Yazidi from Bashiqa, about 20 miles north of Mosul. "People ran in fear, hiding in their houses. Bashiqa is like a ghost town."

In February, Yazidis in Bashiqa went into hiding after mobs of Sunni Kurds attacked businesses and homes there in anger over a Muslim woman's association with two Yazidi men.

Contested city

The killings raised the specter of a new crisis in Mosul, where Kurds and Arabs already are vying for

dominance in an increasingly bloody ethnic conflict. This month, the U.S. military announced that the security crackdown that was supposed to focus on Baghdad and Al Anbar province would be extended to Mosul, 225 miles north of the capital.

A Sunni Arab politician in Mosul blamed the shootings on insurgents

trying to foment religious violence. "A week ago when they killed the girl that converted to Islam, it was a hideous crime," Yahya Mahmood said. "However, this is not justification for what happened today. This incident is a conspiracy against Mosul to incite civil war."

Nineveh provincial Deputy Gov.

Khasro Goran said last month that former Baathists loyal to Hussein Yazidis practice an ancient religion and "chauvinist Arabs" pretending to act on behalf of Islamic ideals were targeting the Kurdish population in Mosul, the provincial capital. This included trying to drive a wedge among the Kurds by accusing the Yazidis of not being authentic Kurds, Goran told the Kurdish newspaper Jamavar.

Kurdish newspaper Jamavar.

Le Monde

Vendredi 27 avril 2007

Insécurité, pauvreté, absence d'Etat de droit : le constat accablant de l'ONU pour l'Irak

La Mission d'assistance des Nations unies en Irak dresse le tableau de la crise humanitaire et sécuritaire qui sévit dans le pays. Le gouvernement de Nouri Al-Maliki critique ce rapport

BEYROUTH

CORRESPONDANTE

La Mission d'assistance de l'ONU en Irak (Manui) a dressé un tableau accablant, mercredi 25 avril, de la situation dans le pays, contestant notamment les affirmations du gouvernement de Nouri Al-Maliki selon lesquelles la violence a baissé en Irak depuis le lancement, le 14 février, du « plan de sécurité » à Bagdad. Dans un rapport couvrant la période allant du 1^{er} janvier à la fin mars, la Manui déplore les manquements du gouvernement en matière de défense des droits de l'homme et de restauration de la loi et de l'ordre, tout en « admettant que d'énormes difficultés continuent d'entraver » les efforts officiels en la matière. Elle dresse enfin un tableau de la situation humanitaire qui rappelle à bien des égards les souffrances du peuple irakien

Plus de la moitié des Irakiens (54 %) vivent aujourd'hui avec moins de 1 dollar par jour

du temps où, sous la dictature, le pays a été soumis à un embargo international extrêmement sévère durant douze ans.

Le gouvernement irakien a aussitôt formulé des « réserves importantes » sur le rapport, dont il déplore « l'approxima-

tion et le manque de crédibilité sur de nombreux points » – qu'il n'identifie pas –, ainsi que le recours à des sources qu'il juge « non fiables ».

La Manui s'abstient de préciser le bilan des victimes des violences pour la période couverte par le rapport, parce que, précise-t-elle, le gouvernement a refusé de le lui fournir sous le prétexte que, dans son précédent rapport, elle avait exagéré le nombre des pertes en vies humaines. Or celui-ci lui avait été fourni par le ministère de la santé et l'Institut de médecine légale irakiens. Elle n'en dresse pas moins un constat sévère, sur la base des constatations de ses équipes, ainsi que de témoignages et d'entretiens avec des victimes.

Le nombre de victimes civiles demeure très élevé, notamment dans et autour de Bagdad. Les actes d'intimidation de la population continuent, de même que les

ingérences politiques dans les affaires judiciaires. Les clivages géographiques sur une base communautaire s'accroissent. Les minorités ethniques ou religieuses sont victimes d'intolérance. La liberté d'expression est de plus en plus muselée et les droits de la femme bafoués. Ce ne sont là que quelques exemples des graves lacunes relevées par la mission onusienne (qui n'épargne pas les régions kurdes) dont l'objectif est d'aider le gouvernement irakien à promouvoir les droits de l'homme.

Le tableau le plus troublant, notamment puisé aux sources du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), concerne la situation humanitaire. Quelque 8 millions d'Irakiens sont dans une situation vulnérable

et requièrent une assistance immédiate, indique la Manui. Deux millions sont des réfugiés dans d'autres pays et près de deux autres millions sont des déplacés à l'intérieur de l'Irak. L'extrême vulnérabilité de quatre autres millions d'Irakiens tient à l'insécurité alimentaire, à l'escalade de la violence, au manque

d'accès aux services publics élémentaires, à l'inflation rampante et au chômage.

Plus de la moitié des Irakiens (54 %) vivent avec moins de 1 dollar par jour ; 15 % d'entre eux, réduits à la pauvreté extrême, doivent se contenter de moins d'un demi-dollar pour subvenir à leurs besoins quotidiens. En juillet 2006, le taux d'inflation s'élevait à 70 % et celui du chômage à 60 %. Seuls 32 % des Irakiens ont accès à l'eau potable. Les établissements médicaux manquent cruellement de médicaments et d'équipements. Douze mille des 34 000 membres du corps des médecins irakiens ont quitté leur pays, 250 autres ont été enlevés et 2 000 ont été assassinés depuis 2003.

Plus de 700 000 Irakiens ont été forcés de se déplacer dans la foulée de l'attentat qui, le 22 février 2006, a visé le sanctuaire chiite de Samarra, déchaînant les violences interconfessionnelles. Certaines familles ont été déplacées plus d'une fois. Les trois quarts de ces déplacés sont des femmes et les enfants. Nombreux sont les déplacés qui n'ont pas accès aux services publics les plus élémentaires, tels que l'électricité, l'eau et les soins de santé. ■

MOUNA NAÏM

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 30, 2007

A crisis grows in Turkey on secularism

Presidential hopeful declines to step aside despite huge protest

By Sabrina Tavernise

ISTANBUL: Several hundred thousand people gathered Sunday in central Istanbul, calling on the governing party's candidate for president, Foreign Minister Abdullah Gul, to withdraw his candidacy and protesting what they said was a plan by the government to move Turkey away from its secular legacy. Gul, meanwhile, declined to step aside.

Turkey is in the midst of a political showdown in which the long-governing secular establishment, backed by the powerful military, is confronting a new class of Islamic-influenced political modernizers, led by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. The confrontation has burst into public over Erdogan's choice of Gul, a close ally, for president. The presidency is the most important post in the secular establishment, and the prospect that it could be occupied by a man whose background is in political Islam is threatening to many people here.

The standoff seemed to harden further Sunday, with Gul, whose wife wears an Islamic head scarf, a quality that secular Turks find unacceptable in

a presidential candidate, declaring he would not withdraw his candidacy.

"The process has begun and will continue," Gul said in Ankara, Reuters reported. "There can be no question of my candidacy being withdrawn."

That stance set his party and the emerging middle class of observant Turks it represents on a collision course with the secular establishment and the military.

On Tuesday, the Constitutional Court is expected to rule on whether he can run. If it rules against Gul, Erdogan has promised that he will call national elections, a move that would redraw the national political map, possibly even more favorably for Erdogan and his party.

The police said the demonstrators numbered about 700,000, according to The Associated Press.

Protesters wore and waved Turkish flags and chanted "Government resign!" in Caglayan Square, on the European side of this vast port city. The authorities did not offer estimates of numbers: Both sides in the political standoff are trying to put them to use. Aerial photographs showed a sea of Turkish flags and crowds overflowing highway dividers.

The gathering seemed to draw a variety of Turks from different backgrounds. The uniting factor seemed to be their distrust of Erdogan's government, although they disagreed broadly on the reasons.

"Their constitution is the Koran," said Yalcin Turkdogan, a 61-year-old architect who had not been to a demonstration since 1977.

The evidence, he said, was "their behavior, their speech, their ideas, and their religious education."

For others, it was Erdogan's policies of sales of state assets. His government has pushed for modernization of the state, a policy that has included sales of state-owned companies, a process that has made some Turks uncomfortable.

A serious problem for secularist Turks is the lack of an agile, articulate political

party to unite them and mount a serious challenge to Erdogan. There appeared to be broad agreement that Deniz Baykal, the current leader of the main opposition party, was not up to the task.

Gokay Gedik, a 20-year-old student at Marmara University who had come to the rally with his friends, all members of the same rock band, described that party with a phrase in Turkish, whose approximate translation, his friend said, was "Blah, blah, blah."

Earlier, the government struck back at the country's powerful military, declaring that the army was not above the law or the government that commands it. On Friday, the military, which has deposed four elected governments since 1960, most recently in 1997, warned that

it would intervene if the government did not demonstrate sufficient respect for the secular state.

A government spokesman, Cemil Cicek, said Saturday at a news conference that the military was out of line when it issued a warning that it would move against Erdogan's government if religion was allowed to enter too far into politics. The government, Cicek said, was elected, and the military is under its control.

"It is inconceivable in a democratic state that the general staff would use any phrase against the government on any matter," said Cicek, who is also the justice minister. His remarks were broadcast on NTV television. "The chief of the general staff, in terms of his duty and authority, is accountable to the prime minister."

One of the most powerful forces in the state, the military considers itself the protector of the secular legacy of Mustafa Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey.



Osman Orsal/Reuters

Secular Turks demonstrating Sunday in Istanbul against the governing party candidate for president, Abdullah Gul.

The post is the most important in the secular establishment.

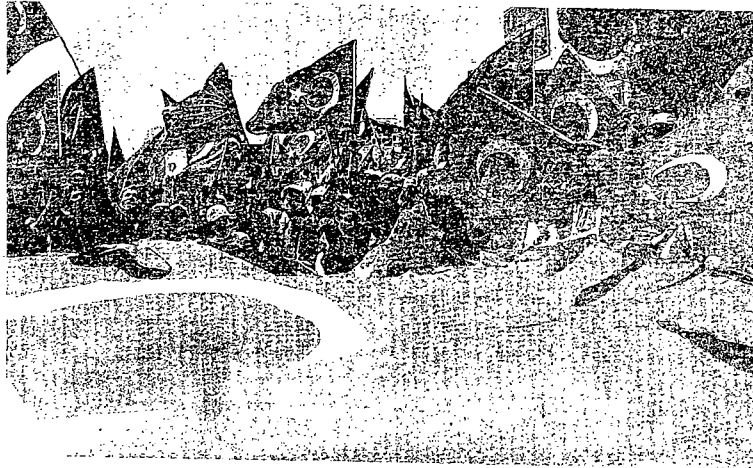
Les laïques turcs défient les islamistes dans la rue

TURQUIE

Un million de personnes ont défilé à Istanbul pour faire pression sur le gouvernement.

Istanbul

« PAS D'IMAM à la présidence ! », « Gouvernement démission ! », scandait l'immense foule qui a manifesté dimanche à Istanbul pour s'opposer à l'élection à la présidence du ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül. Deux semaines après le vaste rassemblement au mausolée d'Atatürk, le fondateur de la Turquie



moderne, à Ankara, un million de personnes sont à nouveau descendues dans la rue pour faire pression sur le gouvernement islamo-moderé et défendre la laïcité qu'ils jugent menacée par le processus électoral.

« Je ne veux pas que la Turquie se transforme en Arabie saoudite, ce gouvernement m'effraie », s'enflamme Arzu Birol, scénariste de télévision, au milieu d'un océan rouge et blanc. Des drapeaux, des bandeaux, des cravates et même des tapis arboraient les couleurs nationales. « C'est une blague, ils n'ont pas changé, ce sont toujours des islamistes », renchérit son amie, alors que la foule

le reprend, enfiévrée, le slogan « Non à la charia ! ». Tous ces adversaires du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir sont convaincus que l'accession d'Abdullah Gül au palais présidentiel de Cankaya sonnera le glas de la laïcité en Turquie. « La présidence, c'est tout ce qui reste aux laïques, les fondamentalistes tiennent déjà les municipalités et le gouvernement », explique Fatos, une architecte qui a poussé la panoplie républicaine jusqu'au bout de ses ongles peints en rouge vif.

« J'espère qu'Erdogan (le premier ministre, NDLR) a compris

l'avertissement de l'armée », explique Asli Aylan, qui trouve « qu'elle aurait dû le faire bien avant ». Vendredi soir, dans un communiqué, le chef de l'état-major a brandi la menace d'une intervention militaire. Et l'ombre de l'armée, qui a réalisé quatre coups d'État au cours des cinquante dernières années, pesait lourdement sur la place Caglayan. « C'est une erreur tactique, gronde Sadiyet Tureli, une professeur qui tient une banderole du syndicat de l'éducation Egitim-Sen. Dans une démocratie, la société civile doit pouvoir se débrouiller toute seule. » Mais si de nombreux

laïques ont renoncé à manifester pour ne pas être associé à l'ingérence militaire dans l'élection, le renfort de l'armée était souvent jugé rassurant. « Si Gül est élu, je soutiendrai une intervention même si c'est antidémocratique », finit par reconnaître Necdet Tercan, agriculteur.

« Nous sommes tous des soldats »

Entre la sauvegarde de la République et le respect de la démocratie, les manifestants n'hésitent pas. La formule « Nous sommes tous des soldats » prend dans certains groupes. Mais quand l'hymne national

résonne, c'est toute la foule qui s'immobilise au garde-à-vous.

Dans une atmosphère hostile aux journalistes, turcs comme étrangers, et à la Tüsiad, le patronat turc, accusés d'être « vendus aux islamistes », la demande de l'Union européenne de respecter le processus démocratique ne rencontrait au mieux aucun écho, au pire une franche hostilité. « Tant pis si ça casse avec les négociations d'adhésion, balaye d'un revers de la main Arif Karakaf, un pharmacien trentenaire. Tout ce qui compte, c'est la défense de la République; le reste, on s'en fiche. »

LAURE MARCHAND

Les militaires à nouveau tentés par le coup d'État

Les militaires ont adressé aux islamistes un ultimatum d'une rare virulence qui laisse planer le risque d'un coup d'État.

De notre envoyé spécial à Istanbul

C'EST LA GUERRE des kèpis contre le turban, la version turque du foulard islamique. Une guerre de position avec ultimatum électronique et menace de coup d'État virtuel. Après des mises en garde feutrées, l'armée a engagé l'épreuve de force contre le gou-

vernement de Recep Tayyip Erdogan. L'institution militaire est sortie de ses gonds vendredi soir dans un communiqué diffusé sur son site Internet après le premier tour de l'élection présidentielle remporté par Abdullah Gül, le candidat du Parti de la justice et du développement (AKP).

Inattendue à cet instant précis, la déclaration des forces armées a frappé les esprits en raison de la virulence des mots employés. Les généraux d'Ankara ont menacé sur un ton belliqueux de lancer un putsch pour défendre leur conception de la République proclamée par Mus-

tapha Kemal en 1923 sur les ruines de l'empire ottoman. « En cas de nécessité, les forces armées turques exprimeront clairement et nettement leur position et agiront

en conséquence. Nul ne doit en douter », dit le texte. Ils ont également défini l'adversaire à combattre : « Tous ceux qui s'opposent à la conception "Heureux qui se dit turc" du grand fondateur de notre république Atatürk sont les ennemis de la république et le resteront. »

Coup d'État postmoderne

Mise en ligne nuitamment, la mise en demeure a réveillé dans la population la crainte d'un coup d'État. Les anciens ont dressé un parallèle avec les prémices du pronunciamiento de 1960 qui avait permis de maintenir au pouvoir la bureaucratie civilo-militaire de l'époque. Les plus jeunes se sont souvenus du mémorandum du 28 février 1997 adressé par l'armée au gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan.

L'Europe sifflée par les manifestants

Sur la tribune, un animateur harangue la foule tandis que des images d'archives de la bataille des Dardanelles défilent sur un écran géant : « Washington et Bruxelles vous regardent ! Montrez-leur ce que vous voulez ! » Des sifflets fusent. « Ni les États-Unis, ni l'Union européenne ! Turquie indépendante ! Nous sommes

tous des kémalistes ! » scandent les manifestants qui dénoncent le soutien des Occidentaux au gouvernement Erdogan. Samedi, le commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn, avait déclaré que le « respect de la démocratie était la condition essentielle de la candidature turque à l'UE ».

T.O.

Celui-ci avait dû plier bagage sans demander son reste, puis son parti avait été mis hors la loi sur décision de la Cour constitutionnelle. On avait parlé de coup d'État postmoderne.

Successeur indirect d'Erbakan, Erdogan a tiré les leçons de la mésaventure. Son mouvement, l'AKP, qui est le fruit d'un glissement de l'islamisme vers le conservatisme musulman, affirme respecter les valeurs républicaines. Et plutôt que de feindre l'indifférence comme l'avait fait Erbakan face aux militaires, le gouvernement s'est rebiffé. « Il est inconcevable que dans un État de droit, l'état-major, une institution qui demeure sous les ordres du premier ministre, tienne des propos contre le gouvernement », a répliqué avant-hier le porte-parole du gouvernement et ministre de la Justice, Cemil Çiçek. Erdogan s'est de son côté expliqué

par téléphone avec Yasar Büyükanit, le chef d'état-major des armées. Avant qu'Abdullah Gül annonce qu'il n'avait pas l'inten-

tion de céder à un quelconque chantage. « Il n'est pas question pour moi de renoncer à ma candidature », a-t-il confirmé hier.

Concours de récitation du Coran

Dans son communiqué, l'armée s'appuie sur une série de petits événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans des bourgades de province, pour justifier un éventuel retour aux heures noires du passé. « On a fait interpréter des chants religieux à

des petites filles auxquelles on a fait porter des tenues rétrogrades le 22 avril à la veille de la fête nationale des enfants », s'est indigné l'état-major. Des concours de récitation du Coran organisés ici et là seraient le signe que la patrie est en danger. À en croire l'armée, les « intégristes » se seraient « enhardis » à la suite du débat suscité par le foulard porté par l'épouse d'Abdullah Gül. Un accessoire qui cristallise les passions. Interrogé par la presse sur le particularisme vestimentaire de

sa femme, le prétendant au palais présidentiel de Cankaya avait estimé, peu après avoir été désigné par son parti, qu'il s'agissait là d'une « préférence, d'un droit individuel, que tout le monde doit respecter ». Déjà tendue, la polémique avait alors pris une tournure encore plus passionnelle.

Au lendemain du coup de canon des généraux, l'offensive du camp laïc contre l'AKP monte de plusieurs crans. Elle se développe dans une relative synchronie au niveau militaire, politique et juridique. L'armée intimide, le peuple kémaliste occupe la rue, et les juges de la Cour constitutionnelle se préparent à trancher.

Hier, une marée humaine rouge et blanche a déferlé dans Istanbul pour « barrer la route de Cankaya à la charia » (lire ci-dessus). Les manifestants, qui réclamaient la démission du gouvernement, rivalisaient d'un patriotisme fortement teinté de militarisme. Quant à la Cour constitutionnelle, composée de magistrats issus de l'establish-

ment républicain, elle doit se prononcer très prochainement sur la requête d'invalidation du premier tour présidentiel, présentée par l'opposition pour absence de quorum au Parlement. Mais son verdict est tronqué par les pressions militaires. « L'ingérence de l'armée peut avoir un effet boomerang. Si le vote est invalidé, la Cour perd tout crédit. S'il est validé, Abdullah Gül sera élu avec la marque de l'ultimatum. Que peut faire alors l'armée ? », s'interroge le politologue Ahmet Insel.

Dans un cas comme dans l'autre, des élections législatives anticipées seront nécessaires pour tenter de dénouer la crise politique la plus grave que connaît la Turquie depuis dix ans. Une crise où s'affrontent, selon Ahmet Insel, « conservatisme musulman et conservatisme laïque ».

THIERRY OBERLÉ



25 AVRIL 2007

ENTRETIEN Ihsan Dagi, professeur à l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara

« La laïcité n'est pas en danger en Turquie »

La bureaucratie d'État turque s'abrite derrière la défense de la laïcité pour préserver ses intérêts, estime le chercheur Ihsan Dagi

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a renoncé à se présenter à la présidence de la République. Pourquoi cette perspective était-elle inacceptable pour le camp laïque, notamment l'armée ?

IHSAN DAGI : L'armée ne défend pas tant la laïcité que le kémalisme. La laïcité n'est pas en danger en Turquie, même avec un premier ministre, voire un président, issu de l'islam politique. Dans sa très grande majorité, la population considère qu'elle est une garantie démocratique et rejette la loi islamique comme forme de gouvernement.

Le kémalisme, lui, est un discours promu par certains groupes sociaux pour défendre les intérêts qu'ils perdent, du fait de la transformation de la société.

L'économie de marché conduit au développement d'une société plus ouverte. De nouvelles forces sociales s'octroient des positions et des avantages dont bénéficiait jusqu'ici la bureaucratie d'État. **Qu'est-ce qui définit aujourd'hui les héritiers du kémalisme ?**

Paradoxalement, ce sont eux qui ont créé l'État, développé l'économie et tourné le pays vers l'Occident et notamment l'Europe. Mais le processus leur a échappé et aujourd'hui ils manifestent une forte opposition à l'Union européenne, ils sont anti-globalisation et se montrent sceptiques envers la démocratie et la modernité politique. Pour eux, si la démocratie permet à Erdogan de prendre le pouvoir, c'est que quelque chose ne va pas dans la démocratie ; si les droits de l'homme permettent l'émergence de l'identité kurde, il faut changer d'option. Leur peur du monde extérieur est alimentée par la vision d'un Occident tramant des complots visant à démanteler le pays. La question kurde, la question arménienne, la question de Chypre sont considérées comme autant de pièges.

Quelle est leur marge de manœuvre aujourd'hui ?

Leur capacité à peser sur l'évolution de la Turquie est limitée. Ils n'ont jamais infiltré les reins et les cœurs de la population. Leur place forte, c'est la bureaucratie, une base qu'ils ne peuvent guère élargir car la Turquie a cessé

De nouvelles forces sociales s'octroient des positions et des avantages dont bénéficiait jusqu'ici la bureaucratie d'État.

d'être un État bureaucratique. Ils représentent entre 15 % et 20 % de l'électorat, ce qui est insuffisant pour stopper le parti d'Erdogan ou pour faire machine arrière par rapport à l'Union européenne ou à la Convention européenne des droits de l'homme.

En revanche, les Européens doivent agir avec précaution. Prenez la question arménienne. Plusieurs sondages montrent que

la population est prête à affronter le passé. Mais les groupes antieuropéens sont prompts à accuser les Européens de vouloir diviser le pays, élargir l'Arménie actuelle, créer un Kurdistan. Ils utilisent les votes sur le génocide à l'Assemblée nationale française, au Parlement européen, et peut-être bientôt au Bundestag allemand, pour refroidir le soutien de la population à l'adhésion à l'Union européenne et stopper, à terme, le processus de modernisation et de démocratisation. Les années 2002-2005 ont été une très mauvaise période pour les forces antieuropéennes en Turquie, le soutien à l'adhésion dans l'opinion oscillant entre 65 % et 79 %. Mais depuis deux ans, le scepticisme augmente, ce qui a contraint le gouvernement à une pause dans les réformes. Les Européens doivent veiller à ne pas donner des arguments facilement manipulables aux forces qui leur sont hostiles en Turquie.

RECUEILLI PAR
JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN
(à Ankara)